

Génération désenchantées ?

Jeunes et démocratie

Sous la direction de Laurent Lardeux et Vincent Tiberj

Généralions désenchantées ?

Jeunes et démocratie

Sous la direction de Laurent Lardeux et Vincent Tiberj

L'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire est un service à compétence nationale rattaché au directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Observatoire producteur de connaissances, l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) est un centre de ressources et d'expertise sur les questions de jeunesse et les politiques qui lui sont dédiées, sur l'éducation populaire, la vie associative et le sport.

Sa mission : contribuer à améliorer la connaissance dans ces domaines par la production de statistiques et d'analyses, l'observation, l'expérimentation et l'évaluation. Son ambition : partager cette connaissance avec tous les acteurs et éclairer la décision publique.

L'INJEP, creuset de nouvelles connaissances et de nouvelles données publiques

Rassemblant des experts de disciplines variées (statisticiens, sociologues, économistes, documentalistes...), l'INJEP produit, rassemble, analyse, synthétise et diffuse des connaissances sur les jeunes et les politiques de jeunesse du niveau local au niveau européen, sur les démarches d'éducation populaire, sur la vie associative et sur le sport. L'INJEP conduit ainsi un vaste programme d'études et de recherches sur ces questions. Il comprend également le service statistique ministériel chargé de la jeunesse et du sport et produit à ce titre des données statistiques sur ces thématiques.

L'INJEP, laboratoire d'idées : expérimentations et pratiques innovantes

À travers l'animation du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse (FEJ), l'INJEP accompagne les initiatives innovantes des acteurs de terrain. L'objectif est d'étudier les effets des projets et d'orienter les politiques publiques vers les dispositifs les plus efficaces. Il suit les expérimentations, leur donne de la visibilité et, à partir de leurs évaluations, propose des pistes de capitalisation pour la mutualisation et l'essaimage de bonnes pratiques.

L'INJEP, lieu unique à l'interface des différents acteurs

À la croisée des univers de la recherche, des statistiques publiques, des élus ou professionnels, l'INJEP est un expert de référence capable de produire des données et des analyses qui bénéficient à la fois des apports de la recherche et de l'expérience de terrain. Grâce à ce positionnement spécifique, il joue un rôle de passerelle entre les différents acteurs à travers de nombreuses publications, des produits documentaires et des événements.

Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire

Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative

Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports

95, avenue de France – 75650 Paris CEDEX 13

Téléphone : 01 70 98 94 00

Site : www.injep.fr

«Aux termes du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, micro filmage, scannérisation, numérisation...) sans le consentement de l'auteur ou de ses ayant droits ou ayant causes est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.»

«Il est rappelé également que l'usage abusif et collectif de la photocopie met en danger l'équilibre économique des circuits du livre.»

Génération désenchantées ? Jeunes et démocratie

Sous la direction de Laurent Lardeux et Vincent Tiberj

Sommaire

Introduction	
Le plus bel âge pour la démocratie française ?	7
<i>Laurent Lardeux, Vincent Tiberj</i>	
Première partie	
Inégalités entre jeunes et polarisation des valeurs	21
Chapitre 1	
Des jeunes et des inégalités	23
<i>Yaëlle Amsellem-Mainguy et Laurent Lardeux</i>	
Chapitre 2	
Les valeurs économiques et sociales des jeunes : plus interventionnistes, plus altruistes	45
<i>Frédéric Gonthier</i>	
Chapitre 3	
Individualisation ou valeurs traditionnelles ?	63
Idéal familial, libéralisme des mœurs et valeurs de tolérance	
<i>Pierre Bréchon</i>	
Chapitre 4	
Une jeunesse moins « ouverte » que par le passé sur les questions touchant aux immigrés et aux minorités ?	81
<i>Guillaume Roux</i>	
Deuxième partie	
Participation politique, démocratie et rapport aux institutions	97
Chapitre 5	
Les jeunes Français sont-ils moins attachés à la démocratie que les autres ?	99
Une exploration des déterminants du soutien aux alternatives non démocratiques	
<i>Camille Bedock</i>	

Chapitre 6	
Ni pires, ni meilleurs... différents!	121
Comment la citoyenneté évolue parmi les jeunes	
<i>Vincent Tiberj</i>	
Chapitre 7	
Trop apathiques ou trop remuants?	145
Génération et participation politique	
<i>Vincent Tiberj</i>	
Chapitre 8	
«Tout est chaos?» Prendre position en politique	
dans les années Macron	167
<i>Vincent Tiberj</i>	
Troisième partie	
Sentiment d'appartenance locale, nationale,	
européenne et supranationale	189
Chapitre 9	
Entre cosmopolitisme et fierté nationale :	
des sentiments d'appartenance hybrides	191
<i>Laurent Lardeux</i>	
Chapitre 10	
Les jeunes Français et l'Union européenne :	
une relation contrariée	209
<i>Céline Belot</i>	
Présentation des auteurs et autrices	229

Introduction

Le plus bel âge pour la démocratie française ?

Laurent Lardeux, Vincent Tiberj

La crise sanitaire de 2020, au-delà de ses impacts économiques et sociaux, plus particulièrement sur les jeunes et les moins diplômés d'entre eux, aura été un miroir grossissant des distorsions entre gouvernants et gouvernés. Dans un « état d'exception » (Agamben, 2003) mis en place pour déroger au droit commun et apporter des réponses immédiates à des situations elles-mêmes exceptionnelles, les formes de défiance exprimées vis-à-vis des institutions de la vie politique et démocratique se trouvent exacerbées. Dans cette crise, les jeunes sont particulièrement dans la tourmente ; ils peuvent se sentir dépossédés de leur jeunesse, de leur éducation, de leur entrée sur le marché du travail, de leurs sociabilités.

Pour autant, si les périodes de crise constituent des mises à l'épreuve de l'état des relations entre les citoyens et les institutions de la vie politique et démocratique, les formes de défiance observées n'en demeurent pas moins inscrites dans le temps long de transformations générationnelles en cours qui marquent durablement le lien politique et le rapport aux institutions. La dernière édition de l'enquête européenne Valeurs, *European Values Study* (EVS), est l'occasion d'interroger plus en profondeur les relations ou les systèmes d'opposition et de régénération entre jeunesse et démocratie, en apportant différents éclairages sur une dimension qui avait fortement interpellé les chercheurs lors de la précédente vague en 2008 (Galland, Roudet, 2012).

Rappelons que les jeunesse d'il y a dix ans, sans être homogènes ou monolithiques, affichaient déjà des degrés d'attachement variables aux démocraties représentatives. Les principes et les valeurs qui sous-tendent ces démocraties semblaient globalement acceptés, mais quand on y regardait de plus près, la contestation des élites et l'extension de la participation protestataire venaient remettre en question le fonctionnement classique de ce type de démocratie. Les demandes de plus de référendums ou d'association des citoyens aux décisions et, dans le même temps

(mais pas forcément par les mêmes jeunes), l'attrance pour des figures et leaders forts ou le recours accru aux élites et experts révélait des conceptions et des aspirations difficilement conciliables. Bref, les jeunes se retrouvaient de plus en plus souvent dans une démarche qui visait à critiquer la démocratie tout en la soutenant. Dans leur ambivalence, ces réponses témoignaient d'une complexité accrue de la construction du rapport à la démocratie (Roudet, 2009). À l'époque, on pouvait faire l'hypothèse d'un effet d'âge, qui passerait une fois que ces jeunes seraient rentrés dans l'âge adulte. Cette hypothèse ne semble pas s'être vérifiée.

Qu'en est-il dix ans plus tard, dans une période marquée par la grande crise, qui a accentué encore davantage les inégalités sociales et spatiales et les écarts entre « perdants » et « gagnants » de la mondialisation (Kriesi *et al.*, 2008)? Qu'en est-il alors que les votes pour les partis d'extrême droite progressent, y compris dans les jeunes générations? Qu'en est-il alors que la défiance envers les responsables politiques, les syndicats et les partis est devenue banale, en France, en Europe et en Amérique du Nord et qu'elle s'étend désormais aux institutions de proximité, plus particulièrement à la police? En même temps que s'observe partout dans le monde, dans des contextes sociopolitiques pourtant très différents, une désaffection de la démocratie représentative, les années 2010 ont aussi révélé une participation accrue des nouvelles générations à travers des modalités d'action plus directes, alternatives ou protestataires. Qu'ils interpellent des décideurs pour les inciter à remonter dans l'agenda politique de nouvelles priorités dans le champ environnemental, du travail ou de la solidarité, qu'ils prennent et occupent les places (Pleyers, Glasius, 2013), ou, de manière plus radicale, qu'ils participent à créer des « zones à défendre » pour faire advenir davantage de démocratie ou des formes de démocraties, certains jeunes rappellent régulièrement qu'ils ne sont pas que des « citoyens de demain en formation », rôle dans lequel les cantonnent trop souvent les institutions. Et puis, n'oublions pas celles et ceux que les institutions et responsables politiques peinent à entendre, qui peut-être ont décroché de la citoyenneté en raison d'un décalage grandissant entre l'offre politique traditionnelle et leurs aspirations.

La dernière décennie aura en effet été marquée par le rôle central joué par les nouvelles générations sur différents terrains de lutte, pas seulement en France ou dans différents pays européens, mais également dans le monde arabe comme en Amérique du Nord, à Hong Kong comme au Québec. Dans des contextes politiques et sociaux pourtant très différents, des mouvements initiés ou investis par les jeunes témoignent de leur souhait

commun d'expérimenter les modalités d'une démocratie plus directe ancrée dans des dimensions locales et prolongée dans l'espace virtuel offert par les technologies de l'information et de la communication et les réseaux sociaux (Cardon, Granjon, 2013 ; Pleyers, Capitaine, 2016).

Désenchantement ou réenchantement démocratique ?

Dans les pays occidentaux, là où la démocratie représentative semble pourtant bien installée, un certain nombre de travaux font régulièrement part des risques accentués de déconsolidation de la démocratie (Foa, Mounk, 2016) ou d'évitement du politique (Eliasoph, 2010). Ces troubles de la démocratie représentative sont particulièrement visibles en Europe et en Amérique du Nord : augmentation de l'abstention, affaiblissement des allégeances partisans, défiance à l'égard du personnel politique, montée de la protestation politique. Ces symptômes trouveraient leur origine dans le sentiment répandu chez un nombre accru de citoyens du caractère inadapté de la démocratie contemporaine pour faire face aux nouvelles données de la réalité, telles que l'accroissement des inégalités, l'insécurité sociale croissante ou le développement du capitalisme financier. Et ce ressenti toucherait d'abord les jeunes générations.

Dans le sillage des résultats de l'enquête Valeurs de 2008, les politologues Roberto Stefan Foa et Yasha Mounk (2016) soulignent ainsi qu'une partie significative des habitants des pays riches, en particulier ceux nés dans les années 1980 et après, sont affectés par une forme de déconnexion vis-à-vis des valeurs de la démocratie. La mondialisation économique, mais aussi les défis planétaires tels que le réchauffement climatique seraient les principaux mobiles d'une rupture entre les institutions, d'une part, (souffrant d'un déficit démocratique sur le plan supranational et insuffisamment préparées aux enjeux mondiaux) et la démocratie, d'autre part, (trop souvent limitée à l'espace national avec des difficultés majeures à franchir les échelons supérieurs). Des citoyens devenus sceptiques sur la légitimité de ce modèle en viendraient alors à se laisser séduire par des régimes autoritaires. La théorie de la consolidation démocratique partait du postulat qu'une fois établie, la démocratie ne pouvait que se consolider et s'enraciner de manière positive. Pourtant ce régime politique se trouverait alors profondément fragilisé par le désenchantement à l'œuvre. Cet éloignement – ou cette indifférence – nourri par des situations de stagnation, voire de régression du niveau de vie, serait susceptible de conduire à une « déconsolidation démocratique ». Ces inquiétudes prennent un relief singulier dès que l'on tente de saisir l'inscription de ces évolutions dans la

dynamique des générations : observe-t-on un affaiblissement de la confiance démocratique et, plus largement, de l'idée même de démocratie dans le renouvellement des générations? Foa et Mounk soutiennent la thèse que les jeunes citoyens de ces pays se montreraient de moins en moins attachés au régime démocratique et de plus en plus tentés par diverses formes de rupture, de populisme ou de radicalité (voir aussi Muxel, 2016).

Le tableau sombre dépeint par plusieurs auteurs contemporains sur la défiance accrue des jeunes vis-à-vis de la démocratie ne doit toutefois pas occulter les attentes nouvelles de participation qu'ils expriment dans différentes arènes. Le rapport à la politique des jeunes est certes en voie de transformation, mais il ne se matérialise pas seulement par une distance accrue avec le modèle de la démocratie représentative ou par un affaiblissement des allégeances partisans. Il se manifeste également, de manière plus agissante, par la construction d'une citoyenneté à la fois plus autonome et plus personnelle. Le rapport des jeunes à la démocratie devient dès lors plus flexible, mouvant, mais aussi plus inconstant. La citoyenneté réflexive des nouvelles générations accompagnée d'une plus grande conscience critique se traduit par des formes de participation et d'engagement plus directes, sans médiation politique traditionnelle avec des périodes de mobilisations intenses et d'autres de désinvestissement. Il faut aussi analyser ce qu'étaient la citoyenneté et le rapport au politique des anciennes générations. Typiquement, un lien fort avec un parti ou une confiance (aveugle) envers un responsable politique pouvaient constituer une remise de soi et n'étaient donc pas nécessairement propices à une citoyenneté active et autonome.

Se soucier des jeunes et de leur attachement à la démocratie est essentiel pour plusieurs raisons. Parce que leur processus de socialisation est en cours, et que les effets à long terme d'une relation changeante à la démocratie peuvent s'avérer centraux pour l'ensemble de la société. Parce qu'ils sont les citoyens de demain et peuvent sous bien des aspects apparaître comme le miroir grossissant d'une société en recherche de nouveaux moyens d'action et d'implication. S'ils s'abstiennent, cela peut autant être le signe d'une désaffection durable à l'égard de la démocratie représentative que la résultante d'un rapport différent à la politique passant par d'autres moyens d'action et d'expression. Cette situation peut induire à terme un déséquilibre des rapports de force entre générations, mais aussi un déséquilibre systémique qui pourrait remettre en question le soutien même aux institutions.

L'ENQUÊTE EUROPÉENNE VALEURS

Intégrée à un programme de recherche international destiné à suivre sur le long terme l'évolution des valeurs en Europe, l'enquête européenne Valeurs (EVS), réalisée pour la première fois en 1981, est renouvelée tous les neuf à dix ans. Faisant suite aux quatre dernières éditions de 1981, 1990, 1999 et 2008, la cinquième enquête de 2018 permet donc des comparaisons sur presque quarante ans.

L'enquête est placée en France sous la responsabilité scientifique de chercheurs et d'universitaires regroupés dans l'Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs (ARVAL) dirigée par Pierre Bréchon, Frédéric Gonthier et Sandrine Astor (PACTE, Grenoble). Partenaire de l'enquête depuis 1999, l'INJEP a souhaité poursuivre son partenariat lors de l'édition 2018 afin de promouvoir une meilleure connaissance de la jeunesse, de mieux saisir ses spécificités, de repérer les convergences ou divergences aux niveaux intra et intergénérationnel, ou encore pour déceler les évolutions des valeurs dans le temps, et donc des effets de générations sur les différentes thématiques abordées dans le questionnaire : rapports des jeunes à la politique, aux institutions, à la famille, au travail, à la religion, plus largement aux normes sociales, mais aussi leurs engagements et leur participation associative.

À l'échantillon principal de l'enquête (1 870 personnes de 18 ans ou plus résidant en France), un échantillon complémentaire de 721 jeunes (18 à 29 ans) a été ajouté permettant d'appréhender plus finement les systèmes de valeurs des jeunes Français, leurs spécificités et leurs éventuelles différences avec d'autres groupes d'âges. L'échantillon principal est strictement aléatoire (choix au hasard de 390 points d'enquête, sélection également au hasard d'adresses de logement, choix aléatoire de la personne du foyer). L'échantillon de 18-29 ans est construit selon des quotas renforcés (sélection aléatoire de 200 points d'enquête, quotas de sexe, d'âge, de profession et de diplôme). Les entretiens, en face-à-face, ont été réalisés entre le 2 mars et le 16 août 2018.

Cependant, se focaliser sur les jeunes ne doit pas faire oublier que les générations déjà là ne sont pas non plus exemptes de contradictions et de tensions. Certains se disent attachés à la démocratie, mais refusent le droit des individus à vivre selon leurs valeurs, ou alors incarnent une vision à la fois légitimiste et autoritaire de la démocratie par en haut où les citoyens doivent rester à leur place, ne s'exprimer que quand on leur demande à travers le vote et suivre les directives des élus le reste du temps. Les générations d'Américains et d'Européens que Foa et Mounk

considèrent comme les plus attachées à la démocratie sont celles nées dans la première moitié du xx^e siècle. Or ce sont aussi les cohortes les plus autoritaires, les plus favorables aux politiques punitives, les moins tolérantes aux comportements qui ne sont pas dans la « norme », les plus conservatrices sur la place des femmes, sur les manières de vivre sa sexualité et l'éducation des enfants, les moins ouvertes à l'égalité civique entre minorités, sexuelles ou ethniques. N'oublions pas que ces générations ont été socialisées outre-Atlantique à un moment où les personnes noires étaient privées de leurs droits de vote et où les communistes étaient interdits d'exercer des fonctions dans les universités, l'administration ou le cinéma. En Europe, elles ont pris place dans des sociétés où le racisme biologique s'apparentait au sens commun, où la peine de mort était encore instituée et où les femmes allaient devoir se battre pour pouvoir disposer de leur corps. N'oublions pas que les mouvements sociaux des jeunes dans les années 1960 ont fortement bousculé ces sociétés qui exerçaient une contrainte forte sur les modes de vie. En matière de racisme, de rôle de genre ou de tolérance, en France, en Europe et aux États-Unis, c'est parmi les jeunes que l'on retrouve la plus grande ouverture, et non parmi leurs aînés. Les jeunes s'avèrent bien plus critiques de la démocratie représentative, mais dans le même temps, ils sont plus attachés à la liberté des individus que leurs parents ou grands-parents et promeuvent une plus grande place accordée aux citoyens et à leurs demandes.

Les jeunes en général, et les jeunes Français en particulier, sont peut-être les révélateurs des apories de nos systèmes démocratiques. En France, notre système reste particulièrement peu ouvert à l'expression citoyenne dans l'exercice du pouvoir, tant local, régional que national. Alors que nombre d'autres démocraties (Morel, Qvortrup, 2018) ont instauré l'utilisation des référendums, y compris des référendums d'initiative citoyenne, la France n'en a plus pratiqué depuis 2005 (où la décision majoritaire a d'ailleurs été ignorée). Notre système démocratique est particulièrement centré sur le pouvoir présidentiel, et même au niveau local, la consultation (à défaut d'association) des citoyens reste finalement faible. En revanche, la professionnalisation des élus et de leur entourage est régulièrement mise en avant, ainsi que la technicisation des administrations locales et nationales. En cela, les jeunes viennent peut-être aussi contester ce rôle secondaire des citoyens et cette culture de l'*elite-directed participation* (participation dirigée par les élites [Inglehart, 1990]) qui avait commencé à être contestée dès les années 1970.

Les jeunes peuvent donc aussi être les porteurs d'autres aspirations démocratiques vers plus d'horizontalité, vers plus d'inclusivité, vers plus de participation, alors que les cohortes anciennes restent encore marquées par une « citoyenneté de déférence » et de remise de soi aux élites sociales et politiques (Tiberj, 2017). Le même phénomène peut se retrouver dans les manières de se sentir citoyen : là où certaines cohortes pouvaient se conformer à une *duty-based citizenship* (la citoyenneté de devoir) [Dalton, 2007], les jeunes sont peut-être porteurs d'une autre volonté de « faire citoyenneté ». Tout en étant plus engagés dans des domaines qui dépassent les limites de la politique institutionnelle et plus contestataires des figures d'autorité et des normes, ils sont pris dans des enjeux sans doute beaucoup plus larges que ceux de leurs aînés (réchauffement climatique, solidarité internationale, modes d'existence). Bref, les jeunes porteraient-ils une « démocratie sauvage » s'opposant à une « démocratie d'élevage » (Mermet, 2007). Enfin se pose la question des silencieux, de ces jeunes qui ne votent pas, ne manifestent pas, ne participent pas. Qui sont-ils ? De quoi sont-ils le produit ? Et comment vont-ils évoluer ?

Les évolutions du rapport des jeunes à la démocratie : effets de génération, d'âge et/ou de période

La question qui se pose régulièrement, et qui constitue le fil rouge de cet ouvrage, est celle de savoir si ces multiples silences, demandes, critiques et évolutions constatés sur le rapport des jeunes à la démocratie et à la vie politique seraient liés à un *effet d'âge* d'une jeunesse généralement perçue plus contestataire que ses aînés, à un *effet de génération* qui se maintiendrait au fur et à mesure des années et viendrait mettre en place une nouvelle culture politique ou encore à un *effet de période* lié à un contexte sociopolitique favorable à ce type d'attitude et de point de vue. Après tout, les années autour de 2018 en France ont été très spécifiques, avec le « dédagisme » qui a emporté les partis de gouvernement et l'émergence de nouvelles organisations politiques telles que La France insoumise ou La République en marche (Lefebvre, 2018), mais aussi l'apparition, quelques mois après le terrain de l'enquête Valeurs, de nouvelles mobilisations, telles que le mouvement des Gilets jaunes et les Marches pour le climat. À travers différentes déclinaisons du rapport des jeunes à la démocratie et à la politique, qu'il s'agisse des institutions, de la citoyenneté, de l'engagement, de la participation, des valeurs économiques et culturelles ou encore des sentiments d'appartenance nationaux

ou du lien à l'Europe, les différents chapitres de cet ouvrage invitent à saisir les évolutions observées dans chacun de ces domaines et leurs différents facteurs d'explication possibles. Ces derniers sont à rechercher à la fois dans des dynamiques structurelles inscrites dans le temps long des générations et dans des éléments de contexte et de période, plus conjoncturels, pouvant intervenir à différents niveaux sur les valeurs des jeunes. L'articulation et jeux de tension entre ces deux temporalités sont ainsi au cœur de l'analyse de chacun des chapitres de cet ouvrage organisé en trois parties :

- La première partie, « **Inégalités entre jeunes et polarisation des valeurs** », revient sur les effets des dynamiques inégalitaires au sein de la jeunesse et sur les valeurs de solidarité, d'altruisme ou d'ouverture aux immigrés. Le premier chapitre, « Des jeunes et des inégalités » (Yaëlle Amsellem-Mainguy, Laurent Lardeux), analyse la précarisation grandissante au sein de la jeunesse depuis la grande récession de 2008 et l'accélération des inégalités dans un contexte économique marqué par une raréfaction d'emplois stables et pérennes. Conscientes de constituer une « variable d'ajustement » sur un marché du travail en tension, toutes les nouvelles générations ont intériorisé le déclassement intergénérationnel dans leurs perspectives d'avenir, bien que ce déclassement affecte plus durement encore les plus fragiles d'entre elles, peu ou pas diplômées, issues le plus souvent des milieux les moins favorisés.

Quels sont les effets à plus long terme de ces situations de déclassement et de précarisation du point de vue des valeurs économiques et sociales ? Dans quelle mesure les conditions de vie dégradées des nouvelles générations agissent-elles en retour sur des attentes plus fortes en matière d'interventionnisme de l'État, mais aussi, plus largement, sur des logiques plus altruistes de solidarité sociale ? Frédéric Gonthier revient dans le second chapitre sur les effets de ces situations de dépendance vis-à-vis des solidarités institutionnelles et familiales. Là où les nouvelles générations exprimaient dans les précédentes éditions de l'enquête un attachement plus affirmé pour des valeurs économiquement libérales, l'enquête de 2018 permet désormais d'observer une convergence générationnelle sur les valeurs d'altruisme, en forte progression chez les jeunes depuis 2008, et une adhésion plus prononcée pour les principes de justice globale et de solidarité inclusive, lesquels pourraient constituer « la base symbolique pour une légitimité renouvelée de l'État providence, tout particulièrement auprès des jeunes ».

De même que les logiques d'autonomie réclamées par les 18-30 ans s'accompagnent d'une demande plus forte de justice sociale, Pierre Bréchon, dans le troisième chapitre, souligne également ce même dilemme de logiques individuelles d'autonomie et de protection collective dans le domaine des mœurs et des valeurs de tolérance. Alors que les différents indicateurs de transition vers l'âge adulte, qu'il s'agisse du premier emploi, de la première relation amoureuse, du départ du foyer parental, de la première cohabitation, du premier enfant ont, pour chaque nouvelle génération, été repoussés de plusieurs années depuis les années 1970, les nouvelles générations souhaitent davantage s'affranchir de certaines normes familiales tout en étant encore attachées à des principes de régulation et de protection : « l'individualisation progresse, mais cette forte volonté d'autonomie des individus chez les jeunes n'est pas sans bornes : l'espace public doit être régulé, les politiques publiques doivent être définies dans des discussions démocratiques ».

Les fortes polarisations observées chez les 18-30 ans, en lien avec l'accroissement des inégalités et des clivages socio-économiques entre jeunes, ne sont pas sans effet non plus sur les questions liées à l'immigration et aux minorités ethnoraciales. Comme le souligne à ce sujet Guillaume Roux dans le quatrième chapitre, un creusement des divergences entre deux jeunesse est en cours : « une partie des jeunes se montreraient ainsi davantage réceptifs à des thèses xénophobes ou racistes, une autre acceptant au contraire, de plus en plus, la diversité ethnoraciale de fait de la société française ». Se dessinent ainsi d'importantes différenciations entre une partie des jeunes, souvent les moins diplômés et les plus fragiles économiquement, qui se rapprochent des positions assimilationnistes de leurs aînés, et d'autres, plus diplômés et plus avantagés d'un point de vue socio-économique, qui témoignent à l'inverse d'une plus grande ouverture multiculturelle.

- La seconde partie, « **Participation politique, démocratie et rapport aux institutions** », revient sur les effets démultiplicateurs de la crise économique de 2008 sur les clivages observés d'un point de vue inter et intragénérationnel quant au rapport à la démocratie, aux institutions et à la vie politique. Cette crise de légitimité du système démocratique se manifeste notamment par le sentiment grandissant que les politiques seraient désormais défailants pour assurer la justice sociale et le processus d'égalisation des conditions sociales et économiques, et resteraient impuissants à assurer la prospérité et la sécurité des citoyens (Lardeux, 2019). Pour autant, les différenciations observées dans la première partie

en matière de valeurs économiques, sociales ou familiales qui tendent à distinguer jeunes diplômés et non diplômés, jeunes de milieux favorisés et jeunes d'origine populaire se fondent-elles sur le même système de clivages s'agissant de la citoyenneté, du rapport aux institutions de la vie démocratique et de la participation politique ?

S'agissant plus spécifiquement du rapport aux institutions étudié par Camille Bedock dans le cinquième chapitre, en même temps que les jeunes générations déclarent un moindre attachement à la démocratie et tendent à juger plus positivement des régimes autoritaires ou militaires que leurs aînés, elles critiquent plus fortement que les générations nées avant les années 1970 le fonctionnement démocratique, et expriment une exigence plus affirmée pour le respect de certains principes essentiels, tels que la tenue d'élections libres et justes et l'égalité des droits entre les individus. L'autrice insiste sur la nécessité de mieux comprendre pourquoi la démocratie représentative est critiquée et pourquoi d'autres régimes paraissent plus efficaces, mais plaide surtout pour éviter les jugements trop rapides.

Le sixième chapitre « Ni pires, ni meilleurs... différents ! Comment la citoyenneté évolue parmi les jeunes » de Vincent Tiberj met notamment en lumière les évolutions récentes observées sur la citoyenneté avec de nouvelles générations devenues plus « distantes » et qui se démarquent non pas des tranches d'âges directement supérieures, mais de celles plus anciennes du *baby-boom*, encore très largement imprégnées par une « culture de la déférence ». Le désenchantement politique à l'œuvre ne concerne par ailleurs pas seulement les jeunes défavorisés ou d'un plus faible niveau scolaire. Il est également perceptible au sein des groupes plus avantagés scolairement, socialement et économiquement qui témoignent eux aussi de leur insatisfaction grandissante sur le fonctionnement de la vie politique et démocratique. Ces transformations générationnelles observées sous l'angle de la citoyenneté accentuent de ce point de vue la « cassure » et les inégalités de représentation politique entre des générations du *baby-boom* fortement mobilisées au moment du vote et celles nées après, plus distantes et plus critiques, qui se retrouvent de fait sous-représentées dans la vie politique institutionnelle.

D'avantage que pour les autres classes d'âge, et notamment les générations d'avant-guerre et une partie des *baby-boomers* encore marqués par une culture du vote de devoir, les plus jeunes considèrent que la démocratie passe moins par les canaux traditionnels d'expression politique que

par d'autres moyens considérés plus performants tels que la pétition, la manifestation, le boycott ou la grève illégale. Comme le souligne Vincent Tiberj dans le septième chapitre, « Trop apathiques ou trop remuants ? Générations et participation politique », à l'effet de génération observé s'ajoute par ailleurs un effet de période dans la mesure où la pratique de telles actions se trouve fortement dépendante des opportunités de mobilisation. Ce renouvellement des formes de participation et des modes d'action, moins institutionnels et plus protestataires, va progressivement « donner le ton de la politique française ». En cause, le remplacement générationnel en cours et la participation plus diffuse des individus nés après les années 1960, notamment ceux qui pouvaient se tenir jusqu'alors à distance de la politique institutionnelle : « le mouvement des Gilets Jaunes peut être le signe d'un retour dans le jeu politique de ces citoyens silencieux ».

Le huitième chapitre, « “Tout est chaos ?” Prendre position en politique dans les années Macron » (Vincent Tiberj) montre à ce sujet que ce plus haut niveau d'exigence des générations post-*baby-boom* à l'égard des institutions de la vie démocratique va de pair avec une crise aiguë de la représentation marquée par une déconnexion entre les citoyens et les organisations partisanes. La responsabilité de cette rupture serait à rechercher moins du côté des citoyens, qui continuent d'exprimer un degré important de politisation et un attachement fort à certaines valeurs sociales et sociétales, que du côté des responsables politiques et des partis : « l'enquête Valeurs confirme une crise du lien politique, mais elle nous indique que la responsabilité principale n'incombe pas aux citoyens, mais d'abord à l'offre politique, qu'elle appartienne à l'ancien ou au nouveau monde ».

- La troisième partie, « **Sentiment d'appartenance locale, nationale, européenne et supranationale** », revient sur les effets de la mondialisation de l'économie et des échanges sur la citoyenneté et les sentiments d'appartenance. Le neuvième chapitre, « Entre cosmopolitisme et fierté nationale : des sentiments d'appartenance hybrides » (Laurent Lardeux), souligne que face à l'intensification des flux internationaux et des problématiques sociales, politiques et environnementales désormais connectées à des niveaux à la fois locaux et globaux, les nouvelles générations tendent progressivement à répondre par « une transnationalisation de l'action militante », laquelle agit en retour sur le sentiment d'appartenance « cosmopolitique ». Pour autant, le sentiment d'appartenance nationale ne s'est pas effacé. Il s'est au contraire réaffirmé dans des formes de

citoyenneté flexible. Le sentiment de fierté nationale jusqu'alors dévolu à la seule dimension *ethnos*, fortement liée à la nationalité et à l'armée, intègre désormais, plus particulièrement pour les nouvelles générations, la dimension *demos* entendue non comme statut mais comme pratique renvoyant à une communauté plus inclusive de nature politique plutôt que religieuse ou ethnique.

En même temps que l'on observe des formes hybrides du sentiment d'appartenance au niveau national, la dimension européenne fait également apparaître certaines ambivalences chez les nouvelles générations. Comme le démontre à ce sujet Céline Belot dans le dixième chapitre, « Les jeunes Français et l'Union européenne : une relation contrariée », une conception non essentialiste de la nationalité par les nouvelles générations agit en retour sur un niveau plus élevé de confiance dans l'Europe, et sur le fait de se déclarer plus souvent favorable au processus d'intégration européenne. Pour autant, ces représentations positives à l'égard de l'Europe ne se matérialisent pas par un plus fort sentiment d'appartenance à cet échelon qui reste nettement en deçà du niveau local, national, voire mondial.

BIBLIOGRAPHIE

- Agamben G., 2003, *État d'exception. Homo Sacer*, tome II, Paris, Le Seuil.
- Cardon D., Granjon F., 2013, *Médiactivistes*, Paris, Les Presses de Sciences Po, coll. « Contester ».
- Dalton R., 2007, *The Good Citizen : How the Young are Transforming American Politics*, Washington DC, CQ Press.
- Eliasoph N., [1998] 2010, *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Paris, Economica.
- Foa R. S., Mounk Y., 2016, "The danger of deconsolidation : the democratic disconnect", *Journal of Democracy*, n° 3, vol. 27, p. 5-17.
- Galland O., Roudet B. (dir.), 2012, *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, Paris, La Documentation française.
- Inglehart R., 1990, *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton (États-Unis), Princeton University Press.
- Kriesi H., Grande E., Lachat R., Dolezal M., Bornschieer S., Frey T., 2008, *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge (Royaume-Uni), Cambridge University Press.
- Lardeux L., 2019, *S'engager pour la démocratie. Parcours de jeunes dans des collectifs d'expérimentation démocratique*, INJEP, Notes & Rapports.
- Lefebvre R., 2018, « Vers un nouveau modèle partisan ? Entre déclassement des partis de gouvernement et avènement des partis-mouvements », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, n° 16.

- Mermet L., 2007., « Débattre sans savoir pourquoi : la polychrésie du débat public appelle le pluralisme théorique de la part des chercheurs », in Revel M. *et al.* (dir.), *Le débat public : une expérience française de démocratie participative*, Paris, La Découverte, p. 369-380.
- Morel L., Qvortrup M. (dir.), 2018, *The Routledge Handbook to Referendums and Direct Democracy*, New York (États-Unis), Routledge.
- Muxel A., 2016, *Temps et politique. Les recompositions de l'identité*, Paris, Les Presses de Sciences Po.
- Roudet B., 2009, « Les jeunes Européens et les valeurs démocratiques », *Agora débats/jeunesses*, n° 52, p. 53-66.
- Pleyers G., Capitaine B., 2016, « Introduction. Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes », *Agora débats/jeunesses*, n° 73, p. 49-59.
- Pleyers G., Glasius M., 2013, « La résonance des "mouvements des places" : connexions, émotions, valeurs », *Socio*, n° 2, p. 59-80.
- Tiberj V., 2017, *Les citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, Presses universitaires de France.

Première partie

INÉGALITÉS ENTRE
JEUNES ET POLARISATION
DES VALEURS

Chapitre 1

Des jeunes et des inégalités

Yaëlle Amsellem-Mainguy et Laurent Lardeux

Comprendre l'évolution des valeurs des jeunes et des rapports changeants qu'ils entretiennent avec la démocratie depuis la première vague de l'enquête européenne Valeurs (EVS) en 1981 implique de revenir au préalable sur les conditions de vie et le contexte socio-économique et politique de ces quarante dernières années. Allongement des études, entrée plus tardive sur le marché du travail, situations professionnelles instables, précarité accrue, décohabitation plus délicate du foyer parental donnent à voir un effritement des seuils de transition retardant et fragilisant le délicat passage vers l'âge adulte (Robette, 2020). On peut, dans ce contexte, s'interroger, par exemple, sur les difficultés d'indépendance financière liées au retard d'accès à l'emploi stable et à la décohabitation du foyer parental (temporaire, réversible, définitive) et sur les effets de cette précarisation quant au rapport que les nouvelles générations entretiennent avec les institutions de la démocratie, notamment celles et ceux que l'on nomme « les perdants de la mondialisation » (Kriesi *et al.*, 2008).

Institutions et représentants politiques sont perçus comme déficients pour prévenir les crises économiques, réduire les risques des dérives financières ou encadrer le fonctionnement des marchés (Cohen, 2012). Après les premières critiques frontales des effets du capitalisme globalisé, les attaques tendent peu à peu à s'orienter vers la crise sociale sous-jacente à la stabilité démocratique contemporaine (Lebaron, 2010 ; Mathieu, 2011). S'agissant plus spécifiquement des jeunes, ils apparaissent plus durement touchés que les autres catégories d'âge, avec des répercussions importantes en termes d'insertion professionnelle, de précarisation et de difficultés d'accès à l'autonomie. Les conséquences des crises économiques – en particulier celle de 2008 et celle liée à la crise sanitaire de 2020 – sur les nouvelles générations pourraient de ce point de vue affecter durablement le lien fragile entretenu avec les représentants de la vie démocratique et politique et accentué le niveau de défiance déjà exceptionnellement élevé. On peut s'interroger sur l'éventualité d'« effets cicatrices » des crises économiques les plus récentes sur les parcours de vie des jeunes : l'entrée dans le monde du travail et le début de carrière

marqués par une forte précarité pourraient avoir des conséquences sur les trajectoires professionnelles à long terme (Chauvel, 2013 ; Lambert *et al.* 2020).

En même temps que les inégalités économiques et sociales se sont accentuées entre les générations depuis 2008, elles ont également accéléré les clivages au niveau intragénérationnel, entre jeunes issus de catégories socioprofessionnelles supérieures et jeunes issus de milieux populaires, entre jeunes hommes et jeunes femmes, entre diplômés et non-diplômés, et entre jeunes issus de territoires différents (Labadie, 2012 ; Labadie, 2014). Autant d'éléments qui permettent de confirmer que la jeunesse constitue un groupe social en tant que tel seulement parce qu'elle a été construite ainsi (Bourdieu, 1978). Depuis une trentaine d'années, les politiques publiques en direction des jeunes se sont multipliées et segmentées et se retrouvent à cheval sur plusieurs secteurs de l'action publique, État, collectivités locales, associations, etc., (Parisse, 2020). Ces politiques publiques sectorielles construites sur une opposition artificielle entre générations s'accumulent, se chevauchent et donnent lieu au désormais fameux « millefeuille des politiques jeunesse » (Lima, 2016 ; Labadie, 2012 ; Becquet *et al.*, 2012). La lecture intergénérationnelle qui a longtemps dominé a contribué à penser la jeunesse comme une période particulière de la vie, entre enfance et âge adulte, soulignant le cloisonnement par génération de la société, qui maintenait la jeunesse dans une minorité sociale bien que, pour partie, les jeunes soient majeurs civilement. Mais elle a dans le même temps largement occulté les enjeux intragénérationnels dont rendent compte des travaux plus récents (notamment Peugny, 2020), d'où ce chapitre qui se donne pour objectif de revenir sur les conditions sociales d'existence des jeunes afin de mieux comprendre l'évolution de leurs valeurs, qui s'avère dans les faits très progressive (Roudet, 2012 ; Galland, Roudet, 2012). Qu'il s'agisse de la famille, du travail, du lien social, du politique, de l'économie, de la religion et de la morale, les systèmes de valeurs constituent des données profondes peu sensibles en effet aux variations conjoncturelles. Mais des situations socio-économiques devenues structurellement plus fragiles et instables, plus particulièrement depuis la crise de 2008, peuvent modifier en profondeur la dynamique de ces valeurs et accélérer les transformations générationnelles en cours.

Le diplôme toujours protecteur dans un contexte de compétition sociale et professionnelle accrue

Le rôle de l'école, et plus encore l'effet des diplômes sur les parcours des jeunes, est particulièrement marqué en France (Van de Velde, 2008), malgré de multiples tentatives des politiques publiques pour réduire le poids des inégalités sociales face à l'éducation (Duru-Bellat, Van Zanten, 2009; Dubet, 2010). Si les enjeux autour de l'insertion sont déterminés par des ajustements sans cesse redéfinis à partir de critères subjectifs et d'expériences vécues, on observe malgré tout que les mécanismes de reproduction sociale par l'école, analysés il y a plus de cinquante ans par Pierre Bourdieu dans *Les Héritiers* (1964) ou *La Reproduction* (1970), restent d'une actualité prégnante. Les différences de dotation en termes de capital économique (revenus et patrimoine) et de capital culturel (niveau d'études, savoirs « légitimes ») accentuent les inégalités entre élèves, en favorisant la réussite des jeunes issus de milieux aisés, socialisés dans un environnement familial conforme aux attentes de l'institution scolaire, au détriment de celles et ceux qui se trouvent à l'inverse, dès le plus jeune âge, éloignés de la culture scolaire légitime.

UNE « DÉMOCRATISATION SCOLAIRE » FRAGMENTÉE

La démocratisation quantitative, qui se traduit par un accès étendu au baccalauréat depuis la fin des années 1990, a contribué à faire de la France l'un des pays en Europe où la proportion d'enfants d'ouvriers et d'employés sans diplôme est la plus faible. Mais, en même temps, elle a renforcé les disparités sociales avec une forte différenciation des choix d'orientation, notamment entre baccalauréat général, technologique et professionnel, ainsi qu'entre les filières du supérieur plus ou moins prestigieuses. Cette démocratisation resterait de ce point de vue « ségrégative » (Merle, 2012), dans le sens où les types de bac ou les diplômes obtenus par les enfants d'ouvriers ou d'employés diffèrent fortement de ceux obtenus par les enfants de cadres ou de professions intermédiaires. Les différentes vagues de « démocratisation scolaire », bien que limitées quant à leurs effets égalisateurs, ont toutefois permis à une proportion significative de jeunes socialisés dans un environnement plus éloigné de la culture scolaire d'accéder à l'enseignement supérieur. Une plus large ouverture de l'enseignement supérieur peut aussi limiter, sans les faire disparaître pour autant, les phénomènes d'auto-exclusion qui marquent significativement les trajectoires scolaires des jeunes appartenant aux

classes populaires, en faisant apparaître comme potentiellement crédible la possibilité d'une ascension sociale par l'école (Cayouette-Remblière, 2014), bien que cela semble de moins en moins plausible (Peugny, 2020).

Les différentes tentatives des politiques éducatives pour permettre une plus large démocratisation de l'école n'ont pas effacé les classements scolaires déterminés par l'origine sociale. Selon les résultats des enquêtes PISA¹, la France reste l'un des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) où la corrélation entre l'origine sociale et les performances scolaires des enfants est la plus marquée (OCDE, 2018). Ces écarts dans les trajectoires scolaires, révélatrices d'inégalités sociales structurelles, sont par ailleurs largement observés et constatés par les jeunes eux-mêmes. Ces inégalités contribuent à remettre en question l'idéal de la méritocratie scolaire présenté aux élèves issus des classes moyennes et populaires, non sans effet sur leur rapport aux institutions et, plus largement, à la démocratie, lorsque l'égalité des chances prônée par l'École républicaine est mise en échec (Lardeux, 2018). Lors de l'entrée sur le marché du travail, les expériences du déclassement ou de la mobilité sociale intergénérationnelle descendante en raison d'un niveau de diplôme plus faible ou d'une dévalorisation de ce dernier viennent également déterminer le contexte d'entrée dans la vie adulte des jeunes, avec son lot d'incertitudes et d'inégalités, mais aussi d'injustices. « La transmission héréditaire des places aurait été remplacée par la tendance à la transmission héréditaire d'un capital scolaire » (Peugny, 2009, p. 55).

LA SCOLARISATION DES FILLES : DES ÉTUDES PLUS LONGUES MAIS DANS DES FILIÈRES MOINS SÉLECTIVES

Les travaux en sciences sociales ont largement documenté le fait que les filles « jouent mieux » le jeu de l'école : elles sont en effet scolarisées plus longtemps et davantage dans l'enseignement général. Cette tendance s'explique par le fait que les formes traditionnelles de socialisation des filles sont plus conformes aux attentes de l'école et qu'elles continuent d'y trouver un instrument d'émancipation et d'expression de soi. Elles font des études plus longues que les garçons et acquièrent un diplôme plus élevé : elles sont ainsi, plus souvent que les garçons, dotées d'un diplôme de niveau bac, comme le confirment les données de l'enquête Valeurs à propos de l'âge de fin des études estimé ou effectivement atteint : 38 % des

1. Programme international pour le suivi des acquis des élèves.

hommes et 42 % des femmes déclarent un âge de fin d'études supérieur à 21 ans. Les études courtes, c'est-à-dire achevées avant 18 ans, sont quant à elles plus le fait des jeunes hommes (33 %) que des jeunes femmes (28 %).

Tableau 1. Âge de fin d'études envisagé, ou effectivement atteint, des jeunes de 18-29 ans

	À quel âge avez-vous terminé, ou comptez-vous terminer, vos études à plein temps, que ce soit à l'école ou à l'université, mais sans compter les années d'apprentissage ? À quel âge comptez-vous terminer vos études ?		
	Hommes	Femmes	Total
Moins de 18 ans	33%	28%	30%
18-21 ans	29%	30%	30%
Plus de 21 ans	38%	42%	40%

Source : enquête Valeurs 2018.

Lecture : en 2018, 33% des hommes de 18-29 ans déclarent avoir terminé leurs études à plein temps avant 18 ans.

S'agissant plus spécifiquement des filles issues de l'immigration, l'enquête Trajectoires et origines (TEO) de l'Institut national d'études démographiques (INED) montre qu'elles réussissent aussi bien que les filles de la population générale, ce qui n'est pas aussi vrai pour les garçons, dont les résultats sont moins bons : seuls 48 % des garçons enfants d'immigrés sont bacheliers contre 59 % des garçons de la population majoritaire².

Après le bac, bien qu'elles fassent des études plus longues, les filles effectuent des parcours moins souvent sélectifs (le plus souvent à l'université) : on compte une majorité de garçons en classes préparatoires aux grandes écoles ou en écoles d'ingénieurs. Dans certaines filières, plus particulièrement en médecine ou dans les instituts d'études politiques, les jeunes femmes apparaissent en revanche largement majoritaires, même si ce « rattrapage » ne permet pas de résorber les tendances lourdes observées. La sélectivité des études étant un gage de prestige, de débouchés professionnels ainsi que de rémunérations élevées, on constate donc que malgré leurs bons résultats scolaires, les filles ne sont pas avantagées dans l'orientation postbac (Duru-Bellat, Van Zanten, 2012).

2. Beauchemin *et al.*, 2016, notamment le chapitre 6 : Brinbaum Y., Moguérou L., Primon J.-L., « Les trajectoires du primaire au supérieur des descendants d'immigrés et de natifs d'un DOM », p. 175-202.

NIVEAU DE DIPLOME ET ORIGINE SOCIALE

L'origine sociale, repérée à travers la question de la profession des parents, vient aussi impacter l'âge de la fin des études, confirmant ainsi les effets du milieu social sur les parcours des jeunes. On constate ainsi que ceux ayant un père et/ou une mère exerçant dans le secteur des professions libérales, intellectuelles, scientifiques et assimilées sont 70 % à déclarer un âge de fin d'études au-delà de 21 ans. Ce chiffre tombe à seulement 10 % pour les enfants d'ouvriers agricoles, à 23 % pour les filles et fils d'agriculteurs exploitants et à 24 % pour ceux d'ouvriers non qualifiés.

Tableau 2. Âge de fin d'études envisagé, ou effectivement atteint, des jeunes de 18-29 ans en fonction du métier du parent ayant le plus haut revenu dans le foyer

		Âge de fin d'études envisagé ou atteint		
		Moins de 18 ans	18-21 ans	Plus de 21 ans
Profession du père/de la mère ayant le plus haut revenu dans le foyer à 14 ans	Professions libérales, intellectuelles, scientifiques et assimilées	13 %	17 %	70 %
	Cadres supérieurs	12 %	16 %	72 %
	Employés de bureau et administratifs	24 %	30 %	46 %
	Métiers de la vente	35 %	32 %	33 %
	Métiers des services	40 %	32 %	28 %
	Contremaîtres et ouvriers qualifiés	29 %	39 %	32 %
	Ouvriers semi-qualifiés	42 %	32 %	26 %
	Ouvriers non-qualifiés	50 %	26 %	24 %
	Ouvriers agricoles	50 %	40 %	10 %
	Agriculteurs exploitants	15 %	62 %	23 %
Total	31 %	29 %	40 %	

Source : enquête Valeurs 2018.

Lecture : en 2018, 13 % des jeunes de 18-29 ans dont le père ou la mère ayant le plus haut revenu dans le foyer exerce dans la catégorie des professions libérales, intellectuelles, scientifiques et assimilées déclarent terminer leurs études avant 18 ans.

La prise en compte et l'analyse des trajectoires de jeunes sortis précocement du système scolaire – au regard du reste des jeunes – révèle avant tout l'importance prise par le diplôme en France. Dans un contexte de pénurie d'emploi sur un marché de plus en plus concurrentiel, le titre

scolaire constitue un signal d'employabilité. À l'inverse, les difficultés se concentrent sur ceux qui sont peu ou pas diplômés, issus le plus souvent des milieux les moins favorisés.

Une précarité des jeunes qui s'accroît depuis 2008

La période de la « jeunesse » se définit comme une phase de transition, variable dans sa durée, entre formation initiale et insertion sociale et professionnelle, et caractérisée par la recherche de l'accès à l'autonomie financière et à l'indépendance résidentielle. Elle s'est étirée dans le temps au cours des quarante dernières années, notamment avec l'allongement des études, un accès au premier emploi stable plus tardif et un report de l'entrée dans la parentalité (voir tableau 5).

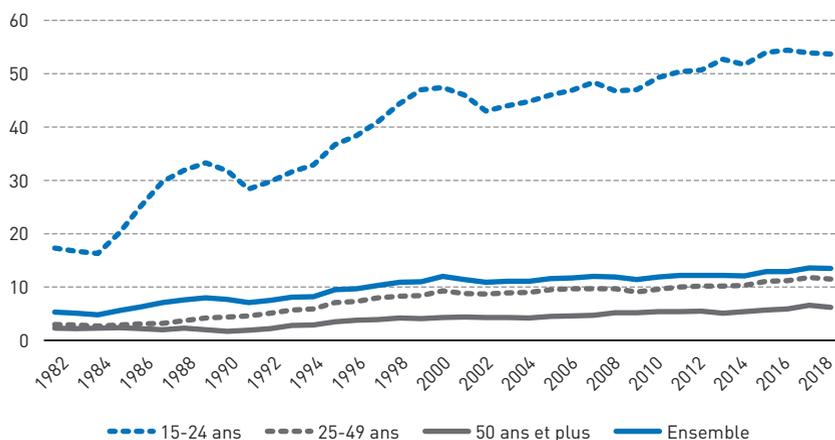
Nombre d'enquêtes documentent la fragile transition entre fin des études et premier emploi stable en France³ : entre déclassement d'une fraction des jeunes, qui occupent des postes moins qualifiés que leurs parents (Peugny, 2009), et des emplois disponibles inférieurs au niveau de formation et de diplôme obtenus, l'entrée dans l'âge adulte est source de désillusions. L'autonomie financière est devenue plus difficilement accessible du fait d'un marché du travail caractérisé avant tout par des contrats précaires et peu rémunérateurs pour les jeunes : le manque d'expérience professionnelle justifierait ainsi une moindre rémunération, indépendamment du niveau de formation et de qualification pourtant parfois très élevé. Cette construction des carrières professionnelles qui se fonde avant tout sur l'âge implique des rapports de pouvoir entre générations (comme ce fut le cas avec le contrat de première embauche [CPE] en 2006), puis secondairement au sein même des générations. La crise économique de 2008 a accéléré la précarité du marché du travail, la flexibilisation des contrats, la dégradation des conditions de travail et l'essor de l'auto-entrepreneuriat parfois choisi sous la contrainte (Abdelnour, 2017). Depuis 2008, les effets de la crise sont supportés avant tout par les jeunes, qui ont subi de plein fouet le ralentissement économique et la baisse des embauches dans l'ensemble des secteurs.

3. Voir les enquêtes Génération du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ) notamment.

LA PRÉCARITÉ, UN PASSAGE OBLIGÉ POUR LES JEUNES ADULTES ?

Au cours des quarante dernières années, le taux de précarité⁴ des 15-24 ans est passé de 17 % en 1982 à 54 % en 2018 avec plusieurs accélérations conjoncturelles importantes pendant les périodes qui suivent les crises économiques au début des années 1980, 1990, et depuis 2008, malgré les premières lueurs d'une possible reprise de l'activité. En contexte de crise, faute de visibilité, les entreprises font en effet d'abord le choix des contrats courts parmi le contingent de jeunes nouveaux diplômés, sans emploi, et constituant une main-d'œuvre plus malléable et disponible. C'est aussi le cas dans les périodes de reprise économique, comme entre 1998 et 2002 ou entre 2004 et 2007 où les emplois précaires, à temps partiel voire en intérim, autrement dit sans possibilité de carrière, se sont développés. Cette progression du taux de précarité peut aussi être le signe d'une nouvelle détérioration plus structurelle du marché du travail dans la mesure où ces chiffres sont en augmentation constante et n'ont pas rencontré, à de rares exceptions près, de période de ralentissement (voir graphique 1).

Graphique 1. Évolution du taux de précarité entre 1982 et 2018 selon l'âge (en %)



Source : enquête Emploi INSEE.

Lecture : 16,7% des jeunes de 15-24 ans ont un contrat précaire en 1982.

4. Part d'emplois en intérim, en contrat à durée déterminée et en apprentissage, rapportée à l'emploi total.

Les conséquences économiques de la crise sanitaire de 2020 s'annoncent lourdes pour les jeunes qui voient à nouveau le marché du travail se précariser dans un pays continuant d'ériger le contrat à durée indéterminée en « Graal » dans la mesure où il conditionne les prêts bancaires et l'accès au logement (Beaud, 1996). Les ajustements observés entre mars et mai 2020 sur le marché du travail ont principalement concerné les contrats courts, les intérimaires – secteurs où l'on retrouve un grand nombre de jeunes, notamment issus des fractions les plus populaires – ainsi que les petits boulots de dépannage souvent non déclarés. Si l'été caractérise habituellement une période de travaux saisonniers propice à l'emploi des jeunes (notamment pour les premières expériences professionnelles, mais aussi pour des activités entre deux années de formation supérieure), cela n'a pas été le cas à l'été 2020. Enfin et plus structurellement, les effets de la crise sanitaire sur les entreprises (y compris TPE/PME) sont à ce jour difficilement estimables, mais tous ces éléments, déjà constatés lors de la crise de 2008, se sont renforcés en 2020. Ils rappellent combien cette fragilité du marché du travail freine pour les jeunes toute possibilité de projection à moyen ou long terme, à une période de leur vie pourtant marquée par une recherche de stabilité, en particulier pour celles et ceux ayant le moins de capitaux scolaires, économiques et sociaux. À cette période de transition vers l'âge adulte, où se construit habituellement l'apprentissage de l'autonomie résidentielle et financière, mais aussi affective et conjugale, 39 % des 18-24 ans déclarent avoir perdu des revenus, 44 % se sentent isolés et 32 % craignent de ne pas pouvoir payer leur loyer (Lambert *et al.*, 2020).

UNE DÉGRADATION DES CONDITIONS DE VIE QUI S'ACCÉLÈRE

Les crises ont pour caractéristique d'accentuer les inégalités inter et intragénérationnelles (Peugny, 2020). Avant la conjoncture de la mi-2020, les jeunes faisaient déjà face à une vulnérabilité structurelle très forte, largement ancrée dans le temps : depuis la fin des années 1970, la France comme de nombreux autres pays européens est touchée par un phénomène de chômage massif. Nettement plus élevé chez les plus jeunes, le chômage est également plus durable chez les plus âgés d'entre eux. Confrontés à des difficultés structurelles d'insertion sur le marché du travail et plus largement d'insertion sociale, les jeunes vivant en France doivent faire face à une dégradation de leurs conditions de vie qui s'est renforcée avec la crise économique de 2008 (Peugny, 2009 ; Peugny, Van de Velde, 2013) et qui s'accélère avec l'impact économique de la crise sanitaire de 2020 et

ses conséquences sur l'emploi, les conditions de travail et plus largement sur les conditions de vie (Lambert *et al.*, 2020). Lors des périodes de ralentissement économique, la position des jeunes entrant sur le marché du travail se trouve en effet nettement plus fragilisée que celle d'actifs plus âgés bénéficiant d'une plus grande expérience professionnelle. Plus souvent embauchés en contrats courts ou précaires (intérim, contrat à durée déterminée, contrats aidés), les jeunes servent plus que les autres de « variable d'ajustement ». Le ralentissement économique enregistré à partir de la fin du printemps 2008 l'illustre parfaitement : de 2008 à 2009, le taux de chômage des 15-24 ans a augmenté de 4,6 points contre 1,4 point pour les 25-54 ans. L'impact sur le marché du travail de la crise sanitaire du printemps 2020 n'échappe pas à la règle avec, selon les premiers chiffres de Pôle emploi publiés en juin 2020, une augmentation de 29 % de chômeurs de moins de 25 ans entre février et mai 2020 contre 24 % pour les 25-49 ans et 16 % pour les plus de 50 ans.

Ce surchômage des jeunes⁵ répond à un double phénomène. Un effet d'âge d'abord, dans la mesure où quels que soient la période considérée et l'état du marché du travail, et en dépit de l'élévation du niveau de qualification et de salaires très inférieurs à ceux de leurs aînés, les jeunes sont toujours fortement surreprésentés parmi les chômeurs. Mais ils sont aussi victimes d'un effet de génération (Peugny, Van de Velde, 2013) : les générations sorties du système scolaire au milieu des années 1970 ont connu un taux de chômage de l'ordre de 5 %, taux qui dépassait les 20 % au milieu des années 1980 et qui n'est jamais descendu en deçà de 15 % depuis. Comparativement aux générations plus âgées qui ont connu le plein-emploi, les jeunes générations arrivées sur le marché du travail depuis les années 1990 ont systématiquement rencontré une conjoncture défavorable. Différents indicateurs de transition vers l'âge adulte, qu'il s'agisse du premier emploi, de la première relation amoureuse, du départ du foyer parental, de la première cohabitation ou du premier enfant, ont pour chaque nouvelle génération été repoussés de plusieurs années

5. Une vigilance particulière sur les chiffres du chômage des jeunes mérite toutefois d'être rappelée : un taux de chômage des 15-24 ans qui approche les 20 % comme c'était le cas en 2019 ne signifie pas que 20 % des jeunes sont au chômage. Rappelons que le taux se rapporte aux jeunes *actifs*, non à l'ensemble des jeunes dont une part importante se trouve encore en étude. Dans le même temps, un marché du travail sinistré et de plus fortes difficultés d'insertion professionnelle peuvent aussi inciter certains jeunes à retarder l'échéance du premier emploi et ainsi faire le choix de plus longues études.

depuis les années 1970, en même temps que la conjoncture économique a rencontré un net ralentissement.

Du fait de salaires inférieurs, ou en raison de phénomènes de chômage et de formes de travail précaires, mais aussi de l’allongement de la période d’entre-deux marquée par des emplois successifs non pérennes et parfois non déclarés, les jeunes apparaissent particulièrement exposés aux difficultés financières, voire pour une partie d’entre eux à la pauvreté. C’est ce que montre d’ailleurs en creux la question autour du sentiment d’avoir été dépendant des aides sociales, largement déclaré par les jeunes dans les vagues d’enquêtes Valeurs. En effet, si sur la période 2008-2018 on observe une augmentation dans toute la population du nombre de personnes déclarant avoir déjà été dépendantes des aides sociales au cours des cinq dernières années, c’est encore plus le cas pour les jeunes âgés de 18 à 29 ans, 21 % vs 29 % (voir tableau 3). On sait pourtant qu’une partie des aides est « familialisée⁶ » (Chevalier, Grobon, 2019 ; Van de Velde, 2011) et qu’une autre demeure conditionnée à des critères d’âge, à l’instar du revenu de solidarité active (RSA).

Tableau 3. Des jeunes plus nombreux à se déclarer dépendants des aides sociales en 2018

	Au cours des cinq dernières années, avez-vous, à un moment ou à un autre, été dépendant-e des aides sociales ?			
	2008		2018	
	18-29 ans	30 ans et plus	18-29 ans	30 ans et plus
Oui	21 %	9 %	29 %	20 %

Source : enquêtes Valeurs 2008 et 2018.

Lecture : en 2008, 21 % des 18-29 ans déclaraient avoir déjà été dépendants des aides sociales au cours des cinq dernières années précédant l’enquête.

LE CHÔMAGE RÉVÉLATEUR DES INÉGALITÉS INTRAGÉNÉRATIONNELLES

Parmi les difficultés que les jeunes rencontrent lors de l’entrée dans l’âge adulte, l’expérience de la recherche d’emploi ou encore du chômage révèle à la fois les besoins d’accompagnement dans l’insertion socio-professionnelle et les inégalités intragénérationnelles. Dans l’enquête Valeurs, près de sept jeunes sur dix déclarent ne pas avoir été au chômage pendant une période de plus de trois mois ininterrompus. Ces résultats

6. C’est-à-dire versée aux familles et non directement aux jeunes.

invitent à tenir compte des facteurs d'entrée dans le marché du travail pour les jeunes, c'est-à-dire avant tout du niveau de diplôme et du sexe, mais aussi des conditions d'attribution de l'allocation-chômage. En effet, déclarer ne pas avoir été au chômage signifie aussi que plusieurs d'entre eux n'ont pas pu en bénéficier faute d'avoir suffisamment travaillé dans la période prise en compte par Pôle emploi. En France, avant le 1^{er} novembre 2019⁷, les demandeurs d'emploi devaient avoir travaillé quatre mois au cours des vingt-huit derniers mois pour ouvrir des droits à l'indemnisation chômage, mais ces conditions d'attribution se sont durcies et touchent plus spécifiquement les jeunes qui enchaînent les contrats précaires.

Tableau 4. Expérience du chômage pendant plus de trois mois selon le sexe, l'âge et l'âge de la fin des études en France en 2018

	Durant les cinq dernières années, avez-vous été au chômage pendant une période de plus de trois mois ininterrompus ?
	Oui
Ensemble des 18-29 ans	30 %
Âge de fin d'études	
– Moins de 18 ans	43 %
– Entre 18 et 21 ans	35 %
– Plus de 21 ans	22 %
Sexe	
– Hommes	33 %
– Femmes	27 %
Diplôme	
– Collège, lycée	31 %
– Filière professionnelle et technologique	45 %
– Bac général	27 %
– Licence	22 %
– Maîtrise, grandes écoles, doctorat	8 %

Source : enquête Valeurs 2018.

Lecture : en 2018, 30 % des 18-29 ans déclaraient avoir déjà rencontré une période de chômage de plus de trois mois ininterrompus au cours des cinq dernières années précédant l'enquête.

7. Depuis le 1^{er} novembre 2019, les demandeurs d'emploi doivent avoir travaillé au moins six mois dans les vingt-quatre derniers mois pour ouvrir des droits à l'indemnisation chômage. En raison de la crise sanitaire, le décret du 26 octobre 2020 a suspendu jusqu'au 1^{er} avril 2021 les mesures de l'assurance-chômage déjà entrées en vigueur, notamment la durée minimale de travail.

Disparités entre niveaux de diplôme

Entre jeunes du même âge en France, on constate que le diplôme continue d'être un rempart protecteur face au chômage ou à la précarité et un atout majeur pour entrer sur le marché du travail. En effet, les jeunes de 18-29 ans ayant terminé leurs études avant 18 ans sont deux fois plus nombreux à déclarer avoir rencontré une situation de chômage de plus de trois mois au cours des cinq dernières années que ceux ayant terminé leurs études après 21 ans, et une fois et demie plus nombreux que ceux ayant terminé entre 18 et 21 ans. La dernière vague de l'enquête longitudinale Génération du CEREQ montre que les variations en fonction du niveau de diplôme se sont accentuées entre les jeunes sortis du système scolaire en 1998 et ceux sortis en 2010 : les chances de connaître une trajectoire de stabilisation en emploi à durée indéterminée étaient six fois moins élevées pour un sortant sans diplôme que pour un diplômé de l'enseignement supérieur au sein de la Génération 1998 contre neuf fois moins dans celle de 2010 (Epiphane *et al.*, 2019). Malgré tout, l'effet protecteur du diplôme est de plus en plus à nuancer dans une situation tendue au regard de l'emploi : en 2010, 56 % de celles et ceux qui étaient en emploi sept ans après la fin de leur scolarité bénéficiaient d'un CDI contre 72 % des jeunes de la génération 1998. Aussi, même si, *in fine*, la grande majorité des jeunes finit par décrocher un travail, cela ne doit pas masquer la disparité de qualité des emplois occupés et l'hétérogénéité des trajectoires individuelles. Ainsi, les jeunes ruraux (Coquard, 2019) – et particulièrement les jeunes femmes (Amsellem-Mainguy, 2019) – subissent un plus faible « rendement » du diplôme si elles et ils souhaitent demeurer dans leur territoire d'origine. Dans les zones rurales qui ont tendance à se dépeupler, les offres d'emploi se concentrent surtout dans des secteurs professionnels considérés comme masculins. Le chômage des femmes de moins de 30 ans s'avère plus élevé que celui des hommes du même âge. Ce que l'on observe à l'échelle nationale en termes d'inégalités liées au genre sur le marché du travail se trouve donc exacerbé par ces effets de territoire. Tandis que les jeunes femmes issues de milieux plus aisés partent massivement s'installer en ville pour leurs études supérieures, celles qui restent, lorsqu'elles parviennent à avoir un travail proche de chez elles, sont souvent en contrat précaire, à temps partiel, avec des horaires fractionnés, qui les exposent davantage aux contraintes de la route et des différents coûts liés aux déplacements.

Disparités entre sexes

Dans un contexte où s'observe une division du travail genrée, où les femmes exercent avant tout dans le secteur des services ou de l'aide à la personne (auxiliaire de vie, assistante maternelle, ménages), dans la moyenne ou grande distribution (vendeuse et caissière), de la santé (aide-soignante, infirmière) ou de l'éducation, on observe des disparités importantes entre femmes et hommes dès l'entrée en emploi des jeunes. Ainsi, on a longtemps constaté un « surschômage féminin » en France (Gauvin, 1995) avec un écart de quatre points dans les années 1980, puis de deux points au milieu des années 2000, qui s'expliquait par le développement d'emplois majoritairement féminins, peu qualifiés, faiblement rémunérés. À l'automne 2019, la part de femmes et d'hommes au chômage s'est équilibrée (8,3 % contre 8,4 %) en raison à la fois d'une amélioration de certains secteurs de recrutement, plus particulièrement celui du tertiaire majoritairement occupé par les femmes, et d'une détérioration au cours de la crise de la dette de 2008 du secteur de l'industrie et du bâtiment qui recrute essentiellement des hommes. Mais ce rattrapage est relatif : les conditions d'emploi et de rémunération des femmes restent en deçà de celles des hommes en France, comme dans la plupart des autres pays européens (Maruani, Meulders, 2013).

Si dans l'enquête Valeurs, les jeunes hommes sont plus nombreux que les jeunes femmes à déclarer avoir connu une période de chômage de plus de trois mois au cours des cinq dernières années (33 % contre 27 %), une partie d'entre elles n'apparaissent plus dans les statistiques du chômage du fait d'avoir cessé de se porter sur le marché du travail. Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), 930 000 femmes n'étaient pas considérées en 2018 comme actives contre 670 000 hommes. Autrement dit, les expositions au chômage sont inscrites dans une organisation genrée du travail. Cette situation s'explique par la répartition toujours inégale du travail domestique (notamment en matière d'éducation et de soins à l'attention des enfants) au sein des foyers avec des effets importants ensuite sur la légitimité différenciée de l'activité professionnelle, y compris chez les 18-29 ans. Cette situation invite à s'interroger sur la spécificité des emplois féminins : précarité des emplois (y compris en intérim, ce qui réduit la durée du chômage), emplois non déclarés (comme les ménages ou les emplois dans le secteur de la petite enfance, qui ne donnent pas lieu au chômage), statut de la maternité (période de congés qui n'est pas considérée comme une période de chômage). De ce point de vue, chez les nouvelles générations, les « rouages de genre » (Paillet, Serre, 2014) restent d'actualité.

Une entrée dans la vie amoureuse, conjugale et parentale qui s'étire

Conjugalité, sexualité et procréation ne sont plus intrinsèquement liées : le développement de la cohabitation avant le mariage et l'essor de l'union libre dans les années 1970 ont mis à mal l'institution matrimoniale – sans pour autant la faire disparaître (enquête Étude des parcours individuels et conjugaux [EPIC], Rault, Régnier-Loilier, 2015). Dans le même temps, les enquêtes sur les représentations subjectives de l'âge adulte montrent que l'entrée dans le monde du travail ne suffit pas pour devenir adulte : pour bien des jeunes, il faut aussi avoir une vie de couple et parfois attendre d'avoir des enfants pour « se dire adulte » (Bidart, 2005). Il n'y a donc pas de « rejet » de la vie en couple mais un report de l'installation conjugale, du fait de l'allongement de la scolarité.

Tableau 5. Âge médian des différentes étapes du début de la vie adulte

	Génération 1948-1957		Génération 1958-1967		Génération 1968-1977		Génération 1978-1987	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Fin des études	16,5	16,8	17,8	17,5	19,3	19,2	19,8	19,7
Premier travail	17,3	16,8	18,6	17,7	20,0	19,3	19,9	19,6
Première relation amoureuse importante	19,0	21,0	18,9	21,2	18,8	20,8	18,4	20,2
Départ du foyer parental	19,5	21,0	19,5	20,8	20,1	21,5	19,6	20,9
Première cohabitation	21,4	23,5	21,9	21,5	22,7	25,4	22,5	24,9
Premier enfant	23,8	27,0	26,6	29,8	28,2	31,5	*	*

Source : enquête EPIC, INED-INSEE 2013-2014.

Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 25 à 65 ans au moment de l'enquête en 2013.

* L'âge médian n'est pas renseigné pour la génération 1978-1988 car plus de la moitié des personnes n'ont pas encore d'enfant au moment de l'enquête.

Lecture : 50 % des hommes nés entre 1968 et 1977 ont eu leur premier enfant avant 31,5 ans.

Être en couple comme vivre en couple sans être marié est désormais une norme, et ce d'autant plus qu'on est jeune. Cette tendance générale ne doit pas occulter les variations importantes que l'on observe selon le niveau d'instruction et selon le sexe (Rault, Régnier-Loilier, 2015) : l'âge médian

à la première vie de couple est de 21,5 ans pour les femmes et de 24 ans pour les hommes des générations 1978-1987 dont les études se sont arrêtées avant le baccalauréat, contre respectivement 23,6 ans et 26,3 ans pour celles et ceux ayant un diplôme supérieur à bac + 2. Des différenciations importantes subsistent de ce point de vue selon le sexe avec une mise en couple plus précoce pour les jeunes femmes : un écart d'âge entre les partenaires qui, même s'il tend à diminuer, reste une constante intergénérationnelle, malgré des scolarités légèrement plus longues pour les femmes.

Mais si l'âge moyen de première vie en couple a tendance à reculer, l'homogamie s'est maintenue au fil des générations (Bozon, Rault, 2013) notamment parce que l'on se rencontre avant tout dans des soirées privées entre amis, au cours des études, dans des lieux de loisirs ou encore sur le lieu de travail. L'enquête Valeurs confirme la tendance persistante chez les jeunes de 18-29 ans à choisir un-e partenaire scolairement et, dans une certaine mesure, socialement proche. Ainsi, 34 % des jeunes ayant un niveau d'instruction relativement faible (collège ou lycée sans bac) ont un-e partenaire de même niveau scolaire et, pour 54 % d'entre eux, le ou la partenaire vient d'une filière professionnelle ou technologique. À l'autre pôle, les jeunes inscrits dans des filières longues (maîtrise, grandes écoles, doctorat) sont une majorité (52 %) à avoir un-e partenaire de même niveau d'instruction et 31 % de niveau licence.

Tableau 6. Diplôme des deux partenaires chez les jeunes se déclarant en couple

		Partenaire				
		Collège, lycée	Filière technologique et professionnelle	Bac général	Licence	Maîtrise, grandes écoles, doctorat
Enquêté-e	Collège, lycée	34 %	54 %	6 %	6 %	0 %
	Filière technologique et professionnelle	12 %	55 %	14 %	14 %	5 %
	Bac général	6 %	36 %	28 %	19 %	11 %
	Licence	1 %	32 %	13 %	40 %	14 %
	Maîtrise, grandes écoles, doctorat	7 %	10 %	0 %	31 %	52 %

Source : enquête Valeurs 2018.

Lecture : en 2018, 34 % des enquêté-e-s de 18-29 ans ayant terminé leurs études au niveau du collège ou du lycée déclarent avoir un-e partenaire du même niveau d'études.

Si des travaux récents démontrent que l'homogamie de classe sociale tend à reculer en France depuis les années 1970 pour aller dans le sens d'un recul des identités de classe sociale et d'une unification de la société française (Bouchet-Valat, 2015), on observe néanmoins un effet des parcours de formation sur l'expérience amoureuse. L'utilisation croissante des sites et des applications de rencontres, notamment chez les jeunes, n'a pas bousculé ces tendances, Marie Bergström (2019) montre ainsi que les rencontres en ligne restent fortement déterminées par l'appartenance sociale et le niveau de diplôme. La différenciation des usages explique que ces rencontres sont aussi homogames que celles réalisées hors ligne, avec des codes de présentation de soi qui diffèrent fortement d'un milieu à un autre et qui contribuent à l'étanchéité des classes sociales dans le choix du partenaire.

Face à l'allongement du temps de précarité et de stabilisation sociale, la famille d'origine tend à compter de plus en plus longtemps dans les trajectoires (on a d'ailleurs pu le constater lors de la crise sanitaire de 2020 quand des jeunes ont rejoint le domicile parental pour passer la période du confinement), tandis que la projection d'une famille « à construire » est conditionnée en partie par les conditions matérielles. Si l'analyse des données démographiques montre en France une relative baisse du nombre de naissances et un recul continu de l'âge moyen à la maternité⁸, cela ne s'explique pas seulement par la conjoncture économique, mais aussi par une baisse structurelle de la population en âge de procréer : 63 % des naissances sont concentrées chez les femmes âgées de 25 à 35 ans. Des travaux plus quantitatifs ont toutefois souligné la nécessité désormais plus affirmée pour les jeunes couples de réunir au préalable des conditions matérielles satisfaisantes et pérennes pour envisager l'entrée en parentalité (Régnier-Loilier, Perron, 2016). Ces « bonnes » conditions matérielles concernent la situation à l'égard de l'emploi, du logement et du cadre de vie.

Conclusion

L'exploitation des différentes vagues de l'enquête Valeurs entre les années 1980 et les années 2020 met en évidence le rôle central dans la société française de l'école républicaine dans le classement social et statutaire. Derrière la « promesse » méritocratique, on observe toujours

8. Dans l'enquête Valeurs, on voit ainsi que 79 % des 18-29 ans enquêté-e-s en 1999 ne déclaraient aucun enfant tandis que qu'ils et elles étaient 83 % en 2018.

la linéarité des trajectoires, aujourd'hui également perçue par les jeunes eux-mêmes, qui, pour une partie d'entre eux, décrivent les inégalités au sein de leur génération et pointent les injustices et discriminations qu'ils subissent. Si on associe trop souvent encore la population jeune à la population étudiante, les crises successives ont avant tout accéléré la précarisation des franges les plus paupérisées de la jeunesse. Ce sont elles qui font les frais des inégalités intergénérationnelles, mais aussi intragénérationnelles. Dans un contexte marqué par des crises économiques successives, notamment en 2008 et 2020, où l'emploi des jeunes constitue une « variable d'ajustement », le déclassement intergénérationnel est désormais intériorisé dans les perspectives d'avenir. Les travaux récents sur l'appréciation subjective que les jeunes ont de leur situation financière mettent en lumière la façon dont « ils anticipent leur avenir, prennent leurs décisions, en tenant compte de l'ensemble de leurs ressources y compris non financières ou liées à l'existence d'aides potentielles » (Castell, Grobon, 2020, p. 45).

La crise sanitaire de 2020 a rendu particulièrement visible l'ampleur des difficultés rencontrées par les jeunes et plus spécifiquement par les moins pourvus, sortis du système éducatif, disposant de peu de soutien financier (de la part des parents et/ou des pouvoirs publics). Cette période a également mis en évidence la précarité des conditions de vie (retour chez les parents, isolement, solitude), la précarité des emplois pourvus par les jeunes (intérim, CDD courts et autres contrats précaires brutalement interrompus, les stages ou les contrats d'apprentissage également) et la pauvreté qui concerne près d'un jeune sur cinq en France (Lambert *et al.*, 2020). Comme pour les autres crises, cette période exacerbe les situations vécues par une fraction de la jeunesse, celle qui est moins dotée en capital scolaire, familial, économique. Mais derrière cette perspective moindre au niveau professionnel, qui se double parfois d'un sentiment d'impuissance ou de mépris, se dessine la nécessité de retrouver un certain contrôle sur sa vie qui prend des formes diverses, non sans effet sur les valeurs et les aspirations des jeunes. « Face à l'absence perçue d'alternatives, on voit se développer, au sein des parcours, des processus de scission entre de larges franges de ces jeunes générations et les pouvoirs publics. Ils se traduisent par la résurgence d'un discours antisystème et l'adhésion à des logiques d'opposition « nous/eux » : la plupart des comportements politiques récents qui marquent les jeunes adultes au niveau international – abstention massive, polarisation des votes vers les droites et gauches plus radicales – trouvent leur source dans ces dynamiques générationnelles » (Van de Velde, 2019).

BIBLIOGRAPHIE

Abdelnour S., 2017, *Moi, petite entreprise. Les auto-entrepreneurs, de l'utopie à la réalité*, Paris, Presses universitaires de France.

Amsellem-Mainguy Y., 2019, avec la collab. de Voisin S.-G., « *Les filles du coin* ». *Enquête sur les jeunes femmes en milieu rural. Sociabilités dans l'espace local rural populaire*, INJEP, Notes & Rapports.

Beauchemin C., Hamel C., Simon P., 2016, *Trajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France*, Paris, INED.

Beaud S., 1996, « Un ouvrier fils d'immigrés, "pris" dans la crise : rupture biographique et configuration sociale », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, n° 24, p. 5-32.

Becquet V., Loncle P., Van de Velde C., 2012, *Politiques de jeunesse : le grand malentendu*, Nîmes, Champ social.

Bergström M., 2019, *Les nouvelles lois de l'amour. Sexualité, couple et rencontres au temps du numérique*, Paris, La Découverte.

Bidart C., 2005, « Les temps de la vie et les cheminements vers l'âge adulte », *Lien social et politiques*, n° 54.

Bouchet-Valat M., 2015, *Les rouages de l'amour et du hasard. Homogamie et hypergamie dans la France et l'Europe contemporaines : dimensions socio-économique et d'éducation, variations et mécanismes*, Thèse de doctorat en sociologie, Paris, Institut d'études politiques.

Bourdieu P., 1978, « La jeunesse n'est qu'un mot », entretien avec Métailié A.-M., in *Les jeunes et le premier emploi*, Paris, Association des âges, p. 520-530.

Bozon M., Rault W., 2013, « Où rencontre-t-on son premier partenaire sexuel et son premier conjoint ? », *Population et sociétés*, n° 496.

Castell L., Grobon S., 2020, « Inégalités de niveau de vie entre jeunes adultes. Une approche individualisée » *Économie et statistique*, n°s 514-515-516, p. 29-48.

Cayouette-Remblière J., 2014, « Les classes populaires face à l'impératif scolaire. Orienter les choix dans un contexte de scolarisation totale », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 205, p. 58-71.

Chauvel L., 2013, « Spécificité et permanence des effets de cohorte : le modèle APCD appliqué aux inégalités de générations, France/États-Unis, 1985-2010 », *Revue française de sociologie*, vol. 54 (4), p. 665-705.

Chevalier T., Grobon S., 2019, « Où va la politique de jeunesse en France ? », *Revue française des affaires sociales*, n° 2, 2019, p. 53-77.

Cohen D., 2012, *Homo Economicus, prophète (égaré) des temps nouveaux*, Paris, Albin Michel.

Coquard B., 2019, *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, Paris, La Découverte.

Dubet F., 2010, « Déclin de l'institution et/ou néolibéralisme ? », *Éducation et sociétés*, n° 25, p. 17-34.

Duru-Bellat M., Van Zanten A. (dir.), 2009, *Sociologie du système éducatif. Les inégalités scolaires*, Paris, Presses universitaires de France.

Duru-Bellat M., Van Zanten A., 2012, *Sociologie de l'école*, Paris, Armand Colin.

Epiphane D., Mazari Z., Olaria M., Sulzer E., 2019, « Des débuts de carrière plus chaotiques pour une génération plus diplômée – Génération 2010 », *CEREQ Bref*, n° 382.

Galland O., Roudet B. (dir.), 2012, *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, Paris, La Documentation française.

Gauvin A., 1995, « Emploi des femmes, tertiarisation de l'emploi et de la société », in EPHESIA, *La place des femmes. Les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*, Paris, La Découverte, p. 562-568.

Kriesi H., Grande E., Lachat R., Dolezal M., Bornschier S., Frey T., 2008, *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge (Royaume-Uni), Cambridge University Press.

Labadie F. (dir.), 2012, *Inégalités entre jeunes sur fond de crise. Rapport de l'Observatoire de la jeunesse 2012*, Paris, La Documentation française.

Labadie F. (dir.), 2014, *Parcours de jeunes et territoires. Rapport de l'Observatoire de la jeunesse 2014*, Paris, La Documentation française.

Lambert A., Cayouette-Remblière J., Guérait E., Le Roux G., Bonvalet C., Girard V., Langlois L., 2020, « Le travail et ses aménagements : ce que la pandémie de covid-19 a changé pour les Français », *Population et sociétés*, n° 579.

Lardeux L., 2018, « Frustration, discrimination et radicalité », in Galland O., Muxel A. (dir.), *La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, Paris, Presses universitaires de France.

Lebaron F., 2010, « La crise, la fausse sortie », *Savoir/Agir*, n° 13, p. 9-11.

Lima L., 2016, *Pauvres jeunes. Enquête au cœur de la politique sociale de jeunesse*, Nîmes, Champ social.

Maruani M., Meulders D., 2013, « Genre et marché du travail dans l'Union européenne », in Maruani M. (dir.), *Travail et genre dans le monde. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 204-214.

Mathieu L., 2011, *La démocratie protestataire. Mouvements sociaux et politique en France aujourd'hui*, Paris, Les Presses de Sciences Po.

Merle P., 2012, *La ségrégation scolaire*, Paris, La Découverte.

OCDE, 2019, PISA 2018, *Results (Volume II) : Where All Students Can Succeed*, PISA, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/b5fd1b8f-en>.

Paillet A., Serre D., 2014, « Les rouages du genre. La différenciation des pratiques de travail chez les juges des enfants », *Sociologie du travail*, n° 3, vol. 56, p. 342-364.

Parisse J., 2020, « "Politiques de jeunesse" : significations et enjeux d'une notion multi-forme », INJEP, Fiches repères.

Peugny C., 2009, *Le déclassé*, Paris, Grasset.

Peugny C., 2020, « Générations, jeunesses et classes sociales. Un quart de siècle d'analyse des inégalités », *Agora débats/jeunesses*, n° 86, p. 11-24.

Peugny C., Van de Velde C., 2013, « Repenser les inégalités entre générations », *Revue française de sociologie*, n° 4, vol. 54, p. 641-662.

Rault W., Régnier-Loilier A., 2015, « La première vie en couple. Évolutions récentes », *Population et sociétés*, n° 521.

Régnier-Loilier A., Perron Z., 2016, « Intentions de fécondité et arrivée du premier enfant. Éléments de cadrage statistique dans la France contemporaine », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 214.

Robette N., 2020, « Les itinéraires biographiques des jeunes adultes en France : évolutions des différenciations sociales et sexuées sur une longue période », *Économie et statistique*, n° 514-515-516, p. 9-28.

Roudet B., 2012, « Les valeurs des jeunes depuis 30 ans : différenciations et rapprochements » in Galland O., Roudet B (dir.), *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, Paris, La Documentation française.

Van de Velde C., 2008, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, Presses universitaires de France.

Van de Velde C., 2011, « 15. La dépendance familiale des jeunes adultes en France. Traitement politique et enjeux normatifs », in S. Paugam (dir.), *Repenser la solidarité*, Paris, Presses universitaires de France, 2011, p. 315-333.

Van de Velde C., 2019, « Devenir adulte, 10 ans après », *RFAS. Revue française des affaires sociales*, n° 2, p. 197-202.

Chapitre 2

Les valeurs économiques et sociales des jeunes : plus interventionnistes, plus altruistes

Frédéric Gonthier

Les opinions des Français sur l'économie sont généralement vues à travers le prisme de l'actualité et du temps court. Dans les sondages et les médias, les commentateurs s'intéressent surtout à la manière dont les variations conjoncturelles des indicateurs macroéconomiques sont perçues. Cette lecture « présentiste » tend à masquer les dynamiques d'opinion de plus long terme. L'enquête Valeurs permet de se soustraire à cette difficulté. Elle mesure en effet le soutien des Français à l'intervention de l'État dans la vie économique et, plus largement, à la solidarité sociale, par le biais de plusieurs questions répétées à l'identique depuis les années 1990. Elle offre ainsi une bonne profondeur de champ sur l'évolution des valeurs économiques et sociales.

Les précédentes vagues d'enquête avaient mis en évidence un recul constant de l'adhésion au libéralisme économique. En 2008, au début de la « grande récession », la défiance par rapport à l'économie de marché touchait l'ensemble des catégories de la population quels que soient leurs niveaux de ressources économiques, sociales ou culturelles. Elle touchait notamment les jeunes autant que les autres classes d'âge. Cette tendance traversait d'ailleurs la majeure partie des pays d'Europe (Gonthier, 2015) ; ce qui suggérait que le rejet du libéralisme économique était autant lié à une augmentation des inégalités réelles qu'à un sentiment généralisé de plus grande vulnérabilité sociale.

Qu'en est-il en 2018 ? Comment les valeurs économiques et sociales des jeunes Français ont-elles évolué dans un contexte national très morose, mais où les effets de la grande récession ont été plutôt mieux amortis qu'ailleurs en Europe du fait de la part relativement importante de la richesse nationale consacrée aux dépenses de protection sociale (Ministère des solidarités et de la santé, 2018) ? Le rejet du libéralisme économique amorcé au cours des années 1990 s'est-il prolongé ? Les jeunes, premières

victimes des crises économiques, demandent-ils aujourd'hui davantage d'État et de protection sociale ? Et comment interpréter leurs attentes en la matière ? Traduisent-elles une logique individualiste de repli sur soi ? Ou relèvent-elles à l'inverse d'aspirations plus altruistes et d'une exigence réaffirmée de solidarité sociale ?

Des aspirations contrariées par un environnement économique dégradé

On sait que les jeunes sont plus exposés aux grands chocs macroéconomiques. Ils connaissent alors un taux de chômage et un risque de pauvreté plus élevés que le reste de la population, et même d'autant plus élevés qu'ils sont peu diplômés. La Grande Récession a ainsi durablement touché la jeunesse partout en Europe (OCDE, 2014). Les jeunes Français ont eux aussi été très affectés. Les enquêtes d'insertion professionnelle permettent de prendre une juste mesure de leur situation (Couppié *et al.*, 2018). Selon ces enquêtes, les jeunes générations diplômées au cours des années 2010 connaissent aujourd'hui une forte dégradation de leur employabilité, avec des niveaux de chômage nettement plus élevés que les générations précédentes. Pour celles et ceux qui parviennent à s'insérer sur le marché du travail, le déclassement est de mise, surtout pour les diplômés intermédiaires de type licence qui garantissent de moins en moins l'accès à des positions de cadres ou aux professions intermédiaires. De fait, si le diplôme continue à protéger du chômage, il ne garantit plus nécessairement un bon salaire : les générations arrivées sur le marché du travail en 2010 sont moins bien payées que leurs aînées de 1992.

Le déclassement des jeunes générations renforce leur dépendance vis-à-vis des solidarités institutionnelles et familiales. C'est particulièrement problématique en France, où l'accès des jeunes aux minima sociaux demeure très restreint avant 25 ans : l'État providence n'a pas été conçu selon une logique d'accès à l'autonomie par la citoyenneté socio-économique (Chevalier, 2018). Au total, c'est parmi les 18-29 ans que le taux de pauvreté (à 50 % du revenu médian) a le plus progressé au cours des dernières années. Il atteint ainsi 12,5 % en 2015, alors qu'il s'établit à 8 % pour l'ensemble des Français. Certains spécialistes de la jeunesse estiment que le déclassement des jeunes pourrait conduire à un sentiment de fatalisme et de dépossession politiques, voire alimenter un ressentiment des jeunes générations vis-à-vis du monopole de leurs aînés sur les ressources

économiques et de leur meilleure capacité à se faire entendre des élites politiques (Chauvel, Smits, 2015 ; Goerres, 2009).

Les chercheurs qui analysent les transformations des valeurs économiques et sociales considèrent que les individus adaptent leurs attentes profondes en fonction de leur environnement extérieur. Il a ainsi été démontré qu'en temps de prospérité économique, les individus sont davantage favorables à la justice sociale et au partage des richesses, mais qu'ils adoptent à l'inverse des valeurs moins généreuses quand l'état de l'économie se dégrade (Inglehart, Welzel 2005 ; Welzel, 2013). C'est pour cette raison que les mouvements de l'opinion sur les questions économiques présentent un caractère parfois très fluctuant : les individus s'ajustent, à la manière d'un thermostat, aux évolutions du contexte économique (Wlezien, 1995 ; Erikson *et al.*, 2002). De façon plus générale, on sait que si les valeurs des individus sont assez pérennes (Peterson *et al.*, 2020), les systèmes de valeurs ne sont jamais complètement figés. Les individus peuvent les réaménager, au moins en partie, en jouant sur leur hiérarchie et en donnant notamment la priorité à des aspirations qui étaient au départ plus secondaires ou plus périphériques (Feldman, 1988).

La croissance molle et la persistance d'un chômage structurel devraient, dans ces conditions, conduire les jeunes Français à réviser à la baisse un certain nombre de leurs attentes économiques. Les études récentes tendent à accréditer cette thèse pour ce qui est des perspectives professionnelles (Béduwé, Dupray, 2018). Pour la génération sortie d'études en 2010, le sentiment d'insécurité professionnelle est en effet beaucoup plus marqué, au bout de trois ans, qu'il ne l'était en 2001 parmi leurs aînés. Tout se passe comme si les jeunes générations avaient relativisé leurs aspirations à la mobilité professionnelle : elles ont intériorisé l'idée qu'elles occupent une position durablement dégradée sur le marché du travail et elles imputent la responsabilité de cette situation à une détérioration plus globale de l'environnement macroéconomique. Mais est-ce également le cas s'agissant de leurs valeurs économiques et sociales ?

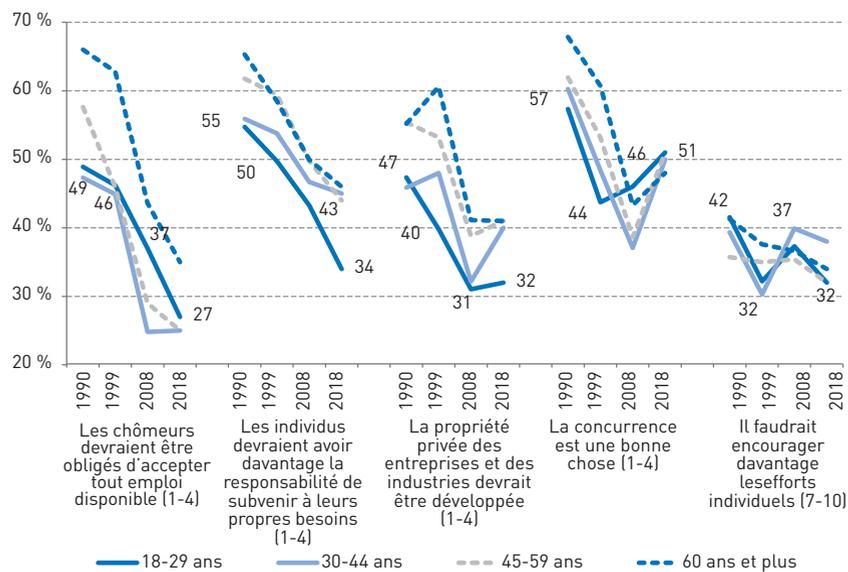
Des jeunes peu adeptes de l'économie de marché mais pas si différents des autres Français

L'enquête Valeurs interroge les valeurs économiques par le biais d'une batterie de cinq questions qui touchent aux grands principes doctrinaux du libéralisme économique. Depuis 1990, on demande ainsi aux Français

dans quelle mesure ils sont d'accord, sur une échelle en dix points, avec les cinq affirmations antithétiques suivantes :

- « La propriété privée des entreprises et des industries devrait être développée » vs « La nationalisation des entreprises et des industries devrait être développée » ;
- « Les individus devraient avoir davantage la responsabilité de subvenir à leurs propres besoins » vs « L'État devrait avoir davantage la responsabilité d'assurer à chacun ses besoins » ;
- « Les chômeurs devraient être obligés d'accepter tout emploi disponible ou bien perdre leur indemnité de chômage » vs « Les chômeurs devraient avoir le droit de refuser un emploi qui ne leur convient pas » ;
- « La concurrence est une bonne chose » vs « La concurrence est une mauvaise chose » ;
- « Les revenus devraient être plus égalitaires » vs « Il faudrait encourager davantage les efforts individuels ».

Figure 1. Les valeurs économiques selon la classe d'âge depuis 1990



Source : enquêtes Valeurs 1990, 1999, 2008 et 2018.

Lecture : en 2018, 27% des 18-29 ans considèrent que les chômeurs devraient accepter n'importe quel emploi disponible.

La figure 1 met en évidence l'évolution des valeurs économiques des différentes classes d'âge entre 1990 et 2018. Trois résultats clés se dégagent. D'abord, les jeunes sont aujourd'hui assez peu nombreux à soutenir des positions libérales en matière économique. 32 % des 18-29 ans pensent qu'il faudrait encourager les efforts individuels (plutôt que d'œuvrer pour des revenus plus égalitaires) ; 34 % que les individus devraient davantage assumer la responsabilité de leurs besoins (plutôt que faire jouer la solidarité publique). L'idée selon laquelle les individus sont responsables de leur propre sort, pilier symbolique du libéralisme économique, ne fait donc pas recette auprès des jeunes. De même, seuls 27 % des 18-29 ans considèrent que les chômeurs devraient accepter n'importe quel emploi. Il faut peut-être lire ici une forme de scepticisme par rapport aux politiques de l'emploi dites « d'activation » et aux incitations paradoxales¹ qui sous-tendent ces politiques. Les jeunes étant des citoyens souvent mieux informés, plus critiques et défiants vis-à-vis de l'autorité (Norris, 1999), ils sont en effet plus à même d'identifier les limites des politiques d'activation dans un contexte de chômage de masse.

Ensuite, si les jeunes Français sont peu enclins à adhérer au marché, ils ne se distinguent pas toujours nettement de leurs aînés. Non seulement les écarts entre les jeunes et les moins jeunes sont assez réduits, particulièrement en matière d'acceptation de la concurrence et des efforts individuels², mais surtout, les évolutions dans le temps que l'on observe sont très similaires d'une classe d'âge à une autre. Typiquement, l'idée de responsabilité individuelle des besoins est en recul notable depuis 1990 chez les 18-29 ans, mais c'est également le cas parmi les autres classes d'âge. On retrouve ici une thèse bien établie en science politique, celle des « publics parallèles » : les grandes dynamiques d'opinion emportent tous les groupes sociaux qui vont généralement évoluer dans le même sens et dans les mêmes proportions, indépendamment de leurs éventuels écarts de niveau (Page, Shapiro 1992 ; Gonthier, 2015). Il faut d'ailleurs noter que sur certaines des questions examinées, la défiance vis-à-vis

1. Ces politiques visent une réduction du chômage par le biais d'une logique d'incitation (typiquement, la dégressivité des allocations chômage pour inciter au retour rapide à l'emploi) et d'obligation (notamment par l'accompagnement contractuel individualisé). Elles mêlent ainsi les injonctions à l'autonomie et au professionnalisme avec un objectif de diminution des dépenses publiques et de renforcement du contrôle sur les bénéficiaires.

2. En fait, c'est davantage sur le plan des valeurs culturelles que sur celui des valeurs économiques que l'on peut constater des écarts entre les jeunes cohortes et les autres (Tiberj, 2017).

du marché, qui était en forte progression depuis les années 1990, s'est un peu stabilisée. Comme si un plancher avait été atteint dans l'opinion autour des 30 % d'orientations libérales³.

Dernier résultat clé : les 18-29 ans ont, comme les autres classes d'âge, des opinions assez partagées en matière économique. D'un côté, ils rejettent plusieurs aspects de l'économie de marché, mais d'un autre côté, ils ne soutiennent pas pour autant massivement des propositions sociales en matière économique. Sur les cinq questions présentées ici, les notes intermédiaires (5 et 6) regroupent entre 20 et 40 % des réponses, quelles que soient les années et les tranches d'âge. Les positions moyennes en matière économique sont donc aussi importantes, voire plus, que les positions plus sociales. Par ailleurs, même s'ils adoptent une orientation libérale sur une question, les mêmes jeunes peuvent adopter une orientation plus sociale sur une autre question. Typiquement, 38 % des 18-29 ans qui pensent que les individus devraient être responsables de leurs besoins pensent aussi qu'il faut davantage récompenser les efforts individuels ; mais 37 % endossent l'opinion contraire et considèrent que les revenus devraient être plus égaux. Même ambivalence parmi ceux qui voient dans la concurrence une très bonne chose : seuls 40 % pensent aussi que la propriété privée devrait être développée, contre 19 % qui sont favorables aux nationalisations et 41 % qui ont des opinions intermédiaires. Au total, contrairement au stéréotype d'une jeunesse farouchement hostile au capitalisme, les jeunes Français adhèrent en quelque sorte à une conception de type social-libéral : ils acceptent sans grand enthousiasme l'économie de marché, tout en demandant à l'État providence qu'il en compense les effets les plus inégalitaires (Gonthier, 2012).

Des jeunes d'autant plus cohérents sur l'économie qu'ils sont politisés

On peut se faire une idée plus précise de la « cohérence » des valeurs économiques des jeunes avec un indicateur statistique simple, l'alpha de Cronbach, qui mesure à quel point différentes opinions varient dans

3. La légère progression des opinions favorables à la concurrence que l'on observe chez les 18-29 ans concerne surtout les bac + 2 et plus : près de deux sur trois pensent que la concurrence est une bonne chose, contre un peu plus d'un sur trois pour les non-diplômés. L'adhésion à la concurrence monte à trois jeunes sur quatre pour les bac + 2 et plus qui sont salariés. Sans doute se voient-ils comme mieux protégés par leur diplôme, voire comme bénéficiaires d'une concurrence accrue.

le même sens et traduisent ainsi une même attitude sous-jacente⁴. Globalement, toutes vagues d'enquête confondues et pour l'ensemble des Français, l'indice est plutôt modeste (0,56); ce qui corrobore le fait que les Français ont des attitudes économiques assez composites et ne sont pas « idéologiques » en la matière. Mais cette ambivalence des positionnements sur l'économie n'est pas liée à l'âge : l'alpha de Cronbach est de 0,49 chez les 18-29 ans; 0,55 pour les 30-44 ans et les 45-59 ans; 0,6 pour les 60 ans et plus. En fait, la capacité à organiser ses opinions économiques de façon consistante dépend surtout du degré de sophistication politique (voir également *infra* le chapitre 6 de Vincent Tiberj) Ainsi, l'alpha de Cronbach bondit à 0,76 parmi les 18-29 ans qui se disent très intéressés par la politique; un score légèrement supérieur à celui de leurs homologues plus âgés⁵.

Deux éléments expliquent pourquoi les individus plus intéressés par la politique ont tendance à avoir des attitudes économiques plus cohérentes. D'abord, ces individus sont davantage exposés aux informations et aux messages économiques délivrés par les élites politiques et médiatiques. Ils sont aussi plus réceptifs et plus attentifs à ces signaux. Ils vont par conséquent être plus « idéologiques », au sens où ils vont avoir tendance à organiser leurs opinions économiques en reproduisant la manière dont les idées économiques sont structurées par le personnel politique et les médias (Converse, 1964). En clair, les plus intéressés par la politique vont être plus enclins à aligner leurs opinions sur la manière dont les débats économiques sont cadrés par les élites. Plusieurs études ont ainsi montré que les personnes les plus politisées ont des systèmes de valeurs économiques plus homogènes car indexés sur une dimension unique opposant libéralisme et étatsisme. À l'inverse, les personnes moins politisées ont des préférences économiques plus morcelées (Baldassarri, Goldberg, 2014; Lupton *et al.*, 2015). Les jeunes Français ne font pas, on le voit, exception à cette règle.

4. Le terme de cohérence est utilisé ici sans implication normative, pour désigner l'intensité avec laquelle les opinions économiques sont associées et font signe vers une dimension attitudinale latente (structurée, elle, selon un cadrage idéologique dominant). La question sur les efforts individuels vs les revenus égalitaires n'a pas été prise en compte ici dans la mesure où ses variations ne sont que peu associées à celles des autres questions.

5. Respectivement 0,73, 0,65 et 0,71 pour les 30-44 ans, les 45-59 ans et les 60 ans et plus très intéressés par la politique. Les chercheurs débattent de longue date pour savoir quelle est la meilleure mesure de la sophistication politique (Luskin, 1987). On préfère généralement utiliser des indicateurs de connaissance politique objective, ou à défaut d'intérêt déclaré pour la politique, plutôt que le niveau d'éducation qui mesure davantage une prédisposition à la sophistication politique.

L'autre facteur explicatif tient à la complexité inhérente aux questions économiques. Les chercheurs en science politique distinguent habituellement deux types d'enjeux politiques (Carmines, Stimson, 1980). Les enjeux simples (*easy issues*) sont d'ordre symbolique : ils renvoient à des finalités ou à des objectifs politiques plutôt qu'à des moyens d'action. Il s'agit typiquement des enjeux socioculturels (comme l'immigration), qui sont surtout déterminés par les valeurs individuelles (comme la tolérance) et où les citoyens ordinaires n'ont pas forcément besoin d'informations de la part des élites pour former leurs opinions. Les enjeux complexes (*hard issues*) sont, eux, davantage techniques. Ils nécessitent donc une intervention et un cadrage des élites pour que les citoyens puissent associer ces enjeux à leurs propres valeurs politiques et sociales. Les questions économiques en sont un bon exemple : elles véhiculent des enjeux souvent techniques, que les élites vont s'attacher à colorier politiquement pour permettre aux individus de se les approprier et de les connecter à leurs valeurs politiques (Feldman, 2003 ; Levendusky, 2010).

On comprend ainsi mieux pourquoi les attitudes économiques des jeunes Français sont globalement peu cohérentes, et pourquoi cette cohérence augmente avec leur intérêt pour la politique. Les questions économiques sont des questions complexes qu'il est bien plus facile d'organiser quand on est politisé. D'ailleurs, les partis et les élites politiques traditionnels étant généralement plus clivés sur des questions socioculturelles comme celle du rapport à l'immigration que sur des questions socio-économiques comme celle de la place de l'État, il est difficile pour les citoyens ordinaires, souvent peu informés et à distance du jeu politique, d'identifier les signaux politiques permettant d'articuler leurs opinions économiques. Au total, seul un petit groupe de citoyens très politisés possède un système de valeurs économiques structuré car bien en phase avec le cadrage idéologique dominant.

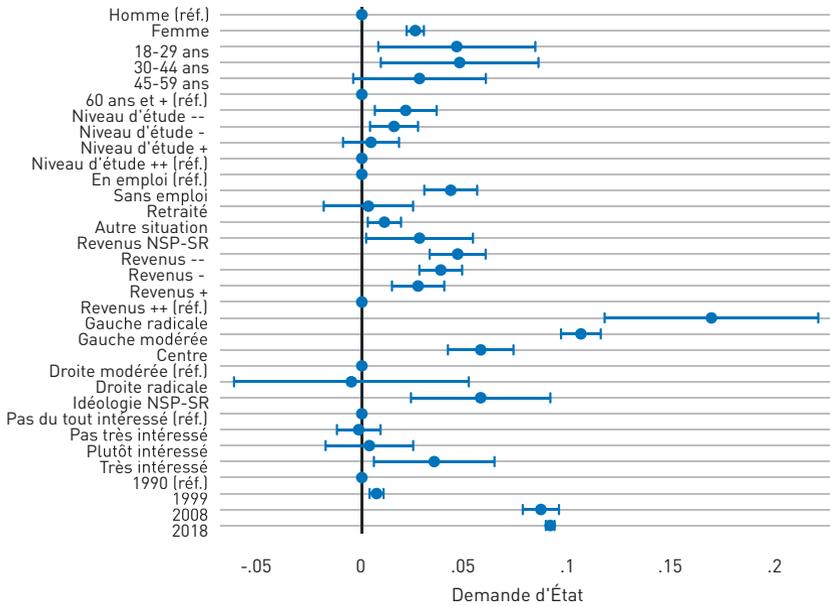
La demande d'État progresse de façon plus continue chez les jeunes

Pour synthétiser les valeurs économiques des jeunes et mieux apprécier leurs évolutions dans le temps, un indice additif a été construit sur la base de quatre des cinq questions examinées plus haut. Ces questions sont en effet suffisamment corrélées entre elles pour composer une mesure de plus ou moins grande demande d'intervention de l'État dans l'économie⁶.

6. La question sur les revenus égalitaires *versus* les efforts individuels n'est suffisamment pas corrélée pour être prise en compte.

L'indice a été codé de 0 à 1, 1 indiquant un très fort interventionnisme (ou, ce qui est ici équivalent, un très fort rejet du libéralisme économique), 0 un très faible interventionnisme (ou une très forte adhésion au libéralisme économique). On a ensuite construit un modèle statistique expliquant cet indice par la classe d'âge, tout en contrôlant différentes caractéristiques sociologiques (sexe, niveau d'études, statut d'emploi et niveau de revenu) et sociopolitiques (positionnement politique sur l'échelle gauche/droite et intérêt pour la politique)⁷. Les coefficients associés à ces variables sont présentés dans la figure 2.

Figure 2. Les déterminants de la demande d'État



Source : enquêtes Valeurs 1990, 1999, 2008 et 2018.

Lecture : ce graphique montre les coefficients [avec intervalle de confiance à 95 %] d'une régression linéaire expliquant la demande d'État par différentes caractéristiques socio-démographiques et sociopolitiques, tout en contrôlant l'année d'enquête. On voit par exemple que le fait d'être une femme plutôt qu'un homme augmente significativement la demande d'État, de l'ordre de 3 % (+ 0,026). NSP-SR correspond aux répondants qui ne se prononcent pas ou refusent de répondre.

7. La régression linéaire étant conduite sur un fichier longitudinal compilant les enquêtes 1990, 1999, 2008 et 2018, on a également introduit l'année en variable dépendante et paramétré le modèle pour que les estimations prennent en compte l'emboîtement des individus dans les vagues d'enquête (*cluster-robust standard errors*).

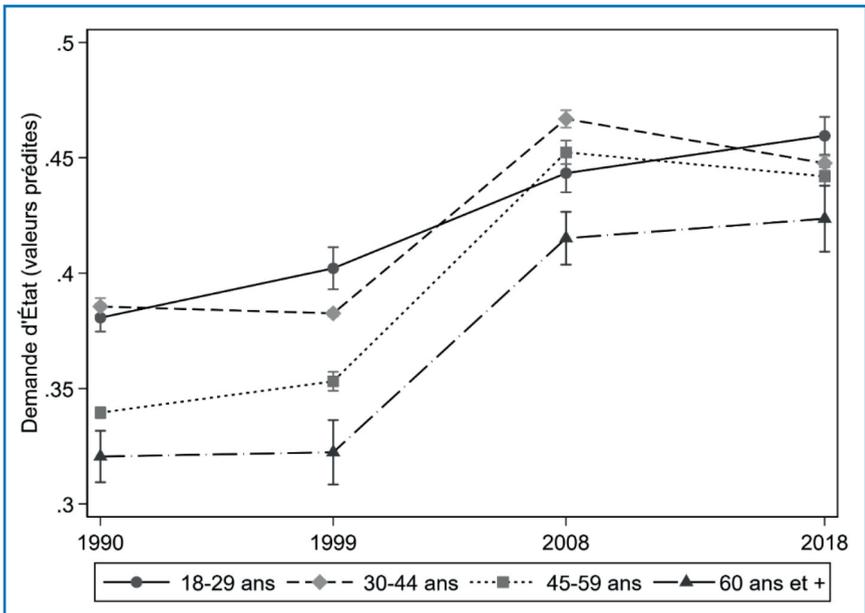
Ce modèle fait apparaître que les 18-29 ans sont, toutes choses égales par ailleurs, plus interventionnistes que les 60 ans et plus. Néanmoins, comme le suggéraient déjà les résultats descriptifs, ils ne le sont que faiblement : le fait d'être âgé de 18-29 ans (plutôt que de 60 ans et plus) n'augmente que d'environ 5 % la propension à être interventionniste en matière économique (+ 0,046 ; $p < 0,05$). Et les différences avec les 20-44 ans ou les 45-59 ans ne sont pas significatives. Les autres caractéristiques jouent conformément à ce qui est habituellement constaté dans la littérature : on est d'autant plus favorable à un État fort qu'on est une femme, qu'on est peu diplômé, qu'on est au chômage (*vs* en activité), qu'on a des revenus faibles et qu'on est situé très à gauche, à gauche, au centre ou très à droite (*vs* à droite) de l'échiquier politique. Ces clivages se reconduisent bien sûr à l'intérieur de la jeunesse : les 18-29 ans soutiennent d'autant plus l'intervention de l'État qu'ils sont peu dotés en ressources économiques, qu'ils occupent une position fragilisée vis-à-vis du marché du travail et qu'ils sont à gauche politiquement. L'année d'enquête a également un effet : les Français sont significativement plus interventionnistes en 1999, 2008 et 2018 qu'en 1990⁸. Mais qu'en est-il des jeunes en particulier ?

Pour répondre à cette question, on a construit un second modèle en ajoutant un effet d'interaction entre l'âge et l'année d'enquête. Cet effet permet d'évaluer si certaines classes d'âge sont devenues plus interventionnistes entre 1990 et 2018. La figure 3 montre les résultats de ce modèle. Deux tendances sont ici à relever. D'abord, les écarts liés à l'âge vont en se résorbant au fil des vagues d'enquête. En 2018, les différences entre classes d'âge sont nettement moins significatives qu'elles ne l'étaient auparavant. Autrement dit, les jeunes et les moins jeunes ont aujourd'hui des valeurs économiques plus similaires que par le passé. Ensuite, on observe une progression continue de la demande d'État parmi les 18-29 ans. Cette progression contraste avec l'interventionnisme des autres classes d'âge qui, après avoir connu un fort bond entre 1999 et 2008, semble se stabiliser en 2018 à un niveau identique

8. Les résultats détaillés du modèle sont disponibles sur demande auprès de l'auteur. Il est intéressant de noter que la montée de la demande d'État a lieu en parallèle avec un recul, dans l'opinion, de l'idée selon laquelle l'État intervient trop dans l'économie et que le financement de la protection sociale constitue une charge excessive (Grobbon, Perron-Bailly, 2015 ; Ministère des solidarités et de la santé, 2018). Les jeunes ont toutefois des opinions assez différentes sur le système de protection (Papuchon, 2018).

ou légèrement inférieur à celui de 2008⁹. C'est donc parmi les 18-29 ans que la demande d'État est aujourd'hui la plus importante.

Figure 3. Une évolution à la hausse de la demande d'État, quelle que soit la classe d'âge



Source : enquêtes Valeurs 1990, 1999, 2008 et 2018.

Lecture : ce graphique montre les valeurs prédites (avec intervalle de confiance à 95 %) d'un modèle expliquant l'évolution de la demande d'État par classe d'âge depuis 1990, en contrôlant par différentes caractéristiques sociodémographiques et sociopolitiques. Il met notamment en évidence que la demande d'État progresse le plus nettement chez les 18-29 ans.

Les jeunes ont rattrapé leurs aînés sur le plan de l'altruisme

Quel sens donner à la progression continue de la demande d'État chez les 18-29 ans ? Est-ce qu'elle exprime une attente de protection sociale de

9. La progression de l'interventionnisme est d'ailleurs plus marquée chez les jeunes les plus politisés et les plus à gauche. Des modèles statistiques complémentaires isolant les effets d'âge, de période et de cohorte suggèrent que cette progression est surtout liée à un effet de période. Autrement dit, c'est plus le contexte que le fait d'être jeune ou vieux et d'appartenir à une jeune ou à une vieille génération qui produit ici l'augmentation de la demande d'État.

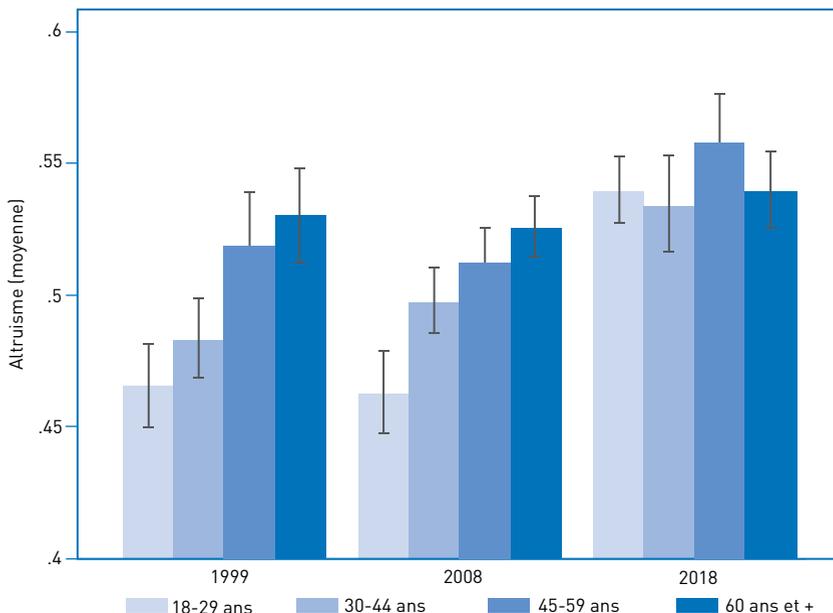
type catégoriel (l'action publique devant par exemple cibler préférentiellement les jeunes), ce qui traduirait un rapport plutôt individualisé à l'État providence ? Ou bien véhicule-t-elle une demande de solidarité plus large, ce qui renverrait davantage à une logique universaliste d'action publique ? Les jeunes se caractérisent par un engagement plus prononcé vis-à-vis des valeurs de justice globale et d'égalité (Schwartz, 2007). Ils sont par conséquent très sensibles à des formes de solidarité inclusives, reposant sur les idées de bien-être et de commune humanité qui sont au cœur du sentiment d'altruisme social (Monroe, 1998). Depuis 1999, l'enquête Valeurs saisit le degré d'altruisme des Français avec une batterie de questions leur demandant à quel point ils se sentent concernés¹⁰ par les conditions de vie des groupes suivants : les gens de votre voisinage, les gens de la région où vous habitez, vos concitoyens, les Européens, l'humanité tout entière, les personnes âgées, les malades ou handicapés, les chômeurs et les immigrés. Les réponses à ces neuf questions étant très corrélées (alpha de Cronbach = 0,88), on peut les additionner pour construire un indice d'altruisme global.

La figure 4 présente les valeurs moyennes de l'indice, recalibré pour aller de 0 à 1 (1 étant le degré maximal d'altruisme), par année d'enquête et en fonction des classes d'âge. On voit que les écarts entre les classes d'âge en termes d'altruisme déclaré se sont considérablement résorbés depuis 1999. Au début des années 2000, les jeunes générations étaient moins altruistes que leurs aînés. Ce qui peut s'expliquer par la combinaison du cycle de vie (alors que la plupart des jeunes combinent une tendance à l'ouverture sur autrui et une tendance à être autocentrés car ils ont besoin de construire leur identité, de s'affirmer et de trouver leur place dans la société, on devient plutôt plus altruiste et décentré en vieillissant) et de la période (la plus grande vulnérabilité économique des jeunes en temps de crise les rend moins sensibles aux conditions de vie des autres). En 2018 en revanche, l'altruisme a très fortement progressé, particulièrement chez les 18-29 ans qui sont aujourd'hui tout aussi altruistes que leurs aînés¹¹.

10. Les répondants peuvent choisir entre beaucoup, assez, dans une certaine mesure, pas tellement, pas du tout concerné.

11. Il y a peu de différences entre les jeunes du point de vue du degré d'altruisme déclaré. Seul le niveau de diplôme tire significativement vers le haut (et plus fortement que parmi les autres classes d'âge) leur propension à l'altruisme.

Figure 4. Des niveaux d'altruisme variables selon l'âge mais qui convergent en 2018



Source : enquêtes Valeurs 1999, 2008 et 2018.

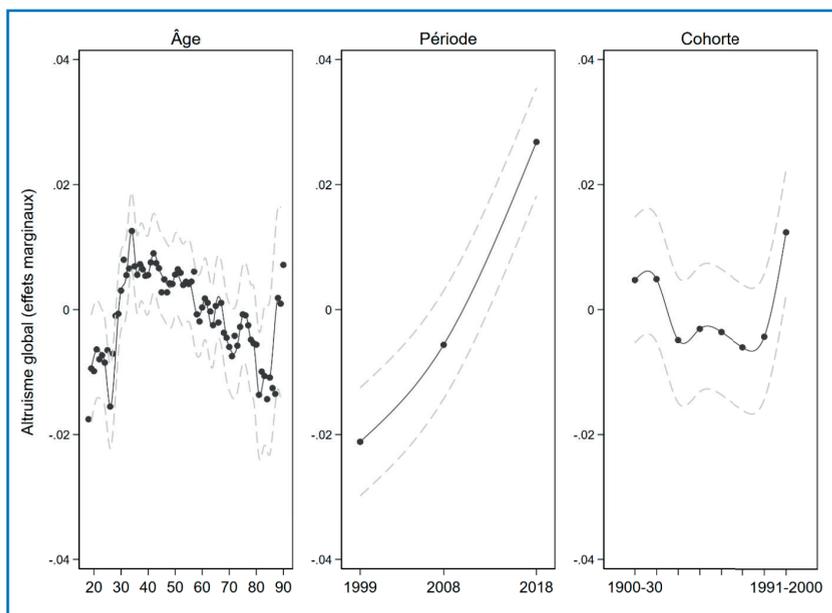
Lecture : ce graphique montre les niveaux moyens d'altruisme déclaré par classe d'âge pour chaque année d'enquête. Les écarts se réduisent au fil des années. Ils sont statistiquement significatifs (au seuil de 95%) quand les crochets des barres au-dessus des classes d'âge ne se chevauchent pas.

Des modèles statistiques plus poussés, appelés Âge-Période-Cohorte, permettent de faire un pas supplémentaire dans l'analyse en décomposant les influences croisées de l'âge, de la période et de la cohorte de naissance. La figure 5 donne une représentation graphique simple des résultats d'un modèle de ce type¹², isolant respectivement les effets nets de l'âge, de la période et des cohortes sur l'altruisme. On voit que la montée en puissance de l'altruisme est surtout imputable à un effet de cohorte et à un effet de période. D'un côté, la montée de l'altruisme est portée par la cohorte 1991-2000. D'un autre côté, elle est significativement associée au contexte politique et social des années 2010, un contexte qui se caractérise par une

12. Précisément, on a estimé ici le modèle hiérarchisant âge, période et cohorte proposé par Yang Yang (2008) et Yang Yang et Kenneth C. Land (2008). Pour avoir des effectifs suffisants, les cohortes décennales sont découpées comme suit : 1900-1930, 1931-1940, 1941-1950, 1951-1960, 1961-1970, 1971-1980, 1981-1990, 1991-2000. Pour les mêmes raisons, la variable d'âge a été bornée à 90 ans. Une variable d'âge élevée au carré a été introduite dans le modèle pour capturer une éventuelle relation quadratique entre âge et altruisme.

forte attention médiatique et politique aux questions de solidarité nationale et internationale¹³. Comment ce contexte a-t-il influé sur l'altruisme ?

Figure 5. Effets respectifs de l'âge, de la période et de la cohorte sur l'altruisme



Source : enquêtes Valeurs 1999, 2008 et 2018.

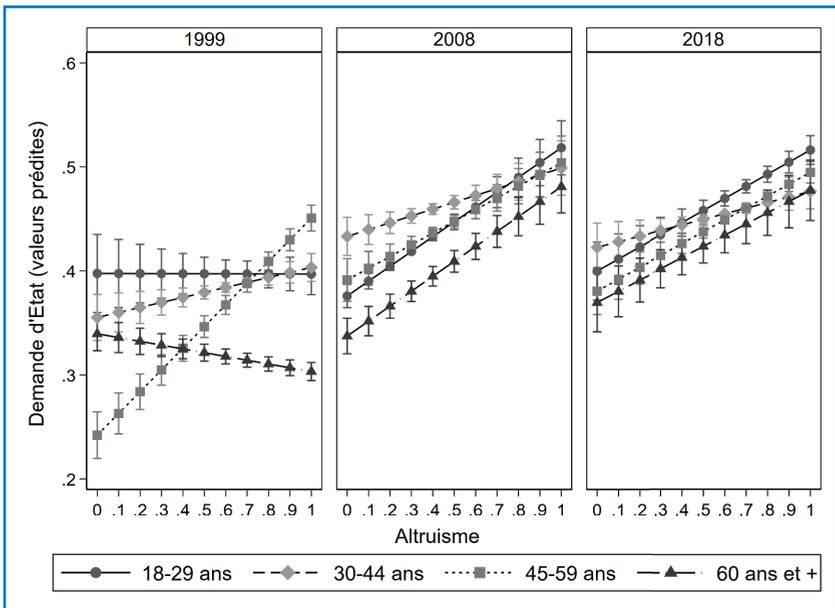
Lecture : ce graphique montre les effets marginaux (écarts à la moyenne) d'un modèle décomposant l'influence nette de l'âge, de la période et de la cohorte de naissance sur l'altruisme (avec intervalle de confiance à 95%), tout en contrôlant par différentes caractéristiques sociodémographiques et sociopolitiques. L'impact de la période sur la hausse de l'altruisme est plus net que celui de l'âge ou celui des cohortes.

On peut faire l'hypothèse que la grande visibilité médiatique et politique des enjeux de solidarité sociale a contribué à déclencher les dispositions altruistes des Français. Plusieurs recherches en psychologie politique ont en effet souligné que les individus ont des inclinaisons souvent contraires sur les grandes questions sociales et culturelles : ils sont par exemple à la fois pro et anti-État ; tolérants et potentiellement intolérants sur un sujet comme l'avortement (Feldman, Zaller, 1992 ; Craig, Martinez, 2005 ; Alvarez, Brehm, 1995). Il a aussi été démontré que le traitement politique

13. On pense notamment à la crise de la dette dans la zone euro à partir de 2010 ; aux attentats de Paris en janvier et novembre 2015, de Nice en juillet 2016 ; à la crise des migrants depuis 2015.

et médiatique d'une question pouvait influencer les attitudes à l'égard des « autres », tantôt en activant des prédispositions à l'autoritarisme, tantôt en activant des prédispositions plus progressistes (Kellstedt, 2003 ; Mayer *et al.*, 2016 ; Feldman, Stenner, 1997). Il est donc possible que les prédispositions à l'altruisme des Français aient été activées par le contexte politique et social des années 2010. Il est même possible cette influence soit plus marquée parmi la cohorte 1991-2000 parce que les dispositions à l'altruisme de cette cohorte sont les plus fortement contrariées par l'environnement économique défavorable. Le contexte des années 2010 aurait en quelque sorte libéré l'altruisme rentré des 18-29 ans.

Figure 6. Des variations de la demande d'État en fonction de l'altruisme de moins en moins marquées entre les classes d'âge au fil du temps



Source : enquêtes Valeurs 1999, 2008 et 2018.

Lecture : ce graphique montre les valeurs prédites (avec intervalle de confiance à 95%) d'un modèle expliquant pour chaque classe d'âge l'évolution de la demande d'État par le niveau d'altruisme déclaré depuis 1999, tout en contrôlant par différentes caractéristiques sociodémographiques et sociopolitiques. Demande d'État et altruisme sont de plus en plus liés au fil des années, et ce pour toutes les classes d'âge.

On a vu que l'interventionnisme et l'altruisme avaient nettement progressé au cours des vingt dernières années, en particulier chez les jeunes. Ces deux tendances sont-elles liées ? La figure 6 montre les résultats

d'un modèle similaire à celui présenté dans la figure 3, mais dans lequel l'altruisme a été ajouté en variable explicative de la demande d'État. Un terme d'interaction complémentaire a encore été introduit pour analyser l'impact des variations conjointes de l'âge, de l'année d'enquête et de l'altruisme sur l'interventionnisme. On constate que la relation entre interventionnisme et altruisme n'est pas toujours positive dans le temps, et qu'elle n'est pas non plus toujours positive au sein de chaque classe d'âge. Précisément, en 1999, seuls les 45-59 ans sont plus interventionnistes quand ils sont plus altruistes. Pour les 18-29 ans et les 30-44 ans, le degré d'interventionnisme ne varie pas significativement en fonction du degré d'altruisme. En 2008, les liens entre altruisme et interventionnisme sont un peu plus nets. Et ils le deviennent encore davantage en 2018. Aujourd'hui, toutes les classes d'âge sont d'autant plus interventionnistes qu'elles sont altruistes.

En conclusion, deux grands enseignements peuvent être tirés de ces résultats. Le premier concerne la nature de la demande d'État. Elle semble aller de plus en plus de pair avec une montée en puissance de l'altruisme déclaré des Français. À l'heure où le personnel politique et le fonctionnement du système démocratique sont perçus de façon très négative (CEVIPOF, 2020), il y a peut-être dans ces aspirations altruistes la base symbolique pour une légitimité renouvelée de l'État providence, tout particulièrement auprès des jeunes. Le second enseignement a trait au renouvellement générationnel et à la façon dont il peut faire advenir un électorat porteur de valeurs plus progressistes (Fisher, 2020 ; Tiberj, 2017). On observe que les différentes classes d'âge non seulement partagent les mêmes degrés d'interventionnisme et d'altruisme, mais qu'elles combinent aussi les deux dimensions de façon plus systématique que par le passé. Autrement dit, les classes d'âge tendent à se rapprocher, voire à se ressembler, par la convergence de leurs valeurs socio-économiques. Constat plutôt rassurant là où nombre de chercheurs alertent sur les dangers d'une polarisation des valeurs et des identités partisanes associées (Baldassarri et Park, 2020 ; Mason, 2018). La question se pose toutefois de la pérennité des tendances repérées ici dans la mesure où celles-ci sont en grande partie imputables à des effets de période plutôt qu'à des effets d'âge ou de génération. Les mouvements de l'opinion suivant une logique thermostatique d'ajustement au contexte, il n'est pas impossible que les différentes classes d'âge se distinguent à nouveau dans les années à venir en retrouvant leur degré initial d'interventionnisme ou d'altruisme.

BIBLIOGRAPHIE

- Alvarez R. M., Brehm J., 1995, "American ambivalence towards abortion policy: development of a heteroskedastic probit model of competing values", *American Journal of Political Science*, n° 4, vol. 39, p. 1055-1082.
- Baldassarri D., Goldberg A., 2014, "Neither ideologues nor agnostics. Alternative voters' belief system in an age of partisan politics", *American Journal of Sociology*, n° 1, vol. 120, p. 45-95.
- Baldassarri D., Park B., 2020, "Was there a culture war? Partisan polarization and secular trends in US public opinion", *The Journal of Politics*, n° 3, vol. 82, p. 809-827.
- Béduwé C., Dupray A., 2018, « D'une Génération à l'autre : l'inquiétude des jeunes en question », *CEREO Bref*, n° 361.
- Carmines E. G., Stimson J. A., 1980, "The two faces of issue voting", *The American Political Science Review*, n° 1, vol. 74, p. 78-91.
- CEVIPOF, 2020, « Un rebond de la confiance en trompe-l'œil ? », Baromètre de la confiance politique, vague 11.
- Chauvel L., Smits F., 2015, "The endless baby-boomer generation. Cohort differences in participation in political discussions in nine European countries in the period 1976-2008", *European Societies*, n° 2, vol. 17.
- Chevalier T., 2018, *La jeunesse dans tous ses États*, Paris, Presses universitaires de France.
- Converse P. E., 1964, "The nature of belief systems in mass publics", in Apter D. E. (dir.), *Ideology and Discontent*, New York (États-Unis), The Free Press, p. 206-261.
- Couppié T., Dupray A., Epiphane D., Moray V., 2018, « Vingt ans d'insertion professionnelle des jeunes : entre permanences et évolutions », *CEREO Essentiels*, n° 1.
- Craig S. C., Martinez M. D. (dir.), 2005, *Ambivalence and the Structure of Political Opinion*, New York (États-Unis), Palgrave Macmillan.
- Erikson R. S., MacKuen M. B., Stimson J. A., 2002, *The Macro Polity*, New York (États-Unis), Cambridge University Press.
- Feldman S., 1988, "Structure and consistency in public opinion: the role of core beliefs and values", *American Journal of Political Science*, n° 2, vol. 32, p. 416-440.
- Feldman S., 2003, "Values, ideology, and the structure of political attitudes", in Sears D. O., Huddy L., Jervis R. (dir.), *Oxford Handbook of Political Psychology*, Oxford (Royaume-Uni), Oxford University Press, p. 477-508.
- Feldman S., Stenner K., 1997, "Perceived threat and authoritarianism", *Political Psychology*, n° 4, vol. 18, p. 741-770.
- Feldman S., Zaller J., 1992, "The political culture of ambivalence: ideological responses to the welfare state", *American Journal of Political Science*, n° 1, vol. 36, p. 268-307.
- Fisher P., 2020, "Generational replacement and the impending transformation of the American electorate", *Politics & Policy*, n° 1, vol. 48, p. 38-68.
- Goerres A., 2009, *The Political Participation of Older People in Europe*, Londres (Royaume-Uni), Palgrave Macmillan.
- Gonthier F., 2012, « Les jeunes remettent-ils en cause de libéralisme économique ? », in Galland O., Roudet B. (dir.), *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, Paris, La Documentation française, p. 162-169.
- Gonthier F., 2015, « Qui bouge quand l'opinion bouge ? L'évolution de la demande d'État dans l'Union européenne depuis les années 1990 », *Revue française de science politique*, n° 1, vol. 65, p. 61-84.

Grobon S., Perron-Bailly É., 2015, « Préoccupés par la précarité, les Français pensent que le système de protection sociale doit évoluer », Synthèse des résultats Baromètre d'opinion DREES.

Inglehart R., Welzel C., 2005, *Modernization, Cultural Change, and Democracy. The Human Development Sequence*, Cambridge (Royaume-Uni), Cambridge University Press.

Kellstedt P. M., 2003, *The Mass Media and the Dynamics of American Racial Attitudes*, Cambridge (Royaume-Uni), Cambridge University Press.

Levendusky M. S., 2010, "Clearer cues, more consistent voters: a benefit of elite polarization", *Political Behavior*, 2010, n° 1, vol. 32, p. 111-131.

Lupton R. N., Myers W. M., Thornton J. R., 2015, "Political sophistication and the dimensionality of elite and mass attitudes, 1980-2004", *The Journal of Politics*, n° 2, vol. 77, p. 368-380.

Luskin R. C., 1987, "Measuring political sophistication", *American Journal of Political Science*, n° 4, vol. 31, p. 856-899.

Mason L., 2018, *Uncivil Agreement. How Politics Became Our Identity*, Chicago (États-Unis), University of Chicago Press.

Mayer N., Michelat G., Tiberj V., Vitale T., 2016, « Le retour inattendu de la tolérance », in CNCNDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2015*, Paris, La Documentation française, p. 285-293.

Ministère des solidarités et de la santé, 2018, *La protection sociale en France et en Europe en 2016. Résultats des comptes de la protection sociale*, Paris, DREES, coll. « Panoramas ».

Monroe K. R., 1998, *The Heart of Altruism. Perceptions of a Common Humanity*, Princeton (États-Unis), Princeton University Press.

Norris P. (dir.), 1999, *Critical Citizens. Global Support for Democratic Government*, Oxford (Royaume-Uni), Oxford University Press.

OECD, 2014, "Rising Inequality: Youth and Poor Fall Further Behind. Insights from the OECD Income Distribution Database", OECD Publishing.

Page B. I., Shapiro R. Y., 1992, *The Rational Public. Fifty Years of Trends in Americans' Policy Preferences*, Chicago (États-Unis), University of Chicago Press.

Papuchon A., 2018, « Les jeunes adultes : des points de vue hétérogènes sur le système de protection sociale », *Informations sociales*, n° 196-197, p. 144-154.

Peterson J. C., Smith K. B., Hibbing J. R., 2020, "Do people really become more conservative as they age?", *The Journal of Politics*, n° 2, vol. 82.

Schwartz S. H., 2007, "Universalism values and the inclusiveness of our moral universe", *Journal of Cross-Cultural Psychology*, n° 6, vol. 38, p. 711-728.

Tiberj V., 2017, *Les citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, Presses universitaires de France.

Welzel C., 2013, *Freedom Rising. Human Empowerment and the Quest for Emancipation*, New York (États-Unis), Cambridge University Press.

Wlezien C., 1995, "The public as thermostat: dynamics of preferences for spending", *American Journal of Political Science*, n° 4, vol. 39, p. 981-1000.

Yang Y., 2008, "Social inequalities in happiness in the United States, 1972 to 2004: An Age-Period-Cohort analysis", *American Sociological Review*, n° 2, vol. 73, p. 204-226.

Yang Y., Land K. C., 2008, "Age-Period-Cohort analysis of repeated cross-section surveys: fixed or random effects ?", *Sociological Methods & Research*, n° 3, vol. 36, p. 297-326.

Chapitre 3

Individualisation ou valeurs traditionnelles ?

Idéal familial, libéralisme des mœurs
et valeurs de tolérance

Pierre Bréchon

Selon Alexis de Tocqueville (1840), l'avènement des démocraties conduit à des sociétés plus individualisées. Les sociétés aristocratiques étaient construites sur des liens de dépendance et d'obéissance aux maîtres ; les démocraties annulent ces dépendances, chaque citoyen étant désormais libre et autonome à l'égard des autres. Tocqueville craignait les effets de cette liberté exacerbée, y voyant des risques d'individualisme et de perte du sens des appartenances collectives, chacun recherchant son intérêt personnel.

On a effectivement observé dans les sociétés modernes, notamment à partir de la seconde moitié du xx^e siècle, une montée de la volonté d'autonomie individuelle, un processus d'individualisation, un désir d'expérimenter et de choisir soi-même ses actes et l'orientation de sa vie, sans être dépendant et déterminé par d'autres. Mais ce processus d'individualisation n'induit pas une montée de l'individualisme comme l'imaginait Tocqueville. L'altruisme et les liens sociaux, les solidarités n'ont pas disparu. Les données des enquêtes Valeurs confirment qu'il convient de bien distinguer individualisation (volonté d'autonomie) et individualisme, puisque la première est en forte croissance alors que le second est en baisse lente (Bréchon, 2014 ; Bréchon, 2021).

Le but de ce chapitre est d'analyser ce processus d'individualisation dans le domaine de la famille, du libéralisme des mœurs et de la tolérance aux incivilités. Dans ces trois domaines, les jeunes sont-ils différents des personnes plus âgées ? Et parmi les jeunes, observe-t-on sur ces sujets beaucoup d'homogénéité ou au contraire peut-on identifier plusieurs jeunessees ?

Une famille de plus en plus individualisée

QUEL STATUT FAMILIAL POUR LES JEUNES ?

Chez les 18-29 ans, 24 % vivent en union libre, 5 % sont pacsés, 6 % sont mariés, 2 % sont déjà séparés ou divorcés et 63 % sont célibataires. Du point de vue de la parentalité, 10 % ont un enfant, 7 % en ont deux ou plus ; 36 % vivent encore chez leurs parents, notamment parmi les plus jeunes. En 1981, le statut familial des jeunes de 18 à 29 ans était très différent : 10 % vivaient « en ménage sans être marié », 39 % étaient déjà mariés, 1 % étaient séparés ou divorcés et 49 % étaient célibataires ; 17 % élevaient un enfant et 15 % en avaient deux ou plus.

Ces résultats sont sans grande surprise puisque l'installation dans la vie familiale stable est de plus en plus tardive. Ils nous rappellent aussi que le mariage n'est plus le passage obligé pour entrer dans la vie de couple : 80 % des jeunes mariés ou pacsés ont vécu ensemble avant d'institutionnaliser leur union. La vie de couple est d'abord expérimentée pour voir si les partenaires y trouvent leur épanouissement (Galland, 2017). De plus en plus, chez les jeunes, la famille est individualisée, fondée sur les relations et les attentes de ses membres, et non sur un modèle unique, dans lequel il faudrait se couler (Singly, 1996 ; Déchaux, 2009 ; Segalen, Martial, 2013). Elle ne s'institutionnalise que lentement et souvent après 29 ans. L'âge du premier enfant pour les femmes est d'ailleurs de plus en plus tardif, en moyenne à près de 31 ans alors qu'il était de 24 ans en 1974.

LA FAMILLE D'ORIGINE RESTE TRÈS IMPORTANTE

Avec la montée de l'individualisation dans tous les domaines de la société moderne, on aurait pu croire que la famille allait perdre son rôle structurant : les individus voulant être autonomes n'investiraient plus dans des relations familiales fortes. Ce n'est pas ce que l'on a observé ces dernières décennies.

Ainsi, aujourd'hui encore, les relations avec la famille d'origine restent très importantes pour les jeunes. Deux questions – posées pour la première fois en 2018 – permettent de l'observer (voir tableau 1). Pour 82 % des jeunes de 18 à 29 ans, « rendre[s] es parents fiers de [s]oi » est considéré comme un objectif très ou assez important, soit 14 points de plus que ce que l'on observe chez les 30-49 ans. Ce premier résultat indique combien

le rapport à leur famille d'origine reste important pour les jeunes. Chacun veut être soi-même sans reproduire ce qu'ont fait ses parents, même si le «jugement parental» compte énormément¹.

Tableau 1. Perception de la famille d'origine chez les jeunes et dans le reste de la population

En %		2018
Un de mes principaux objectifs dans la vie a été de rendre mes parents fiers de moi	18-29 ans	82
	30-49 ans	68
	50 ans et plus	73
Les enfants adultes ont le devoir de prendre soin de leurs parents sur le long terme	18-29 ans	78
	30-49 ans	68
	50 ans et plus	73

Source : enquête Valeurs 2018.

Lecture : sur 100 jeunes de 18-29 ans, 82 estiment que rendre leurs parents fiers d'eux a toujours été un objectif important dans leur vie. Et 78 pensent qu'ils ont le devoir de prendre soin de leurs parents sur le long terme.

L'importance des relations avec la famille d'origine s'observe aussi à travers le fort sentiment d'un devoir à l'égard des parents : 78 % des jeunes estiment qu'ils « ont le devoir de prendre soin de leurs parents sur le long terme ». Là encore, les jeunes semblent un peu plus valoriser les relations avec la famille d'origine que les plus âgés.

LE COUPLE, OBJET DE FORTES ATTENTES

Quelles conceptions les jeunes ont-ils du couple ? Autrement dit, qu'attendent-ils de leur famille conjugale ? Une question² permet de l'évaluer à travers six éléments permettant de mesurer l'intensité de différentes attentes (voir tableau 2). En fait, tout est considéré comme au moins « assez important ». Les attentes sont donc multiples, le couple étant l'objet d'un très fort investissement. Les plus fortes différences se trouvent dans la distinction entre « très » et « assez important », donc entre ce qui est le plus valorisé et ce qui l'est seulement un peu moins. Clairement, les relations affectives apparaissent beaucoup plus importantes que les conditions matérielles.

1. Il est étonnant que, même chez les plus âgés, rendre ses parents fiers de soi fasse toujours sens.

2. « Voici une liste de choses dont on dit qu'elles contribuent au succès d'un mariage ou d'une vie entre compagnons. Veuillez dire pour chacune si vous pensez que c'est très important, assez important ou pas très important. »

Tableau 2. Ce qui est jugé très important pour le succès des couples, de 1981 à 2018, chez les jeunes et dans le reste de la population

En %		1981	1990	1999	2008	2018
La fidélité	18-29 ans	62	70	85	90	87
	30 ans et plus	76	75	79	83	82
Avoir chacun du temps pour ses amis et ses activités personnelles	18-29 ans	–	–	–	58	56
	30 ans et plus	–	–	–	44	49
Partager les tâches ménagères	18-29 ans	38	33	42	55	51
	30 ans et plus	30	35	39	45	45
De bonnes conditions de logement	18-29 ans	30	30	31	43	43
	30 ans et plus	49	39	37	45	42
Avoir des enfants	18-29 ans	58	58	57	61	38
	30 ans et plus	67	66	63	69	57
Un revenu convenable	18-29 ans	25	33	30	29	21
	30 ans et plus	47	40	37	37	30

Source : enquêtes Valeurs 1981, 1990, 1999, 2008 et 2018.

Lecture : sur 100 jeunes de 18-29 ans en 2018, 87 estiment que la fidélité est très importante pour le succès d'un couple. Ils n'étaient que 62 % à penser la même chose en 1981.

La fidélité est de très loin ce qui est considéré comme le plus important pour la réussite du couple. Par rapport à 1981, l'évolution est claire : les jeunes valorisent aujourd'hui autant la fidélité que les plus âgés, ce qui n'était alors pas le cas. Cette ode à la fidélité chez les jeunes indique combien les relations entre les deux conjoints ou partenaires sont considérées comme structurantes³. C'est ce qui fonde le couple dans une certaine exclusivité, même si la définition de la fidélité n'est pas précisée et peut recouvrir pour les individus des acceptions différentes.

Néanmoins, la dyade du couple fidèle n'est en général pas perçue comme devant conduire à la fusion totale. Sur le tableau 2, en seconde position dans l'échelle des valorisations, apparaît la volonté d'avoir du temps pour soi. Les deux partenaires ne souhaitent pas tout faire ensemble. La vie de couple n'est pas le tout de l'existence, elle ne doit pas empêcher chacun d'avoir ses investissements personnels. On a là un des traits de la modernité familiale et de son individualisation. C'est déjà ce que

3. En revanche, d'après les vagues antérieures de l'enquête, le fait d'avoir des points communs objectifs (même milieu social, mêmes opinions religieuses ou politiques) est considéré comme de faible importance. On peut être très différent, l'essentiel est de s'aimer, de partager et d'être fidèle (Roussel, 1994).

diagnostiquait Louis Roussel en 1989. Pour lui, la famille moderne risquait de plus en plus d'être dans les jeunes générations une famille-association, aussi appelée famille-club, dans laquelle les partenaires décident de ne plus tout mutualiser, de différencier ce qu'ils mettent en commun de ce qu'ils conservent comme zones personnelles. Pour l'auteur, cela aboutirait à une désinstitutionnalisation de la famille et à une perte du sens des devoirs familiaux.

Partager les tâches ménagères est considéré comme très important par la moitié des jeunes. La progression depuis 1981 n'est pas massive, d'autant qu'entre intention et passage à l'acte, il y a un écart que certaines enquêtes mettent bien en évidence⁴.

Avoir de bonnes conditions de logement est jugé très important par plus de quatre jeunes sur dix, ce qui représente une progression par rapport au début de la période, comme si les exigences en la matière, dans une situation où l'accès au logement est coûteux dans les grandes villes, s'étaient développées. Cet élément est perçu comme plus important que le niveau de revenu du couple.

L'évolution la plus étonnante concerne l'importance des enfants pour le succès d'un couple. La chute depuis 2008 apparaît aussi pour les plus de 30 ans, mais moins fortement. Comment l'expliquer ? La fécondité des Françaises est en légère baisse entre 2008 et 2018 : de 2,01 à 1,88 enfant par femme (Papon, Beaumel, 2019 ; Papon, Beaumel, 2020). Mais le désir d'enfant n'aurait pas baissé significativement : seulement 5 % des moins de 25 ans ne veulent pas avoir d'enfant (Debest, Mazuy, 2014⁵).

Peut-être faut-il voir aussi dans ce résultat une plus forte conscience de la pluralité des modèles familiaux. L'enfant ne serait plus autant qu'autrefois ce qui définirait la « vraie famille ». Les couples sans enfants auraient davantage leur légitimité dans une société individualisée, où les partenaires doivent construire librement leur relation, sans avoir à se couler dans un modèle tout fait.

4. Voir par exemple l'enquête *International Social Survey Programme* (ISSP) 2012. Les résultats pour la France figurent sur www.issp-france.fr.

5. Ce résultat provient d'une enquête de 2010, mais il ne semble pas y en avoir de plus récente.

Par ailleurs, entre 2008 et 2018, on n'observe pas de différence concernant la norme sociale d'avoir des enfants. En 2018, seulement 14 % des jeunes considéraient « qu'avoir des enfants est un devoir vis-à-vis de la société » (13 % en 2008). En fait, la question mesure surtout le sens d'un devoir à l'égard de la collectivité et non pas directement le désir d'enfant. Les futurs parents veulent avant tout un enfant pour la réalisation de leur projet familial et la culture du devoir est en nette régression dans une société individualisée. C'est vrai dans toutes les générations⁶, mais un peu plus chez les jeunes, indiquant un mouvement qui se poursuit.

LE MARIAGE, PAS DÉPASSÉ, MAIS UN SENS RECOMPOSÉ

Une question posée depuis 1981 demande aux enquêtés de dire s'ils sont d'accord ou pas avec l'affirmation : « Le mariage est une institution dépassée ». De manière très étonnante, seulement 28 % des jeunes sont d'accord (34 % chez les 30-44 ans, 39 % chez les 45-59 ans, 38 % chez les 60 ans et plus). Le mariage reste donc populaire, encore plus chez les jeunes que chez les plus vieux ! S'il y a une pluralité de modèles familiaux entre lesquels les jeunes veulent pouvoir naviguer, ils ne rejettent pas le mariage. Pourtant, ils se marient de moins en moins souvent (412 000 mariages en 1972, 235 000 en 2018⁷, dont 229 000 unions hétérosexuelles et 6 000 unions homosexuelles). Le pacte civil de solidarité (PACS) s'est développé très fortement en vingt ans (environ 200 000 aujourd'hui). Et environ 60 % des enfants naissent hors mariage.

En fait les jeunes conçoivent la famille comme quelque chose d'évolutif. On commence à vivre ensemble, si ça fait sens pour les deux, on va se pacser ; et si on n'est toujours pas lassé, on se mariera⁸. Le mariage est donc plus considéré comme un aboutissement auquel on aimerait parvenir, qui marque la réussite du couple. Il n'est plus ce qui institue socialement la famille. À chaque étape, on peut donc se séparer. Selon l'INSEE, les séparations sont très fréquentes dans les quatre premières années de vie commune (environ 4 % chaque année), quel que soit le statut familial des partenaires, puis baissent de moitié ensuite.

6. Chez les 30 ans et plus, l'enfant comme devoir social est accepté à 24 % en 2018 (26 % en 2008).

7. Environ 25 % des mariages sont des remariages.

8. Selon un sondage de l'Institut français d'opinion publique (IFOP) d'octobre 2019, la première motivation pour se marier est de « renforcer la solidité de votre couple ».

Ajoutons que le taux de divorce semble en légère baisse depuis 2005. Et que beaucoup de jeunes qui ne trouvent pas le mariage dépassé sont favorables aux possibilités de divorcer. Autrement dit, l'institution doit pouvoir s'adapter à l'évolution des relations conjugales.

DES RÔLES MASCULINS ET FÉMININS DE PLUS EN PLUS INDIFFÉRENCIÉS ET ÉGALITAIRES

Une longue série de questions permet de bien mesurer la conception que les jeunes Français ont des rapports entre hommes et femmes (voir tableau 3). Les huit propositions sont toutes formulées dans un sens traditionnel, ce qui n'empêche pas leur rejet massif. Les hommes et les femmes doivent pouvoir exercer chacun leur travail professionnel, mais aussi partager les charges familiales, dans une société qui donne les mêmes droits aux deux sexes. Ce qui est accepté par une minorité assez importante, c'est l'idée que le travail de la femme pourrait nuire à la vie de famille et aux enfants (voir en haut du tableau).

Tableau 3. Rôle des hommes et des femmes dans la famille et la société, selon l'âge

En %		2018
Avoir un travail, c'est bien, mais ce que la plupart des femmes veulent vraiment, c'est un foyer et des enfants	18-29 ans	29
	30 ans et plus	42
En général, quand la femme a un emploi à plein temps, la vie de famille en souffre	18-29 ans	26
	30 ans et plus	40
Quand la mère a un emploi, les enfants en souffrent	18-29 ans	17
	30 ans et plus	33
Le travail d'un homme, c'est de gagner de l'argent, celui d'une femme, de s'occuper de la maison et de la famille	18-29 ans	11
	30 ans et plus	19
En général, les hommes font de meilleurs dirigeants politiques que les femmes	18-29 ans	9
	30 ans et plus	12
En général, les hommes font de meilleurs dirigeants d'entreprise que les femmes	18-29 ans	7
	30 ans et plus	9
Quand les emplois sont rares, un homme a plus droit à un travail qu'une femme	18-29 ans	5
	30 ans et plus	12
Faire des études universitaires est plus important pour un garçon que pour une fille	18-29 ans	3
	30 ans et plus	6

Source : enquête Valeurs 2018.

Lecture : en 2018, 29% des 18-29 ans sont d'accord avec la proposition «avoir un travail, c'est bien, mais ce que la plupart des femmes veulent vraiment, c'est un foyer et des enfants».

Deux de ces indicateurs figuraient dans le questionnaire depuis 1990, ce qui permet de mesurer les évolutions (voir tableau 4). Presque plus aucun jeune aujourd’hui ne pense que l’homme a plus droit au travail que la femme (5 % aujourd’hui contre 23 % il y a vingt-huit ans). En revanche, 29 % des jeunes pensent que les femmes, sans rejeter le travail, préféreraient pouvoir s’occuper de leur foyer et de leurs enfants⁹. Mais l’évolution en la matière a été très rapide depuis dix ans puisque la moitié des jeunes partageaient cet avis jusqu’en 2008.

Tableau 4. Rôles masculins et féminins de 1990 à 2018 selon l’âge

En %		1990	1999	2008	2018
Avoir un travail c’est bien, mais ce que la plupart des femmes veulent vraiment, c’est un foyer et des enfants	18-29 ans	54	57	49	29
	30 ans et plus	64	61	60	42
Quand les emplois sont rares, un homme a plus droit à un travail qu’une femme	18-29 ans	23	14	6	5
	30 ans et plus	36	24	18	12

Source : enquêtes Valeurs 1990, 1999, 2008 et 2018.

Lecture : en 1990, 54 % des 18-29 ans étaient d’accord avec la proposition « avoir un travail, c’est bien, mais ce que la plupart des femmes veulent vraiment, c’est un foyer et des enfants ».

On peut construire une échelle avec les huit indicateurs présentés sur le tableau 3 pour voir si la conception des rôles masculins et féminins est très homogène chez les jeunes ou au contraire clivée. Il n’est au fond pas étonnant de constater que les valeurs des jeunes concernant les rôles sont très liées à leur système de valeurs. La conception est plus égalitaire chez les 18-29 ans qui valorisent la liberté des choix individuels¹⁰ (51 points d’écart avec ceux qui valorisent les contraintes et contrôles sociaux); chez les jeunes qui font spontanément confiance aux autres (35 points d’écart avec ceux qui se méfient d’autrui); chez ceux qui valorisent le sens du devoir (34 points avec ceux qui ne le font pas); chez ceux qui accordent une grande importance aux amis et aux loisirs (33 points d’écart avec ceux qui n’y sont pas attachés); chez les 18-29 ans à religiosité nulle (27 points avec ceux qui ont une religiosité forte); chez ceux qui sont

9. Il n’y a pas d’écart significatif dans les réponses des hommes et des femmes.

10. Selon un indice d’individualisation (Bréchon, 2021) construit sur quinze indicateurs qui synthétisent la volonté d’autonomie individuelle. Il prend en compte le libéralisme des mœurs, la volonté d’autonomie au travail, des qualités à encourager chez les enfants (indépendance, sens des responsabilités, imagination, tolérance et respect des autres, détermination et persévérance), la valorisation de la liberté d’expression et de la participation démocratique (plutôt que des valeurs matérielles).

tolérants à l'égard de leurs voisins (24 points d'écart avec ceux qui ne le sont pas); chez les plus politisés (différence de 23 points avec les moins politisés); chez les postmatérialistes¹¹ (19 points d'écart avec les matérialistes); chez ceux qui ont le plus intégré des valeurs démocratiques (20 points d'écart) et chez les personnes de gauche par rapport à celles de droite (17 points d'écart). La conception des rôles masculins et féminins entre donc dans un système de valeurs qui oppose les tenants de valeurs ouvertes à ceux de valeurs fermées. L'égalité des sexes va de pair avec la culture d'individualisation, d'ouverture et d'humanisme universaliste.

Mais le plus surprenant est de constater les différences selon les positions sociales des jeunes, tout particulièrement selon leur niveau d'études : 79% de ceux qui ont fait des études jusqu'à 21 ans et plus sont partisans des rôles semblables entre hommes et femmes, alors que ce n'est le cas que de 38 % de ceux qui ont arrêté leurs études à 16 ans ou avant¹². Et le fait d'avoir été élevé dans une famille cultivée¹³ est tout aussi clivant : le soutien au modèle égalitaire est de 81 % chez les jeunes issus de familles cultivées contre seulement 43 % lorsque ce n'est pas le cas. Il est clair que la culture familiale est un élément très structurant du système de valeurs des jeunes. Au contraire, le fait d'être homme ou femme n'introduit aucune différence dans la perception des rôles : les jeunes femmes n'en sont pas plus adeptes que les hommes, contrairement à ce qu'on aurait pu imaginer.

Une régression linéaire permet de voir quelles sont, parmi toutes ces variables, celles qui sont le plus déterminantes, toutes choses égales par ailleurs. Ce sont nettement les variables de valeurs qui dominent, tout particulièrement l'individualisation et le sens du devoir. La religiosité reste aussi clivante. Le niveau de culture de l'individu et de sa famille a un effet propre (mais moins fort que ce que l'on observe dans un simple tri croisé). L'effet du groupe professionnel et de la politisation est faible. Les 24-29 ans se montrent un peu plus égalitaires que les 18-23 ans, plus

11. Définis comme des personnes qui valorisent la qualité de la vie démocratique plutôt que des valeurs matérielles (maîtrise des prix, sécurité, ordre social), dans la perspective de Ronald Inglehart (2018).

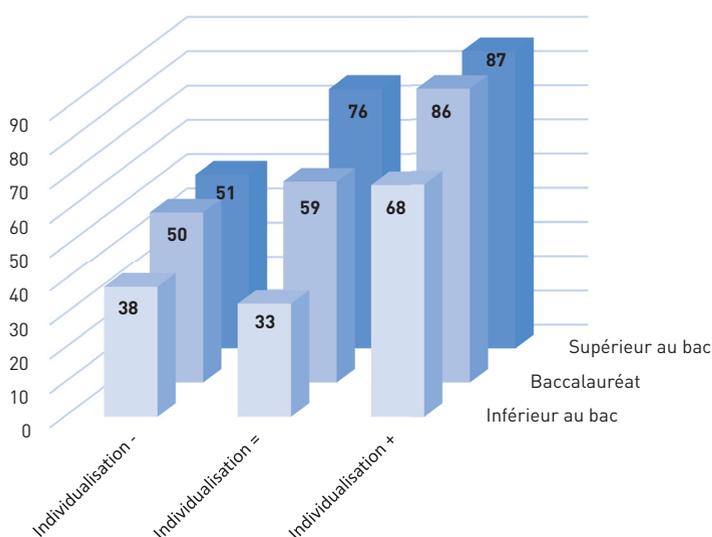
12. Les différences selon les revenus et les groupes professionnels existent, mais sont moins importantes.

13. On le mesure selon ce que disent les répondants sur leur famille : leur mère et leur père aimaient-ils lire des livres ? Aimaient-ils suivre l'actualité ? Discutaient-ils politique avec leur enfant ?

traditionnels peut-être parce que plus proches de l'éducation parentale. Le postmatérialisme et l'échelle gauche/droite ne sont pas significatifs. Car l'essentiel de l'explication est accaparé par un clivage entre valeurs d'individualisation et sens du devoir.

Lorsqu'on est fortement attaché à l'autonomie des individus, on est aussi méfiant à l'égard d'une culture du devoir, et on a tendance à être favorable à des rapports égaux entre hommes et femmes. Le graphique 1 montre que l'individualisation¹⁴ et le niveau de diplôme ont des effets conjoints dans ce domaine : une faible individualisation et une faible éducation scolaire conduisent à ne pas beaucoup valoriser l'égalité des sexes alors qu'une forte individualisation cumulée à des études longues la maximise.

Graphique 1. Pourcentage des 18-29 ans favorables à des rôles égaux entre hommes et femmes, selon le niveau d'individualisation et de diplôme



Source : enquête Valeurs 2018.

Lecture : seulement 38 % des 18-29 ans à niveau scolaire bas et à faible individualisation sont favorables à l'égalité entre hommes et femmes, alors que c'est le cas de 87 % des jeunes ayant un diplôme supérieur au baccalauréat et fortement partisans des valeurs d'autonomie individuelle.

14. Toujours selon l'indice préalablement présenté.

Le libéralisme des mœurs en forte croissance

La perception des rôles masculins et féminins est statistiquement assez fortement liée au libéralisme des mœurs : plus on est favorable à l'égalité des sexes, plus on est aussi tolérant en la matière. Dans une longue batterie de questions, nous retenons tous les comportements qui peuvent relever du libéralisme des mœurs. Cette attitude consiste à revendiquer la liberté de choix pour tout ce qui concerne la vie privée, et plus précisément l'exercice de la sexualité et le rapport au corps. Pour chaque situation ou comportement évoqué, les répondants devaient dire s'ils ne le trouvaient jamais ou toujours justifié à l'aide d'une notation allant de 1 à 10. Beaucoup de ces indicateurs ont figuré dans toutes les vagues de l'enquête et permettent donc l'analyse des évolutions. Les résultats (voir tableau 5) mettent en lumière une progression générale, mais plus ou moins forte selon les indicateurs.

Tableau 5. Libéralisme des mœurs*, selon l'âge

En %		1981	1990	1999	2008	2018
Homosexualité	18-29 ans	26	16	47	56	69
	30 ans et plus	10	7	31	35	54
Divorce	18-29 ans	46	26	48	58	69
	30 ans et plus	26	19	45	47	64
Insémination artificielle ou fécondation <i>in vitro</i>	18-29 ans	–	–	–	67	66
	30 ans et plus	–	–	–	60	62
Avortement	18-29 ans	45	19	41	47	63
	30 ans et plus	25	15	37	38	57
Euthanasie	18-29 ans	41	24	45	57	54
	30 ans et plus	27	16	51	51	62
Avoir des relations sexuelles avec des personnes de rencontre	18-29 ans	–	–	26	31	49
	30 ans et plus	–	–	17	17	29
Suicide	18-29 ans	23	11	24	21	26
	30 ans et plus	12	8	21	19	25
Prostitution	18-29 ans	18	17	–	13	17
	30 ans et plus	8	11	–	13	15

Source : enquêtes Valeurs, 1981, 1999, 2008 et 2018.

* Pour chaque indicateur, les positions 7 à 10 de l'échelle, correspondant à une justification fréquente, ont été retenues.

Lecture : sur 100 jeunes de 18-29 ans, concernant l'homosexualité, 69 se positionnent sur les cases 7 à 10 de l'échelle allant de 1, « jamais justifié » à 10, « toujours justifié » en 2018. Ils n'étaient que 26 à se situer entre 7 et 10 en 1981.

Parmi ces indicateurs, c'est la légitimation de l'homosexualité qui a fait le bond le plus spectaculaire depuis 1981¹⁵. Si l'opinion des jeunes sur ce sujet avait alors commencé à se libéraliser, ce n'était pas le cas pour les plus âgés. Cette évolution rapide s'explique probablement par le fort militantisme en faveur de la reconnaissance des minorités sexuelles dans le contexte des années 1980, marquées par la lutte contre l'épidémie de sida apparue en 1981-1982.

L'avortement et le divorce étaient quant à eux plus largement acceptés dès 1981 parmi les jeunes, d'où une évolution moins importante.

La légitimation de l'insémination artificielle n'est prise en compte dans l'enquête que depuis 2008. Son acceptation est forte, ce qui explique que le droit soit en train d'accepter la procréation médicalement assistée pour les femmes homosexuelles¹⁶. Du point de vue du libéralisme des mœurs, tout le monde doit pouvoir accéder aux mêmes droits et services, sans discriminations.

Si l'euthanasie est assez nettement acceptée, c'est le seul cas – en 2018 – où les générations plus âgées (notamment au-delà de 45 ans) sont plus favorables que les jeunes, probablement parce qu'elles se sentent plus concernées par la fin de vie.

Dans ce contexte de forte permissivité privée, on aurait pu penser que les aventures sexuelles sans lendemain seraient plus acceptées. Elles ne sont justifiées que par la moitié des jeunes, probablement parce qu'ils partagent une éthique du couple fidèle¹⁷.

Il est symptomatique que le suicide et la prostitution ne soient pas plus acceptés par les jeunes aujourd'hui qu'il y a quarante ans. Même si le suicide est une décision personnelle, il est fortement réprouvé et considéré comme un acte antisocial (Minois, 1995). Quant à la prostitution, elle est aussi fortement considérée comme immorale dans la tradition française

15. Deux autres questions concernent l'homosexualité en 2018 : 5 % des jeunes et 8 % des 30 ans et plus ne voudraient pas avoir comme voisins des homosexuels ; 71 % des 18-29 ans jugent que les couples homosexuels sont aussi bons parents que les autres contre 62 % des plus âgés. Ces résultats confirment la forte acceptation de l'homosexualité dans la société française, avec des différences de générations assez faibles, même si les plus de 60 ans sont plus réticents.

16. Selon la loi bioéthique en cours d'adoption au Parlement en 2020.

17. C'est souvent l'infidélité de l'un des partenaires qui met fin à la vie commune.

(Mathieu, 2015). Depuis l'interdiction des maisons closes juste après la seconde guerre mondiale jusqu'à la pénalisation récente du client, un tabou pèse sur cette pratique, sur le proxénétisme et sur la traite d'êtres humains que cela implique souvent. Marchandiser le sexe est très mal vu, aussi bien par les jeunes que par les plus âgés.

Un indice de libéralisme des mœurs a été construit avec cinq indicateurs très liés les uns aux autres (homosexualité, divorce, avortement, euthanasie, suicide), ce qui permet de repérer quelles sont les catégories de jeunes les plus et les moins permissives¹⁸. C'est très nettement l'intensité de la religiosité qui est la variable la plus explicative : plus les jeunes font montre d'une religiosité importante, moins ils sont permissifs en matière de mœurs. Joue aussi l'intégration du sens du devoir qui a un effet propre (voir graphique 2) : plus on a intégré des valeurs fondées sur les devoirs sociaux¹⁹, moins on est libéral. Le niveau scolaire a aussi une influence, les peu diplômés étant moins libéraux²⁰ ainsi que le genre, les jeunes femmes se révélant plus tolérantes que les jeunes hommes. Les postmatérialistes sont un peu plus permissifs, tout comme les plus politisés. En revanche, l'échelle gauche/droite est sans effet, ce qui montre qu'au niveau des opinions et des valeurs des 18-29 ans, le libéralisme des mœurs n'est plus un clivage politique, les jeunes de droite et même d'extrême droite ayant beaucoup évolué sur le sujet²¹.

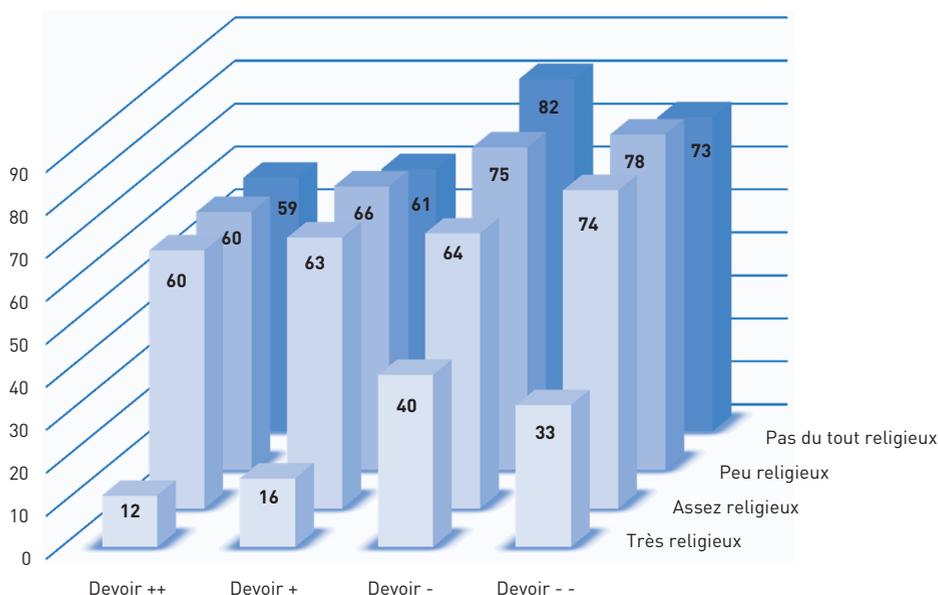
18. En considérant d'abord des tris croisés puis en effectuant des analyses de régression linéaire.

19. Trois indicateurs sont pris en compte : « travailler est un devoir vis-à-vis de la société », « avoir des enfants est un devoir vis-à-vis de la société », « les enfants adultes ont le devoir de prendre soin de leurs parents sur le long terme ».

20. On observe aussi un léger effet de l'âge, les 24-29 ans se révélant un peu plus permissifs que les 18-23 ans, peut-être encore davantage marqués par les valeurs de leur famille d'origine.

21. C'est moins vrai des partis et des élus : dans les débats parlementaires sur le mariage pour tous et sur la récente loi de bioéthique, la droite s'est largement opposée aux réformes libérales.

Graphique 2. Le libéralisme des mœurs, selon le degré de religiosité et le sens du devoir (en %, chez les 18-29 ans)



Source : enquête Valeurs 2018.

Lecture : seulement 12 % des 18-29 ans ayant un très fort sens de leurs devoirs sociaux et étant très religieux sont favorables au libéralisme des mœurs alors que c'est le cas de 82 % des jeunes ayant un assez faible sens de leurs devoirs sociaux et pas du tout religieux.

Pas beaucoup de tolérance pour les incivilités

Si la tolérance est en forte croissance pour tout ce qui est perçu comme relevant de la vie privée, il n'en est pas du tout de même pour tout ce qui relève de l'espace public. En la matière on n'observe qu'une très faible évolution au fil des décennies (voir tableau 6). Dans chaque vague d'enquête, les jeunes se montrent légèrement plus tolérants que les autres générations, mais l'écart s'est réduit pour les incivilités en col blanc : les jeunes se montrent désormais aussi sévères que les plus âgés pour condamner les pots-de-vin et la triche aux impôts.

Tableau 6. Tolérance envers les incivilités*, selon l'âge

En%		1981	1990	1999	2008	2018
Demander des indemnités indues	18-29 ans	22	22	15	19	25
	30 ans et plus	11	12	12	16	16
S'arranger pour ne pas payer son billet dans le train ou l'autobus	18-29 ans	16	14	14	18	19
	30 ans et plus	6	6	8	7	7
Prendre de la drogue, marijuana ou haschich	18-29 ans	12	5	11	11	18
	30 ans et plus	2	2	5	4	6
Accepter un pot-de-vin dans l'exercice de ses fonctions	18-29 ans	14	8	8	8	7
	30 ans et plus	6	3	4	3	3
Tricher dans sa déclaration d'impôts si on en a la possibilité	18-29 ans	27	20	18	13	6
	30 ans et plus	12	10	12	8	4

Source : enquêtes Valeurs 1981, 1990, 1999, 2008 et 2018.

* Pour chaque indicateur de tolérance aux incivilités, les positions 7 à 10 de l'échelle, correspondant à une justification fréquente, ont été retenues.

Lecture : en 2018, concernant la demande d'indemnités indues, 25% des 18-29 ans choisissent les positions 7 à 10 sur une échelle allant de 1, «jamais justifié» à 10, «toujours justifié». Ils étaient 22% à se situer dans le même groupe en 1981.

Pour les quatre autres comportements, les jeunes se montrent plus tolérants que les plus âgés, sans l'être beaucoup. C'est particulièrement net pour la consommation de drogues considérées comme douces (marijuana, haschich) : ils ne sont que 18% à la justifier en 2018.

Les cinq comportements étant très liés entre eux, on a construit un indice de tolérance aux incivilités, recodé en quartiles. Il est lié au libéralisme des mœurs, mais pas très fortement. Le lien entre les deux indices s'est affaibli au fil des vagues de l'enquête (Dompnier, 2010). Autrefois on était beaucoup plus nettement libéral ou intolérant, quel que soit le domaine considéré. Aujourd'hui, beaucoup de jeunes (et d'adultes) sont tolérants en matière de mœurs, mais intolérants concernant les incivilités. À l'égard de la vie privée d'autrui, la tolérance domine, mais pour tout ce qui concerne l'espace public, on souhaite le respect des normes civiques, pour faire face à des incivilités perçues comme croissantes.

Chez les jeunes, on observe que les 18-23 ans sont sensiblement plus tolérants que les 24-29 ans. Contrairement au libéralisme des mœurs qui est un phénomène générationnel, l'acceptation des incivilités est surtout liée au cycle de vie. On a pu montrer que les cohortes du *baby-boom* ont

été tolérantes aux incivilités dans leur jeunesse, mais ne le sont plus du tout aujourd'hui (Bréchon, 2019). Dès que les jeunes s'intègrent dans la société – entre 25 et 30 ans –, leur niveau de tolérance aux incivilités commence à se normaliser. La tendance se poursuit en vieillissant puisque la tolérance forte passe de 47 % chez les 18-29 ans à 27 % chez les 30-44 ans, 22 % chez les 45-59 ans et 12 % au-delà.

Alors que les différences concernant le libéralisme des mœurs étaient importantes entre différentes catégories de jeunes, on observe pour la tolérance aux incivilités des différences beaucoup plus modestes²². Les plus importantes opposent les jeunes qui valorisent fortement l'autorité, qui sont de droite et se montrent très sélectifs à l'égard de leur voisinage, à ceux qui n'aiment pas l'autorité, sont de gauche et peu sélectifs à l'égard de leurs voisins. Les premiers sont sensiblement moins tolérants aux incivilités que les seconds. Le lien avec le niveau de diplôme est aussi significatif : les jeunes peu diplômés et exerçant des métiers d'exécution tolèrent un peu plus les incivilités. L'accès aux connaissances rend donc plus sensible au respect des normes civiques.

Conclusion

Les jeunes n'ont pas, dans les domaines traités, des valeurs complètement différentes des générations plus âgées. Ils ont simplement des attitudes un peu plus accentuées : ils valorisent toujours la cellule familiale, mais sont encore plus fortement adeptes d'une famille individualisée, où l'autonomie de chacun est respectée et où les décisions sont négociées dans l'égalité des partenaires. Ce mode de vie commun est évolutif, susceptible d'être plus ou moins fortement adapté – jusqu'à la rupture – selon les sentiments de chaque membre. Les premiers temps du couple sont marqués par un fort idéalisme de fidélité et de relations transparentes qui s'effrite quand la vie commune se prolonge. La famille n'est pas un lieu de devoir et de conformité sociale, c'est un espace de relations qui se veulent riches et sources de bonheur.

Si le couple se veut fidèle, le principe de libre choix des individus pour tout ce qui concerne la vie privée est bien établi, là encore un peu plus chez les jeunes que chez les plus âgés. Chacun est censé accepter les modes de vie discutés avec son partenaire, mais reconnaît l'autonomie

22. Ce que confirment les analyses de régression.

fondamentale des individus : chacun doit pouvoir choisir la façon dont il vit sans être déterminé par les autres, qu'il s'agisse des institutions publiques, des Églises, de l'environnement social ou de la famille d'origine. Le libéralisme des mœurs ne conduit pas à une disparition de la morale et de l'éthique, mais à sa relativisation : les choix sont discutés.

Mais la grande limite à la liberté individuelle est l'espace public. Hors de la vie privée, la demande d'ordre public est forte, presque autant chez les jeunes que chez les plus âgés. Les incivilités sont peu tolérées, l'intransigeance s'est même renforcée à l'égard de la corruption en col blanc. L'individualisation progresse, mais cette forte volonté d'autonomie des individus chez les jeunes n'est pas sans bornes : l'espace public doit être régulé, les politiques publiques doivent être définies dans des discussions démocratiques. L'individu est donc appelé à participer aux débats citoyens, comme d'autres chapitres de ce livre le montrent.

BIBLIOGRAPHIE

Bréchon P., 2014, « Individualisation et individualisme dans les sociétés européennes », in Bréchon P., Gonthier F. (dir.), *Les valeurs des Européens. Évolutions et clivages*, Paris, Armand Colin, p. 221-239.

Bréchon P., 2019, « Libéralisme des mœurs mais intolérance à l'égard des incivilités : effet d'âge et effet de générations », Communication au congrès de l'Association française de science politique, Bordeaux, 2-4 juillet.

Bréchon P., 2021 [à paraître], "Individualisation rising, and individualism declining in France. How can this be explained ?", *French Politics*, n° 2-3.

Debest C., Mazuy M., 2014, « Rester sans enfant : un choix de vie à contre-courant », *Population et sociétés*, n° 508.

Déchaux J.-H., 2009, *Sociologie de la famille*, Paris, La Découverte.

Dompnier N., 2010, « Liberté privée et ordre public : la fin des antagonismes ? », in Bréchon P., Galland O. (dir.), *L'individualisation des valeurs*, Paris, Armand Colin, p. 141-160.

Galland O., 2017, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin.

Inglehart R., 2018, *Les transformations culturelles. Comment les valeurs des individus bouleversent le monde ?*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

Mathieu L., 2015, *Sociologie de la prostitution*, Paris, La découverte.

Minois G., 1995, *Histoire du suicide. La société occidentale face à la mort volontaire*, Paris, Fayard.

Papon S., Beaumel C., 2019, « Bilan démographique 2018. La fécondité baisse depuis quatre ans », *INSEE Première*, n° 1730.

Papon S., Beaumel C., 2020, « Bilan démographique 2019. La fécondité se stabilise en France », *INSEE Première*, n° 1789.

- Roussel L., 1994, « La famille », in Riffault H. (dir.), *Les valeurs des Français*, Paris, Presses universitaires de France, p. 35-84.
- Roussel L., 1989, *La famille incertaine*, Paris, Odile Jacob.
- Segalen M., Martial A., 2013, *Sociologie de la famille*, Paris, Armand Colin.
- Singly F. de, 1996, *Le Soi, le couple et la famille*, Paris, Nathan.
- Tocqueville A. de, [1840] 1986, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Gallimard.

Chapitre 4

Une jeunesse moins « ouverte » que par le passé sur les questions touchant aux immigrés et aux minorités ?

Guillaume Roux

Introduction

Quelles sont les opinions des jeunes Français sur les sujets touchant à l'immigration, aux immigrés et aux minorités ethnoraciales ? Se distinguent-ils, à cet égard, de leurs aînés, ou des générations plus anciennes ? D'après plusieurs enquêtes, les jeunes générations se montreraient, en moyenne, moins xénophobes, plus « ouvertes » à l'immigration, aux immigrés et aux minorités (Quillian, 1995 ; mais voir aussi McLaren, Patterson, 2020). Ce constat renverrait pour partie au fait que les membres de ces générations ont fait davantage d'études que leurs aînés, le rejet des immigrés ayant tendance à baisser à mesure que le niveau d'étude des individus augmente. De plus, les jeunes ont pu grandir dans un contexte social et politique moins autoritaire, plus « ouvert à l'altérité » que celui dans lequel leurs aînés ont été socialisés, un contexte social autoritaire favorisant, d'après plusieurs recherches, le rejet des minorités en général (McFarland, 2010). L'enquête Valeurs permet de documenter, pour 2018, la spécificité éventuelle des jeunes (18-29 ans) s'agissant du regard que les Français portent sur les immigrés et les minorités ethnoraciales. Elle permet également de suivre l'évolution des opinions de la jeunesse, en comparaison de leurs aînés, entre les différentes vagues d'enquêtes – c'est-à-dire en remontant, pour certaines questions, jusqu'en 1981. Les jeunes Français sont-ils mieux disposés envers les immigrés et les minorités en 2018 que leurs aînés ? Et comment évoluent sur plusieurs décennies, selon les enjeux ou les questions posées, les opinions des jeunes, ainsi que leur éventuelle spécificité en comparaison de leurs aînés ? Même s'il s'agit d'un phénomène différent¹, la progression du vote d'extrême droite chez

1. L'augmentation du vote d'extrême droite chez les jeunes renverrait au fait que plus une cohorte est récente, plus ses membres racistes ou xénophobes ont des chances de voter pour le Rassemblement national (RN) ; Tiberj, 2017, en particulier le chapitre 7.

les jeunes dans les dernières années (en particulier lors de la présidentielle de 2017) a pu interroger : les jeunes Français deviendraient-ils davantage réceptifs à des thèses xénophobes ou racistes ? Sont-ils moins nombreux que par le passé à juger de manière positive la venue et la présence, en France, d'immigrés ou de membres des minorités ethnoraciales ? La question se pose avec d'autant plus d'acuité que la société française serait de plus en plus encline, d'après certaines analyses, au racisme – si ce n'est même aux formes, éventuellement renouvelées ou modernisées, d'un certain fascisme (Palheta, 2018).

Les jeunes sont-ils plus « ouverts » aux immigrés et aux minorités que leurs aînés ?

UNE SPÉCIFICITÉ DES JEUNES OU DES GÉNÉRATIONS LES PLUS ANCIENNES ?

La dernière vague de l'enquête Valeurs permet de comparer, pour 2018, les opinions des jeunes (18-29 ans) à celles d'autres cohortes (30-54 ans, et 55 ans et plus), sur des sujets touchant aux immigrés et aux minorités ethnoraciales (voir tableau 1²).

Les jeunes (18-29 ans) apparaissent-ils dans l'ensemble plus « ouverts » que les générations qui les ont précédés ? Ils associent moins volontiers, pour commencer, la présence immigrée en France à des maux ou problèmes sociétaux. Ainsi, ils sont un peu moins nombreux que leurs aînés à estimer que les immigrés constituent « une charge pour la sécurité sociale », qu'ils « accentuent les problèmes de criminalité », « prennent les emplois des Français » ou ont un mauvais « impact sur le développement de la France ». Cependant, si les jeunes se distinguent sur ces questions des 55 ans et plus, ils ne diffèrent quasiment pas des 30-54 ans. Ce ne sont donc pas tant les jeunes qui se distinguent des autres enquêtés que les plus âgés (55 ans et plus) qui présentent, sur toutes ces questions, un taux élevé de réponses associant les immigrés à des maux sociétaux (deux à cinq points au-dessus de la moyenne, et jusqu'à dix points de plus que les jeunes enquêtés).

2. Pour l'ensemble des statistiques descriptives, les données ont été pondérées.

Tableau 1. Opinions relatives aux immigrés et aux minorités en 2018, par cohortes (en %)

Cohorte	2018			
	18-29	30-54	55 +	Ens.
Les immigrés sont une charge pour la sécurité sociale d'un pays (1 à 4*)	51	52	61	56
Les immigrés accentuent les problèmes de criminalité (1 à 4*)	35	36	44	39
Les immigrés prennent les emplois des Français (1 à 4*)	29	31	35	32
Impact des immigrés sur le développement de la France : «assez» et «très mauvais»**	23	25	28	26
Quand les emplois sont rares, les employeurs devraient embaucher en priorité des Français : «Tout à fait» et «plutôt d'accord»***	38	37	50	43
Parmi ces catégories de gens, y en a-t-il que vous n'aimeriez pas avoir comme voisins :				
Des gitans	16	23	26	23
Des travailleurs étrangers ou des immigrés	7	9	11	10
Des musulmans	5	7	12	8
Des gens d'une autre race	2	3	5	4
Des juifs	3	2	5	4
Dans quelle mesure vous sentez-vous concerné par les conditions de vie des immigrés :				
«Très» ou «beaucoup»	37	34	35	35
«Dans une certaine mesure»	27	31	24	27
«Pas tellement» ou «pas du tout»	36	35	41	38
Il vaut mieux que les immigrés conservent leurs propres coutumes et traditions (1 à 4****)	43	34	30	34

* Sur une échelle en dix positions (10 = « Les immigrés ne sont pas une charge... »).

** Échelle de réponses : très bon/assez bon/ni bon ni mauvais/assez mauvais/très mauvais.

*** Échelle de réponses : tout à fait d'accord/plutôt d'accord/ni d'accord ni pas d'accord/plutôt pas d'accord/pas d'accord du tout.

**** Sur une échelle en dix positions (10 = « Il vaut mieux que les immigrés ne conservent pas... »).

Source : enquête Valeurs 2018.

Lecture : en 2018, 51 % des 18-29 ans estiment que « les immigrés sont une charge pour la sécurité sociale d'un pays ».

Par ailleurs, l'enquête Valeurs interroge les opinions concernant une mesure politique concrète et discriminatoire, celle d'une « préférence nationale » à l'emploi (laquelle, rappelons-le, n'a pas cours en France). Là encore, les jeunes ne diffèrent quasiment pas des 30-54 ans, et ce sont les enquêtés les plus âgés (55 ans et plus) qui se distinguent du reste de l'échantillon. En effet, la moitié d'entre eux se prononcent en faveur d'une préférence nationale, contre 38 % et 37 % pour les 18-29 et 30-54 ans.

Une autre question permettait aux enquêtés de désigner les groupes ou les catégories de personnes dont ils ne voudraient pas pour voisins. Une minorité d'enquêtés mentionnent ainsi, par ordre décroissant de rejet, « des gitans » (23 %), « des travailleurs étrangers ou des immigrés » (10 %), « des musulmans » (8 %), « des gens d'une autre race » (4 %) et « des juifs » (4 %). Si on excepte le cas des gitans, on peut noter qu'une très large majorité d'enquêtés (neuf sur dix ou plus) accepte chaque catégorie de voisins. Ces items semblent donc refléter des formes très minoritaires de rejet – un rejet en ce sens « radical » et qui concerne les enquêtés les plus ouvertement hostiles aux minorités ethnoraciales. Les jeunes sont moins nombreux que leurs aînés à rejeter ces différentes catégories de voisins, principalement en ce qui concerne les « gitans » (près de dix points d'écart). Ils se distinguent clairement des 30-54 ans³ (qui sont dans la moyenne, à trois points d'écart seulement des 55 ans et plus, lesquels présentent toujours sur cette batterie de questions les plus hauts niveaux de rejet).

Dans l'ensemble, sur presque toutes ces questions, ce sont moins les jeunes qui se montrent particulièrement « ouverts » que les plus âgés qui sont ici « fermés ». Par ailleurs, le niveau d'adhésion des jeunes à certaines opinions négatives envers les immigrés est loin d'être négligeable : ils sont près d'un tiers en 2018 à estimer que les immigrés « prennent les emplois des Français » (29 %) ou « augmentent les problèmes de criminalité », quand la moitié d'entre eux considèrent qu'ils constituent « une charge pour la sécurité sociale » (51 %). Quant au principe d'une préférence nationale à l'emploi, il remporte l'adhésion de près de quatre jeunes enquêtés sur dix (38 %), lesquels, encore une fois sur cet item, ne sont pas plus « ouverts » que les 30-54 ans. Ce résultat retient d'autant plus l'attention que l'on passe avec cette question du domaine des croyances à celui de l'adhésion à une mesure politique concrète (dont le projet a été porté historiquement par l'extrême droite). Ce n'est que sur l'item concernant les gens du voyage

3. L'écart entre les jeunes et les 30-54 ans est malgré tout ténu (deux points d'écart seulement) en ce qui concerne les « immigrés, travailleurs étrangers » et les musulmans.

comme potentiels « voisins indésirables » que les jeunes apparaissent clairement plus « ouverts » que leurs aînés (30-54 ans inclus).

En complément de ces premiers résultats, l'enquête permet de savoir dans quelle mesure les enquêtés se sentent « concernés par les conditions de vie des immigrés ». Ils sont un peu plus d'un tiers (35 %) à s'estimer « très » ou « beaucoup » « concernés », les jeunes ne différant guère ici de leurs aînés. Enfin, une question évoque l'injonction souvent faite aux immigrés de « s'intégrer », sinon de s'assimiler : vaut-il mieux que « les immigrés conservent leurs propres coutumes et traditions » (positions un à quatre d'une échelle en dix positions) ou « ne les conservent pas » ? Ici, une minorité substantielle d'enquêtés (un tiers environ) penche plutôt pour la première option. Et les jeunes se distinguent clairement de leurs aînés, 30-54 ans inclus : ils estiment plus souvent préférable que les immigrés « maintiennent leurs traditions » (pour plus de quatre enquêtés sur dix, contre un peu plus d'un tiers en moyenne). Si on ne peut savoir ce qu'exprime concrètement, pour les répondants, une telle position, elle témoigne *a minima* d'une forme « d'ouverture multiculturelle » (au sens où la coexistence de différentes cultures liées à des « origines » n'est pas vue en tant que telle comme indésirable). Ainsi, une partie de la jeunesse se distancie clairement, davantage que ses aînés, d'un certain discours républicain prônant « l'intégration » sinon l'assimilation des immigrés, voire des minorités ethnoraciales en France. Notons qu'un tel discours transcende largement les clivages politiques ; il exprime parfois une vision restrictive, voire implicitement raciste, de l'appartenance nationale, à l'extrême droite notamment. En définitive, ces résultats invitent à faire l'hypothèse, qu'il faudrait confirmer, d'une division au sein de la jeunesse : si une partie adhère aux idées qui nourrissent le rejet des immigrés ou des minorités, une autre accepterait la diversité ethnoraciale de fait de la société française – et ce davantage que les générations qui l'ont précédée, pour lesquelles la position « assimilationniste » demeure majoritaire.

L'ÉVOLUTION DES OPINIONS ENVERS LES IMMIGRÉS : UNE POLARISATION CROISSANTE DES JEUNES ?

Les différentes vagues de l'enquête Valeurs permettent d'interroger l'évolution des opinions des jeunes envers les immigrés et les minorités (1981-2018) et de la comparer à celle de leurs aînés (voir tableau 2).

Tableau 2. Opinions des jeunes et de leurs aînés envers les immigrés et les minorités (1981-2018) [en %]

	2018			2008			1999			1990			1981		
	J	30+	Σ	J	30+	Σ	J	30+	Σ	J	30+	Σ	J	30+	Σ
Immi. charge sécu. sociale	51	56	56	40	48	47									
Immi. plus de criminalité	35	40	39	26	34	32									
Immi. prennent les emplois	29	33	32	27	27	27									
Immi. nuisent dévelopt pays	23	26	26												
Préf. nationale à l'emploi	38	44	43	33*	43*	41*	46*	56*	54*	46	66	61			
Qui n'aimeriez-vous pas avoir comme voisins ?															
Gens du voyage	16	25	23	24	24	24	38	40	40						
Immi., travailleurs étrangers	7	10	10	2	5	5	8	13	12	8	15	13	6	6	6
Musulmans	5	9	8	4	9	8	9	18	16	13	19	18			
Gens d'une autre race	2	4	4	2	4	3	7	10	9	6	11	9	3	6	5
Juifs	3	4	4	1	3	3	5	6	6	3	8	7			
Concerné sujet immigration	37	35	35	27	29	29	29	26	26						
Mieux immi. gardent coutumes	43	32	34	27*	24*	24*	33*	25*	26*						

Source : enquêtes Valeurs 1981, 1990, 1999, 2008 et 2018.

* Question posée différemment (voir plus loin dans le texte).

Note : Jeunes (J), 30 ans et plus (30+), ensemble (Σ).

Lecture : en 2008, 40 % des jeunes (18-29 ans) estiment que « les immigrés constituent une charge pour la sécurité sociale », contre 48 % pour les 30 ans et plus, et 47 % en moyenne (ensemble des enquêtes).

S'agissant des stéréotypes associant les immigrés à différents problèmes sociétaux, l'enquête ne permet pas de remonter au-delà de 2008, date à laquelle les niveaux d'adhésion à ces stéréotypes étaient clairement inférieurs. Ainsi entre 2008 et 2018, l'idée que les immigrés « constituent une charge pour la sécurité sociale » a progressé de neuf points, et celle selon laquelle ils « augmentent les problèmes de criminalité », ou « prennent les emplois des Français », est passée de sept et cinq points (la question concernant le « développement du pays » n'a pas été posée avant 2018). Surtout, les jeunes sont pleinement concernés par cette évolution – un peu moins que la moyenne pour l'idée que les immigrés « prennent les emplois des Français », un peu plus s'agissant de l'idée qu'ils constituent « une charge pour la sécurité sociale ».

Concernant la préférence nationale à l'emploi, on peut suivre l'évolution des opinions depuis 1990⁴. À cette date, environ six enquêtés sur dix soutenaient ce principe, et ils sont toujours une majorité dans ce cas (54 %) en 1999. En 2008, le soutien devient minoritaire (41 %) et il le reste, malgré une très légère remontée, en 2018 (43 %). De plus, si les jeunes adhèrent moins à ce principe que leurs aînés en 1990 (30-54 ans inclus), on a vu qu'on n'observait plus de différence en 2018 entre ces deux groupes (ou entre les jeunes et les 30-54 ans). Cela est dû pour partie au fait que la remontée, entre 2008 et 2018, de l'adhésion à la « préférence nationale » est plus marquée chez les jeunes. Et si ce principe convainc moins les jeunes en 2018 que ce n'était le cas en 1990, l'évolution de leurs opinions en près de trois décennies reste modérée (huit points de différence).

S'agissant du fait de ne pas vouloir « des travailleurs étrangers ou des immigrants » pour voisins, on peut suivre l'évolution des opinions depuis 1981. Pour chaque vague de l'enquête, les jeunes apparaissent légèrement plus « accueillants » que leurs aînés (30-54 ans inclus). Le refus des voisins « travailleurs étrangers », qui avait décliné entre 1999 et 2008, progresse en 2018 – un mouvement auquel participent aussi bien les jeunes que leurs aînés. Malgré tout, sur ces questions, les variations dans le temps demeurent assez ténues. Elles portent de plus sur de petits pourcentages, ce qui rend délicate leur interprétation en termes de mouvement global de l'opinion des jeunes enquêtés.

Quant aux enquêtés qui se disent « concernés » par le sort des immigrants, leur proportion a fortement augmenté entre 1999 et 2008 (+ 10 points) et dans une moindre mesure, entre 2008 et 2018 (+ 6 points). Encore une fois, l'analyse détaillée montre qu'en 2018, ce sont d'abord les jeunes, ainsi que les 55 ans et plus, qui se disent « concernés ». Cela résulte de l'augmentation des personnes « concernées » dans ces deux tranches d'âge, entre 2008 et 2018 (+ 10 points chaque fois, contre deux points seulement pour les 30-54 ans⁵). S'agissant de « l'ouverture multiculturelle » (Est-il préférable que les immigrants « maintiennent leurs traditions » ?),

4. Signalons cependant que jusqu'en 2008, les modalités de réponse étaient légèrement différentes (« d'accord »/ « pas d'accord »/« ni l'un ni l'autre »).

5. Cette évolution pourrait traduire pour partie l'attention portée aux conditions d'accueil de certains immigrants, notamment dans les camps de réfugiés, et leur relative visibilité médiatique : la « jungle de Calais » dans les années précédant sa fermeture en 2016 ou les actions de secours des migrants en Méditerranée par l'équipage du navire Aquarius entre 2016 et 2018 – et le refus de différents États, dont la France, d'accueillir les rescapés.

l'intitulé de la question a changé entre 1999 et 2018, empêchant une stricte comparaison dans le temps⁶. En 1999, les jeunes choisissaient plus souvent le « maintien des traditions » que leurs aînés, mais se distinguaient surtout des plus de 55 ans. C'est moins vrai en 2008, mais cela devient encore plus le cas en 2018 : entre ces deux dates, la position « multiculturelle » a davantage progressé chez les jeunes que dans les générations plus anciennes.

Ainsi d'un côté, une partie de la jeunesse contribue à l'évolution de l'opinion sur les questions liées aux immigrés entre 2008 et 2018 dans le sens d'une certaine « fermeture ». Mais d'un autre côté, de plus en plus de jeunes témoignent d'une « ouverture multiculturelle » ou d'une forme d'empathie envers les immigrés. Dans l'ensemble, ces résultats pourraient refléter un mouvement de polarisation croissante de la jeunesse sur les questions liées à l'immigration et aux minorités ethnoraciales. Dans cette hypothèse, une partie de cette jeunesse se montrerait de plus en plus réceptive aux discours anti-immigration, lorsqu'ils sont issus notamment de l'extrême droite. Cela tandis qu'une autre partie de cette même jeunesse accepterait au contraire de plus en plus la diversité ethnoraciale qui caractérise la société française.

Quoi qu'il en soit, ces premiers résultats ne confirment pas l'idée selon laquelle les jeunes se montreraient systématiquement plus « accueillants » que leurs aînés sur les questions touchant aux immigrés et aux minorités. Certes, les jeunes générations ne sont pas les plus « fermées » – c'est même souvent l'inverse. Mais pour ce qui concerne, dans l'ensemble, les opinions négatives envers les immigrés, les jeunes ne diffèrent pas beaucoup, en 2018, des 30-54 ans. Ils contribuent de plus au mouvement de « crispation de l'opinion » sur ces sujets. Cela tend à indiquer qu'ils ne sont pas moins sensibles que leurs aînés aux éléments de contexte nourrissant le rejet xénophobe ou raciste – au travers notamment de certains discours médiatiques ou politiques. Il est de ce point de vue notable que l'augmentation entre 2008 et 2018 du soutien à la « préférence nationale » en matière d'emploi – une mesure politique concrète – soit plus forte chez les jeunes. Ce résultat fait écho au constat que dresse

6. En 1999, la question avait été posée de manière dichotomique, 24% d'enquêtés estimant que « c'est mieux pour la société si les immigrés conservent leurs propres coutumes et traditions ». En 2008, la question était : 1 « **pour le bien de la société, il vaut mieux...** » *versus* 10 « **pour le bien de la société, il vaut mieux que les immigrés ne conservent pas leurs propres coutumes et traditions, mais adoptent celles du pays** ».

Vincent Tiberj concernant le vote d'extrême droite : parmi les Français les moins favorables à l'immigration, les jeunes, désormais, passent plus volontiers à l'acte (Tiberj, 2017).

Reste que sur d'autres sujets, les jeunes apparaissent spécialement « accueillants » à des formes d'altérité ethnoraciale, et se distinguent davantage de leurs aînés que par le passé. C'est le cas s'agissant des jugements exprimés sur les gens du voyage comme « voisins indésirables » et d'une forme « d'ouverture multiculturelle » : sur ces sujets, le niveau « d'ouverture » des jeunes a progressé depuis 2008, davantage que celui de leurs aînés. À nouveau, on assiste peut-être au creusement d'un fossé séparant « deux jeunesses ».

Les variables associées au rejet des immigrés : le poids d'une conception de la francité comme « origine »

En dehors de l'âge, quelles sont les caractéristiques individuelles contribuant à expliquer les opinions relatives à l'immigration et aux minorités ? Et existe-t-il, à cet égard, une spécificité des jeunes ? On peut se demander d'abord si ces opinions dépendent des caractéristiques sociodémographiques des individus : catégorie socioprofessionnelle, niveau de diplôme, etc. Sont-elles liées également à d'autres opinions ou dispositions des enquêtés, s'agissant par exemple de la « fierté nationale », d'une certaine tolérance en matière de mœurs, etc.

Afin de répondre à ces questions, nous avons construit un indice synthétique, visant à mesurer les dispositions des enquêtés envers les immigrés (plus ou moins favorables ou défavorables). Il intègre les réponses aux quatre questions associant, pour 2018, les immigrés à des « maux sociaux⁷ ». S'agissant des caractéristiques sociodémographiques, l'analyse inclut le sexe (hommes/femmes), la catégorie socioprofessionnelle (cadres/professions intermédiaires/employés/ouvriers), le niveau de diplôme (supérieur au bac/bac/inférieur au bac), l'affiliation religieuse (catholiques pratiquants/catholiques non pratiquants/athées convaincus/musulmans/autre religion), « l'origine étrangère » (étrangers/Français nés à l'étranger/

7. S'agissant de la sécurité sociale, de la criminalité, de l'emploi et du développement du pays (corrélations inter-items allant de .33 à .40, r de Pearson).

Français nés en France de parents étrangers/Français nés de parents français), ainsi que la classe d'âge (18-29 ans/30-54 ans/55 ans et plus).

Concernant les variables d'opinion, nous considérons le positionnement gauche/droite (très à gauche/gauche/centre/droite/très à droite/ne sait pas – sans réponse), les opinions relatives à la peine de mort, l'autoritarisme, l'altruisme social, la tolérance en matière de mœurs, la fierté nationale, et la conception de l'appartenance nationale ou du « vrai Français ». Nous revenons ci-dessous sur le choix et la construction de ces variables, que nous traitons ensemble dans le cadre d'une analyse statistique toutes choses égales par ailleurs (analyse de régression linéaire multivariée). Il s'agit ainsi de comparer l'effet propre de chaque variable sur les dispositions des enquêtés envers les immigrés (voir tableau 3).

Tableau 3. Effet de différentes variables sur les dispositions envers les immigrés (analyse de régression statistique multivariée)

	Bêta	Sig.
(Constante)		,000
Hommes	-, 019	,279
<i>Femmes (catégorie de référence)</i>	<i>Ref</i>	<i>Ref</i>
Moins de 30 ans	-, 025	,296
35-54 ans	-, 003	,890
<i>55 ans et plus</i>	<i>Ref</i>	<i>Ref</i>
Cadres	,021	,348
Professions intermédiaires	,019	,328
Employés	,001	,964
<i>Ouvriers</i>	<i>Ref</i>	<i>Ref</i>
Diplôme supérieur au bac	,078	,001
Baccalauréat	,016	,431
<i>Inférieur au bac</i>	<i>Ref</i>	<i>Ref</i>
Étrangers	,112	,000
Français nés à l'étranger	,045	,013
Français nés en France de parents étrangers	,042	,022
<i>Français nés de parents français</i>	<i>Ref</i>	<i>Ref</i>
Catholiques pratiquants	,025	,244
Musulmans	,134	,000
Autre religion	,018	,347
Sans religion	,007	,777
Athées convaincus	,009	,720
<i>Catholiques non pratiquants</i>	<i>Ref</i>	<i>Ref</i>

	Bêta	Sig.
Très à gauche	,179	,000
Gauche	,218	,000
Centre	,151	,000
Droite	,055	,079
Ne sait pas/sans réponse	,119	,000
<i>Très à droite</i>	<i>Ref</i>	<i>Ref</i>
Valeurs autoritaires	-,089	,000
Peine de mort	-,150	,000
Altruisme social	-,138	,000
Tolérance en matière de mœurs	,111	,000
Fierté nationale	-,060	,047
Définition du « vrai Français »	,285	,000

Source : enquête Valeurs 2018.

Note : Dernière colonne en gras : résultats statistiquement significatifs.

Lecture : les personnes qui se disent favorables à la peine de mort sont moins bien disposées envers les immigrés, ce résultat étant statistiquement significatif (d'un point de vue statistique, ce résultat est fiable).

Concernant d'abord les variables sociodémographiques, une importante tradition de recherche a montré qu'en moyenne, plus les individus ont un niveau d'étude élevé, moins ils adhèrent à des opinions xénophobes ou défavorables aux minorités ethnoraciales (Hello *et al.*, 2002). Les résultats de l'enquête Valeurs pour 2018 confirment pour partie ce constat : les enquêtés dont le niveau de diplôme est supérieur au bac ont des opinions davantage positives envers les immigrés que ceux qui n'ont pas obtenu le baccalauréat⁸, toutes choses égales par ailleurs (en considérant conjointement l'effet des autres variables du modèle). En revanche, les individus qui se sont arrêtés au niveau du bac n'ont pas une opinion différente sur ce point de ceux qui ne l'ont pas obtenu (l'écart constaté est trop faible pour être statistiquement significatif). De même, les enquêtés qui n'ont pas la nationalité française, ainsi que les Français nés à l'étranger ou de parents étrangers présentent, en moyenne, des dispositions davantage favorables aux immigrés que les Français de parents nés en France (catégorie de référence). C'est le cas également des enquêtés de confession

8. Catégorie dite « de référence », non incluse dans le modèle, à laquelle se rapporte l'effet des autres catégories.

musulmane, lorsqu'on les compare aux catholiques non pratiquants (catégorie de référence). Ainsi, les personnes dont l'histoire récente est liée à l'immigration, ou qui participent de la diversité ethnoraciale (y compris religieuse) caractérisant la société française sont mieux disposées, dans l'ensemble, envers les immigrés. En revanche, lorsqu'on raisonne toutes choses égales par ailleurs, l'effet des autres variables sociodémographiques, y compris la classe d'âge, n'est pas significatif. Cela montre que le lien entre l'âge et les dispositions envers les immigrés s'explique par le rôle d'autres variables du modèle – en particulier par le fait que les 55 ans et plus (les moins bien disposés envers les immigrés) ont un niveau d'études, en moyenne, moins élevé, et adhèrent davantage que leurs cadets à un ensemble d'opinions ou de valeurs associées au rejet des immigrés⁹.

Rappelons que puisque l'on raisonne toutes choses égales par ailleurs, l'effet des variables d'opinion peut « annuler » le poids de certaines variables sociodémographiques : c'est le cas par exemple si les professions intermédiaires ou les cadres se montrent plus « ouverts » aux immigrés parce qu'ils sont davantage tolérants en matière de mœurs, moins « autoritaires » ou « nationalistes », etc. L'effet de ces variables sociodémographiques apparaît dans ce cas non significatif bien que, de fait, les cadres et professions intermédiaires se montrent dans l'ensemble davantage « ouverts ». Et c'est effectivement le cas, comme le montrent des analyses statistiques complémentaires. Le constat vaut aussi pour les titulaires du baccalauréat (diplôme le plus élevé), les « athées convaincus » et les « sans religion » : dès lors qu'on exclut de l'analyse statistique les variables d'opinion, l'effet de l'appartenance à ces catégories devient significatif. L'effet de l'âge, en revanche, demeure très clairement non significatif.

Le modèle statistique général (voir tableau 3) inclut des variables d'opinion qui sont liées, d'après les travaux existants, à la perception des minorités ethnoraciales et des immigrés (Coenders, Scheepers, 2003). Ainsi du positionnement gauche/droite : nos résultats confirment que les enquêtés de gauche (sur une échelle de réponse en dix positions) sont mieux disposés, dans l'ensemble, envers les immigrés que ceux qui se situent à droite – et surtout très à droite (catégorie de référence) – de

9. En particulier et en anticipant sur la suite, ils estiment nettement plus souvent que la moyenne qu'un « vrai Français » doit avoir des « origines françaises ».

l'axe politique¹⁰. S'agissant des attitudes punitives, plusieurs questions ont permis de construire un indice mesurant le rapport à l'ordre et à l'autorité : les enquêtés souhaiteraient-ils « qu'on respecte davantage l'autorité » ; jugent-ils prioritaire le fait de « maintenir l'ordre dans le pays » ; et « l'obéissance » constitue-t-elle pour eux l'une des principales qualités qu'un enfant devrait acquérir ? Les réponses à ces questions apparaissent faiblement corrélées aux jugements concernant la peine de mort (sur une échelle de réponse en dix positions : de « jamais » [1] à « toujours justifiée » [10]), que nous traitons séparément. Les résultats confirment que les enquêtés adoptant des positions autoritaires¹¹, et plus encore ceux qui sont favorables à la peine de mort, sont moins bien disposés que la moyenne envers les immigrés. Nous avons également construit un indice « d'altruisme social » et un autre mesurant la tolérance en matière de mœurs, deux variables généralement associées aux opinions favorables aux immigrés ou aux minorités¹². Et c'est bien ce qu'on constate : plus on est tolérant en matière de mœurs, ou socialement altruiste, mieux on est disposé envers les immigrés.

Notons qu'on pourrait questionner le choix de multiplier, dans un même modèle statistique, les variables, et spécialement les variables d'opinion. Ici, le souci d'une relative exhaustivité (inclure le maximum de variables connues) vise à mettre à l'épreuve le rôle d'une dimension moins souvent prise en compte : la conception que se font les enquêtés de l'appartenance nationale. Nous nous focalisons ainsi, pour finir, sur les jugements qu'adoptent les enquêtés vis-à-vis de la nation ou de la « francité ». Les études quantitatives du racisme ou de la xénophobie interrogent généralement l'effet d'un certain nationalisme, plus ou moins exclusif. Ainsi de la question portant, dans l'enquête Valeurs, sur la « fierté nationale » : nos résultats confirment que moins les enquêtés se sentent « fiers d'être

10. C'est aussi le cas, dans une moindre mesure, des enquêtés qui se positionnent au centre et de ceux qui refusent de se positionner sur un axe gauche/droite. Par ailleurs, les enquêtés qui se positionnent à gauche sont mieux disposés envers les immigrés que ceux qui se situent « très à gauche ».

11. On peut faire l'hypothèse que ce lien, qui reste modéré, se serait affaibli au cours des dernières décennies, à mesure que certains enjeux sécuritaires gagnaient en consensus ou en légitimité dans la classe politique.

12. On peut questionner le choix de multiplier, dans un même modèle statistique, les variables, et spécialement les variables d'opinion. Ici, le souci d'une relative exhaustivité (inclure le maximum de variables connues) vise à mettre à l'épreuve le rôle d'une dimension moins souvent prise en compte : la conception que se font les enquêtés de l'appartenance nationale.

Français», mieux ils sont disposés envers les immigrés. Mais l'enquête permet également de considérer une dimension spécifique du rapport à la nation, que les études quantitatives de la xénophobie laissent souvent de côté : la manière dont les individus conçoivent la francité elle-même – les modalités de l'appartenance nationale vue de façon subjective (par opposition à la définition légale de la nationalité). Qu'est-ce qu'un « vrai Français », d'après les enquêtés ? Une batterie de questions permet de construire un indice synthétique à partir des modalités de réponse suivantes : « partager la culture française », « avoir des origines françaises » et « être né en France ».

Les résultats montrent que cette variable, peu souvent prise en compte, est celle qui exerce le plus fort effet sur les dispositions envers les immigrés, devant le fait de se positionner « à gauche » de l'axe politique et loin devant toutes les autres variables. Comment interpréter le rôle des jugements concernant la francité – la conception que se font les enquêtés du « vrai Français » ? L'analyse détaillée met au jour le rôle déterminant d'un critère spécifique au sein de notre indice : avoir ou pas « des origines françaises ». On retrouve donc un principe bien connu s'agissant de distinguer, dans une perspective historique ou légale, différentes conceptions de la nationalité et de l'appartenance nationale (Brubaker, 2009) : celle qui implique d'avoir « des ancêtres » dans le pays renvoie, sur le plan juridique, au « droit du sang », la nationalité reposant alors sur l'idée d'une filiation, par opposition au « droit du sol » où c'est le fait de résider et d'être né dans le pays qui est déterminant. De manière plus générale, l'importance des « ancêtres » renvoie à une conception ethnoraciale de la nation : celle qui la définit à partir de l'idée d'un peuple originel – en France, les Gaulois¹³. Une telle conception est donc très fortement liée aux dispositions négatives des enquêtés envers les immigrés, toutes choses égales par ailleurs. Ce constat invite à poursuivre l'analyse du rôle de cette variable dans de futures études et à interroger les conséquences des discours publics et politiques concernant l'appartenance nationale – en

13. Sur la diffusion historique, en Europe et en France, d'une telle conception de la nationalité, voir Thiesse, 2001. Sur les conceptions ethnoraciales de l'appartenance nationale, en particulier en France, voir Poutignat, Streiff-Fenart, 1995. Par extension, ces conceptions peuvent accréditer l'idée, raciste et racialiste, selon laquelle les personnes blanches seraient plus légitimes en France que les membres de minorités ethnoraciales (Laurent, Leclère, 2013).

particulier quand ceux-ci légitimement, directement ou non, l'idée d'une « origine » et d'une nécessaire filiation¹⁴.

Conclusion

Au vu des études antérieures, on pouvait s'attendre à ce que les jeunes, en France, se montrent plus « ouverts » que leurs aînés sur les questions touchant aux immigrés et aux minorités ethnoraciales. À première vue, le constat semble valoir pour 2018 : les jeunes sont souvent mieux disposés envers les immigrés et les minorités que la moyenne. Mais un examen plus approfondi montre qu'ils diffèrent souvent peu des 30-54 ans : ce ne sont pas tant les jeunes qui se montrent plus « ouverts » que leurs aînés, que les enquêtés les plus âgés (55 ans et plus) qui expriment plus souvent des opinions défavorables aux immigrés ou aux minorités. De plus, les jeunes contribuent largement à une « crispation » de l'opinion, entre 2008 et 2018, sur les questions touchant aux immigrés. Cela indique qu'on ne peut simplement compter sur le renouvellement générationnel pour voir décliner, comme mécaniquement, certaines dispositions racistes ou xénophobes. Ce constat fait écho, même s'il ne s'agit pas tout à fait de la même chose, à la progression du vote d'extrême droite chez les jeunes. D'autres résultats – comme la progression, chez les jeunes, d'une certaine « ouverture multiculturelle » – invitent à se demander si l'on n'assiste pas au creusement d'un fossé entre « deux jeunesse ». Une partie des jeunes se montreraient ainsi davantage réceptifs à des thèses xénophobes ou racistes, une autre acceptant au contraire, de plus en plus, la diversité ethnoraciale de fait de la société française.

L'analyse statistique multivariée a montré par ailleurs que le lien entre l'âge et les dispositions envers les immigrés s'expliquait par le rôle d'autres variables – comme le niveau d'études, mais aussi le degré d'adhésion à certaines valeurs ou opinions. Elle a permis de mettre au jour, en particulier, le poids d'un facteur peu souvent pris en compte : les conceptions subjectives de l'appartenance nationale ou de la « francité ». Les enquêtés qui la voient à travers le prisme de la filiation, ou d'une certaine « origine », sont nettement moins bien disposés que la moyenne envers

14. On peut questionner l'ensemble des mécanismes qui assurent la perpétration d'un « nationalisme ordinaire » (Martigny, 2010) ainsi que les conséquences de ce nationalisme sur les dispositions des individus envers les immigrés. Ici, nos résultats invitent à interroger de manière plus spécifique la saillance d'une vision ethnoraciale de la francité (liée à la filiation, au « sang », aux origines, etc.).

les immigrés. Un tel résultat attire l'attention sur le poids des discours publics et des politiques qui peuvent légitimer, de manière indirecte parfois, différentes conceptions de l'appartenance nationale. Il invite à étudier, en particulier, la perpétration d'une conception ethnoraciale de la nation, qui n'est pas spécifique aux partis ou aux forces d'extrême droite, ni même seulement de droite¹⁵.

BIBLIOGRAPHIE

Brubaker R., 2009, *Citizenship and Nationhood in France and Germany*, Cambridge (États-Unis), Harvard University Press.

Coenders M., Scheepers P., 2003, "The effect of education on nationalism and ethnic exclusionism: an international comparison", *Political Psychology*, n° 2, vol. 24, p. 313-343.

Hello E., Scheepers P., Gijsberts M., 2002, "Education and ethnic prejudice in Europe: explanations for cross-national variances in the educational effect on ethnic prejudice", *Scandinavian Journal of Educational Research*, n° 1, vol. 46, p. 5-24.

Laurent S., Leclère T. (dir.), 2013, *De quelle couleur sont les Blancs ? Des « petits Blancs » des colonies au « racisme anti-Blancs »*, Paris, La Découverte.

Martigny V., 2010, « Penser le nationalisme ordinaire », *Raisons politiques*, n° 37, p. 5-15.

McFarland S., 2010, "Authoritarianism, social dominance, and other roots of generalized prejudice", *Political Psychology*, n° 3, vol. 31, p. 453-477.

McLaren L., Paterson I., 2020, "Generational change and attitudes to immigration", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, n° 3, vol. 46, p. 665-682.

Palheta U., 2018, *La possibilité du fascisme. France, la trajectoire du désastre*, Paris, La Découverte.

Poutignat P., Streiff-Fenart J., 1995, *Théories de l'ethnicité*, Paris, Presses universitaires de France.

Quillian L., 1995, "Prejudice as a response to perceived group threat : Population composition and anti-immigrant and racial prejudice in Europe", *American Sociological Review*, n° 4, vol. 60, p. 586-611.

Thiesse A.-M., 2001, *La création des identités nationales. Europe, xviii^e-xx^e siècle*, Paris, Le Seuil.

Tiberj V., 2017, *Les citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, Presses universitaires de France.

15. On pourrait évoquer en particulier le projet de loi, porté par le président de la République François Hollande à la suite des attentats du 13 novembre 2015, d'une déchéance de la nationalité française pour les auteurs d'actes terroristes, qui ne se serait appliquée qu'à certaines catégories de citoyens (les binationaux).

Deuxième partie

PARTICIPATION POLITIQUE,
DÉMOCRATIE ET RAPPORT
AUX INSTITUTIONS

Chapitre 5

Les jeunes Français sont-ils moins attachés à la démocratie que les autres ?

Une exploration des déterminants du soutien aux alternatives non démocratiques

Camille Bedock

L'histoire de la démocratie a toujours été émaillée de deux histoires concurrentes : l'une, optimiste, qui insiste sur sa diffusion dans de plus en plus de sociétés contemporaines ; l'autre, pessimiste, qui voit des signes de son épuisement dans les lieux où elle est installée depuis longtemps (Runciman, 2013). La crainte d'une « crise » de la démocratie est ainsi consubstantielle à la démocratie elle-même. Cependant, dans les dernières années, les tenants de la thèse pessimiste se sont faits plus insistants. Dans deux articles parus récemment dans le *Journal of Democracy*, Roberto Stefan Foa et Yascha Mounk font l'hypothèse suivante (2016 et 2017) : « Si l'on prend au pied de la lettre le nombre de gens qui disent soutenir la démocratie, aucun type de régime dans l'histoire de l'humanité n'a eu un attrait aussi universel et global que la démocratie aujourd'hui. Pourtant, la réalité des démocraties contemporaines est moins triomphante que ce que ce fait laisse suggérer. Les citoyens en démocratie sont de moins en moins satisfaits de leurs institutions. Ils sont de plus en plus disposés à s'en débarrasser tout autant que de normes qui ont traditionnellement été considérées comme des composantes centrales de la démocratie, et ils sont de plus en plus attirés par des formes de régimes alternatifs. » (Foa, Mounk, 2016, p. 16, traduction de l'autrice).

Les deux auteurs rejettent l'idée d'un attachement fort et universel aux valeurs démocratiques (Diamond, Plattner, 2008 ; Norris, 2011 ; Schedler, Sarsfield, 2007) concomitant avec l'émergence de « citoyens critiques » plus attentifs et exigeants que jamais sur le fonctionnement de leur système politique (Dalton, 2004 ; Inglehart, Welzel, 2005 ; Norris, 2011). Ils considèrent au contraire que l'attachement au système démocratique lui-même se serait érodé, et ce en particulier chez les jeunes générations. Celles-ci, outre leur plus grande apathie politique, seraient également

moins attachées à deux dimensions centrales de la démocratie libérale : l'organisation d'élections libres et justes et la protection des droits civiques.

Ronald Inglehart (2016) considère que ce constat résulte notamment de l'extrapolation par les deux auteurs du cas américain où les différences entre générations sont plus marquées. Il concède cependant le fait que la rapide dégradation des conditions économiques dans les démocraties d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale explique les signes de déconsolidation démocratique. D'autres auteurs, comme Amy C. Alexander et Christian Welzel (2017) considèrent que les différences d'attachement à la démocratie libérale et la plus forte propension à soutenir des alternatives non démocratiques chez les jeunes ne sont pas le fait d'un phénomène générationnel, mais d'un effet de cycle de vie. L'attachement au régime grandirait au fur et à mesure que les individus s'installent dans la vie et s'approprient les normes démocratiques, de la même façon que le niveau de participation politique. D'autres encore considèrent que les signes de déconsolidation identifiés par Roberto Stefan Foa et Yascha Mounk – et notamment le soutien à des partis antisystèmes et autoritaires – sont surtout le fait d'individus plus âgés (Norris, 2017), démentant donc l'idée de jeunes générations moins attachées à la démocratie. Le débat sur le rapport des jeunes générations à la démocratie est donc prégnant.

Ce chapitre s'intéresse aux conceptions de la démocratie des citoyens français, et plus particulièrement des jeunes citoyens français à partir de l'enquête Valeurs de 2018. Ceux-ci sont-ils moins attachés à la démocratie que les autres citoyens français ? Comment expliquer le soutien à des alternatives non démocratiques ? Les plus jeunes générations expriment un attachement moindre que leurs aînés à l'importance de la démocratie tout en revendiquant une conception plus exigeante de cette dernière, qu'il s'agisse de sa dimension électorale, libérale ou sociale. Cependant, lorsque l'on contrôle par d'autres variables le soutien à différents modes de gouvernement, nos analyses montrent qu'il n'existe pas véritablement d'effet génération, à l'exception du soutien à un gouvernement militaire plus fort chez les personnes nées après 1970.

Des jeunes générations plus critiques et plus exigeantes sur leur système démocratique

GÉNÉRATIONS ET CONCEPTIONS DE LA DÉMOCRATIE

L'intérêt de l'enquête Valeurs de 2018 est de proposer une série de questions sur les évaluations et les conceptions de la démocratie des répondants, codées sous la forme d'échelles de 0 à 10. Après avoir questionné sur l'importance qu'ils accordent au fait de vivre dans « un pays gouverné démocratiquement » et sur leur évaluation du caractère démocratique de la France, l'enquête énonce également une série de propositions en demandant aux répondants s'il s'agit selon eux d'une « caractéristique essentielle de la démocratie » :

1. Les individus choisissent leurs dirigeants lors d'élections libres.
2. Les droits civiques protègent les personnes de l'oppression de l'État.
3. Les femmes ont les mêmes droits que les hommes.
4. Les gouvernements font payer plus d'impôts aux riches et donnent plus d'aides aux pauvres.
5. L'État fait en sorte que les individus aient des revenus égaux.
6. L'armée prend le pouvoir quand le gouvernement est incompetent.
7. Les individus obéissent aux gouvernants du pays.

La première proposition correspond à la vision dite « minimaliste » (ou procédurale) de la démocratie, centrée sur l'organisation d'élections libres et compétitives (Przeworski, 1991 ; Schumpeter, 2008). Les deuxième et troisième propositions renvoient à la question du respect de l'État de droit et des droits civiques, soit ce qui correspond à la définition traditionnelle de la démocratie libérale (Dahl, 1971). Les quatrième et cinquième propositions relèvent de ce que certains auteurs ont appelé une vision sociale de la démocratie (Huber *et al.*, 1993 ; Huber *et al.*, 1997) centrée sur l'importance de la justice redistributive en termes économiques et sociaux (Marshall, 1963). Enfin, les deux dernières propositions permettent d'identifier des répondants qui considèrent comme particulièrement importants des éléments qui ne sont pas considérés par la théorie politique comme constitutifs de la démocratie : l'obéissance des gouvernés et la possibilité pour l'armée de prendre le pouvoir. Il est difficile pour un répondant de rejeter explicitement le système démocratique face à un enquêteur. En revanche, un individu peut se revendiquer comme soutenant

la démocratie tout en ayant une vision de ce système ne correspondant pas aux canons énoncés par la théorie politique.

Le tableau 1 montre que les générations nées après 1980 accordent une moindre importance que leurs aînés au fait de vivre dans un système gouverné démocratiquement. Elles sont également plus sévères dans leur jugement sur le caractère démocratique de la France, notamment par rapport aux générations nées avant les années 1950. Les individus nés entre 1970 et 1979 et après 1990 sont ceux qui accordent le plus d'importance aux élections libres et justes, tandis que les générations les plus anciennes jugent cet aspect moins essentiel. De la même manière, les générations nées à partir de 1970 accordent sensiblement plus d'importance que les générations les plus anciennes aux droits civiques et plus encore à l'égalité hommes/femmes. En moyenne, les Français interrogés considèrent que l'égalité de droits entre les hommes et les femmes est une caractéristique plus essentielle de la démocratie que l'organisation d'élections libres. Les individus nés après 1990 sont plus enclins à considérer la redistribution par l'impôt et l'égalisation des revenus par l'État comme des éléments constitutifs de la démocratie. Enfin, sur la question de l'obéissance aux gouvernants et celle de l'armée prenant le relais d'un gouvernement défaillant, les individus nés avant 1940 et ceux nés après 1990 se caractérisent par leur plus grande propension à considérer ces deux aspects comme des caractéristiques « essentielles » de la démocratie.

En résumé, et comme suggéré par Roberto Stefan Foa et Yascha Mounk, les plus jeunes générations semblent bien exprimer un attachement moindre que leurs aînés à l'importance de la démocratie et avoir une plus grande propension à juger positivement des traits relevant de régimes autoritaires. Pourtant, et dans le même temps, elles expriment une conception plus exigeante que les générations plus anciennes de la démocratie, qu'il s'agisse de son aspect électoral, libéral ou social. Ces résultats paradoxaux laissent entendre que les jeunes ont à la fois une vision plus critique de leur régime politique, tout en faisant moins de discriminations que les générations plus âgées entre ce qui relève d'une démocratie et ce qui relève d'un régime autoritaire.

Tableau 1. Importance de la démocratie et conceptions de la démocratie en fonction des générations, en moyenne sur une échelle de 0 à 10

	Importance d'être gouverné démocratiquement	Impression que le pays est gouverné démocratiquement	Élections libres et justes	Droits civiques	Égalité des droits hommes/femmes	Redistribution par l'impôt	Égalisation des revenus	Obéissance aux gouvernants	Remplacement du gouvernement par l'armée
Né avant 1940	8,7	7	7,3	6,6	7,7	5,9	5,4	5,9	4,2
1940-1949	9	6,8	7,7	6,9	8	6,1	5,5	5,6	3,9
1950-1959	8,7	6,5	7,6	7	8	5,6	5,6	5,3	3,7
1960-1969	8,8	6,3	7,7	7	8,1	5,7	5,5	5,1	3,4
1970-1979	8,8	6,5	8	7,3	8,2	6	5,4	5,3	4,1
1980-1989	8,6	6,1	7,7	7	8,3	6,1	5,6	5,3	3,9
Après 1990	8,3	6,2	8	7,2	8,6	6,2	6,2	5,7	4,4
Moyenne	8,6	6,4	7,8	7,1	8,3	6	5,8	5,5	4
N	2 554	2 507	2 488	2 382	2 546	2 496	2 491	2 480	2 441
Anova	P < 0,0000	P < 0,0000	P < 0,06	P < 0,07	P < 0,0006	P < 0,03	P < 0,0000	P < 0,0001	P < 0,0001

Source : enquête Valeurs 2018.

Note : la ligne Anova (analyse de la variance) indique si les différences de moyennes entre générations sont statistiquement significatives. Les chiffres en gras indiquent la moyenne maximum par colonne.

Lecture : en moyenne, les individus nés avant 1940 attribuent une note de 8,7/10 à l'importance de vivre dans un système gouverné démocratiquement.

GÉNÉRATIONS ET SOUTIEN À DES ALTERNATIVES NON DÉMOCRATIQUES

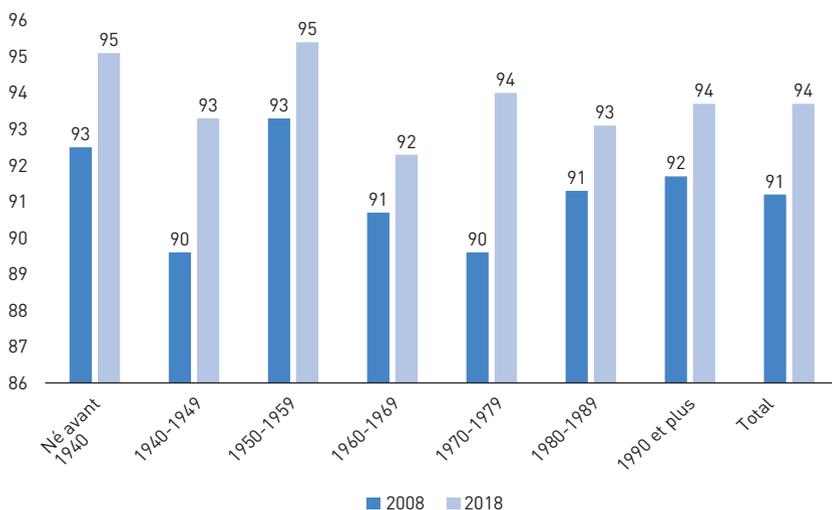
Comme c'était déjà le cas dans la précédente vague¹ de 2008, l'enquête Valeurs de 2018 interroge les répondants français sur une liste de systèmes politiques, en demandant à chaque fois s'il s'agit d'une très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise manière de gouverner. Nous nous intéressons ici à trois propositions : « avoir un système politique démocratique », « que l'armée dirige le pays » et enfin « avoir à sa tête un leader fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections ». La première proposition ne mesure pas tant l'attachement profond à la démocratie que le soutien déclaré aux normes démocratiques. Les individus indiquant explicitement que la démocratie n'est pas un « très bon » ou un « assez bon » système expriment en effet une position radicale. En revanche, le soutien à l'armée ou le recours à un leader fort, puisque la question de la démocratie n'est pas directement posée, constituent des alternatives plus « dicibles » pour les répondants, comme en témoigne la proportion non négligeable d'interrogés qui soutiennent ces manières de gouverner. Les graphiques 1 à 3 comparent les niveaux de soutien enregistrés en 2008 et en 2018 par génération pour ces différentes alternatives².

Le premier élément frappant concerne le niveau de soutien à la démocratie. Comme enregistré dans de nombreuses études (Diamond, Plattner, 2008 ; Ferrín, Kriesi, 2016), les répondants français semblent plébisciter ce régime, plus encore en 2018 qu'en 2008 : pour toutes les générations lors de la dernière vague de l'enquête Valeurs, plus de 92 % des répondants considèrent la démocratie comme une « bonne manière de gouverner ». Les différences entre générations sont négligeables et non statistiquement significatives.

1. Le *World Values Survey* utilise également ces questions depuis plusieurs vagues.

2. Le nombre de répondants nés après 1990 dans l'enquête de 2008 étant très faible (n = 20), nous indiquons les chiffres de manière indicative et ne les commentons pas.

Graphique 1. Proportion (%) de répondants, par génération, qui pensent que la démocratie est une « bonne » manière de gouverner, en 2008 et en 2018

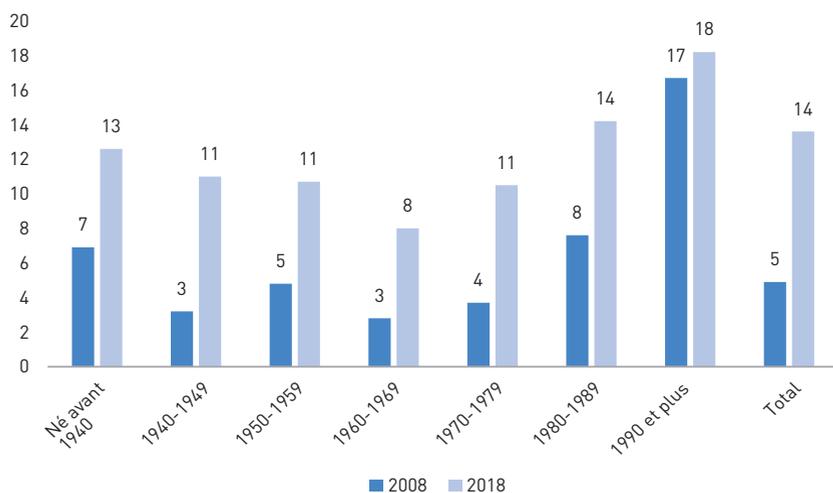


Source : enquêtes Valeurs 2008 et 2018.

LECTURE : en 2018, 94 % des individus nés après 1990 considèrent que la démocratie est une bonne manière de gouverner.

Ce premier élément pourrait laisser penser que, contrairement à ce qu'avancent Roberto Stefan Foa et Yascha Mounk, il n'y a pas d'érosion du soutien à la démocratie en général ni de la part des jeunes générations en particulier. Lorsque les répondants sont mis face à des alternatives non démocratiques comme le fait que l'armée dirige le pays, la conclusion est différente (voir graphique 2). Le soutien à cette alternative a quasiment triplé entre 2008 et 2018, passant de 5 % à 14 %. Deuxièmement, les générations nées après 1980 sont en 2008 et 2018 plus enclines à soutenir cette idée : 14 % des individus nés entre 1980 et 1989 jugent qu'il s'agit d'une bonne manière de gouverner en 2018, contre 18 % des individus nés après 1990. Dans une moindre mesure, les individus nés avant 1940 sont aussi plus favorables à cette idée que les générations nées entre 1940 et 1979.

Graphique 2. Proportion (%) de répondants, par génération, qui pensent que l'armée qui dirige le pays est une « bonne » manière de gouverner, en 2008 et en 2018

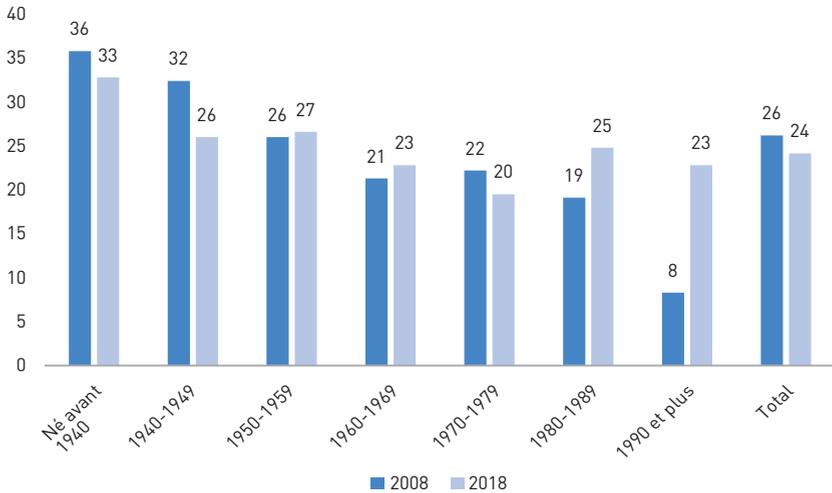


Source : enquêtes Valeurs 2008 et 2018.

Lecture : en 2018, 18% des individus nés après 1990 considèrent que l'armée qui dirige le pays est une bonne manière de gouverner.

Enfin, si l'on examine le soutien à un « leader fort qui n'aurait pas à se préoccuper du Parlement et des élections », il apparaît d'abord que cette troisième alternative non démocratique est plus largement plébiscitée que les deux autres : 26% la soutiennent en 2008, 24% en 2018. Ce sont les répondants les plus âgés nés avant 1940 qui sont dans les deux vagues de sondage les plus enclins à soutenir cette manière de gouverner. S'intéressant au cas néerlandais à partir d'entretiens collectifs, Jacques Thomassen (2015) a pu montrer que le soutien à un « leader fort » ne relève pas d'un soutien à la dictature, mais plutôt de l'aspiration à un leadership politique capable de prendre des décisions rapides et fermes sans devoir passer par des compromis politiques dans un pays caractérisé par les coalitions. Nous supputons que le soutien à un gouvernement militaire, de la même manière, ne relève pas nécessairement – ou du moins pas uniquement – d'une aspiration à un gouvernement autoritaire, mais d'une évaluation positive des qualités de l'armée par rapport aux institutions politiques actuelles.

Graphique 3. Proportion (%) de répondants, par génération, qui trouvent qu'un leader fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement et des élections est une « bonne » manière de gouverner, en 2008 et 2018



Source : enquêtes Valeurs 2008 et 2018.

Lecture : en 2018, 23 % des individus nés après 1990 considèrent qu'un leader fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement et des élections est une bonne manière de gouverner.

En conclusion, les jeunes générations ne se distinguent pas particulièrement des autres, sinon par leur soutien à l'armée. Cependant, ces premières analyses ne nous permettent pas d'expliquer les différences enregistrées, qui pourraient relever aussi bien de véritables effets de génération que des variations entre les différentes générations en termes par exemple de statut d'emploi, de catégorie socioprofessionnelle ou de niveau d'éducation. C'est l'objet de notre section suivante.

Une analyse statistique du soutien aux alternatives non démocratiques

TROIS HYPOTHÈSES CONCURRENTES : STATUT, GÉNÉRATION ET CYCLE DE VIE, CONCEPTION DE LA DÉMOCRATIE

Hypothèse 1 : les individus les plus marginalisés socialement et économiquement sont plus enclins à soutenir des alternatives non démocratiques

Plusieurs auteurs expliquent la croissance du soutien aux alternatives non démocratiques dans les démocraties par la montée de l'insécurité existentielle perçue (Steenekamp, Toit, 2017) et par l'accroissement des inégalités sociales (Inglehart, 2016). D'autres travaux allant en ce sens montrent que les individus qui sont les plus fragiles socialement et économiquement sont de façon générale plus critiques envers le *statu quo* institutionnel. En effet, selon un argument classique de l'économie politique, les individus qui ont une position sociale relativement privilégiée soutiennent davantage l'ordre politique et social dont ils bénéficient. À l'inverse, les individus plus marginalisés sont plus prompts à questionner cet ordre (Acemoglu, Robinson, 2006). En conséquence, dans les pays démocratiques, les individus les plus pauvres et les moins diplômés sont plus enclins à remettre en cause le système représentatif et libéral (Ceka, Magalhães, 2020).

Hypothèse 2 : Les individus les plus jeunes sont plus enclins à soutenir des alternatives non démocratiques

Pour Roberto Stefan Foa et Yascha Mounk (2017 et 2016), les citoyens, en particulier les plus jeunes, sont devenus plus cyniques sur la valeur de la démocratie et moins convaincus de leur capacité à influencer le processus politique. La défiance et la distance croissante vis-à-vis du politique des jeunes générations ont été documentées par ailleurs (Tiberj, 2017), mais Foa et Mounk vont plus loin en considérant que les « millennials³ » sont aussi plus enclins à soutenir des alternatives non démocratiques. Pour certains de leurs contradicteurs, leurs résultats traduisent non pas un effet de génération mais un effet de cycle de vie : les individus plus « installés » dans la vie sont moins prompts à soutenir des alternatives non démocratiques que les personnes jeunes, mais il n'existerait pas d'effet propre

3. Ce terme désigne l'ensemble des personnes nées entre le début des années 1980 et la fin des années 1990.

de la génération (Alexander, Welzel, 2017). Bernard Roudet souligne le fait que la reconnaissance d'un « idéal démocratique est inséparable de la reconnaissance d'un espace propre à la politique, reconnaissance qui implique [...] une familiarité avec le domaine politique, une maîtrise de ses codes et de ses enjeux » (Roudet, 2009, p. 54). Cette familiarité se construit au cours de la vie d'un individu et se traduit notamment par la hausse de la participation et des discussions politiques. Anne Muxel parle, dès 1991, de l'existence d'un « moratoire politique des années de jeunesse » expliquant une moindre participation et une moindre politisation chez les jeunes (Muxel, 1991). Par extension, on peut supposer que cette plus grande distance à la politique rend les individus plus enclins à soutenir des alternatives non démocratiques. Il s'agira donc de tenter de distinguer un éventuel effet de génération d'un effet lié au cycle de vie.

Hypothèse 3 : Les individus qui sont plus critiques de leur système politique, qui rejettent une vision minimaliste de la démocratie et privilégient la participation protestataire sont moins enclins à soutenir des alternatives non démocratiques

La troisième et dernière hypothèse que nous allons tester ici reprend l'idée formulée par des auteurs comme Russell Dalton et Christian Welzel (2014) ou Pippa Norris (1999 ; 2011). Ils mettent en exergue l'émergence de « citoyens critiques » formulant des récriminations sur le fonctionnement de leur régime politique. L'existence de ces « citoyens critiques », notamment chez les plus jeunes générations, peut être objectivée par le développement de pratiques protestataires et par un rapport plus distant au vote (Tiberj, 2017). Une étude française montre que ces citoyens sont aussi plus enclins à considérer que leur système politique est moins démocratique (Bedock, Panel, 2017). Cependant, loin de remettre en cause son adhésion à la norme démocratique, ce groupe d'individus y serait au contraire particulièrement attaché. Des études comparatives montrent que les personnes les plus critiques vis-à-vis de leur régime politique tendent à avoir une vision plus exigeante de la démocratie, s'éloignant d'une vision minimaliste centrée sur les élections pour intégrer d'autres dimensions, et notamment l'exigence de redistribution et de réduction des inégalités (Kriesi, Saris, 2016). Par extension, on peut donc supposer que les citoyens critiques rejettent davantage que les autres les alternatives non démocratiques.

VARIABLES TESTÉES

Trois variables dépendantes dichotomiques sont testées successivement, opposant à chaque fois les individus qui considèrent qu'il s'agit d'une « bonne » manière de gouverner à ceux qui considèrent que c'est une « mauvaise » façon de gouverner : avoir un système démocratique ; que l'armée dirige le pays ; avoir un leader fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement et des élections.

Pour tester notre hypothèse sur le lien entre le statut socio-économique des individus et le soutien à ces trois alternatives, nous introduisons deux variables. La première, codée d'un à dix, indique le décile dans lequel se situe le revenu du foyer de l'individu enquêté. La seconde indique son niveau de diplôme, recodé en quatre catégories (brevet du collège et moins/CAP ou BEP/baccalauréat/diplôme postbac).

Pour tester la deuxième hypothèse sur les effets de génération et du cycle de vie, nous intégrons six variables. La première indique la génération à laquelle appartient l'individu (voir *supra*, tableau 1.). Plusieurs variables sont ensuite introduites de manière à neutraliser la présence d'un éventuel effet cycle de vie. Trois variables dichotomiques permettent d'objectiver l'installation dans la vie professionnelle et conjugale d'un individu : le fait qu'il soit actuellement actif, le fait qu'il soit ou ait été en couple stable, et enfin le fait qu'il ait des enfants. Afin de mesurer la politisation des individus, entendue ici au sens de connaissance, de pratique et d'intérêt pour la politique, nous utilisons enfin deux échelles. La première mesure le degré de participation électorale. L'enquête demandait aux répondants, pour les élections locales, nationales et européennes respectivement, s'ils participent : « jamais », « parfois » ou « toujours ». L'échelle est codée de zéro à six, zéro correspond à l'absence de participation électorale et six à une participation constante. La deuxième mesure le degré de suivi de la politique. On demande aux répondants s'ils suivent : « tous les jours », « plusieurs fois par semaine », « une ou deux fois par semaine », « moins souvent » ou « jamais » la politique à la télévision, à la radio, dans les journaux et sur les réseaux sociaux. L'échelle s'étend de zéro, pour les individus ne suivant jamais la politique sur aucun média, à seize, pour ceux qui la suivent tous les jours sur l'ensemble de ces médias.

La troisième série de variables porte sur l'évaluation du niveau de démocratie, la conception de la démocratie et les pratiques protestataires des individus. La perception du degré de démocratie est mesurée à partir d'une échelle d'un à dix demandant aux individus à quel point ils considèrent

que leur système est gouverné de manière démocratique. Nous intégrons ensuite trois échelles déjà discutées plus haut codées d'un à dix, portant sur l'importance accordée à plusieurs caractéristiques d'un système démocratique : la tenue d'élections libres pour choisir les gouvernants, la redistribution entre riches et pauvres par l'impôt et, enfin, l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. Nous avons ensuite construit une échelle de participation protestataire des individus en fonction de leurs réponses à quatre questions (0 : n'a jamais fait, 1 : pourrait le faire, 2 : l'a déjà fait) : la signature de pétition, la participation à un boycott, la participation à une manifestation autorisée et la participation à une grève sauvage. Cette échelle s'étend de zéro à huit.

Enfin, notre analyse de régression intègre une série de variables de contrôle : le sexe, la confiance interpersonnelle à travers la question « diriez-vous qu'on peut faire confiance à la plupart des gens ou qu'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres », et enfin l'orientation politique gauche/droite d'un à dix⁴. Les résultats sont reportés sur le tableau 2.

UN EFFET DE GÉNÉRATION POUR LE SOUTIEN À UN GOUVERNEMENT MILITAIRE

Les trois régressions logistiques effectuées (tableau 2) montrent d'abord que, si le niveau de revenu n'a pas d'influence sur le fait de considérer la démocratie, l'armée ou un leader fort comme une bonne manière de gouverner, le niveau de diplôme est au contraire discriminant. Toutes choses égales par ailleurs, notre modèle prévoit que les individus ayant le brevet ou moins ont une probabilité prédite de 91 % (93 % pour les CAP/BEP) de considérer la démocratie comme une bonne manière de gouverner, contre 96 % pour les diplômés du supérieur. De la même façon, les individus qui n'ont pas de diplôme du supérieur sont tous plus enclins à soutenir l'idée que l'armée dirige le pays que les diplômés postbac (plus de quatre fois plus de chances pour les individus ayant le brevet et moins). Enfin, le même phénomène apparaît pour le soutien au leader fort : les individus ayant un diplôme inférieur au baccalauréat ont quasiment deux fois plus de chances que les diplômés du supérieur de considérer cette alternative comme une bonne façon de gouverner. Notre première hypothèse est en partie confirmée : si le revenu n'a ici pas d'effet propre, les individus moins diplômés sont moins réticents que

4. Les individus refusant de se situer sur cette échelle ont été placés sur la position médiane, à savoir cinq.

les autres à soutenir des alternatives non démocratiques. Autrement dit, le niveau de capital culturel semble plus déterminant que le niveau de capital économique pour comprendre le soutien aux alternatives non démocratiques.

Tableau 2. Déterminants du soutien à trois systèmes politiques alternatifs

	Démocratie	Armée	Leader fort
Niveau de revenu	1,008 (0,0466)	0,988 (0,0312)	0,985 (0,0243)
Niveau de diplôme (c. r. : postbac)			
1. Brevet ou moins	0,377** (0,137)	4,138*** (1,106)	1,900*** (0,363)
2. CAP/BEP	0,502* (0,169)	3,691*** (0,912)	1,928*** (0,330)
3. Baccalauréat	0,789 (0,280)	2,245** (0,557)	1,134 (0,196)
Génération (c. r. : avant 1940)			
2. 1940-1949	0,583 (0,341)	1,912 (0,803)	0,806 (0,232)
3. 1950-1959	0,734 (0,415)	1,483 (0,617)	1,003 (0,275)
4. 1960-1969	0,408 (0,241)	1,590 (0,738)	1,119 (0,352)
5. 1970-1979	0,704 (0,459)	2,571* (1,209)	1,081 (0,364)
6. 1980-1989	0,428 (0,269)	2,699* (1,277)	1,712 (0,563)
7. Après 1990	0,420 (0,253)	4,126** (1,819)	1,489 (0,460)
A des enfants	0,651 (0,163)	1,167 (0,221)	1,093 (0,166)
Est/a été pacsé ou marié	0,834 (0,218)	0,693 (0,137)	1,471* (0,230)
Actif	1,141 (0,282)	0,922 (0,160)	0,806 (0,115)
Échelle de participation électorale	0,979 (0,0479)	1,030 (0,0368)	1,007 (0,0285)
Échelle de suivi de la politique	1,096** (0,0348)	1,043* (0,0213)	1,015 (0,0165)
Niveau de démocratie	1,212*** (0,0546)	0,904** (0,0297)	0,963 (0,0253)

	Démocratie	Armée	Leader fort
Élections libres	1,152***	0,907**	0,925**
	(0,0446)	(0,0270)	(0,0223)
Droits hommes/femmes	1,008	1,012	0,955*
	(0,0379)	(0,0300)	(0,0221)
Redistribution par l'impôt	1,008	1,006	1,004
	(0,0360)	(0,0267)	(0,0210)
Échelle de participation protestataire	1,059	0,826***	0,859***
	(0,0555)	(0,0319)	(0,0258)
Femme	0,860	1,417*	0,686**
	(0,183)	(0,216)	(0,0806)
Jamais assez prudent	0,745	2,266***	1,488**
	(0,221)	(0,520)	(0,220)
Échelle gauche/droite	0,991	1,099*	1,114***
	(0,0525)	(0,0417)	(0,0332)
Constant	4,778	0,0138***	0,289*
	(4,832)	(0,0108)	(0,159)
Observations	1,957	1,965	1,951

Source : enquête Valeurs 2018.

Note : erreurs standards entre parenthèses, coefficients en *odds ratios*, *** p < 0,001, ** p < 0,01, * p < 0,05.

Lecture : les coefficients supérieurs à 1 et soulignés en gras indiquent que la variable est associée à une plus forte propension à soutenir tel ou tel mode de gouvernement. Les coefficients inférieurs à 1 et soulignés en gras indiquent au contraire que la variable est associée à une diminution de la propension à soutenir tel ou tel mode de gouvernement.

La deuxième hypothèse visait à tester l'existence d'un effet génération imputable à la période de socialisation politique. Les résultats sont peu probants, à l'exception notable du cas du soutien à l'armée. La génération n'a pas d'effet statistiquement significatif permettant d'expliquer le soutien à la démocratie ou à un leader fort. En revanche, toutes choses égales par ailleurs, les générations nées après 1970 sont plus enclines que la génération la plus ancienne (respectivement 2,5 fois plus pour la génération 1970-1979, 2,7 fois plus pour la génération 1980-1989 et 4 fois plus pour la génération née après 1990) à considérer que le gouvernement du pays par l'armée serait une bonne chose. Ces générations comptent toutes intégralement ou pour partie des individus concernés par la fin du service militaire obligatoire en France, décidée en 1997. Dès lors, leur perception de l'armée n'est plus liée à « la rhétorique du soldat citoyen et du devoir militaire » mais plutôt à des considérations « d'insertion professionnelle [...] et d'efficacité organisationnelle » (Besse, Coton, 2019, p. 44). Deux études,

menées respectivement en 1999 et en 2010, montrent que les générations exemptées du service militaire y voient non seulement une possible occasion de carrière (notamment pour les jeunes de milieu populaire), mais associent également cette institution à la protection, à la défense et au maintien de la paix (Galland, 2000; Hatto *et al.*, 2011). Sonia Zmerli souligne aussi la progression de la confiance dans les institutions assurant le maintien de l'ordre, dont l'armée, dans le contexte du lendemain des attaques terroristes de 2015 contre *Charlie Hebdo* (Zmerli, 2019). Cette vision professionnelle, efficace et positive de l'armée contraste avec les résultats d'enquêtes montrant que les jeunes Français sont, en Europe, les plus critiques sur la capacité de la démocratie à maintenir l'ordre, à prendre des décisions rapides et à bien faire fonctionner le système économique (Roudet, 2014, p. 92).

Les résultats sur les variables liées au cycle de vie et au cycle de participation politique sont dans l'ensemble peu concluants et assez contre-intuitifs. Les individus qui sont ou ont été pacsés ou mariés ont une plus forte propension à soutenir un leader fort n'ayant pas à se soucier des élections et du Parlement, alors que ni la situation professionnelle, ni le fait d'avoir des enfants n'influencent le soutien aux différentes alternatives proposées. L'intensité de la participation électorale n'a pas non plus d'influence sur le soutien aux trois alternatives de gouvernement. À l'inverse, et de manière plutôt surprenante, le niveau de suivi de la politique est associé positivement au fait de considérer à la fois la démocratie et le gouvernement militaire comme une « bonne manière de gouverner ». Des analyses descriptives complémentaires (non reportées ici) montrent que cette échelle n'a pas un effet linéaire pour toutes les alternatives. Les individus qui ne suivent pas du tout la politique sont bien moins enclins à considérer que la démocratie est une bonne façon de gouverner (85 % contre 95 % pour ceux qui la suivent plus intensément). Pour le cas de l'armée, ce sont à la fois les individus qui ne suivent pas du tout et très régulièrement et sur tous les réseaux l'actualité politique qui sont les plus enclins à soutenir cette alternative. Si le soutien explicite à la démocratie est moins prégnant chez les individus les plus distants du jeu politique, le soutien à un gouvernement militaire est plus fort chez des individus en marge du jeu politique et chez des personnes s'y intéressant particulièrement intensément. En conclusion, la seconde hypothèse n'est que très imparfaitement vérifiée, sinon pour le cas de l'armée. Les générations nées après 1970 soutiennent davantage l'idée d'un gouvernement militaire.

La troisième et dernière hypothèse porte sur les citoyens « critiques ». Elle suppose que les citoyens les plus sévères sur le fonctionnement de leur démocratie, rejetant une vision minimaliste de la démocratie et adeptes de la participation protestataire sont moins enclins à soutenir des alternatives non démocratiques. La première partie de l'hypothèse est rejetée : toutes choses égales par ailleurs, plus un individu considère que la France est gouvernée démocratiquement, plus il est enclin à penser que la démocratie comme une bonne manière de gouverner et l'armée comme une mauvaise alternative. En moyenne, les individus qui estiment que la France n'est absolument pas démocratique sont neuf sur dix à considérer que la démocratie est un « bon système » (13 % pour l'armée), contre 98 % de ceux qui pensent que la France est gouvernée parfaitement démocratiquement (6 % pour l'armée). Contrairement à ce qu'avaient pu avancer d'autres auteurs envisageant que les individus les plus critiques de leur système politique soutiennent des réformes allant dans le sens d'un approfondissement démocratique (Kriesi, Saris, 2016), ces individus sont aussi plus enclins à soutenir certaines alternatives non démocratiques radicales comme le gouvernement militaire. Nos régressions démontrent cependant, comme nous le supposions, que les répondants qui ont une vision avant tout électorale de la démocratie sont plus enclins à la fois à juger la démocratie comme une « bonne manière de gouverner » et à rejeter les alternatives comme l'armée ou un leader fort. Les autres variables portant sur les conceptions de la démocratie (l'importance accordée à la redistribution et à l'égalité hommes/femmes) donnent des résultats moins concluants. Il apparaît seulement que les individus qui accordent une importance particulière à l'égalité hommes/femmes sont moins enclins à soutenir un leader fort. Dans l'ensemble, les individus soutenant une vision « maximaliste » de la démocratie (ne se limitant pas à la seule organisation d'élections libres) ne sont pas moins prompts que les autres à rejeter les alternatives non démocratiques. En revanche, ceux qui soutiennent une vision « minimaliste » centrée sur les élections soutiennent davantage le *statu quo*. Enfin, nos régressions montrent que les individus qui sont plus rompus à l'action politique protestataire, s'ils ne pensent pas davantage que les autres que la démocratie est une « bonne manière de gouverner », sont en revanche beaucoup plus enclins à rejeter les alternatives non démocratiques. Notre modèle prévoit que les individus n'ayant jamais pris part à une action protestataire sont 17 % à considérer le gouvernement militaire comme une bonne manière de gouverner (33 % pour le leader fort) contre seulement 4 % pour les individus ayant participé à tous les types d'actions protestataires

(13 % pour le leader fort). En résumé, si les citoyens les plus désenchantés vis-à-vis de leur système politique ont davantage tendance à remettre en cause la démocratie libérale, ceux qui conçoivent la démocratie avant tout comme la sélection des gouvernants par l'élection et ceux qui participent activement à des actions protestataires sont plus rétifs que les autres à des modes de gouvernement non démocratiques.

Les variables de contrôle méritent également un bref commentaire. Toutes choses égales par ailleurs, les femmes sont plus enclines que les hommes à soutenir un gouvernement militaire et plus rétives au gouvernement d'un leader fort ne se préoccupant pas des partis et des élections. Ce résultat peut initialement sembler contre-intuitif. Des résultats récents sur le soutien à la « démocratie furtive » (c'est-à-dire un gouvernement technocratique d'experts compétents et dépolitisés) mettent en évidence qu'il est le fait d'individus estimant qu'il existe un consensus politique dans l'opinion publique et que les citoyens manquent de compétences pour prendre des décisions politiques (Medvic, 2019). Une étude conduite en France montre que, dans ce pays, les femmes soutiennent davantage l'idée d'un gouvernement technocratique que les hommes (Bedock, Pilet, 2020). Cela nous amène à supposer que si les femmes rejettent davantage l'idée d'un leader fort refusant les compromis et soutiennent plus l'idée d'un gouvernement militaire, c'est parce que l'armée est une institution bénéficiant en France d'une image positive, efficace, consensuelle et relativement dépolitisée. Dans le sondage Valeurs de 2018, plus de 77 % des interrogés expriment leur confiance dans l'armée, ce qui en fait l'institution la plus appréciée parmi celles qui sont testées, devant par exemple le système éducatif et à égalité avec la sécurité sociale. De manière cette fois attendue, les individus qui expriment une moindre confiance interpersonnelle sont plus enclins à soutenir des alternatives non démocratiques. Les individus orientés à droite soutiennent également davantage le gouvernement de l'armée et d'un leader fort.

Conclusion

Les jeunes Français sont-ils moins attachés à la démocratie que les autres ? La réponse à cette question est complexe et loin d'être univoque.

Les générations nées après 1980 se caractérisent par un moindre attachement explicite au système démocratique et une plus forte propension à valoriser l'obéissance des gouvernés ou le remplacement d'un

gouvernement élu par l'armée en cas de crise. Ces éléments pointent plutôt dans la direction de la thèse de Roberto Stefan Foa et Yascha Mounk, qui considèrent que la « déconsolidation » des normes démocratiques serait surtout le fait des jeunes. Cependant, les jeunes générations sont aussi les plus exigeantes et pensent davantage que les autres que la démocratie ne doit pas se limiter à la tenue d'élections libres, mais doit aussi garantir l'égalité des droits entre les individus et assurer une véritable redistribution des revenus entre les citoyens pour lutter contre les inégalités.

Les jeunes générations ne se caractérisent ni par un moindre soutien à la démocratie comme mode de gouvernement, ni par un soutien particulier à l'idée d'un leader fort ne se souciant pas des élections. En revanche, de nombreux jeunes Français expriment une certaine appétence pour l'idée d'un gouvernement militaire. L'existence d'un effet propre à la génération pour les individus nés après 1970 est confirmée dans nos analyses de régression. Nous faisons l'hypothèse que ce résultat s'explique par la disparition du service militaire obligatoire en 1997 qui renforce notamment chez les plus jeunes individus une vision positive, efficace et protectrice de l'armée, en opposition avec une démocratie souvent jugée conflictuelle et impuissante. Notre analyse montre également que les moins diplômés sont beaucoup plus enclins à soutenir des modes de gouvernement non démocratiques, tandis que la participation protestataire rend les individus moins prompts à soutenir de telles alternatives. Enfin, le fait qu'un répondant définisse la démocratie de manière restrictive en la centrant sur la seule opération électorale le rend plus favorable au *statu quo*, alors que les individus les plus sévères sur l'état de la démocratie en France sont plus enclins à soutenir certaines alternatives non démocratiques.

On pourrait nous rétorquer que le soutien à un gouvernement militaire ou à un leader fort relève d'aspirations autoritaires profondes et que la proportion de Français soutenant ces alternatives devrait alarmer tout démocrate. À la suite d'analyses qualitatives exploratoires dans d'autres pays comme les Pays-Bas (Thomassen, 2015), il nous semble qu'il faut aussi comprendre quelles qualités les individus attribuent à ces diverses alternatives de gouvernement (efficacité, déconflictualisation, protection, capacité à décider) et surtout comment ils les articulent et les opposent avec les qualités et les défauts qu'ils attribuent à la démocratie. Cet agenda de recherche reste encore largement à explorer.

BIBLIOGRAPHIE

- Acemoglu D., Robinson J. A., 2006, *Economic Origins of Dictatorship and Democracy*, Cambridge (Royaume-Uni), Cambridge University Press.
- Alexander A. C., Welzel C., 2017, "The myth of deconsolidation: rising liberalism and the populist reaction", *Journal of Democracy*, online exchange.
- Bedock C., Panel S., 2017, "Conceptions of democracy, political representation and socio-economic well-being: explaining how French citizens assess the degree of democracy of their regime", *French Politics*, n° 4, vol. 15, p. 389-417.
- Bedock C., Pilet J.-B., 2021, « Peut-on réformer la démocratie ? Convergences et incompatibilités dans les préférences des citoyens quant à l'organisation de la démocratie en France », in Damay L., Jacquet V. (dir.), *Les transformations de la légitimité démocratique. Idéaux, revendications et perceptions*, Louvain-la-Neuve, Éditions Academia/L'Harmattan, p. 277-306.
- Besse L., Coton C., 2019, « Introduction. L'armée au miroir de la jeunesse », *Agora débats/jeunesses*, n° 82, p. 41-54.
- Ceka B., Magalhães P. C., 2020, "Do the rich and the poor have different conceptions of democracy? Socioeconomic status, inequality, and the political status quo", *Comparative Politics*, n° 3, vol. 52, p. 383-412.
- Dahl R. A., 1971, *Polyarchy. Participation and Opposition*, New Haven (États-Unis), Yale University Press.
- Dalton R., 2004, *Democratic Challenges, Democratic Choices. The Erosion of Political Support in Advanced Industrial Democracies*, New York (États-Unis), Oxford University Press.
- Dalton R., Welzel C. (dir.), 2014, *The Civic Culture Transformed. From Allegiant to Assertive Citizens*, New York (États-Unis), Cambridge University Press.
- Diamond L., Plattner M. F., 2008, *How People View Democracy*, Baltimore (États-Unis), Johns Hopkins University Press.
- Ferrín M., Kriesi H. (dir.), 2016, *How Europeans View and Evaluate Democracy*, Oxford (Royaume-Uni), Oxford University Press.
- Foa R. S., Mounk Y., 2016, "The danger of deconsolidation: the democratic disconnect", *Journal of Democracy*, n° 3, vol. 27, p. 5-17.
- Foa R. S., Mounk Y., 2017, "The signs of deconsolidation", *Journal of Democracy*, n° 1, vol. 28, p. 5-16.
- Galland O., 2000, « Les jeunes, l'armée, la nation », *Les champs de Mars*, n° 7, p. 135-150.
- Hatto R., Muxel A., Tomescu O., 2011, *Enquête sur les jeunes et les armées : images, intérêt et attentes*, Paris, IRSEM.
- Huber E., Ragin C., Stephens J. D., 1993, "Social democracy, christian democracy, constitutional structure, and the welfare state", *American Journal of Sociology*, n° 3, vol. 99, p. 711-749.
- Huber E., Rueschemeyer D., Stephens J. D., 1997, "The paradoxes of contemporary democracy: formal, participatory, and social dimensions", *Comparative Politics*, n° 3, vol. 29, p. 323-342.
- Inglehart R., 2016, "The danger of deconsolidation: how much should we worry", *Journal of Democracy*, n° 3, vol. 27, p. 18-23.

- Inglehart R., Welzel C., 2005, *Modernization, Cultural Change, and Democracy. The Human Development Sequence*, Cambridge (Royaume-Uni), Cambridge University Press.
- Kriesi H., Saris W., 2016, "The structures of the evaluations of democracy", in Kriesi H., Saris W. (dir.), *How Europeans View and Evaluate Democracy*, Oxford (Royaume-Uni), Oxford University Press, p. 178-205.
- Marshall T. H., 1963, *Sociology at the Crossroads*, Londres (Royaume-Uni), Heinemann.
- Medvic S., 2019, "Explaining support for stealth democracy", *Representation*, n° 1, vol. 55, p. 1-19.
- Muxel A., 1991, « Le moratoire politique des années de jeunesse », in Percheron A., Rémond R. (dir.), *Âge et politique*, Paris, Economica, p. 203-233.
- Norris P. (dir.), 1999, *Critical Citizens. Global Support for Democratic Government*, Oxford (Royaume-Uni), Oxford University Press.
- Norris P., 2011, *Democratic Deficit. Critical Citizens Revisited*, New York (États-Unis), Cambridge University Press.
- Norris P., 2017, "Is western democracy backsliding? Diagnosing the risks", *Journal of Democracy*, online exchange.
- Przeworski A., 1991, *Democracy and the Market. Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*, Cambridge (Royaume-Uni), Cambridge University Press.
- Roudet B., 2009, « Les jeunes Européens et les valeurs démocratiques », *Agora débats/jeunesses*, n° 52, p. 53-66.
- Roudet B., 2014, « La démocratie est-elle un idéal commun aux jeunes Européens? », *Agora débats/jeunesses*, n° 67, p. 79-96.
- Runciman D., 2013, *The Confidence Trap. A History of Democracy in Crisis from World War I to the Present*, Princeton (États-Unis), Princeton University Press.
- Schedler A., Sarsfield R., 2007, "Democrats with adjectives: linking direct and indirect measures of democratic support", *European Journal of Political Research*, n° 5, vol. 46, p. 637-659.
- Schumpeter J. A., [1942] 2008, *Capitalism, Socialism, and Democracy. Third Edition*, New York (États-Unis), Harper Perennial Modern Classics.
- Steenekamp C., Toit P. du, 2017, "The evolution of support for democratic regime principles and its alternatives", *Journal of Public Affairs*, n° 1-2, vol. 17, p. e1644.
- Thomassen J., 2015, "What's gone wrong with democracy, or with theories explaining why it has?", in Poguntke T., Rossteutscher S., Schmitt-Beck R., Zmerli S. (dir.), *Citizenship and Democracy in an Era of Crisis. Essays in Honour of Jan W. Van Deth*, Londres (Royaume-Uni), Routledge, p. 34-50.
- Tiberj V., 2017, *Les citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, Presses universitaires de France.
- Zmerli S., 2019, « Toutes les institutions ne sont pas discréditées ! », in Bréchon P., Gonthier F., Astor S. (dir.), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, p. 273-279.

Chapitre 6

Ni pires, ni meilleurs... différents !

Comment la citoyenneté évolue
parmi les jeunes

Vincent Tiberj

C'est un discours entendu très souvent et à des périodes différentes : les jeunes sont vus comme une chance, mais aussi une déception, notamment quand il s'agit de leur rôle de citoyens. On blâme leur manque d'engagement (supposé), notamment quand il s'agit de la vie de la cité. On s'offusque qu'ils ne se rendent pas assez aux urnes, alors que les générations précédentes se sont battues pour obtenir le droit de vote ou pour le maintenir. On déplore leur manque de confiance dans les institutions et les acteurs politiques. On attend d'eux qu'ils se comportent comme de « bons citoyens » tant en termes de valeurs et de comportements (notamment écologiques). Pourtant, c'est peut-être une autre citoyenneté qui est en train d'émerger parmi les « millennials » (les individus nés dans les années 1980 et 1990). Oui, ils votent moins et adhèrent moins aux organisations partisans. Oui, ils critiquent les institutions et doutent des capacités des élus à résoudre les problèmes. Mais les marches pour le climat sont apparues dans et grâce à la jeunesse. C'est aussi dans cette jeunesse que de nouvelles formes d'action politique se construisent notamment à travers les réseaux sociaux. Et comment ne pas leur donner raison quand le chômage reste endémique, que les inégalités sociales ne se résorbent pas et que le réchauffement climatique devient de plus en plus concret. Mais toute la jeunesse est-elle concernée et mobilisée de cette façon ? *Quid* des jeunes des banlieues ou du monde rural ? Clairement, se pose aussi ici la question des inégalités sociales et territoriales face au politique.

Dans ce chapitre, je vais montrer que la citoyenneté est en train d'évoluer, et que ces évolutions sont particulièrement visibles chez les jeunes (et certains des moins jeunes). Là où certains pensent déclin, ce chapitre répond transformations. D'abord, je rappellerai l'état de la recherche sur la question, puis je ferai un bilan des rapports à la politique, avant de proposer une typologie des citoyennetés qui permettra de mieux comprendre les évolutions de ces rapports.

De la démocratie représentative aux « citoyens qui s'affirment »

Quand on définit la démocratie, c'est très souvent à travers les mots d'Abraham Lincoln : « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Si la citation relève d'un beau projet, elle est loin de rendre compte du fonctionnement effectif des démocraties modernes, lesquelles se caractérisent avant tout par le fait qu'elles sont représentatives (Manin, 1995) et laissent finalement une place limitée aux citoyens. Oui, le peuple a son mot à dire au moment des élections, mais le pouvoir est exercé avant tout par des représentants qui, la plupart du temps, le font sans plus guère consulter leurs électeurs. Le rôle des citoyens est de s'informer et de s'intéresser aux affaires du pays, mais les penseurs de la démocratie moderne se méfient d'eux. La première manière de limiter leur influence est donc de les canaliser par l'élection, alors que les démocraties antiques se caractérisaient par le tirage au sort et le vote direct des lois (Finley, 2003 ; Delannoï, 2019).

L'élection est certes une pratique libre et qui permet d'exprimer des choix, mais c'est aussi un dispositif d'encadrement de ces choix. Ces derniers ne peuvent s'exercer que selon des modalités préétablies (droit de suffrage, définition des voix exprimées et des bulletins blancs ou nuls), entre des candidats sélectionnés (règles de parrainage ou de validation des candidatures), selon un calendrier donné et pour des postes fixés. Ce n'est pas pour rien que Ronald Inglehart (1990) évoque le vote comme exemple de « participation dirigée par les élites ». Ce dispositif aboutit donc à amoindrir le rôle des citoyens. Bernard Manin insiste sur « les deux visages de l'élection » qui cumule, généralement, le principe égalitaire d'un citoyen/une voix et le principe aristocratique selon lequel un individu est élu pour des qualités qui le distinguent et le rendant supérieur à ses électeurs. Les historiens de la démocratie, notamment Pierre Rosanvallon (2001), ont montré que derrière l'égalité formelle de la citoyenneté, des barrières ont souvent été érigées pour se prémunir des incapacités des individus à exercer ce rôle : les groupes suspects ont été et sont encore parfois les femmes, les pauvres, les minorités ethniques ou raciales, les jeunes ou les anciens criminels.

Ce fond de méfiance à l'égard des citoyens a été confirmé par les premières analyses quantitatives sur le niveau de compétence des électeurs, notamment aux États-Unis, avec l'étude fondatrice *Voting* de Bernard R. Berelson, Paul Lazarsfeld et William N. McPhee, parue en 1954 : « [...] nos données révèlent

que certains des prérequis communément admis pour que les opérations démocratiques soient un succès ne sont pas atteints par le comportement des citoyens “moyens”. [...] Beaucoup votent sans réel investissement dans l’élection. [...] Les citoyens dénotent une faible connaissance des détails de la campagne électorale. [...] D’aucune manière ils ne font preuve d’une grande rationalité.» Philip E. Converse, en 1964, montre, à partir d’un échantillon de citoyens américains de 1954, qu’à peine un électeur sur dix est capable de juger les candidats à la présidentielle selon des grilles de lecture politique et que près d’un sur cinq n’est capable de fonder ses jugements que sur la personnalité supposée des candidats (Converse, 1964). D’emblée, je considère que ces analyses sont datées.

Les chercheurs américains et français ont pu identifier un deuxième phénomène fortement lié à ces questions de compétence objective. Daniel Gaxie (1978) et Pierre Bourdieu (1979) ont ainsi mis en évidence une dimension de compétence subjective, c’est-à-dire le droit ou le déni par les individus eux-mêmes à opiner (c’est-à-dire à produire une opinion). Certains se sentent légitimes à s’exprimer, voter, participer, tandis que d’autres pensent qu’ils n’en ont pas les qualités, qu’ils n’en savent pas assez. Cette compétence ou incompétence subjective recouvre les inégalités et les logiques de la domination sociale : les hommes se sentent plus légitimes que les femmes, les diplômés que les non-diplômés, les cadres plutôt que les ouvriers, etc. Éric Agrikolansky (2014) a étudié par exemple le cas des « électeurs des beaux quartiers » qui se donnent le droit à opiner sur la politique sans pourtant que leurs connaissances du domaine soient particulièrement fortes.

La découverte du citoyen réel a abouti à tout un courant d’idées autour de la vision élitiste de la démocratie. Dans ce courant, on retrouve par exemple Gabriel A. Almond et Sidney Verba (1963) qui ont identifié différentes cultures de citoyenneté : paroissiale, centrée sur le proche ; sujette, fondée sur l’obéissance ; participante, fondée sur le respect de la loi, et impliquée dans les décisions politiques. Mais surtout, ils argumentent qu’il ne faut pas que trop de citoyens soient actifs. Ils sont rejoints par Bernard R. Berelson, Paul Lazarsfeld et William N. McPhee (1954) qui pensent que si « certains sont et doivent être intéressés par la politique, d’autres ne le sont pas et n’en ont pas le besoin ».

En résumé, institutionnellement, les démocraties occidentales, dont la démocratie française, sont certes construites sur une légitimité dérivée des citoyens, mais la place laissée à ces derniers est relativement limitée.

Au regard des résultats quant à la compétence politique des citoyens ordinaires, d'aucuns pourraient considérer à raison qu'il vaut mieux les laisser à l'arrière-plan. En cela on retrouve l'idée que la démocratie doit avant tout être un régime de la raison, « une ratiocratie », dans laquelle les élus exercent le pouvoir par la délibération et l'échange d'arguments. Dans la réalité des procédures de décision, les spécialistes de l'action publique ont montré à de multiples reprises combien cette vision est elle-même illusoire. On retrouve cette logique, par exemple, dans la justification de ratifier par la procédure parlementaire le traité de Lisbonne et ainsi de remettre en question le référendum de 2005 et la majorité des votants qui avaient soutenu le « non ». Cette conception reste dominante, y compris au niveau local, où rarement les dispositifs de démocratie participative laissent de réelles marges de décision aux citoyens.

Face à cette méfiance politique et scientifique, historique et actuelle, un autre courant de recherche a brossé un portrait très différent des évolutions et des capacités des individus. Ronald Inglehart (1977) a très tôt pris acte des résultats obtenus dans les enquêtes des années 1950, mais il a fait l'hypothèse que les citoyens allaient gagner en compétence politique à travers le renouvellement générationnel, l'élévation générale du niveau d'éducation et l'accès facilité aux informations politiques. Ces trois phénomènes aboutiraient à une « mobilisation cognitive » avec une citoyenneté certes plus critique (Norris, 1999), moins respectueuse des autorités sociales, politiques, religieuses (Inglehart, 1977 et 1990), plus protestataire, mais aussi beaucoup plus investie et mobilisée en politique. Cette idée se retrouve dans le travail de Russell Dalton, qui parle de « supercitoyens » dès le milieu des années 1980 (Dalton, 1984) et considère que les cohortes du « devoir civique » sont en phase d'être remplacées par des générations de l'engagement (Dalton, 2008). Avec Christian Welzel, il a proposé le concept d'*assertive citizens* (Dalton, Welzel, 2014), des citoyens « qui s'affirment, qui ont confiance en eux », et qui remplaceraient les *allegiant citizens* (des citoyens de l'allégeance).

Quelles sont les conséquences pour les Français de 2018 et particulièrement pour les jeunes Français de 2018 ? D'abord je défendrai l'idée qu'il n'y a pas une seule manière d'être jeune citoyen. Certains citoyens d'hier pouvaient être compétents et participants ; d'autres se comportaient et se comportent comme des citoyens déférents (Tiberj, 2017) : peu intéressés, peu confiants en leur capacité à opiner, mais confiants envers les autorités pour choisir à leur place ce qu'il convient de faire. Parmi les *baby-boomers* étudiés par Ronald Inglehart, on retrouve également des différences

internes : les citoyens critiques, intéressés et contestataires apparaissent parmi eux, mais on compte aussi des citoyens qui préfèrent rester à leur place. On peut penser aussi que parmi les jeunes, certains s'intéressent à la politique, ont confiance dans les institutions et les partis, quand d'autres s'y intéressent mais rejettent la politique telle qu'elle se fait, et que d'autres encore ressemblent aux citoyens ordinaires d'hier. J'y ajouterai ceux que je qualifie de « citoyens distants », cognitivement capables de jouer leur rôle, mais qui prennent leur distance avec la politique.

Ensuite, je proposerai qu'au-delà de la diversité interne des citoyens et des jeunes citoyens, il existe effectivement des évolutions de long terme, et je postulerais que c'est notamment à la disparition des citoyens déférents qu'on assiste et à une montée en puissance des citoyens distants à mesure que le renouvellement générationnel s'opère.

Les rapports à la politique : premières approches

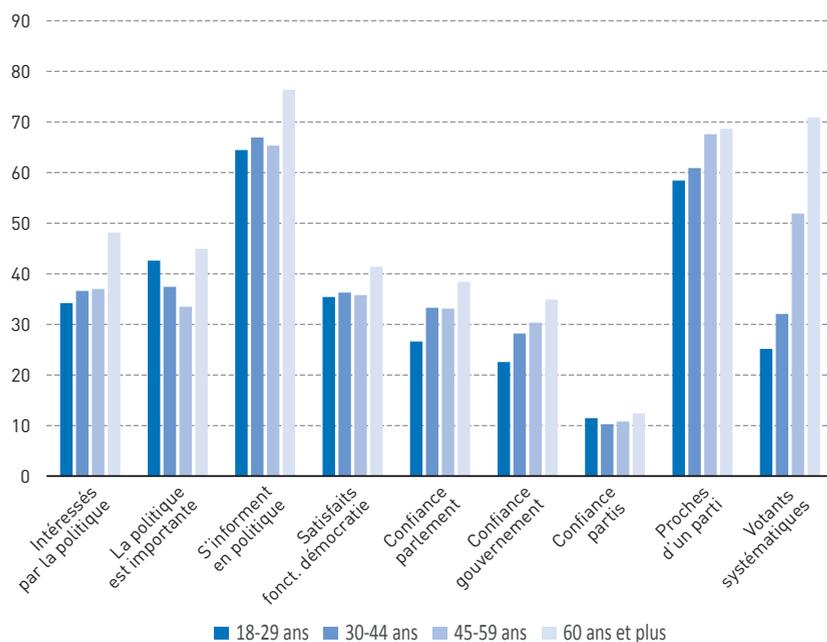
Le rapport à la politique est un phénomène complexe, fait à la fois d'engagement temporel et cognitif de la part des individus, de ressentis subjectifs face aux institutions et aux acteurs, mais aussi de participation. Il reste très difficile de dresser un état des lieux exhaustif de ces rapports. D'abord parce que la politique reste un domaine aux frontières floues. Parfois on déplore que les citoyens ne s'intéressent pas à la politique, mais encore faudrait-il définir ce qu'est cette politique dont ils et elles se désintéressent. Les citoyens peuvent très bien se sentir concernés par les affaires de leur commune, de la société, ou par la manière dont certains groupes sont traités, ou encore se mobiliser pour des causes internationales ou « sociétales », et dans le même temps ne pas ou ne plus avoir d'appétence pour la scène politique classique où partis, ministres, opposants jouent leur partition. Ici, on a choisi la définition « classique », alors qu'on sait combien elle reste limitative.

Ensuite, il faut se méfier d'une lecture des résultats « trop près des questions ». Prenons la question de la confiance ou de la défiance politique. Souvent, on retient que les Français « ne font plus confiance » aux responsables politiques. Est-ce grave ? Hans-Dieter Klingemann (1999) distingue plusieurs paliers de confiance et de défiance politique. Concernant le système d'allocation du pouvoir (voir chapitre 5), il s'agit du soutien ou non à la démocratie plutôt qu'à un autre système de gouvernement. Pour des institutions, ne pas avoir confiance dans la manière dont le Parlement

produit les lois ou s'interroger sur la pertinence du Sénat n'implique pas nécessairement que les individus concernés veulent remettre en cause la démocratie. Par exemple il existe une méfiance « culturelle » chez certains Américains face aux possibles dérives du « gouvernement¹ ». Enfin, il y a les acteurs : ne pas avoir confiance dans le gouvernement d'Édouard Philippe par exemple est somme toute banal, notamment chez ceux qui n'ont pas voté pour Emmanuel Macron. Les confiants envers Édouard Philippe ou Jean Castex seraient très vraisemblablement les défiants d'un gouvernement socialiste. La défiance est donc aussi conjoncturelle et fait partie du fonctionnement normal d'une démocratie.

L'avantage de l'enquête Valeurs est qu'elle permet de saisir les rapports à la politique et à la citoyenneté des individus beaucoup plus largement qu'à travers certaines définitions ou approches trop institutionnelles.

Graphique 1. Le rapport à la politique selon les classes d'âge



Source : enquête Valeurs 2018.

Lecture : 33 % des 18-29 ans se disent intéressés par la politique.

1. Cela peut même donner lieu à une pensée constitutionnelle spécifique comme celle qui animait certains des pères fondateurs de la constitution américaine : « Il faut que le pouvoir arrête le pouvoir », selon les préceptes de Montesquieu.

Le résultat le plus marquant est la faible singularité des jeunes, qui ne se démarquent guère des classes d'âge actives. En revanche, les 60 ans et plus se distinguent fortement du reste de la population. Ils sont les plus nombreux à s'impliquer en politique : 48 % se déclarent intéressés par la politique, 45 % considèrent que la politique est une activité importante et 76 % s'informent régulièrement en politique. 69 % se sentent proches d'un parti et près de 71 % déclarent voter à chaque élection. Ils semblent également les moins touchés par la défiance à l'égard de la politique institutionnelle : 41 % sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie, 39 % font confiance au Parlement, et 35 % au Gouvernement.

Ce résultat va à l'encontre des travaux classiques sur les effets de l'âge et du cycle de vie. Généralement, on considère que la retraite et l'âge avancé sont des facteurs de retrait du politique (Muxel, 2011 ; Goerres, 2009). C'est effectivement ce que l'on retrouvait dans les vagues précédentes de l'enquête Valeurs : l'intérêt pour la politique diminuait entre les classes d'âge actives et les plus de 65 ans. Mais ici se donne à voir un effet de génération spécifique aux *baby-boomers* français (Tiberj, 2017) : très tôt, ces électeurs nés dans les années 1940 et 1950 se sont démarqués par un niveau exceptionnel d'intérêt pour la politique, dès leur arrivée dans la citoyenneté, dans les années 1960 et 1970. Clairement, cet effet de génération perdure encore aujourd'hui et vraisemblablement « donne le ton » à ce que l'on attend d'un citoyen. Leur propension à voter de manière systématique contribue aussi à asseoir l'influence de ce groupe dans la vie politique². Leur connexion à la politique telle qu'elle se fait (institutionnellement et en termes de partis) et leurs niveaux d'engagement peuvent effectivement servir d'étalon à ce que peut être un bon citoyen. On verra cependant plus loin que cet étalon peut être trompeur et masquer d'abord de réelles disparités au sein des *baby-boomers* et ensuite d'autres manières d'être citoyen.

Les 18-29 ans s'avèrent donc très proches des classes d'âge actives (y compris les 45-59 ans) : comme elles, les jeunes se méfient des partis (autour de 10 % de confiance), comme elles, ils sont divisés sur la manière dont fonctionne la démocratie (35 % en sont satisfaits), comme elles, ils sont nombreux à s'informer sur la politique (64 %) et 34 % s'y intéressent (contre 37 % pour les 30-59 ans).

2. D'ailleurs, depuis 2002, leur poids dans les urnes des élections autre que les présidentielles semble s'accroître (Tiberj, 2018 ; Tiberj, 2020).

Les jeunes se distinguent sur plusieurs points : ils sont plus nombreux à considérer que la politique est importante (43 %, soit presque autant que les seniors), mais ils s'avèrent moins confiants dans les institutions : ils ne sont que 27 % à avoir confiance dans le Parlement et 23 % dans le Gouvernement. De même, ils ne sont que 59 % à se dire proches d'un parti.

Le plus marquant dans ces résultats est la faible part des jeunes qui déclarent voter systématiquement : à peine un quart, quand ils sont 31 % parmi les 30-44 ans et 51 % parmi les 45-59 ans. On y reviendra dans le chapitre sur la participation. C'est sans doute une donnée qui peut alerter et dont les conséquences peuvent être particulièrement importantes. Globalement, on ne peut pas dire que les jeunes sont des citoyens en rupture, en tout cas, pas plus en rupture que beaucoup d'autres âgés de 30 à 59 ans. Mais, si seulement une minorité d'entre eux se déplacent régulièrement pour voter, leur poids réel sera minoré dans les urnes, à la différence des seniors qui pèsent alors plus que leur poids démographique. Pour peu que les préférences politiques des uns et des autres ne soient pas les mêmes, alors il y a de bonnes chances que les partis se focalisent plutôt sur les préférences des votants, et donc des seniors, plutôt que sur celles des jeunes qui ne se mobilisent guère. Et naturellement se pose la question des inégalités sociales au sein de la jeunesse. Si les votants systématiques parmi les jeunes sont les plus riches, les plus urbains ou les plus diplômés, quelles pourraient être les conséquences en termes de capacités à se faire entendre chez les ruraux, les pauvres ou les moins diplômés ?

On peut également s'interroger sur les origines de ce faible engagement dans l'élection. L'interprétation la plus classique tourne autour d'un effet de cycle de vie : les jeunes (ou tout au moins une large partie d'entre eux) n'auraient pas pris le pli du vote, parce qu'ils sont « en train de se chercher » et donc traversent un moratoire politique (Muxel, 2001). D'autres y voient le manque de structuration produits par les réseaux personnels des individus qui devraient les amener au vote : les jeunes ne sont plus sous l'influence directe des parents ou des professeurs, mais pas encore insérés dans les réseaux amicaux, professionnels ou de voisinage qui peuvent contribuer à les amener aux urnes (Franklin, 2004). La première hypothèse laisse penser que l'effet moratoire serait temporaire et devrait s'estomper avec le passage à l'âge adulte pleinement réalisé. L'hypothèse de Franklin est plus pessimiste car il considère que si le pli du vote n'est pas pris en début de carrière, cette situation ne changera pas pendant le reste de la vie adulte. Enfin, j'ai proposé ailleurs (Tiberj, 2017 et 2018

ainsi que le chapitre 6) que derrière ce rapport au vote, c'est une transformation politique qui est en cours et qui va perdurer, portée par le renouvellement générationnel.

Se posent deux types de questions face à ces premiers résultats. D'abord que valent des comparaisons entre classes d'âge, quand on sait qu'elles sont très différentes les unes des autres en termes de composition ? Même si les *baby-boomers* ont bénéficié de la première explosion scolaire des années 1960, nombre d'entre eux n'ont jamais atteint le niveau du baccalauréat, encore moins fréquenté l'enseignement supérieur. Parmi les seniors, 13 % sont bacheliers et 20 % titulaires d'un diplôme du supérieur, contre respectivement 35 % et 31 % chez les 18-29 ans, et, parmi les 30-45 ans qui ont tous fini leurs études, les proportions sont de 22 % et 44 %. De même, les situations entre hommes et femmes ne sont clairement plus les mêmes. Quoi de commun entre les femmes de plus de 60 ans dont les mères (voire elles-mêmes, pour les plus âgées) ont été un temps privées du droit de vote et qui ont commencé leur vie d'adulte dans une société où les femmes n'avaient pas le droit de travailler ou d'ouvrir un compte sans l'autorisation de leur mari, et celles qui participent au marché du travail presque autant que les hommes, qui travaillent dans un univers traversé par la question des inégalités salariales et du plafond de verre, et plus récemment par #MeToo ? Les mondes professionnels qu'ont connus les seniors et que connaissent les plus jeunes ont beaucoup changé également : de l'industrie aux services, de la relative protection des frontières à la globalisation, des CDI à la montée des emplois précaires. De la même façon, la politique qu'ont connue les seniors n'a plus grand-chose à voir avec celle dans laquelle leurs enfants et petits-enfants ont grandi. Il se peut donc que les écarts que l'on constate entre classes d'âge soient dus à d'autres évolutions que celles relatives au cycle de vie ou au renouvellement générationnel. De même l'absence de certains écarts interroge. Après tout, et si l'on suit les propositions de Ronald Inglehart et Russell Dalton, l'élévation du niveau de diplôme devrait accroître l'intérêt pour la politique des citoyens. Or ce n'est pas le cas.

Une deuxième série de questions concerne non plus la comparaison entre classes d'âge, mais les divisions au sein de la jeunesse. Retrouve-t-on par exemple dans la « génération qui arrive » les traditionnelles logiques sociales de la politisation (Gaxie, 1978) ? Les femmes, les peu diplômés, les pauvres sont-elles et ils toujours moins prompt-e-s à s'intéresser à la politique traditionnelle que les hommes, les très diplômés, les riches ? Compte tenu du mouvement des Gilets jaunes, on peut aussi s'interroger

sur l'impact du lieu d'habitation. Cette caractéristique peut peser de deux manières sur le rapport à la politique ; une logique d'opportunité (les grandes villes disposant d'un réseau associatif, d'occasions multiples de se politiser), mais aussi une logique de relégation (les jeunes des périphéries peuvent ainsi se sentir marginalisés par rapport aux jeunes des grandes villes).

Pour vérifier ces deux séries d'hypothèse, j'ai procédé à l'analyse de trois variables qui me paraissent représentatives des rapports à la politique : l'intérêt pour la politique mesure l'appétence pour le sujet, la confiance dans le Parlement mesure le lien aux acteurs politiques et le vote mesure cette dimension de participation classique. Trois régressions traitent des différences au sein de la jeunesse et les trois autres testent dans quelle mesure la génération qui arrive se distingue effectivement des autres classes d'âge ou générations.

À l'échelle de l'ensemble de la population, réapparaissent des logiques assez classiques et connues (voir tableau 1). Plus on est diplômé, plus on a tendance à s'intéresser à la politique, plus on a confiance dans le Parlement et plus on a tendance à voter systématiquement, indépendamment de toutes les autres variables. C'est aussi le cas du niveau de revenu. Les peu diplômés et les plus pauvres ont tendance à se désintéresser, mais aussi à moins prendre la parole à travers le vote, tandis que les « gagnants » s'intéressent, ont confiance dans des institutions et ont presque deux fois plus de chances de voter systématiquement. Ces logiques inégalitaires face à la citoyenneté et à la politisation étaient déjà relevées par Daniel Gaxie et Pierre Bourdieu dans les années 1970. Seule évolution, de ce point de vue, les femmes restent toujours moins intéressées et plus défiantes ; en revanche, elles ne se distinguent plus des hommes face à l'acte de vote.

Tableau 1. Analyse multivariée du rapport à la politique

	Au sein des 18-29 ans			Dans l'ensemble de l'échantillon		
	Intéressés par la politique	Confiants dans le Parlement	Votants systématiques	Intéressés par la politique	Confiants dans le Parlement	Votants systématiques
Diplôme						
sans/primaire	---	---	---	,38***	,84	1,03
bac	1,73***	1,21	1,47	1,56***	1,18	1,34**
sup	2,20***	1,18	1,98***	2,26***	1,52***	1,75***
[secondaire]						
Genre						
Femme	,62***	,98	1,22	,74***	,85*	1,12
[Homme]						
Lieu d'habitation						
2 000 à 9 999	1,14	1,25	,82	1,15	1,31*	,80
10 à 100 000	1,25	,95	,76	1,43**	1,47**	,77
de 100 à 500 000	1,77**	1,42	,83	1,56***	1,44**	,93
500 000 et +	1,55**	1,29	,98	1,47***	1,43***	1,03
[- de 2 000 hbts]						
Quintile de revenu						
2	,84	,98	,90	1,11	1,13	1,19
3	1,27	1,38	1,07	1,29*	1,54***	1,58***
4	1,09	1,08	1,76**	1,53***	1,67***	1,83***
5 ^e quintile	1,34	2,18***	1,56	1,85***	2,14***	1,96***
[1 ^{er} quintile]						
Classe d'âge						
18-29 ans				,26***	,48***	,11***
30-44 ans				,27***	,56***	,13***
45-59 ans				,35***	,57***	,33***
[60 ans et plus]						
Constante	,44**	,25***	,18***	1,20	,49***	1,56**
R2	4%	2%	3%	8%	4%	14%

Source : enquête Valeurs 2018.

Lecture : sont ici reproduits des rapports de chances et leur niveau de significativité. Par exemple, un rapport de 1 signifie que le groupe testé a autant de chances que le groupe de référence de s'intéresser à la politique ; un rapport inférieur à 1 qu'il a moins de chances (par exemple 0,5 implique deux fois moins de chance) ; un rapport supérieur à 1 qu'il a plus de chances que le groupe de référence (2 implique qu'il a deux fois plus de chances). Les niveaux de significativité sont les suivants : *** : $p < 0,01$ (très significatif), ** $p < 0,05$ (assez significatif), * $p < 0,10$ (faiblement significatif).

Mais ce qui nous intéresse ici reste la variable d'âge (ou de génération). Son effet est particulièrement fort, y compris au regard des autres variables. Par exemple un jeune de la tranche d'âge des 18-29 ans a dix fois moins de chances d'être un votant systématique qu'une personne de 60 ans ou plus qui lui est en tout point comparable. Il aura également deux fois plus de chances d'être défiant et quatre fois moins de chances d'être intéressé par la politique. Autrement dit, les effets que l'on a constatés précédemment ne sont clairement pas des effets de composition, mais bien des effets qui renvoient à des enjeux de cycle de vie ou de génération. Mais il faut aussi relativiser la spécificité des 18-29 ans. Ils sont proches des 30-44 ans sur l'intérêt pour la politique et le lien au vote, et relativement proches de ces derniers sur la confiance dans le Parlement. Les 45-59 ans se situent dans l'entre-deux. Autrement dit, ce qu'on constate chez les 18-29 ans ne peut se résumer à un effet de moratoire. Il s'étend largement au-delà des années de jeunesse et touche des classes d'âge actives et rentrées depuis longtemps dans l'âge adulte.

Au sein des 18-29 ans cette fois, les différences entre jeunes sont relativement faibles, particulièrement s'agissant de la défiance. Ainsi les diplômés du supérieur ou du secondaire ne se distinguent pas significativement : dans ces deux groupes, plus de 7 jeunes sur 10 n'ont pas confiance dans le Parlement. Quel que soit le lieu d'habitation, ils sont entre 68 % et 77 % à ne pas faire confiance au Parlement. C'est aussi le cas de 73 % des jeunes femmes et 71 % des jeunes hommes. Seuls les jeunes appartenant aux foyers les plus riches se distinguent significativement des autres : ils ne sont alors que 57 % à être défiants. La déconnexion au vote est également particulièrement répandue et déborde largement les groupes « classiquement » abstentionnistes. Ainsi, même si les plus riches semblent être plus souvent des votants systématiques, seulement 40 % d'entre eux sont en fait dans ce cas, contre 23 % à 27 % des jeunes appartenant au 1^{er}, 2^e et 3^e quintiles de revenus. Quant aux diplômés du supérieur, 33 % se disent votants systématiques, soit une différence significative avec les diplômés du secondaire (17 %), mais dans les deux cas, c'est la distanciation d'avec le vote qui prévaut. En cela, les 18-29 ans (mais aussi les 30-45 ans³) se distinguent des plus de 60 ans. Parmi ces derniers, le taux de votants systématiques est de 64 % chez les membres du 1^{er} quintile de revenu, 86 % chez ceux appartenant au 5^e décile, 67 %

3. Dans cette classe d'âge, on compte 24 % de votants systématiques chez les diplômés du secondaire, 42 % chez les diplômés du supérieur par exemple.

chez les diplômés du primaire ou du secondaire et 83 % des diplômés du supérieur. Il fut un temps où l'abstentionnisme était perçu comme un signe de mauvaise intégration sociale (Lancelot, 1968). Clairement, cette interprétation est datée pour les générations âgées de 45 ans et moins. Nous avons proposé ailleurs (Tiberj, 2018) que « voter ne suffit plus » et que l'acte électoral s'est décentré, notamment au profit d'autres manières de participer. On revient aussi sur cette question dans le chapitre 6.

Quant à l'intérêt pour la politique, ici encore la singularité des moins de 30 ans, mais aussi des 30-44 ans est visible. Les seules variables significatives au sein de la jeunesse sont le genre et le diplôme : 39 % des hommes contre seulement 29 % des femmes se disent intéressé.e-s par la politique. Il y a sans doute encore un effet de socialisation genrée de ce point de vue, mais qui tient peut-être aussi aux combats et enjeux vers lesquels les femmes préfèrent se tourner. Clairement, la politique institutionnelle n'attire guère les jeunes. Si l'on examine cette thématique au regard du diplôme, on passe de 23 % d'intéressés parmi les jeunes diplômés du secondaire à 42 % parmi les diplômés du supérieur, contre respectivement 48 % et 80 % chez les plus de 60 ans. Chez ces derniers, on pouvait considérer que les inégalités de politisation s'expliquaient par les inégalités sociales et les logiques de domination, mais dans le cas des jeunes et des 30-45 ans⁴ cette analyse ne suffit plus. Les logiques du « cens caché⁵ » sont vraisemblablement encore à l'œuvre dans ces générations, mais ne permettent à pas à elles seules de comprendre pourquoi des citoyens qui disposent pourtant du capital culturel, voire du capital économique, se démarquent de leurs homologues plus âgés par une plus grande défiance, un plus fort désintérêt et un rapport au vote plus relâché.

Au terme de cette analyse, on voit bien que ce sont moins les jeunes qui se distinguent des autres classes d'âge que les seniors. Surtout, ces résultats viennent renforcer l'hypothèse d'effets de génération et non de cycles de vie. Les 18-29 ans de 2018 sont moins intéressés, plus défiants et moins connectés aux urnes, mais au vu de leur ressemblance avec les trentenaires, quarantenaires, voire cinquantenaires, il y a de grandes chances que cela ne leur passe pas « en grandissant ». L'enquête Valeurs permet

4. Seulement 45 % d'intéressés chez les diplômés du supérieur dans cette classe d'âge par exemple.

5. L'expression est de Daniel Gaxie qui considère que l'abolition du cens (un niveau de revenu minimal pour pouvoir voter) n'empêche pas d'autres inégalités de voix politiques alors même qu'aujourd'hui tous les citoyens peuvent voter.

ainsi de mettre en évidence une transformation bien plus profonde de la citoyenneté dans la démocratie française.

Une typologie des rapports à la citoyenneté

Pour mieux comprendre ces transformations des liens à la politique, je propose d'analyser comment le rapport à la citoyenneté évolue en repartant de la notion de compétence politique. Ce faisant, je vais démontrer qu'il faut modifier notre grille d'analyse traditionnelle : le faible intérêt pour la politique n'est pas simplement une question de domination ou de remise de soi des citoyens en faveur d'élites par exemple, mais bien le signe d'un changement de manière d'être citoyen. De même, l'absence de confiance ne signifie pas l'aliénation, le sentiment de ne pas être défendu. Enfin, cela permettra de comprendre pourquoi la « mobilisation cognitive » que prédisait Ronald Inglehart n'a pas eu lieu (ou alors pas comme il l'attendait).

Traditionnellement la compétence politique renvoie à deux dimensions qui généralement se renforcent l'une l'autre. La première est celle des connaissances (Delli Carpini, Keeter, 1996) : les électeurs doivent connaître les élus et les partis, leurs positions sur les enjeux, pour produire des opinions informées sur la politique. L'autre est celle de l'appétence, le goût pour les affaires publiques et les débats qui les animent. Plus on aime un domaine de la société (ici la politique, mais cela peut parfaitement s'appliquer aux fans de football ou de mangas), plus on va s'informer, et donc accumuler des connaissances, qui à leur tour vont permettre de mieux comprendre les logiques des acteurs et d'apprécier les stratégies, les évolutions sur les enjeux, etc. À l'inverse, un électeur qui n'a pas de goût pour la politique va peu ou pas du tout chercher à s'informer, comprendra donc de moins en moins ce qui se passe sur la scène publique et verra alors son indifférentialisme renforcé (« tous les mêmes », voire « tous pourris »).

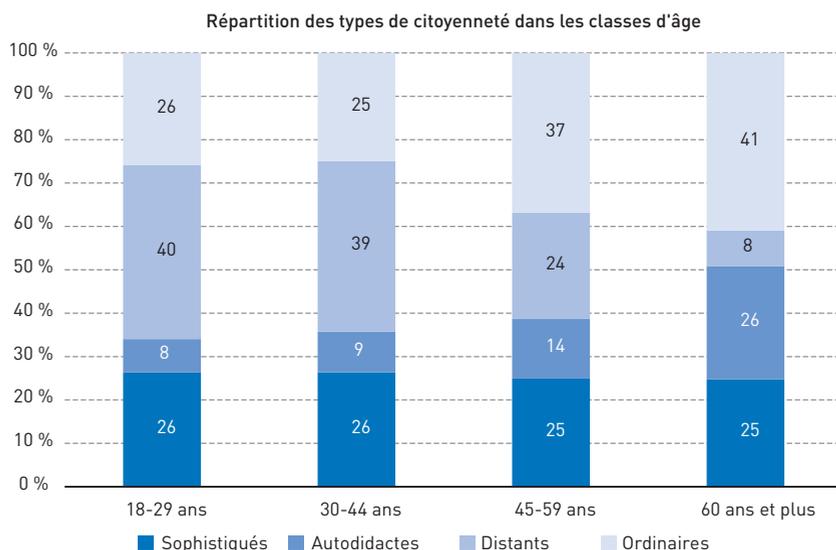
Généralement, les travaux classiques sur la compétence politique, dans leur version américaine (Converse, 1964) ou française (Bourdieu, 1979, Gaxie 1978), constatent que les inégalités de compétence politique recourent les inégalités sociales : du côté des compétents (ou des sophistiqués), on trouve plus souvent les diplômés, les hommes, les cadres et professions intellectuelles, les riches, et, du côté des peu compétents (des citoyens ordinaires), plutôt les peu diplômés, les femmes, les catégories populaires, les pauvres. Cependant, les individus n'étaient et ne sont pas condamnés à une incompétence politique statutaire (due à leur place dans la société).

Pour peu qu'ils développent une appétence pour la politique, alors ils peuvent arriver à compenser leurs handicaps (Michelat, Simon, 1985) et devenir plus compétents ou aussi compétents que des diplômés du supérieur, qui pourtant ont des compétences cognitives de traitement des informations particulièrement élevées. C'est notamment le cas des ouvriers syndiqués. Autrement dit, à côté des compétents/sophistiqués et des citoyens ordinaires se trouve un troisième groupe, celui des autodidactes.

Mais il existe un quatrième cas possible, longtemps ignoré : les citoyens cognitivement compétents, mais pas « appétents ». À mon sens, c'est avec leur émergence que l'on peut comprendre comment le renouvellement générationnel transforme le rapport à la politique. Longtemps on a considéré que leur manque d'appétence provenait du manque de connaissance et, par conséquent, ces citoyens étaient assimilés aux citoyens ordinaires. Je fais l'hypothèse que le manque d'appétence pour la politique peut aussi être le produit de connaissances. Parce qu'ils disposent d'informations sur la politique, que leur capacité à juger politiquement s'est construite et fortement développée grâce aux années d'études, ce sont des citoyens « à qui on ne la fait pas », qui décodent justement trop bien le jeu politique, ce qui les incite encore moins à y adhérer. Ici, la connaissance ne crée plus de l'appétence, mais des citoyens désenchantés qui ne s'enthousiasment plus pour la scène politique (ce qui n'implique pas qu'ils ne sont préoccupés que par eux-mêmes et se désintéressent de ce qui se passe dans le reste de la société).

Il est toujours complexe de traduire empiriquement ces concepts. On ne dispose que rarement d'indicateurs permettant d'évaluer la capacité des individus à traiter de l'information (Lau, Redlawsk, 2006). Même l'utilisation de questions de connaissance aboutit à un résultat biaisé puisque ces questions s'assimilent trop à un examen scolaire et non à un test réel de la manière dont les citoyens raisonnent et mobilisent l'information. Faute de mieux, on se propose d'utiliser le niveau de diplôme comme variable approchante de ces capacités. Pour l'appétence en revanche, on dispose de beaucoup plus d'indicateurs (par exemple le temps consacré aux informations politiques, le sentiment d'être compétent), le plus simple étant le niveau d'intérêt politique. On aboutit donc à une typologie en quatre positions : les *sophistiqués* (haut niveau de diplôme et d'intérêt), les *ordinaires* (faible niveau de diplôme et d'intérêt), les *autodidactes* (faible niveau de diplôme, fort intérêt) et les *distantes* (fort niveau de diplôme et faible intérêt). J'ai choisi ici le baccalauréat, mais d'autres niveaux de diplôme ont été testés.

Graphique 2. Les rapports à la citoyenneté dans les classes d'âge



Source : enquête Valeurs 2018.

Lecture : 26 % des 18-29 ans sont des sophistiqués et 8 % des autodidactes.

La répartition des types de citoyenneté au sein des classes d'âge met en évidence deux phénomènes. Le premier est fondé sur les évolutions des citoyens sophistiqués et des citoyens distants. Elles démontrent bien que la « mobilisation cognitive » n'a pas eu lieu. Il y a eu bien sûr une augmentation du niveau de diplôme, ce qui mécaniquement réduit la part de citoyens ordinaires dans la population et dans les classes d'âge les plus jeunes : ils comptent pour 41 % des plus de 60 ans et un quart des moins de 45 ans. Néanmoins, si la théorie de Ronald Inglehart s'était vérifiée, cette hausse aurait été accompagnée d'une augmentation de l'intérêt pour la politique et donc de la part de citoyens sophistiqués. Or, ceux-ci représentent environ un quart des plus de 60 ans, mais également un quart des autres classes d'âge, pourtant beaucoup plus diplômées. Il existe donc dans toutes les classes d'âge un groupe d'individus qui restent très connectés à la vie politique. Mais il aurait pu être largement plus important. L'augmentation du niveau de diplôme a surtout abouti à l'émergence d'une catégorie de citoyens jusqu'ici marginale : les distants. Ils ne sont que 8 % parmi les seniors, mais constituent le premier groupe en termes d'effectifs parmi les moins de 45 ans, avec environ 40 % des individus dans ce cas. Les conséquences associées à l'émergence des citoyens distants sont nombreuses et je vais y revenir.

Le deuxième phénomène est fondé sur les évolutions des autodidactes et des citoyens ordinaires. La forte diminution des autodidactes est particulièrement frappante, surtout si on la met en perspective avec la stabilité des citoyens ordinaires. Les autodidactes sont encore un quart des plus de 60 ans, mais ne représentent plus que 8 à 9 % des moins de 45 ans. En miroir, la part des citoyens ordinaires a baissé – 41 % des 60 ans et plus, contre un quart des moins de 45 ans –, mais leur poids aurait dû encore plus se réduire, si le ratio entre autodidactes et citoyens ordinaires était resté le même. Les peu diplômés représentent les deux tiers des plus de 60 ans, et encore environ un tiers des moins de 45 ans. Pourtant parmi les seniors, 38 % des peu diplômés restent intéressés par la politique – donc sont des autodidactes – et 62 % appartiennent au groupe des citoyens ordinaires. Au sein des 45 ans et moins peu diplômés, 22 % sont des autodidactes et 78 % des citoyens ordinaires. L'hypothèse du moratoire politique ne suffit pas à expliquer cette forte présence des citoyens ordinaires. Elle aurait pu s'appliquer aux 18-29 ans, mais il paraît difficile de l'étendre aux 30-45 ans. Cela reflète une profonde amplification des inégalités sociales face à la politique. Cette cassure a d'autant plus d'importance que l'on peut supposer que les autodidactes étaient aussi des leaders d'opinion (Katz, Lazarsfeld, 1955) à même de relayer des informations, de conscientiser et de mobiliser leurs proches. La raréfaction de ce type de citoyens contribue sans doute à expliquer pourquoi les catégories populaires et particulièrement leurs membres les moins âgés semblent avoir perdu confiance dans le personnel politique et les partis, paraissent difficilement mobilisables, y compris sur des enjeux comme le chômage ou la retraite, et participent de moins en moins électoralement (Braconnier, Dormagen, 2007 ; Peugny, 2015).

Quelles conséquences des types de citoyenneté ?

Je propose de terminer ce chapitre en montrant en quoi la typologie des citoyennetés permet de comprendre comment le rapport à la politique évolue, notamment dans les jeunes cohortes.

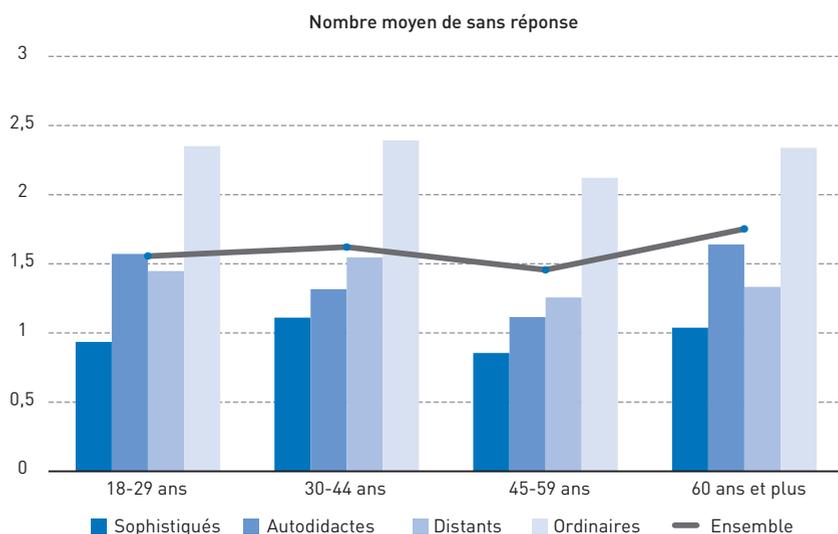
Une première analyse consiste à se pencher sur la capacité des différents types de citoyens à produire des opinions politiques. On sait que les citoyens sophistiqués devraient être les plus à même de répondre à des questions complexes de politique, tandis que les ordinaires éprouveront plus de difficultés. Mais l'objectif ici est de caractériser les citoyens distants et les citoyens autodidactes. Mon hypothèse est qu'ils sont capables de produire

des opinions, non par appétence, mais par capacités cognitives. Pour le vérifier, j'ai repris une idée développée par Daniel Boy et Nonna Mayer (1997). Les questions de sondages peuvent être considérées comme des épreuves lors desquelles on teste la capacité des citoyens à produire des opinions. Les sans réponse ou le recours à des modalités refuges peuvent alors être le résultat d'un manque de connaissances et/ou du sentiment d'incompétence des interviewés. On comptabilise donc le nombre de fois où les interviewés ont recours à ce type de réponses.

J'ai choisi treize questions particulièrement complexes relatives à la nature de la démocratie et à l'évaluation de la qualité de la vie démocratique⁶. Parmi les interviewés, 36 % n'ont jamais produit de sans réponse, 27 % en ont produit une, 16 % deux et 21 % trois ou plus. La moyenne est de 1,6 sur 13. Comme on pouvait s'y attendre, les citoyens sophistiqués ont la moyenne la plus faible (1 sur 13) et les citoyens ordinaires la moyenne la plus forte (2,3 sur 13). D'ailleurs 47 % des premiers n'ont donné aucune sans réponse contre 26 % des seconds. Le résultat le plus intéressant concerne les deux groupes restants : les autodidactes ont une moyenne de 1,5 sur 13 et les citoyens distants une moyenne de 1,4 sur 13. Respectivement 36 % et 38 % des membres de ces groupes n'ont jamais produit de sans réponse. Disposer soit de l'appétence pour la politique, soit d'un niveau d'études avancé permet donc de se prononcer (ou de se sentir légitime) sur des sujets politiques complexes. Disposer des deux permet de faire encore mieux. La diminution des autodidactes et la montée en puissance des distants n'affectent donc pas la capacité globale des citoyens français à jouer leur rôle. C'est moins vrai quand on se place du côté des peu diplômés : pour eux, la diminution des autodidactes peut avoir de graves conséquences sur la capacité à opiner.

6. La liste est disponible sur demande et certaines sont mobilisées dans le chapitre 5.

Graphique 3. Capacité à produire des opinions selon le type de citoyenneté et l'âge

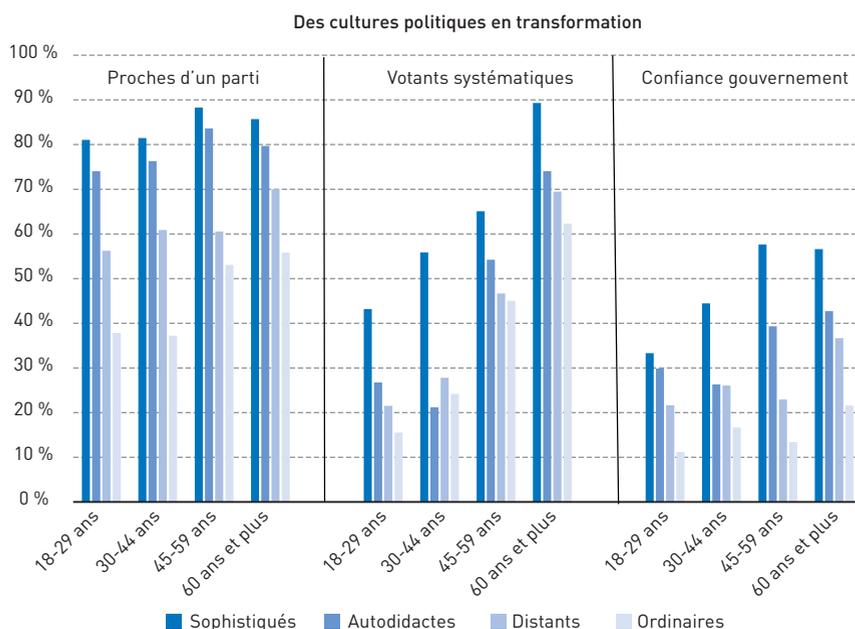


Source : enquête Valeurs 2018.

Lecture : en moyenne, les sophistiqués de la classe d'âge 18-29 ans ont produit 0,9 sans réponse sur 13 questions.

Globalement les classes d'âge se distinguent peu : les moyennes de sans réponse oscillent entre 1,4 (15-59 ans) et 1,8 (60 ans et plus). Ce résultat en lui-même permet de relativiser le discours de déploration sur le rapport au politique des jeunes. Ils sont toujours capables de produire des opinions politiques. Cette capacité est portée par l'élévation du niveau de diplôme. Elle aurait même pu être encore meilleure si elle s'était accompagnée d'une augmentation des citoyens sophistiqués. On peut remarquer aussi la forte stabilité des résultats entre types de citoyenneté et classes d'âge. Les citoyens sophistiqués âgés de moins de 30 ans ne se distinguent guère de leurs homologues des autres classes d'âge, et cela vaut également pour les autres types de citoyenneté. Les citoyens distants sont donc capables de jouer leur rôle, mais ils le font avec un rapport à la politique très différent.

Graphique 4. Des cultures politiques en transformation



Source : enquête Valeurs 2018.

Lecture : parmi les 18-29 ans, 43 % des sophistiqués et 27 % des autodidactes déclarent voter systématiquement.

Dans certains cas, on assiste à des effets qui s'accumulent entre classes d'âge et types de citoyenneté. C'est particulièrement visible pour la systématisme du vote. Dans toutes les classes d'âge, les citoyens sophistiqués sont les plus connectés au vote et les citoyens ordinaires les plus en retrait. Mais, plus une classe d'âge est vieille (en fait composée de cohortes anciennes), plus ses membres déclarent voter systématiquement, qu'ils soient sophistiqués, autodidactes ou ordinaires. Parmi les seniors, 62 % des citoyens ordinaires déclarent voter systématiquement, 74 % des autodidactes et 89 % des sophistiqués. Parmi les 18-29 ans, les proportions respectives ne sont plus que de 15 %, 27 % et 43 % tandis que les distants sont 21 % à déclarer voter systématiquement. Les niveaux sont à peine meilleurs parmi les 30-44 ans, excepté pour les citoyens sophistiqués de cette classe d'âge (56 % de votants systématiques, ce qui reste en dessous des citoyens ordinaires de 60 ans et plus). Le chapitre 6 de cet ouvrage revient sur les conséquences de ce résultat.

On retrouve un phénomène similaire, bien que de moindre importance, pour la confiance envers le Gouvernement. Les citoyens sophistiqués puis les autodidactes restent généralement les plus confiants, tandis que les distants et surtout les citoyens ordinaires s'avèrent les plus défiants. Mais plus une classe d'âge est jeune, moins elle est confiante. À peine 33 % des 18-29 ans sophistiqués ont confiance dans le Gouvernement, contre 57 % des 45 ans et plus, tandis que les 18-29 ans distants s'avèrent à peu près aussi confiants que les 60 ans et plus ordinaires. Au passage, on se rend bien compte qu'on peut être très connecté à la politique, mais que cette connexion est de moins en moins associée à une confiance envers les professionnels de la politique. La défiance n'est donc pas nécessairement un retrait du politique. En revanche, les citoyens ordinaires de moins de 60 ans, qui n'ont donc pas d'appétence pour la politique, ne sont plus que 11 % à 16 % à avoir confiance dans le Gouvernement. Cela montre la progressive disparition de la logique de remise de soi aux élites dont on trouve encore la trace parmi les citoyens seniors ordinaires dont 21 % déclarent toujours avoir confiance.

Quant au lien partisan, les résultats viennent confirmer le diagnostic général. Quand on est citoyen autodidacte ou sophistiqué, on se démarque par l'intérêt (et une certaine satisfaction) pour la politique telle qu'elle est. Conséquemment, on prend parti. C'est valable pour les seniors, mais aussi pour les jeunes et les moins de 45 ans. En revanche, les citoyens distants prennent moins parti. Surtout, les citoyens ordinaires se détachent de ces organisations, particulièrement chez les moins de 45 ans. Ils ne sont plus alors que 38 % environ à prendre parti contre 56 % chez les 60 ans et plus. Cela, associé à leur défiance et à leur lien décentré au vote, laisse penser que ces citoyens pourraient bien être en rupture avec la politique traditionnelle. En tout cas, ils ne sont plus dans la déférence qui peut caractériser les citoyens ordinaires de plus de 60 ans : ceux-là continuent à voter et souvent prennent parti.

Conclusion

En définitive, on assiste à la fois à une crise et à une transformation de la citoyenneté. Il serait trompeur de prendre l'insatisfaction à l'égard de la démocratie et la défiance à l'égard des acteurs politiques comme le signe d'une rupture avec la politique ou la démocratie. Les Français sont insatisfaits de la manière dont la vie politique s'exerce, et cela se caractérise par la montée des citoyens distants et la fin de la culture de déférence à l'égard des élites. Néanmoins, distance ne veut pas dire absence

de capacité à opiner et à jouer son rôle. Il faut cependant se préoccuper de l'évolution des citoyens ordinaires, particulièrement dans les jeunes générations. Pour eux, il peut effectivement y avoir cassure, et s'ils ne votent pas, les responsables politiques seront-ils en mesure de les écouter ?

C'est d'autant plus important que nos résultats ne singularisent finalement pas tant que cela les jeunes. Plus précisément, ces phénomènes semblent dépasser largement les frontières de la jeunesse, puisqu'on a régulièrement insisté sur les faibles différences entre 18-29 ans et 30-45 ans. Il ne s'agit clairement pas d'un effet de cycle de vie qui pourrait s'estomper avec le passage des années. Au contraire, plusieurs signes pointent vers un effet de renouvellement générationnel qui risque donc de perdurer, voire de s'amplifier.

BIBLIOGRAPHIE

Agrikolansky É., 2014, « La politisation *ordinaire* d'une population *extra-ordinaire* : les électeurs des "beaux quartiers" en campagne électorale (2006-2008) », *Politix*, n° 106, p. 135-157.

Almond G. A., Verba S., 1963, *The Civic Culture. Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Princeton (États-Unis), Princeton University Press.

Braconnier C., Dormagen J.-Y., 2007, *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieux populaires*, Paris, Gallimard.

Berelson B. R., Lazarsfeld P., McPhee W. N., 1954, *Voting. A Study of Opinion Formation in a Presidential Campaign*, Chicago (États-Unis), University of Chicago Press.

Bourdieu P., 1979, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.

Boy D., Mayer N., 1997, « Les formes de la participation ? », in Boy D., Mayer N. (dir.), *L'Électeur a ses raisons*, Paris, Les Presses de Sciences Po, p. 55-66.

Converse P. E., [1964] 2006, "The nature of belief systems in mass publics (1964)", *Critical Review*, n° 1-3, vol. 18, p. 1-74.

Dalton R., 1984, "Citizen Politics. Public Opinion and Political Parties", in *Advanced Industrial Democracies*, Thousand Oaks (États-Unis), CQ Press.

Dalton R., 2008, *The Good Citizen. How a Younger Generation is Reshaping American Politics*, Thousand Oaks (États-Unis), CQ Press.

Dalton R., Welzel C. (dir.), 2014, *The Civic Culture Transformed. From Allegiant to Assertive Citizens*, New York (États-Unis), Cambridge University Press.

Delannoï G., 2019, *Le tirage au sort. Comment l'utiliser ?*, Paris, Les Presses de Sciences Po.

Delli Carpini M., Keeter S., 1996, *What Americans Know about Politics and Why it Matters*, New Haven (États-Unis), Yale University Press.

Finley M., 2003, *Démocratie antique et démocratie moderne*, Paris, Payot.

Franklin, M., 2004, *Voter Turnout and the Dynamics of Electoral Competition in Established Democracies since 1945*, Cambridge (Royaume-Uni), Cambridge University Press.

- Gaxie D., 1978, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil.
- Goerres A., 2009, *The Political Participation of Older People in Europe*, Londres (Royaume-Uni), Palgrave Macmillan.
- Inglehart R., 1977, *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton (États-Unis), Princeton University Press.
- Inglehart R., 1990, *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton (États-Unis), Princeton University Press.
- Katz E., Lazarsfeld P., 1955, *Personal Influence. The Part Played by People in the Flow of Mass Communications*. Glencoe (États-Unis), Free Press.
- Klingemann H.-D., 1999, "Mapping political support in the 1990s: a global analysis", in Norris P. (dir.), *Critical Citizens. Global Support for Democratic Government*, Oxford (Royaume-Uni), Oxford University Press.
- Lancelot A., 1968, *L'abstentionnisme électoral en France*, Paris, Les Presses de Sciences Po.
- Lau R. R., Redlawsk D. P., 2006, *How Voters Decide. Information Processing during Electoral Campaigns*, Cambridge (Royaume-Uni), Cambridge University Press.
- Manin B., 1995, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy.
- Michelat G., Simon M., 1985, « Les "sans réponse" aux questions politiques », *Pouvoirs*, n° 33, p. 41-56.
- Muxel A., 2001, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Les Presses de Sciences Po.
- Muxel A., 2011, « Introduction. Ou'est-ce que l'âge en politique ? », in Muxel A. (dir.), *La politique au fil de l'âge*, Paris, Les Presses de Sciences Po, p. 15-30.
- Norris P. (dir.), 1999, *Critical Citizens. Global Support for Democratic Government*, Oxford (Royaume-Uni), Oxford University Press.
- Peugny C., 2015, « Pour une prise en compte des clivages au sein des classes populaires. La participation politique des ouvriers et des employés », *Revue française de science politique*, n° 5-6, vol. 65, p. 735-759.
- Rosanvallon P., 2001, *Le sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, Paris, Gallimard.
- Tiberj V., 2017, *Les citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, Presses universitaires de France.
- Tiberj V., 2018, « Le vote décentré ? Renouvellement générationnel et rapport à la participation électorale en France », *Revue française de science politique*, n° 5, vol. 68, p. 821-845.
- Tiberj V., 2020, « Voter ne suffit plus. Renouvellement générationnel, rapport à l'élection et transformation de la participation politique », *Agora débats/jeunesses*, 2020, n° 86, p. 143-159.

Chapitre 7

Trop apathiques ou trop remuants ?

Génération et participation politique

Vincent Tiberj

La France est très souvent vue comme un pays presque ingouvernable, notamment à cause des différents mouvements sociaux capables de paralyser le pays. En 2009, David Cerny avait été missionné par la présidence tchèque de l'Union européenne pour symboliser les différents pays membres dans une sculpture : *Entropa*. L'Allemagne l'était par ses autoroutes, l'Italie par un terrain de football, la Roumanie par un parc Dracula et La France était « en grève ». Cette image n'est pas infondée. En 2018, le président Macron en visite au Danemark a comparé ses hôtes aux Français en qualifiant les premiers de peuple luthérien et les seconds de « Gaulois réfractaires au changement ». Quelques mois plus tard, le président a été confronté au mouvement des Gilets jaunes, exceptionnel non par son ampleur mais par sa longévité et par la sociologie de ses participants (Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, 2019). À l'automne suivant, c'est un mouvement plus classique contre la réforme des retraites qui s'est exprimé. À peine la France déconfinée, de nombreux citoyens sont descendus dans la rue contre les violences policières en France et aux États-Unis, notamment après la mort d'Adama Traoré et de George Floyd. En résumé, il est banal qu'un gouvernement français, indépendamment de sa couleur politique, soit confronté régulièrement à des mouvements protestataires. Et encore, ce n'est que la face émergée d'une participation citoyenne qui s'exprime à travers bien d'autres canaux (associations, réseaux sociaux, etc.).

Ces mouvements sociaux, ces citoyens qui participent, sont un défi pour la démocratie représentative française, particulièrement parce qu'elle tire sa légitimité du vote et que l'abstention progresse dans toutes les élections, sauf à la présidentielle. De plus, l'abstention touche plus les groupes défavorisés et donne plus de poids aux générations du *baby-boom* plutôt qu'aux générations nées dans les années 1970 et après (Tiberj, 2018 ; Tiberj, 2020). Il est donc essentiel de comprendre qui participe et comment, tant d'un point de vue social que générationnel. Je vais donc m'attacher ici à analyser les dynamiques en termes d'âge et de génération

et ainsi dialoguer avec plusieurs travaux qui interrogent la question de la participation politique.

On peut à grands traits distinguer deux grandes approches qui tentent d'expliquer les évolutions de la participation : la théorie du déclin et la théorie du changement de valeurs. Roberto Stefan Foa et Yascha Mounk (2016 ; 2017) considèrent que nous entrons dans une ère de *democratic deconsolidation* (déconstruction de la démocratie) et que les jeunes générations en seraient le moteur. Ces nouveaux venus seraient moins attachés aux valeurs démocratiques que leurs aînés : « les citoyens sont de moins en moins satisfaits de leurs institutions ; ils sont de plus en plus nombreux à vouloir s'affranchir des institutions et des normes qui ont longtemps été considérées comme des éléments centraux de la démocratie ; et ils sont de plus en plus nombreux à être attirés par des formes de régimes alternatifs » (2017, p. 16, traduction de l'auteur). La théorie du déclin se retrouve de manière moins structurée dans le travail de nombreux chercheurs qui analysent par exemple la montée de l'abstention comme le symptôme d'une crise civique.

D'autres chercheurs proposent une explication différente. Pour Ronald Inglehart (1977 et 1990), le renouvellement générationnel est associé au passage d'une participation dirigée par les élites (par exemple à travers le vote) à une participation qui les conteste. Les citoyens sont de moins en moins enclins à n'être que des supporters, qui suivent les consignes des figures d'autorité et se contentent de la place secondaire qui leur est dévolue en démocratie représentative. Ils aspirent à prendre une part active en politique et contestent notamment la légitimité des figures sociales et politiques à décider à leur place. Pour Pippa Norris (1999), les démocraties contemporaines évoluent vers une *politics of voices* (politique des voix) avec notamment l'émergence de citoyens critiques prompts à protester, mais très impliqués en politique. Russell Dalton (2008) postule le remplacement d'une citoyenneté basée sur le devoir (notamment celui de voter et de rester à sa place) par une citoyenneté de l'engagement. Cliff Zukin (2006) déduit de ses enquêtes que les jeunes citoyens préfèrent désormais s'engager fortement dans leurs communautés. Et une récente étude menée par Jan Zilinsky (2019) démontre qu'indépendamment de leur manière de participer, le soutien des citoyens (et notamment des jeunes citoyens) à la démocratie est loin de s'éroder.

Ce chapitre se situe dans ce débat et entend y prendre part en analysant comment la participation politique évolue en France et particulièrement

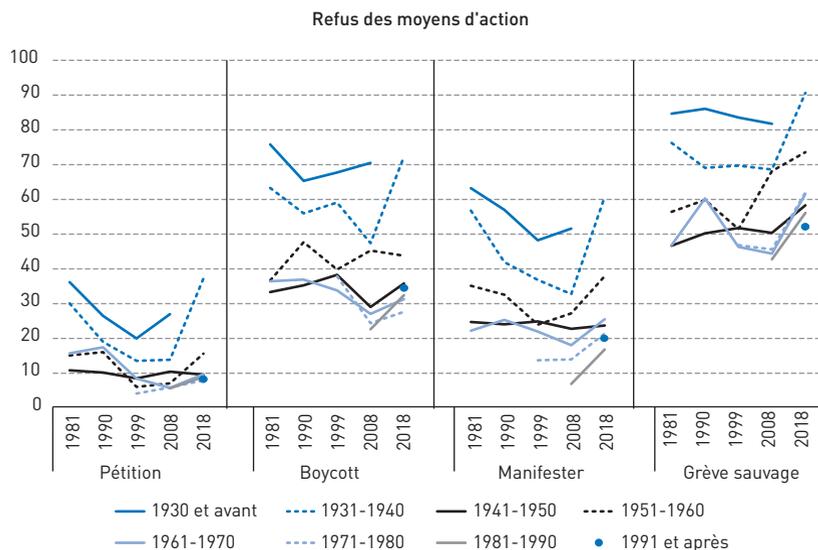
comment les jeunes participent à ces évolutions. Pour ce faire, je traiterai bien sûr des effets de cycle de vie, mais je vais adopter une approche principalement par les cohortes, car à mon sens c'est le facteur le plus important pour rendre compte des évolutions hexagonales. On verra qu'il existe bien des effets de moratoire politique (Muxel, 2001) et des effets de carrière (ou cycle de vie) (Goerres, 2009), mais le facteur le plus important reste les évolutions générationnelles. En cela, je rejoins Ronald Inglehart (1977 et 1990), Maria T. Grasso (2016) ou Russell Dalton (2017) sur l'importance des cohortes, y compris face aux effets de période ou d'âge. En revanche, je pense que la distinction bien connue qu'Inglehart a formulée entre matérialistes et postmatérialistes¹ n'est pas suffisante pour comprendre les dynamiques et les évolutions de la participation politique en France. Elle peut expliquer les différences de comportements entre individus nés avant la Seconde Guerre mondiale et les *baby-boomers*, mais elle est beaucoup moins opérante pour les citoyens nés après, les *post-baby-boomers*, qui comptent désormais pour plus de la moitié des citoyens. Les *pré-baby-boomers* peuvent correspondre à la participation dirigée par les élites ; en cela ils sont aussi des citoyens déférents (Tiberj, 2017). Les *baby-boomers* peuvent se caractériser par un engagement fort et surtout une participation plus protestataire. En cela, on suit Inglehart. Mais on va voir que les *post-baby-boomers* se distinguent des *baby-boomers* tant par leur style de participation que par l'intensité de cette participation. Le plus important est alors de comprendre quelles peuvent en être les causes et les conséquences. Je propose que parmi les *post-baby-boomers*, caractérisés par un niveau global de diplôme particulièrement fort, on trouve beaucoup de citoyens distants (Tiberj, 2017 ; voir aussi le chapitre 5) qui ont développé une relation à la politique et à la participation nourrie par la prudence et la réserve. Résultat, ils ne seraient pas engagés comme ils devraient ou pourraient, mais ils pourraient l'être si le besoin s'en fait sentir. D'autres *post-baby-boomers* pourraient être en rupture avec la participation, y compris le vote, à la différence des autres générations. Cette rupture peut être particulièrement inquiétante, car elle se retrouve parmi les citoyens les moins dotés en capital culturel ou économique et pourrait donc aboutir à accroître les inégalités de représentation en politique.

1. Cet auteur distingue les cohortes nées avant-guerre marquées par les préoccupations matérielles (sécurité, emploi, subsistance) de celles nées pendant les Trente Glorieuses, qui ont bénéficié de cette période d'abondance pour développer d'autres aspirations comme l'expression et la réalisation de soi, mais aussi remettre en question les figures d'autorité religieuse et politique et donc participer plus dans une logique de protestation.

La banalisation de la protestation

L'acceptation et le recours aux formes d'action protestataire ont considérablement progressé en France et ailleurs depuis les années 1970 (Dalton, 2017; Durovic, 2017). En 2018, seulement 12 % des répondants français refusent encore de signer une pétition, 27 % refusent de manifester, 37 % refusent de boycotter et 63 % refusent de participer à une grève illégale. Les écarts avec la France de 1981 sont impressionnants : les taux de refus respectifs étaient alors de 22 %, 42 %, 50 %. Seules les grèves illégales étaient autant condamnées (64 %). Il faut d'ailleurs noter qu'en 2008, les Français étaient autant, sinon plus favorables à ces moyens d'action (Dompnier, 2019). Les niveaux de refus étaient alors au plus bas : 9 %, 23 %, 35 % et 55 %. Ce raidissement entre 2008 et 2018 s'est produit notamment parmi les générations anciennes, nées avant 1940 (voir graphique 1). Il touche à la fois des moyens d'action « banals » comme la pétition ou les manifestations légales et d'autres moyens plus controversés. Néanmoins, le renouvellement générationnel joue toujours un rôle essentiel dans l'acceptation des moyens d'action protestataires et cet impact ne peut être réduit à un effet cycle de vie.

Graphique 1. Le refus des moyens d'action protestataire (1981-2018) [en %]



Source : enquêtes Valeurs 1981, 1990, 2008 et 2018.

Lecture : en 2018, 37 % des personnes nées entre 1931 et 1940 refusent de signer une pétition et 72 % s'opposent au boycott. Les points bleus représentent la cohorte 1991 et après pour laquelle nous n'avons que les données de la vague 2018.

Pour faire simple, plus une cohorte est récente, plus ses membres ont de chances d'accepter la pétition, la manifestation, le boycott ou la grève illégale comme des moyens d'expression légitimes.

À un bout du spectre générationnel, les Français nés avant-guerre sont ceux qui restent les plus réticents en 1981, en 2008 ou en 2018. En 2008, 52 % des individus nés en 1930 et avant refusent de manifester, 70 % font de même pour le boycott et 82 % pour les grèves illégales. Seule la pétition semble acceptable (27 % de refus en 2008, 39 % en 2018). Entre 1981 et 2008, cette génération a été un peu plus ouverte, mais les mouvements sont relativement faibles : au mieux – 12 points de refus pour les manifestations et – 9 pour les pétitions. La génération 1931-1940 est également rétive à la protestation, même si elle l'est moins que leurs aînés et qu'elle avait fini par l'être moins, jusqu'en 2018. Ses taux de refus ont alors retrouvé leurs niveaux de 1981 : 37 % pour la pétition, 72 % pour le boycott, 61 % pour les manifestations et 91 % pour les grèves illégales. Ce mouvement est particulièrement fort dans cette cohorte en comparaison avec le reste des générations. Cela pourrait être un effet dû à l'âge, mais il n'avait pas touché la cohorte des nés en 1930 ou avant en 2008 par exemple. Une autre explication dérive d'un effet de période : ces citoyens pourraient se raidir avec le durcissement des interactions police/manifestants dans les années récentes (par exemple lors des manifestations contre la loi El Khomri²). De fait, la doctrine d'intervention des forces de l'ordre s'est raidie depuis l'état d'urgence de 2015. Sur le terrain, les heurts sont plus nombreux et semblent plus violents, et cela se ressent dans la couverture médiatique des mouvements sociaux (Mouhanna, 2017).

À l'autre bout du spectre, on trouve les *post-baby-boomers* et dans une moindre mesure les *baby-boomers*. Les individus nés après 1961 sont systématiquement les plus ouverts aux formes d'action protestataire, y compris les plus « radicales ». Généralement, une large majorité d'entre eux acceptent la pétition, le boycott et la manifestation, même si ces trois moyens d'action sont un peu moins soutenus en 2018. Même la grève sauvage est soutenue par 38 % à 48 % des membres des cohortes.

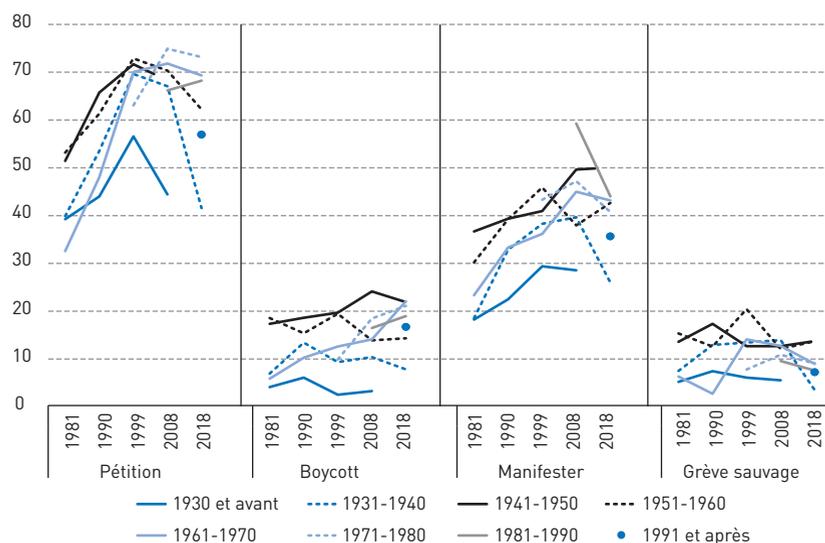
L'acceptation de ces formes d'action est moins prononcée dans la cohorte 1941-1950, comparativement aux *baby-boomers* arrivés après, sans doute parce que cette cohorte est divisée entre des cultures de participation

2. Le mouvement des Gilets jaunes n'entre pas dans la période couverte par l'enquête, puisqu'il a commencé après la fin du terrain d'enquête.

antagonistes, l'une plutôt expressive/protestataire et l'autre plus en phase avec la participation dirigée par les élites. On peut y voir les échos des événements de 1968, qui d'une part ont durablement façonné les modes d'action de certains citoyens (Rossier, Fillieule, 2019), et d'autre part en ont antagonisé d'autres. Il existe sans doute bien des *baby-boomers* qui demeurent dans la culture de déférence caractéristique de la participation dirigée par les élites. D'ailleurs, on peut être frappé par le durcissement de cette cohorte entre 1999 et 2018 notamment sur le rejet la grève sauvage (+ 16 points), alors que la cohorte 1951-1960 reste proche des *post-baby-boomers*.

L'hypothèse du renouvellement générationnel nous paraît la plus pertinente ici, mais on peut voir un effet cycle de vie plus prononcé quand on passe de l'acceptation à la pratique des moyens d'action.

Graphique 2. Recours aux moyens d'action protestataire (1981-2018) [en %]



Source : enquêtes Valeurs 1981, 1990, 2008 et 2018.

Lecture : en 1981, seuls 40% des membres des cohortes 1930 et avant et 1931-1940 avaient déjà signé une pétition. Les points bleus représentent la cohorte 1991 et après pour laquelle nous n'avons que les données de la vague 2018.

Certains moyens d'action sont utilisés plus souvent que d'autres. La pétition est très utilisée et dans beaucoup de cohortes puisqu'environ 70 % des membres des cohortes 1951-1960, 1961-1970, 1971-1980 et 1981-1990 déclarent avoir signé au moins une pétition dans leur vie. La

manifestation a été moins pratiquée, mais elle l'a été par au moins 40 % des citoyens nés après 1950, tandis que le boycott reste relativement rare dans l'Hexagone (au mieux 10 % à 20 % parmi les cohortes qui l'ont le plus pratiqué). Les grèves sauvages restent marginales.

On ne retrouve pas exactement la même hiérarchie entre cohortes quand on compare l'usage et l'acceptation des moyens d'action. Logiquement, comme elles refusent les moyens d'action protestataire, les personnes interrogées nées avant 1941 sont aussi celles qui les pratiquent le moins. En 1981, ils n'étaient que 40 % à avoir signé au moins une fois une pétition, 10 % à avoir boycotté et 20 % à avoir manifesté. Entre 1981 et 2008 leur usage s'est un peu banalisé (56 % de pétitionnaires et 30 % de manifestants) avant de rechuter en 2018³. Les *baby-boomers* se distinguent de leurs aînés par leur usage répandu des moyens d'action protestataire. Ainsi, leur recours à la pétition et à la manifestation a progressé dans le temps pour atteindre 70 % d'usage de la pétition à partir de 1999 et entre 40 % et 50 % d'usage de la manifestation.

En revanche les *post-baby-boomers* ne dépassent pas les *baby-boomers*, et cela constitue une première déviation (mais pas la dernière) avec la théorie et les postulats de Ronald Inglehart. Ce dernier associe l'accroissement du niveau de diplôme à la montée de l'intérêt pour la politique et de la participation contestant les élites. On a vu dans le chapitre 5 que ce lien ne fonctionne pas comme la théorie le suppose dans les cohortes *post-baby-boom*. Le même phénomène se reproduit sur l'usage des moyens d'action protestataire. Comme le niveau d'éducation a considérablement progressé, on aurait dû voir plus et non pas autant de protestations dans ces cohortes récentes. À part pour la cohorte 1981-1990 en 2008, à cause du mouvement contre le contrat première embauche (CPE), ce n'est pas le cas.

Une partie de ces résultats peut s'expliquer par un effet cycle de vie. L'utilisation des formes d'action protestataire dépend bien sûr de leur légitimité et de leur acceptation globale, mais renvoie aussi à une question d'opportunité : des mouvements sociaux doivent être en cours, les individus doivent être encouragés à participer par des associations, des syndicats, des collectifs ou des acteurs politiques (Verba *et al.*, 1995). Ces facteurs d'opportunité sont assimilables à des effets de carrière, mais aussi des

3. Logiquement on ne devrait pas voir de déclin dans l'utilisation de ces moyens d'action puisqu'on demande aux répondants s'ils l'ont pratiqué au moins une fois dans leur vie. Cela en dit long sur la mémoire des répondants et les possibles biais de question.

effets de période. On retrouve là l'effet du mouvement anti-CPE sur les jeunes de 2008 ou de la période 1968 sur l'engagement des *baby-boomers*. Ces citoyens nés dans les années 1940 et 1950 sont arrivés à l'âge adulte dans une période de forte mobilisation sociale et cela s'en est ressenti sur l'ensemble de leur carrière (particulièrement la cohorte 1951-1960). Pour celles et ceux qui arrivent à un moment où les mouvements sociaux sont moins forts, la connexion avec les modes d'action protestataire risque de se faire beaucoup plus tard. De ce point de vue il existe un effet de carrière : les cohortes qui ont désormais entre 30 et 60 ans ont eu de fait plus de possibilités de se mobiliser que les cohortes 1991 et après et 1981-1990. De surcroît, avec la carrière, le nombre d'occasions de se mobiliser augmente. Peut-être va-t-on assister à une montée en puissance de l'usage du boycott, de la pétition et de la manifestation à mesure que les membres des cohortes les plus récentes vont vieillir et être confrontés à de nouvelles opportunités de mobilisation. Mais il faudra attendre la prochaine vague de l'enquête Valeurs.

Cet effet de carrière est très visible quand on compare par exemple la cohorte 1961-1970 en 1981 et 1990. Ses membres étaient en retard par rapport à leurs aînés en 1981 : 32,5 % avaient signé une pétition et 23,5 % avaient manifesté contre 51,5 % et 36,5 % pour la cohorte 1951-1960. Sans doute que leurs années de jeunesse avaient été moins favorables à la mobilisation que les années 1960 et 1970 qu'avaient connues leurs aînés immédiats. À mesure qu'ils ont vieilli, dès 1999, les membres de la cohorte 1961-1970 ont cependant rattrapé leurs aînés. L'écart entre les deux cohortes a ainsi diminué de 13 points à 6 points s'agissant de la manifestation par exemple. On retrouve le même phénomène pour la cohorte 1971-1980 : en 1999, ses membres se trouvaient à des niveaux similaires à leurs homologues nés avant-guerre. Dix-huit ans plus tard, la cohorte 1971-1980 est l'une de celles qui comptent le plus de pétitionnaires (73 %) ou de boycotteurs (21 %). Cette génération est donc aussi expressive et mobilisée que celles qui l'ont précédée. Autrement dit, la jeunesse de 2018 (les cohortes 1981-1990 et 1991 et après) peut apparaître moins participante, mais cela peut effectivement tenir à un effet de période moins mobilisateur en termes de conflits sociaux. À l'avenir, elle peut donc aussi se mobiliser. Enfin, il semble que les répondants ont oublié de mentionner les défilés « Je suis Charlie » comme des manifestations.

Pour résumer, les moyens d'action ont considérablement gagné en légitimité depuis les années 1980, d'abord parce que plus une cohorte est récente, plus ses membres considèrent comme banals ces moyens d'action et ensuite parce

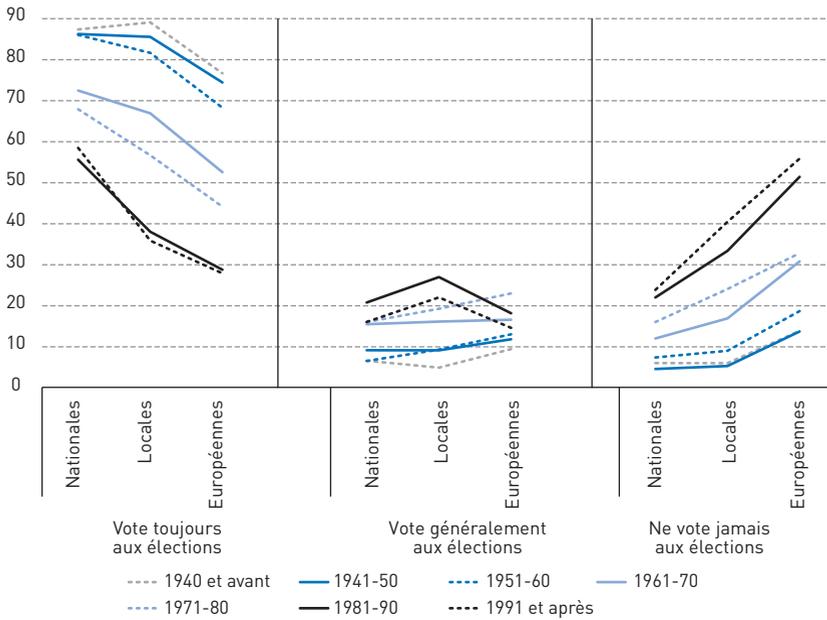
que les citoyens déjà là, ceux qui appartiennent aux cohortes anciennes, ont progressivement accepté certains d'entre eux. Ensuite, les plus rétifs restent les électeurs nés avant-guerre, tandis que les *baby-boomers* sont divisés (certains les mobilisent, d'autres les rejettent) et que les post-*baby-boomers* les acceptent plus qu'ils ne les pratiquent (pour l'instant). Parmi eux, les plus jeunes sont parmi les plus nombreux à les accepter, mais pour des questions d'opportunité (et donc de carrière), ils ne sont pas toujours les plus pratiquants. Nous allons maintenant nous concentrer sur le mode d'action de la participation conventionnelle (Milbrath, 1965) par excellence : le vote.

Le décentrement du vote

Le vote est souvent considéré comme en déclin, et la montée de l'abstention vue comme une crise civique (ou plus récemment comme une grève civique) susceptible de mettre en danger la démocratie représentative. Il faut cependant rappeler qu'en France comme ailleurs, le vote est sans doute l'un des moyens de participer les plus répandus. Au premier tour des élections municipales de 2020, en pleine crise sanitaire (COVID-19), près de vingt millions de Français se sont déplacés aux urnes, malgré les risques. Il faut mettre ce résultat en miroir avec les plus grandes manifestations qu'a connues la France depuis la Libération : un million et demi de personnes auraient participé aux marches « Je suis Charlie ». Pendant longtemps, la participation électorale en France a donc été conventionnelle et électorale. Mais ici aussi le renouvellement générationnel est en train de changer la donne.

L'enquête Valeurs de 2018 a enfin pris en compte la dimension électorale dans son questionnaire. Elle le fait de manière novatrice. La question est particulièrement riche et intéressante : il est demandé aux répondants s'ils votent « toujours », « souvent » ou « jamais » à trois types d'élections : locales, nationales et européennes. Cette manière de poser la question de la participation et de l'abstention mixe sans doute deux dimensions : l'une qui renvoie effectivement au comportement des répondants lors de ces scrutins et l'autre qui renvoie à l'attachement individuel à la norme civique. Certaines personnes surdéclarent vraisemblablement leur participation parce qu'ils veulent apparaître comme de « bons citoyens » aux yeux des intervieweurs ou parce qu'ils considèrent que le vote est avant tout un devoir civique. Ce biais se retrouvera sans doute dans les cohortes de la culture de déférence, c'est-à-dire les cohortes anciennes.

Graphique 3. Les cohortes et leur relation au vote en 2018 (en %)



Source : enquête Valeurs 2018.

Lecture : 12% des personnes de la cohorte 1961-1970 et 15% de ceux de la cohorte 1971-1980 disent ne jamais voter aux élections nationales.

Ne disposer que d'un point dans le temps (cette vague d'enquête) rend *a priori* impossible la distinction entre effet d'âge, de cohorte ou de période. Néanmoins, les résultats de l'enquête Valeurs sont cohérents avec les résultats globaux de participation et avec ceux que j'ai pu obtenir soit à partir d'un cumul d'enquêtes électorales (Tiberj, 2017), soit avec les enquêtes sur la participation de l'INSEE (Tiberj, 2018). Ainsi, les élections les plus mobilisatrices sont souvent les élections nationales (notamment les présidentielles), puis les élections locales et enfin, en dernier, les élections européennes. Surtout, j'ai pu montrer qu'au-delà des effets d'âge, les effets de générations sont particulièrement forts : plus une génération est récente, plus son lien au vote est intermittent. Les cohortes anciennes votent régulièrement, à toutes les élections, tandis que les cohortes post-*baby-boom* se déplacent à certaines élections (les présidentielles notamment), mais pas forcément aux autres : leur vote n'est plus systématique et dépend de plus en plus du contexte et des enjeux de l'élection. À partir des élections présidentielles et législatives, j'ai ainsi pu montrer qu'en 2017, parmi les inscrits nés en 1988 et après, 60% sont des

électeurs intermittents et 16 % des électeurs constants. Dans la cohorte 1978-1987, ils sont respectivement 60 % et 24 % ; dans la cohorte 1968-1977, 56 % et 34 % contre 39 % et 50 % dans la cohorte 1938-1947 par exemple (Tiberj, 2020). L'intermittence peut être liée aux années du moratoire politique, mais elle est encore plus liée au renouvellement générationnel.

Les données de l'enquête Valeurs corroborent ce résultat. Environ 85 % des répondants nés avant 1960 disent se déplacer systématiquement pour les élections nationales ; ils sont à peu près autant pour les élections locales et entre 68 % (pour la cohorte 1951-1960) et 78 % (pour la cohorte 1940 et avant) disent faire de même aux élections européennes. Les choses sont très différentes pour les jeunes cohortes. Parmi les électeurs nés en 1980 ou après, seulement 56 % à 59 % d'entre eux disent voter systématiquement aux élections nationales. Entre 36 % et 38 % font de même pour les élections locales et moins de 30 % pour les élections européennes. Parallèlement, la proportion d'abstentionnistes systématiques progresse avec le renouvellement générationnel : aux élections nationales, seulement 4 % à 7 % des électeurs nés avant 1961 disent ne jamais voter, mais c'est le cas de 12 % des membres de la cohorte 1961-1970, de 15 % dans la cohorte 1971-1980 et de 25 % des électeurs nés après 1980⁴. C'est encore plus fort pour les autres élections : plus de 50 % des électeurs nés en 1981 ou après disent ne jamais voter aux élections locales et européennes contre 30 % de ceux nés dans les années 1960 ou 1970 et moins de 20 % parmi les cohortes les plus anciennes.

Pour comprendre ces évolutions, il faut rappeler que le vote ne veut plus dire la même chose pour les différentes cohortes. Les générations nées avant-guerre et sans doute une partie des *baby-boomers* sont dans la culture du vote de devoir (Dalton, 2008), d'où leur assiduité aux urnes. Dans les cohortes récentes, le vote n'a plus la même importance, soit parce qu'il ne suffit plus, soit parce qu'il n'est pas forcément le meilleur moyen pour se faire entendre. On peut aussi craindre que n'ait plus lieu, dans certaines parties de l'électorat jeune, cette mobilisation vers le vote qui permettait de s'exprimer malgré des dispositions sociales à l'abstentionnisme. On va revenir sur cette question des inégalités dans la suite de ce chapitre.

4. Ce niveau n'est pas corroboré par les enquêtes sur la participation électorale de l'INSEE, mais rend sans doute compte d'une représentation que se font ces électeurs de leur comportement électoral.

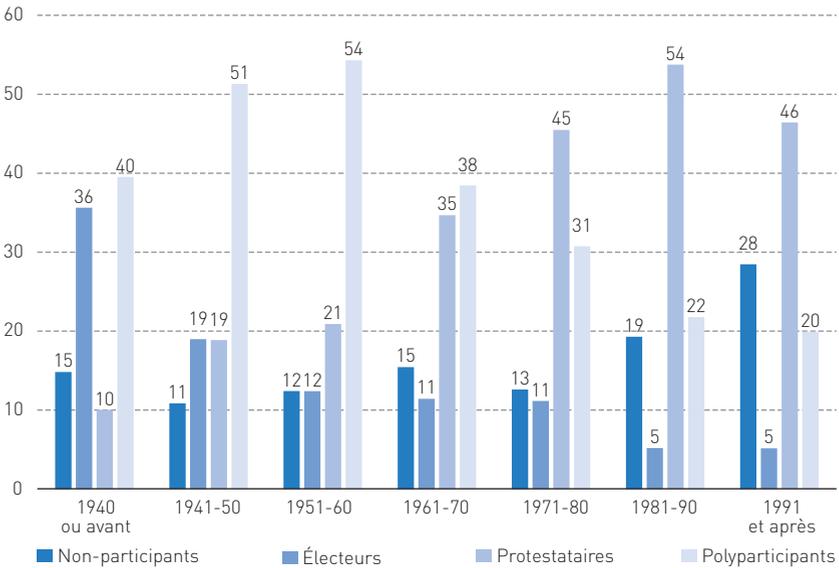
L'évolution du répertoire d'action de la participation

J'ai construit une typologie qui vise à synthétiser la manière dont les répondants participent aujourd'hui. J'ai distingué deux dimensions, qui recouvrent la distinction classique entre participation conventionnelle (le vote) et non conventionnelle (la protestation) de Lester W. Milbrath (1965) sans pour autant reprendre le contenu normatif qui lui était associé. Ces dimensions ont été présentées comme opposées par les premiers chercheurs sur la participation, mais cette distinction est depuis longtemps caduque, ou tout au moins renvoie à des conceptions socialement, politiquement et générationnellement situées s'agissant de ce qui est une bonne ou une mauvaise manière de participer. Pour Milbrath, la participation protestataire était dangereuse pour les équilibres et la démocratie représentative. On retrouve cette conception chez certains électeurs ou responsables politiques encore aujourd'hui. Mais de nombreux chercheurs, à commencer par Samuel H. Barnes et Max Kaase (1979), ont depuis montré que participer institutionnellement ou hors des institutions pouvait constituer les deux faces d'une même pièce, notamment quand ils se sont penchés sur les comportements des *baby-boomers* et, en particulier, de leur frange progressiste. De plus, ma distinction permet aussi de rendre visible le hiatus entre participation dirigée par les élites (le vote) et participation contre les élites (Inglehart, 1990). Certains votent parce qu'on leur demande et pour se remettre entre les mains des élites (Gaxie, 1978; Bourdieu, 1979) et d'autres parce qu'ils veulent s'exprimer. Parfois, on peut penser que des post-*baby-boomers* en disent peut-être plus en s'abstenant (l'abstention « dans le jeu » d'Anne Muxel [2007]) que certains électeurs qui se sont rendus aux urnes. En résumé, cette typologie renvoie à des cultures de la participation différentes entre générations et mesure la place que les citoyens occupent en démocratie.

Empiriquement, la dimension électorale opère une distinction entre les électeurs constants et les autres. Pour la dimension protestataire, j'ai différencié les répondants qui ont au moins une fois signé une pétition ou participé à une manifestation de ceux qui ne l'ont jamais fait.

On se retrouve donc avec quatre types : les « non-participants » qui ne votent pas systématiquement et n'ont jamais protesté ; les « électeurs », qui votent systématiquement, mais s'abstiennent de protester ; les « protestataires » qui au mieux votent épisodiquement, mais ont déjà protesté ; les « polyparticipants » qui votent systématiquement et ont déjà protesté.

Graphique 4. Les répertoires de participation entre générations



Source : enquête Valeurs 2018.

Lecture : dans la cohorte des personnes nées en 1940 ou avant, 40% sont des polyparticipants et 36% des électeurs.

Le graphique 4 montre combien les cohortes diffèrent par leurs modes de participation. Focalisons-nous sur les types les plus fréquents dans chaque cohorte. Une majorité de *baby-boomers* sont des polyparticipants : 51 % pour la cohorte 1941-1950 et 54 % pour la cohorte 1951-1960. Les post-*baby-boomers* sont le plus souvent des protestataires (entre 45 % et 54 % de ces cohortes). D'ailleurs on compte 2 à 2,5 fois plus de protestataires dans ces générations que parmi les cohortes nées dans les années 1940 et 1950. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas de polyparticipants, mais ils sont moins nombreux (entre 20 % et 31 %). Enfin, et ce n'est pas un résultat secondaire du point de vue des cultures de participation, les citoyens nés en 1940 ou avant se singularisent par leur très forte proportion d'électeurs. Ils sont presque aussi nombreux que les polyparticipants (36 % contre 40 %) et c'est bien le seul groupe où cette configuration apparaît.

D'autres enseignements apparaissent quand on analyse cette fois les évolutions entre cohortes. Premièrement les purs électeurs déclinent avec le renouvellement générationnel : ils passent ainsi de 36 % des membres de la cohorte née avant 1941 à 19 % dans la cohorte 1941-1950, 10 % dans la

cohorte 1951-1960 et ne sont plus que 5 % dans la cohorte 1981 et après. Parallèlement, le poids des protestataires progresse : ils étaient marginaux parmi les pré-*baby-boomers* (10 %) ; ils comptent pour environ 20 % chez les *baby-boomers* et sont désormais nombreux chez les post-*baby-boomers* (environ un sur deux).

Les non-participants constituent toujours un volant non négligeable d'individus dans chaque cohorte (entre 10 % et 15 %), mais ils s'avèrent particulièrement importants parmi les jeunes électeurs : 19 % dans la cohorte 1981-1990 et jusqu'à 28 % dans la cohorte 1991 et après. Cela pourrait être particulièrement préoccupant pour les équilibres politiques en France. Ces non-participants se comptent plutôt parmi les moins diplômés et particulièrement parmi les jeunes non-diplômés : 51 % des jeunes qui ont quitté l'école avant 18 ans sont dans ce cas. Doit-on y voir un risque que ces jeunes restent durablement hors de la participation politique, donc des radars des responsables politiques et sociaux ? C'est effectivement une possibilité qu'il faut envisager. Il faut cependant attendre, car cette non-participation peut également être un effet du moratoire politique, ou s'expliquer par l'absence d'opportunités de mobilisation auxquelles les jeunes doivent se confronter pour devenir des participants. Rappelons que dans le modèle de Sidney Verba *et al.* (1995), il doit y avoir rencontre entre des individus avec leurs dispositions cognitives et leurs préférences et des agents de mobilisation : il faut « qu'on » leur propose de se mobiliser (sur le lieu de vie, le lieu de travail ou ailleurs). Cette forte proportion de non-participants peut donc aussi être la conjonction d'un effet traditionnel de cycle de vie et d'un effet de période moins propice à la mobilisation. En tout cas, pour l'heure, ils restent moins participatifs que leurs aînés.

La culture de la participation dirigée par les élites (essentiellement les électeurs) reste donc répandue dans la cohorte née avant-guerre, mais elle est déjà plus faible, voire marginale, dans celles qui suivent. Avec le renouvellement générationnel, elle va sans doute disparaître et être remplacée par d'autres manières de prendre part à la politique : les *baby-boomers* et une partie de leurs puînés mobilisent l'ensemble des moyens d'action à leur disposition et nombre de post-*baby-boomers* sont d'abord des protestataires et, au mieux, ils ne pratiquent l'acte de vote que de manière épisodique. Il y a de grandes chances que cette culture de participation se maintienne puisque certains de ces protestataires sont désormais proches de la cinquantaine. Ces évolutions s'inscrivent dans les transformations de la citoyenneté évoquées dans le chapitre précédent.

On ne doit donc pas voir la montée en puissance des protestataires comme une rupture avec la politique, mais sans doute bien comme une demande de transformation de cette même politique.

Tableau 1. Les logiques sociopolitiques des répertoires de participation

	Modèle A			Modèle B		
	Non-participants	Protestataires	Poly-participants	Non-participants	Protestataires	Poly-participants
Cohorte						
1940 ou avant	,91	,39***	,49***	,94	,37***	,48***
1951-1960	2,15**	1,42	1,40	2,17**	1,63	1,51
1961-1970	3,04***	3,43***	1,23	3,22***	4,15***	1,30
1971-1980	2,36**	3,46***	,71	2,28**	4,11***	,79
1981-1990	9,18***	10,44***	1,29	9,36***	12,65***	1,46
1991 et après	8,85***	5,15***	,84	8,87***	6,17***	,87
1941-1950 (réf.)						
Genre						
Femme	,97	1,14	1,43**	,96	1,12	1,36**
Homme (réf.)						
Revenu en quintile						
2	,90	,99	1,22	,92	1,00	1,25
3	,70	,76	1,27	,711	,81	1,36
4	,76	,77	1,48	,73	,82	1,63*
5 ^e quintile	1,19	,71	1,62	1,27	,80	2,07**
1 ^{er} quintile (réf.)						
Diplôme						
Secondaire	1,09	1,76*	1,30			
Baccalauréat	,63	2,17**	1,73*			
Supérieur	,91	2,67***	2,85***			
Sans/primaire (réf.)						
Intérêt politique						
i ++	,39**	1,22	5,19***			
i +	,36***	1,01	2,05***			
i-	,54***	1,07	1,54**			
i- (réf.)						

	Modèle A			Modèle B		
	Non-participants	Protestataires	Poly-participants	Non-participants	Protestataires	Poly-participants
Gauche/droite						
Centre/NSP	,93	,58**	,50***	,96	,57**	,45***
Droite	,83	,48***	,43***	,78	,48***	,41***
Gauche (réf.)						
Type de citoyenneté						
Sophistiqué				,26***	1,48	3,62***
Autodidacte				,73	1,24	1,74**
Distant				,86	1,66**	1,65**
Ordinaire (réf.)						
Constante	,98	1,00	1,38	,74	1,34	2,26
R2 :	14%			13%		

Source : enquête Valeurs 2018.

Lecture : sont ici reproduits des rapports de chance et leur niveau de significativité. Un rapport de 1 signifie que le groupe testé a autant de chances que le groupe de référence de s'intéresser à la politique par exemple. Un rapport inférieur à 1 qu'il a moins de chances (par exemple 0,5 implique deux fois moins de chance), un rapport supérieur à 1, qu'il a plus de chances que le groupe de référence (2 implique qu'il a deux fois plus de chances). Les niveaux de significativité sont les suivants : *** p < 0,01 (très significatif), ** p < 0,05 (assez significatif), * p < 0,10 (faiblement significatif). Le modèle A prend en compte le diplôme et l'intérêt pour la politique en plus des autres variables indépendantes. Le modèle B utilise le type de citoyenneté (chapitre 6).

Comment ces types de participation sont-ils liés aux inégalités socio-politiques et aux types de citoyenneté ? Dans quelle mesure les effets cohortes ne sont-ils pas des effets de composition, notamment en matière de diplôme ?

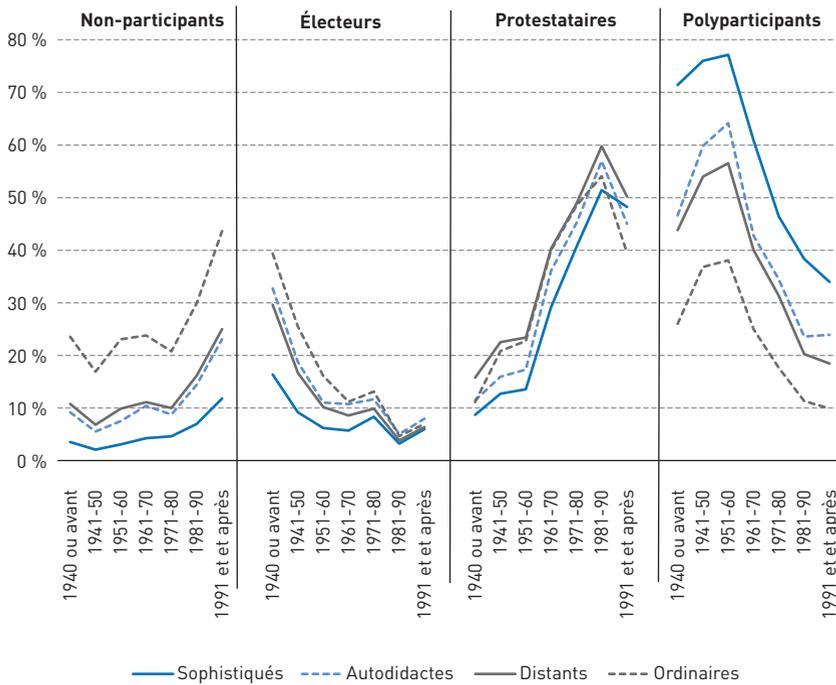
Il y a lien significatif entre type de participation et type de citoyenneté. Commençons par examiner la gradation entre non-participants et polyparticipants. Les citoyens ordinaires⁵ ont de grandes chances d'appartenir au premier groupe et les citoyens sophistiqués au second ; les autodidactes ont plus de chances de faire partie des polyparticipants

5. Cette typologie est présentée dans le chapitre 6. Les citoyens ordinaires se caractérisent par un faible niveau de diplôme et pas d'intérêt pour la politique, les citoyens sophistiqués par un fort niveau de diplôme et d'intérêt pour la politique, les autodidactes par un faible niveau de diplôme mais un fort intérêt pour la politique et les citoyens distants par un fort niveau de diplôme mais un faible intérêt pour la politique.

et les citoyens distants se trouvent parmi les non-participants, mais avant tout chez les protestataires et les polyparticipants. Il y a également un lien entre positionnement politique et type de participation : se placer à gauche induit une plus grande affinité avec les types de participation qui incluent la protestation (protestataires et les polyparticipants), alors qu'à droite, ces types sont rejetés au profit des électeurs.

Les cohortes ont un impact toutes choses égales par ailleurs, y compris quand on prend les variables sociologiques classiques, ce qui implique que leur impact sur les types de participation ne peut être réduit à un effet de composition. On s'en doutait et c'est donc confirmé, la théorie de la mobilisation cognitive de Ronald Inglehart n'est pas vérifiée. On peut le déduire des coefficients associés aux non-participants. En comparaison avec la cohorte 1941-1950, les chances pour être dans cette catégorie sont 2 à 3 fois supérieures pour un membre des cohortes 1951-1960 et 1961-1970, et 9 fois supérieures dans les cohortes 1981-1990 et 1991 et après. Traduis différemment, s'ils s'étaient comportés comme leurs aînés, ces *post-baby-boomers*, à sexe, revenu et diplômes égaux, auraient dû être beaucoup plus participants, quels que soient les répertoires de cette participation. L'autre leçon à tirer est celle d'un éloignement confirmé entre les *post-baby-boomers* et le vote. C'est visible sur les coefficients des cohortes significatifs entre les protestataires et les électeurs (qui constituent la modalité de référence de la variable dépendante). Comparés aux membres de la cohorte 1941-1950, les répondants nés entre 1961 et 1980 ont 3,5 fois plus de chances d'être protestataires plutôt qu'électeurs, ceux nés dans les années 1980 jusqu'à 12 fois plus et ceux nés dans les années 1990, 6 fois plus. En résumé, dans les cohortes anciennes, on ne proteste pas et quand on s'exprime politiquement, c'est à travers le vote uniquement, alors que dans les nouvelles générations, ou on ne participe pas ou on proteste ou on utilise l'ensemble des moyens disponibles pour s'exprimer.

Graphique 5. Répertoires de participation par cohorte et type de citoyenneté



Source : enquête Valeurs 2018.

Lecture : sont ici reproduites les probabilités prédites par le modèle de régression avec les types de citoyenneté. Par exemple, un citoyen ordinaire né en 1940 ou avant a 23% de chances d’être non-participant et 40% de chances d’être électeur.

Analyser simultanément les probabilités prédites des répertoires de participation selon les cohortes et les types de citoyenneté permet d’aller plus loin sur certains points. Premièrement, la nature spécifique du vote s’éclaire. Généralement dans les débats publics, l’abstention est considérée au mieux comme un retrait de la vie civique alors que le vote serait le signe d’une implication forte dans la vie de la cité favorable à l’intérêt général. Quand on se penche sur le groupe des électeurs, c’est moins clair. On trouve ce type de participant d’abord parmi les citoyens ordinaires nés dans la première moitié du xx^e siècle : si on est un citoyen ordinaire né en 1940 ou avant, on a 11% de chances d’être protestataire, 23% de chances d’être non-participant, 27% d’être polyparticipant, mais 40% d’être un électeur. Ils se distinguent à la fois du reste des membres de leur cohorte, mais aussi des post-*baby-boomers* qui partagent les mêmes caractéristiques en termes de compétence politique. Parmi les citoyens

sophistiqués de la même cohorte, la probabilité d'être électeur n'est que de 18 % (mais celle d'être polyparticipant atteint 71 %) et elle est de 12 % pour les *post-baby-boomers* ordinaires nés dans les années 1970 par exemple. Cette spécificité des citoyens ordinaires plus âgés se comprend si on réfléchit à ce que le vote exprime. On le présente souvent comme un choix informé et l'expression de préférences, mais on oublie aussi qu'il peut être le produit d'un appel aux urnes de la part des élites politiques et de l'acceptation et la déférence des citoyens qui l'exercent.

Les *post-baby-boomers*, et parmi eux les plus jeunes, indépendamment de leur relation à la politique, s'avèrent très différents de leurs homologues plus âgés. Les citoyens sophistiqués nés après 1960 et encore plus ceux nés dans les années 1980 sont de moins en moins connectés avec le vote : la probabilité d'être polyparticipant dépasse les 70 % chez les sophistiqués nés avant 1961, mais elle n'est plus que de 61 % dans la cohorte 1961-1970, 46 % dans la cohorte 1971-1980, 38 % et 33 % dans les cohortes 1981-1990 et 1991 et après. Ces citoyens sophistiqués nés après les années 1970 ont autant de chances d'être polyparticipants que les citoyens ordinaires des cohortes 1941-1950 et 1951-1960. Les chances d'être des électeurs ont également considérablement baissé dans les cohortes récentes indépendamment du type de citoyenneté et sont inférieures à 5 %, alors que la probabilité d'être protestataire dépasse les 50 % dans la cohorte 1981-1990. D'ailleurs, si les jeunes citoyens sophistiqués sont de moins en moins polyparticipants et de plus en plus protestataires, c'est bien parce que le vote se décentre. Ils sont intéressés par la politique, ils disposent des compétences cognitives et ils votent de manière intermittente. Considérer la montée de l'abstention comme un retrait de la politique est donc impropre. Pour ces citoyens, voter ne suffit plus et sans doute préfèrent-ils utiliser d'autres moyens d'action pour se faire entendre.

Enfin, il faudra suivre de près les évolutions des non-participants parmi les cohortes les plus jeunes. Que les citoyens ordinaires nés dans les années 1990 aient 45 % de chances de ne participer ni par le vote ni par la manifestation ou la pétition est préoccupant. Cependant, reste encore la question du cycle de vie et d'un effet période. Si dans dix ans on constate que la non-participation perdure dans ce groupe, les inégalités sociopolitiques se seront aggravées en France.

Conclusion

Generations matter quand on veut comprendre l'évolution de la participation et de la non-participation en France, mais aussi ses logiques sous-jacentes. La participation électorale reste forte parmi les générations anciennes, mais cela en dit plus sur leur culture du vote et de la citoyenneté que sur un attachement et une implication forte en politique. Les citoyens nés avant-guerre votent beaucoup, mais d'abord par devoir et déférence. Les jeunes nés dans les années 1980 et après votent moins souvent, mais d'abord parce que les appels aux urnes les convainquent moins, alors même qu'ils sont beaucoup mieux armés cognitivement pour jouer leur rôle de citoyens et que certains restent intéressés par la politique.

On peut synthétiser les résultats par un triptyque. Premièrement, les *pré-baby-boomers* sont conformes à la participation dirigée par les élites d'Inglehart. Deuxièmement, les *baby-boomers* comptent un nombre important de participants contre les élites, et utilisent pour ce faire le bulletin, la rue ou le stylo. Troisièmement, les *post-baby-boomers* s'en distinguent parce que beaucoup sont des citoyens distants qui gardent une réserve face à la politique, même s'ils peuvent s'y investir. On compte aussi parmi eux des polyparticipants comme pour les cohortes plus âgées, mais beaucoup restent des votants intermittents et des protestataires.

Les comportements et attitudes de ces *post-baby-boomers* vont donner le ton de la politique française dans les années qui viennent. Les citoyens nés après 1960 comptent déjà pour 57 % de la population, il est donc d'autant plus important de suivre comment ils vont évoluer. On devrait voir encore s'accroître les variations de participation électorale d'une élection à l'autre puisque qu'ils ne votent pas de manière systématique. De même, les modes d'action protestataire devraient se développer encore plus. Il faudra aussi porter une attention particulière aux évolutions des inégalités sociopolitiques. On a pu constater des interactions fortes entre renouvellement générationnel et inégalités de genre, de diplômes ou de revenus. Dans certains cas, les inégalités se réduisent, par exemple en matière de genre (Durovic, 2017). Mais dans d'autres, elles pourraient bien se renforcer. Une grande majorité des générations qui viennent ont les moyens cognitifs d'exercer leur citoyenneté grâce à l'élévation du niveau d'éducation. Mais qu'en est-il de celles et ceux qui ont quitté l'école plus tôt ? Qu'en est-il aussi des travailleurs peu qualifiés, des précaires ? Il y a un risque non négligeable qu'ils sortent des radars politiques : n'étant plus soumis au devoir civique, ils votent moins ; évoluant dans

un monde où les syndicats sont de moins en moins présents, ils risquent de manquer des opportunités de mobilisation et de conscientisation dont avaient bénéficié leurs aînés. Si on n'y fait pas attention, on risque bien de ne plus entendre dans la « politique des voix » que les citoyens les moins défavorisés et donc de voir les inégalités de représentation s'accroître (Dalton, 2017). Le mouvement des Gilets jaunes peut être le signe d'un retour dans le jeu politique de ces citoyens silencieux (Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, 2019), mais encore faut-il que ce type de mouvement se reproduise régulièrement.

BIBLIOGRAPHIE

Barnes S. H., Kaase M., 1979, *Political Action. Mass Participation in Five Western Democracies*, Beverly Hills (États-Unis), Sage.

Bourdieu P., 1979, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.

Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, 2019, « Enquêter in situ par questionnaire sur une mobilisation. Une étude sur les Gilets jaunes », *Revue française de science politique*, n° 5-6, vol. 69, p. 869-892.

Dalton R., 2008, *The Good Citizen. How a Younger Generation is Reshaping American Politics*, Thousand Oaks (États-Unis), CQ Press.

Dalton R., 2017, *The Participation Gap. Social Status and Political Inequality*, Oxford (Royaume-Uni), Oxford University Press.

Dompnier N., 2019, « La participation politique : des modalités d'action diversifiées et cumulatives », in Bréchon P., Gonthier F., Astor S. (dir.), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, p. 260-264.

Durovic A., 2017, "A longitudinal analysis of gendered patterns in political action in France: a generational story ?" , *French Politics*, n° 4, vol. 15, p. 418-442.

Foa R. S., Mounk Y., 2016, "The danger of deconsolidation: the democratic disconnect", *Journal of Democracy*, n° 3, vol. 27, p. 5-17.

Foa R. S., Mounk Y., 2017, "The signs of deconsolidation", *Journal of Democracy*, n° 1, vol. 28, p. 5-16.

Gaxie D., 1978, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil.

Goerres A., 2009, *The Political Participation of Older People in Europe*, Londres (Royaume-Uni), Palgrave Macmillan.

Grasso M. T., 2016, *Generations, Political Participation and Social Change in Western Europe*, Abingdon-on-Thames (Royaume-Uni), Routledge.

Inglehart R., 1977, *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton (États-Unis), Princeton University Press.

Inglehart R., 1990, *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton (États-Unis), Princeton University Press.

Milbrath L. W., 1965, *Political Participation. How and Why do People get Involved in Politics?*, Chicago (États-Unis), Rand McNally & Company.

- Mouhanna C., 2017, « État d'urgence, état des lieux : abus de police et usure démocratique », *Sociologie*, n° 4, vol. 8, p. 433-438.
- Muxel A., 2001, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Les Presses de Sciences Po.
- Muxel A., 2007, « L'abstention : déficit démocratique ou vitalité politique ? », *Pouvoirs*, n° 120, p. 43-55.
- Norris P. (dir.), 1999, *Critical Citizens. Global Support for Democratic Government*, Oxford (Royaume-Uni), Oxford University Press.
- Rossier T., Fillieule O., 2019, « Devenir(s) militants. Proposition de méthode pour une exploration des conséquences biographiques de l'engagement des soixante-huitard-e-s français-e-s », *Revue française de science politique*, n° 4, vol. 69, p. 631-683.
- Tiberj V., 2017, *Les citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, Presses universitaires de France.
- Tiberj V., 2018, « Le vote décentré ? Renouvellement générationnel et rapport à la participation électorale en France », *Revue française de science politique*, n° 5, vol. 68, p. 821-845.
- Tiberj V., 2020, « Voter ne suffit plus. Renouvellement générationnel, rapport à l'élection et transformation de la participation politique », *Agora débats/jeunesses*, 2020, n° 86, p. 143-159.
- Verba S., Schlozman K. L., Brady H. E., 1995, *Voice and Equality. Civic Voluntarism in American Politics*, Cambridge (États-Unis), Harvard University Press.
- Zilinsky, 2019, "Democratic deconsolidation revisited : Young Europeans are not dissatisfied with democracy", *Research & Politics* [En ligne], n° 1, vol. 6.
- Zukin C., Keeter S., Andolina M., Jenkins K., Delli Carpini M. X., 2006, *A New Engagement ? : Political Participation, Civic Life, and the Changing American Citizen*, Oxford, Oxford University Press.

Chapitre 8

«Tout est chaos ?»

Prendre position en politique
dans les années Macron

Vincent Tiberj

Depuis l'élection de 2017, les liens entre offre politique et citoyens traversent une période particulièrement troublée. Lors de la présidentielle, Les Républicains (LR) et le Parti socialiste (PS) ont subi un «dégagisme» particulièrement fort, entraînant dans leur chute des figures politiques marquantes comme Nicolas Sarkozy, François Hollande, François Fillon, Alain Juppé et Manuel Valls ou encore Benoît Hamon. Plusieurs commentateurs ont vu aussi dans ces événements le dépassement du clivage gauche/droite. Pourtant, ce trouble dans le lien politique n'est pas cantonné aux «vieux» partis de gouvernement. Les résultats des européennes de 2019 ont d'abord été analysés comme la confirmation d'une restructuration politique autour de La République en marche (LREM) et du Rassemblement national (RN), mais très vite, lors des municipales de 2020, la faiblesse de ces deux organisations lorsqu'il s'est agi de rassembler au-delà de leurs supporters a été mise en évidence. Bien sûr ces élections ont une dimension locale, mais leur incapacité à s'emparer de villes (ou de nouvelles villes) augure de réelles difficultés pour ces deux mouvements qui entendent incarner un nouveau clivage autour des progressistes (ou mondialistes) contre les nationalistes (ou patriotes). Dans un sondage publié en septembre 2020 par IFOP, seulement 32 % des sondés souhaitaient un second tour opposant Marine Le Pen et Emmanuel Macron. Autrement dit, même si LREM et le RN entendent incarner le nouvel axe politique, ce souhait n'est partagé que par une minorité des électeurs.

Pour comprendre où en est la France électorale, un passage par la théorie des ordres électoraux de Pierre Martin (2000) est nécessaire. Pour cet auteur, la vie politique d'un pays s'organise entre périodes de stabilité et périodes de rupture, entre des périodes où «une structure d'enjeux stable et durable façonne les relations entre les partis et le comportement des électeurs» et des périodes de rupture et de réaligement dans lesquelles les nouveaux équilibres électoraux vont émerger. 2017

correspond vraisemblablement à une élection de rupture (Martin, 2017), mais va-t-on pour autant vers des réalignements politiques stables ? Pierre Martin anticipe l'émergence d'un système partisan autour de trois pôles : « démocrate-écosocialiste », « libéral-mondialisateur » et « conservateur-identitaire » (Martin, 2017). Florent Gougou et Simon Persico (2017) postulent l'émergence d'un « quadrille bipolaire » autour de quatre composantes : une première sociale-libertaire (La France insoumise [FI], PS, Europe Écologie – Les Verts [EELV]), une deuxième libérale-autoritaire (LR), une troisième libérale-libertaire (LREM) et une quatrième sociale-autoritaire (RN). Je pense que la situation est pour l'instant beaucoup moins structurée que cela. À mon sens, nous sommes encore dans la phase de reconfiguration et plusieurs scénarios et surtout plusieurs logiques de réorganisation idéologique sont encore possibles : autour des valeurs sociales ou libérales, autour des valeurs de tolérance ou de conservatisme culturel, autour des frontières, autour des enjeux écologiques. Face à ces lignes potentielles de clivage, les organisations politiques sont en train de se situer les unes par rapport aux autres, mais c'est aussi le cas des électeurs. Je fais l'hypothèse que les réalignements n'ont pas encore eu lieu, et que cela se ressent sur les électeurs.

Il est alors d'autant plus important d'analyser ces évolutions à travers le prisme de la jeunesse et du renouvellement générationnel. Le vieux monde politique résiste-t-il dans les générations qui l'ont connu ? Les jeunes générations ont-elles dépassé le clivage gauche/droite ? Se rallient-elles aux « nouvelles organisations » ? Les identités politiques des électeurs nés avant-guerre, pendant le *baby-boom* ou après, se fondent-elles sur des valeurs et des logiques de valeurs différentes ? Ce sont là certaines des questions que l'on va aborder dans ce chapitre, d'abord en revenant sur le positionnement gauche/droite, puis en traitant de son évolution depuis 2008, ensuite on se penchera sur le lien entre positionnement politique et valeurs, avant de se focaliser sur le lien aux partis politiques de 2018.

Montée des non-alignés et recul de la gauche : leçons de 2018 et 2008

Le clivage gauche/droite est-il dépassé ? On va essayer de le vérifier, mais rappelés déjà à la suite de deux ouvrages récents (Le Digol, 2018 ; Mossuz-Lavau, 2020) que cette annonce a régulièrement été faite lors des deux derniers siècles. La citation suivante est caractéristique de ces actes de décès répétés : « Depuis le commencement de la Révolution jusqu'à

ces derniers temps, les hommes qui siégeaient sur les bancs de la gauche se sont montrés les défenseurs vigilants du principe de liberté, tandis qu'à l'extrémité opposée, les membres de la droite défendaient plus particulièrement le principe du pouvoir. Mais, depuis quelque temps, sans doute par un effet de cette anarchie intellectuelle et morale qui divise les esprits et les cœurs, ces anciennes divisions ont beaucoup perdu de leur valeur. » Elle a été relevée par Janine Mossuz-Lavau dans un *Dictionnaire politique* édité en 1842. Quand on reprend l'enquête Valeurs de 2018, l'annonce du dépassement est pour le moins prématurée.

Tableau 1. Le positionnement gauche/droite en 2018

Nés en	Gauche (1-4)	Centre (5)	Droite (6-10)	SR/NSP
1940 ou avant	16	20	47	17
1941-1950	22	26	38	15
1951-1960	32	25	26	17
1961-1970	24	23	30	22
1971-1980	26	35	24	15
1981-1990	26	26	26	22
1991 et après	28	25	23	23
Ensemble	26	26	29	19

Source : enquête Valeurs 2018.

Lecture : parmi les personnes nées en 1940 ou avant, 16 % se positionnent à gauche et 47 % à droite. On demande aux répondants de se placer sur une échelle de 1 à 10.

Deux phénomènes méritent l'analyse dans le tableau 1 : d'une part le non-placement et d'autre part les équilibres gauche/droite.

Se placer à gauche ou à droite a encore un sens pour beaucoup de Français, mais clairement pas pour tous. Parmi eux, 19 % ne souhaitent pas répondre ou disent ne pas savoir, et 26 % utilisent la modalité de réponse centrale pour se situer. On sait depuis Émeric Deutsch, Denis Lindon et Pierre Weill (1966) que « les vrais centristes », au sens de proches d'un parti du centre et d'une idéologie qui se veut à équidistance de la gauche et de la droite (ou plus récemment « et de gauche et de droite »), ne sont qu'une minorité. Parmi les utilisateurs de la case centrale, on trouve d'abord des répondants « ni de gauche ni de droite », qui rejettent les deux camps et les partis du centre, ainsi que nombre d'individus qui ne savent où se

placer¹. Au total, on pourrait donc considérer que 45 % des répondants à un titre ou à un autre refusent la gauche et la droite ou ne peuvent se classer dans ces catégories. Par souci de lisibilité, on cumulera dans la suite de ce chapitre les catégories du centre et sans réponse.

D'un point de vue générationnel, les plus jeunes semblent encore plus concernés que leurs aînés, mais il est difficile de considérer que cette situation est l'une de leur spécificité : 49 % des individus nés en 1991 ou après et 48 % des membres de la cohorte 1981-1990 ne se placent ni à gauche ni à droite.

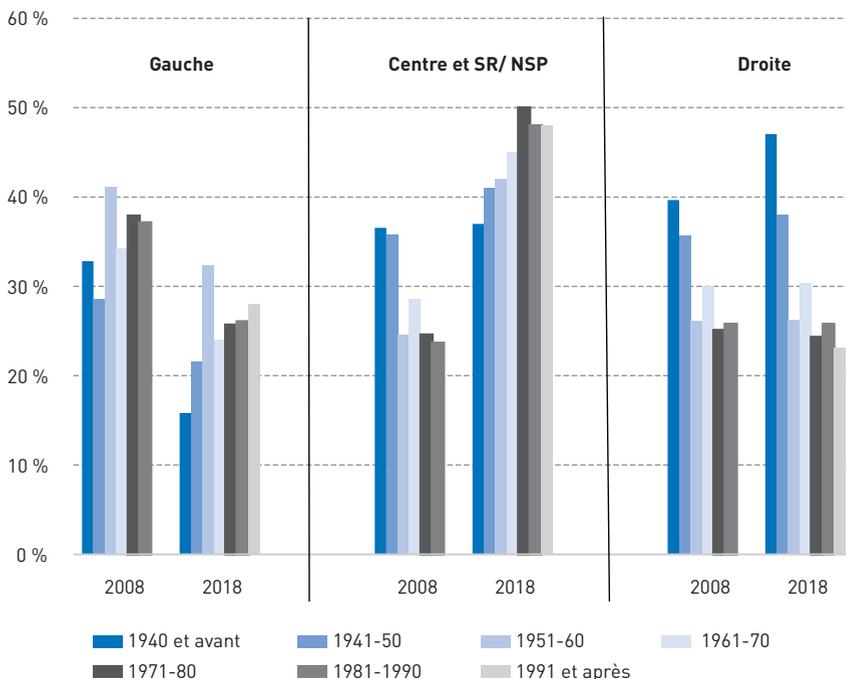
Comment expliquer cette forte proportion de « non-alignés » ? On a coutume d'y voir un effet de moratoire politique (Muxel, 2001), une difficulté à s'insérer dans le système politique français qui s'amoindrirait avec l'âge. Pourtant, cette difficulté à se placer touche aujourd'hui l'ensemble des post-*baby-boomers*. 50 % des membres de la cohorte 1971-1980 et 46 % des membres de la cohorte 1961-1970 soit se situent au centre soit n'ont pas répondu. Difficile de les considérer encore dans la période de moratoire politique puisque les premiers ont entre 37 et 48 ans en 2018 et les seconds entre 48 et 57 ans. D'ailleurs, 40 % des *baby-boomers* ne se placent ni à gauche ni à droite, tout comme 37 % des individus nés avant-guerre. On peut détecter un effet de moratoire quand on descend au niveau des types de citoyenneté (voir chapitre 5). Parmi ceux que j'ai pu qualifier de « citoyens ordinaires » (faible niveau de diplôme et faible intérêt pour la politique), beaucoup ne se placent ni à gauche ni à droite, mais c'est particulièrement vrai pour les plus jeunes d'entre eux. Parmi ces citoyens ordinaires nés avant 1960, 50 % utilisent la case centrale ou ne répondent pas ; ils sont 58 % dans les cohortes 1961-1970 et 1971-1980, 63 % dans la cohorte 1981-1990 et 75 % dans la cohorte 1991 et après. En revanche les « citoyens sophistiqués » (fort diplôme, fort intérêt pour la politique) ne se distinguent guère entre cohortes : ils sont entre 23 % et 28 % selon les cohortes à ne pas se placer à gauche ou à droite et 27 % dans la cohorte 1991 et après.

Est-ce un effet particulier de la période dans laquelle on a mesuré ces placements ? On y revient dans la suite de ce chapitre. Mais d'ores et déjà, un résultat mérite d'être relevé : parmi les « citoyens distants » (fort

1. Cela se confirme quand on interroge les répondants qui utilisent cette case centrale sur leur proximité partisane : 45 % se disent proches d'aucun parti et seulement 19,5 % de LREM.

diplôme et faible intérêt pour la politique), près d'un sur deux se place au centre ou refuse de se placer, qu'ils soient nés dans les années 1960, 1970, 1980 ou 1990. Ce qui renforce bien l'impression que ces citoyens se méfient de la politique telle qu'elle se fait.

Graphique 1. Les évolutions du positionnement gauche/droite entre 2008 et 2018



Source : enquêtes Valeurs 2008 et 2018.

Lecture : en 2008, 26 % des personnes nées en 1940 ou avant et 33 % des personnes nées entre 1941 et 1950 se plaçaient au centre ou refusaient de se placer.

Un autre enseignement est à chercher dans les équilibres entre droite et gauche. La cohorte la plus ancienne semble être la plus orientée à droite et de loin : 47 % de placement à droite contre 16 % à gauche. Ce tropisme conservateur se retrouve avec une moindre intensité dans la cohorte 1941-1950 (38 % contre 22 %), mais dans les autres cohortes, il s'équilibre et tourne en défaveur de la droite : parmi les répondants nés après 1950, on compte au maximum 30 % d'individus de droite (cohorte 1961-1970) et au minimum 23 % (cohorte 1991 et après). On relève plus d'individus de gauche que de droite dans trois cohortes : par ordre décroissant, la cohorte 1951-1960, la cohorte 1991 et après, et la

cohorte 1971-1980. Serait-ce le vieil adage politique qui voudrait qu'en vieillissant on devienne plus conservateur²? J'ai montré ailleurs qu'il s'agissait d'abord d'un effet de cohorte (Tiberj, 2013 ; Tiberj, 2017a) et on va essayer de le vérifier de nouveau.

Le placement à droite des cohortes est remarquablement stable dans le temps. La cohorte 1940 et avant était déjà celle qui comptait la plus forte proportion de placement à droite en 2008, et la cohorte 1941-1950 était la deuxième. Ce sont d'ailleurs les seules cohortes qui ont vu la proportion de placement à droite augmenter significativement entre 2008 et 2018, à rebours de toutes les autres. Difficile donc d'associer vieillissement et progression systématique du conservatisme : par exemple, on comptait 26 % de placement à droite parmi les membres de la cohorte 1951-1960 à un moment où ils avaient entre 48 et 57 ans et toujours 26 % dans cette cohorte dont les membres ont désormais entre 58 et 67 ans en 2018.

Le changement le plus notable entre 2008 et 2018 est le déclin du placement à gauche et l'augmentation des placements au centre ou le refus de se placer. Déjà en 2008, on pouvait constater que plus une cohorte était récente, plus elle comptait de « non-alignés » : on passait alors de 26 % dans la cohorte 1940 et avant à environ 33 % dans les cohortes du *baby-boom* (les individus nés entre 1941 et 1960), et de 36 % à 38 % parmi les cohortes post-*baby-boom*. Cette hiérarchie se maintient en 2018, mais à un niveau plus important, la proportion des non-alignés ayant progressé de 7 à 12 points de pourcentage. L'essentiel de cette progression se fait au détriment du placement à gauche pour l'ensemble des individus nés entre 1941 et 1990 (entre - 9 et - 11 points). La cohorte 1940 et avant se caractérise par une érosion particulièrement forte : - 18 points.

2. « Celui qui n'est pas républicain à 20 ans fait douter de la générosité de son âme ; mais celui qui, après 30 ans, persévère fait douter de la rectitude de son esprit » (citation attribuée à Anselme Polycarpe Batbie). « N'être pas républicain à 20 ans est preuve d'un manque de cœur ; l'être après 30 ans est preuve d'un manque de tête » (Georges Clemenceau). "A man who is not a Liberal at sixteen has no heart; a man who is not a Conservative at sixty has no head" (Benjamin Disraeli). La popularité de ces aphorismes au-delà des pays (France, Angleterre, États-Unis) et des contextes historiques en dit long sur la force sociale de cette association. Ces citations ont été retrouvées et compilées par Garson O'Toole (sur quoteinvestigator.com/2014/02/24/heart-head).

Les raisons du recul de la gauche : droitisation des idées ou rejet de l'offre politique ?

On peut s'interroger sur les raisons de cette érosion de la gauche. Est-ce un déclin idéologique ou bien une logique produite par les acteurs qui prétendent l'incarner ? Comprendre ces évolutions est essentiel. Comme on l'a déjà évoqué, le recul de la gauche partisane dans les urnes en 2017 est vu comme un recul des idées de gauche dans la population et n'est donc pas sans conséquence sur la manière dont les acteurs politiques se positionnent. Effectivement, le duopole LREM/RN pourrait s'imposer si le soutien (et l'opposition) à l'État providence ou à la redistribution n'était plus un sujet de division politique. De la même façon, il serait possible de faire émerger d'autres sujets, comme le réchauffement climatique, sans penser son articulation avec les inégalités sociales par exemple. Mais une autre explication est possible, et même plausible. Dans quelle mesure l'érosion du placement à gauche n'est-elle pas avant tout un rejet de « la gauche d'en haut », cet ensemble d'acteurs et d'organisations qui a notamment exercé le pouvoir entre 2012 et 2017 ? Il ne faut pas oublier que le président Hollande a atteint des niveaux d'impopularité records, que la gauche au pouvoir a subi des défaites particulièrement importantes et que ce quinquennat a vu plusieurs mouvements sociaux d'ampleur portés par des citoyens et des organisations qui traditionnellement soutenaient le PS et ses alliés, face à la loi El Khomri ou la déchéance de nationalité par exemple. La séquence électorale de 2017 est de ce point de vue paradoxale : l'incapacité du président sortant à se représenter et la défaite de son Premier ministre à la primaire de la « belle alliance » populaire peuvent être vues comme le rejet d'un bilan perçu comme « pas assez à gauche ». Mais la victoire d'Emmanuel Macron, qui a beaucoup œuvré à ce bilan par son passage à l'Élysée et à Bercy, et l'échec de Benoît Hamon, figure des frondeurs, pointent dans le sens inverse.

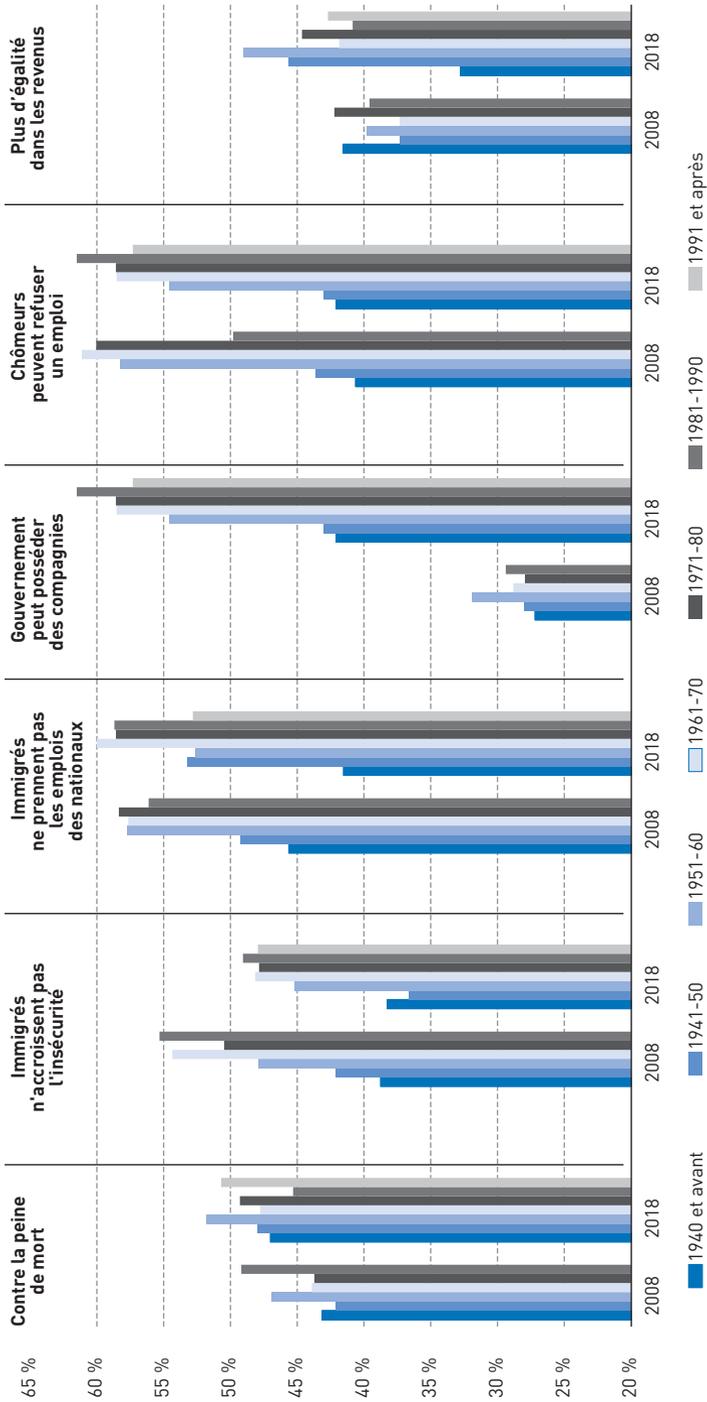
Une manière de progresser est de regarder de plus près comment les répondants se situent face à certaines valeurs que l'on peut considérer comme des marqueurs de gauche, puis d'analyser les liens avec les placements politiques et les évolutions de ces liens entre 2008 et 2018. Pour ce faire, on a sélectionné six questions, trois relatives aux questions culturelles (peine de mort, lien entre immigration et insécurité et entre immigration et emploi) et trois relatives aux enjeux socio-économiques (intervention de l'État dans l'économie, liberté des chômeurs, préférence pour plus d'égalité des revenus). Les trois dernières questions renvoient

directement à des combats et des débats traditionnels de la gauche. Les autres sont plus en lien avec ce que plusieurs travaux dépeignent comme de la *new politic* (Inglehart, 1990; Houtman *et al.*, 2008) et ont pris une place de plus en plus importante dans les alignements politiques des années 1990 et après. En procédant ainsi, on prend en compte différentes hypothèses sur la définition de ce que c'est que d'être de gauche ou de droite. Certains à la suite d'Inglehart postulent que la nouvelle politique remplace l'ancienne et donc que les questions socio-économiques ne sont plus des logiques d'opposition pertinentes. D'autres pensent que la gauche et la droite ont un contenu stable, notamment socio-économique (voir les exemples cités par Christophe Le Digol [2018]). Enfin un troisième groupe, dont je suis, envisage que la gauche et la droite évoluent dans leurs contenus et intègrent de nouvelles dimensions. De fait, j'ai pu montrer que le placement gauche/droite est de plus en plus une l'affaire de « deux axes », l'un socio-économique et l'autre culturel (Tiberj, 2012).

Sans trop de surprise compte tenu de leur positionnement politique, on retrouve parmi les moins favorables aux valeurs de gauche les cohortes les plus anciennes. C'est particulièrement visible sur le lien entre immigration et insécurité (en 2008 et 2018), sur l'intervention de l'État dans l'économie (en 2018) ou sur la liberté des chômeurs (en 2008 et en 2018). Les cohortes les plus récentes sont souvent aussi culturellement les plus progressistes : ainsi en 2008 une majorité des membres des cohortes 1961-1970, 1971-1980 et 1981-1990 refusent de considérer un lien entre immigration et insécurité. Plus de 55 % des mêmes cohortes considèrent que les immigrés ne prennent pas les emplois des nationaux (ils sont d'ailleurs rejoints par une majorité des Français nés entre 1951 et 1960). Dans certains cas, les cohortes se distinguent peu, comme sur la peine de mort (en 2008 et en 2018), sur l'intervention de l'État (en 2008) ou sur la préférence pour l'égalité des revenus (en 2008 et 2018).

Cela conforte des résultats avancés ailleurs : les valeurs sociales restent d'actualité (Schweisguth, 2007; Gonthier, 2015) et ne sont généralement pas affectées par le renouvellement générationnel, à la différence des valeurs culturelles, notamment autour de l'immigration (Tiberj, 2017). Un discours souvent entendu suggère que les débats sur l'équilibre entre État et marché sont l'affaire du passé. Pourtant on voit bien qu'il existe encore des demandes fortes chez certains jeunes électeurs de redistribution ou d'intervention publique tandis que d'autres, dans ces nouvelles cohortes, plaident pour l'inverse, en 2008 et en 2018. On peut d'ailleurs se dire que les nouvelles générations continueront à s'opposer et à se cliver sur ces questions.

Graphique 2. Évolution de différentes questions de valeurs entre 2008 et 2018



Source : enquêtes Valeurs 2008 et 2018.

Lecture : 62% des membres de la cohorte 1981-1990 se déclarent favorables à l'affirmation « les chômeurs peuvent refuser un emploi » en 2018.

Si on revient à l'hypothèse de la baisse de la gauche motivée par le recul de « ses valeurs », les données ne le confirment clairement pas. C'est particulièrement visible sur la dimension sociale. Les demandes d'intervention étatique dans l'économie ont progressé fortement dans toutes les cohortes : + 15 points dans les cohortes 1940 et avant et 1941-1950, + 22 points dans la cohorte 1951-1960 et jusqu'à environ + 30 points dans les cohortes plus récentes. En définitive, plus de 55 % des répondants nés entre 1961 et 2000 sont favorables à ce que l'État possède des compagnies ; c'est aussi le cas de la majorité des individus nés entre 1951 et 1960. Le soutien à la redistribution des revenus a progressé, de manière plus modeste, dans toutes les cohortes sauf la plus ancienne (avec une baisse de 9 points). Cela va de + 1 point pour la cohorte 1981-1990 à + 9 points pour la cohorte 1951-1960. En ce qui concerne le droit des chômeurs à refuser des emplois, on relève un *statu quo* dans la plupart des cohortes. En revanche, ce droit au choix progresse fortement dans la cohorte 1981-1990. Ses membres étaient divisés en 2008 (50 % de soutien) ; ils sont désormais 62 % à soutenir ce droit et c'est sans doute un effet cycle de vie produit par leur entrée dans le monde professionnel.

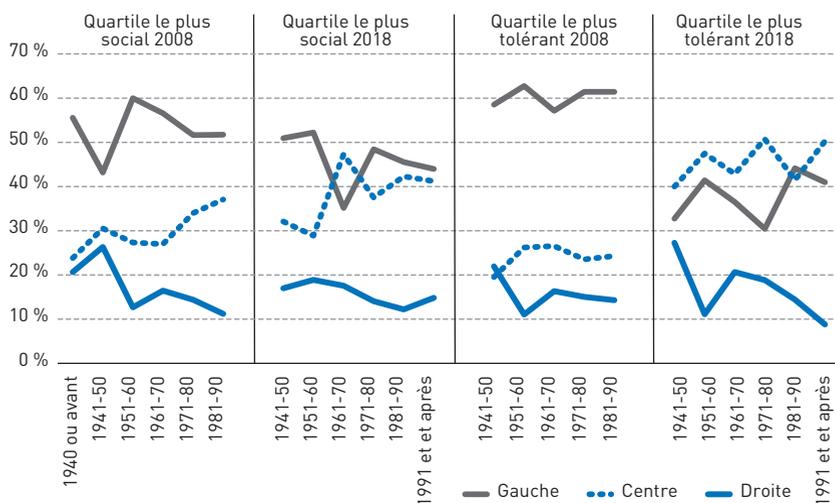
Sur les questions culturelles, on constate des mouvements de plus faible ampleur et tout compte fait plutôt une stagnation, ce qui ne permet pas de lier le recul de la gauche avec les évolutions de ces valeurs culturelles. L'opposition à la peine de mort a légèrement progressé (en moyenne + 5) dans la plupart des cohortes, sauf pour la génération 1981-1990 qui devient la plus conservatrice sur cette question en 2018. Sur les deux questions relatives à l'immigration, il y a eu globalement un recul de tolérance sur le lien entre immigration et insécurité (jusqu'à - 5 points), une stagnation ou une progression de la tolérance sur la question de l'immigration et des emplois dans les cohortes récentes, et une faible montée de conservatisme dans les cohortes 1940 et avant et 1941-1950. *Quid* des nouveaux venus sur ces valeurs ? La cohorte 1991 et après se situe plutôt du côté progressiste des valeurs : plus de 55 % de ses membres sont favorables à la possession de compagnies par l'État et soutiennent le droit des chômeurs à choisir leur emploi, plus de 50 % d'entre eux rejettent la peine de mort et considèrent que les immigrés ne prennent pas les emplois des Français.

Difficile donc d'expliquer les évolutions du placement gauche/droite par une droitisation en valeurs des répondants. Les valeurs de gauche au pire reculent faiblement. D'autres stagnent ou progressent. Le mystère demeure donc. Une manière de progresser dans l'enquête est non plus

de regarder le niveau des soutiens aux valeurs, mais la connexion entre valeurs et placement à gauche et à droite. En procédant ainsi, les évolutions dans le temps s'éclaircissent.

J'ai d'abord procédé à des analyses en composante principale afin de classer les répondants sur les dimensions des valeurs socio-économiques et des valeurs culturelles, en reprenant les mêmes questions en 2008 et 2018. Cela m'a permis d'identifier les électeurs les plus sociaux ou les plus économiquement libéraux ainsi que les électeurs les plus conservateurs ou les plus progressistes sur les questions culturelles. Pour ce faire, j'ai identifié pour chaque année les quartiles de répondants. Je considère ainsi que les 25 % des répondants les plus sociaux et les 25 % les plus culturellement progressistes constituent les « noyaux durs » qui devraient se placer à gauche, tandis que les 25 % les plus économiquement libéraux et les 25 % les plus culturellement conservateurs seraient les « noyaux durs » de la droite.

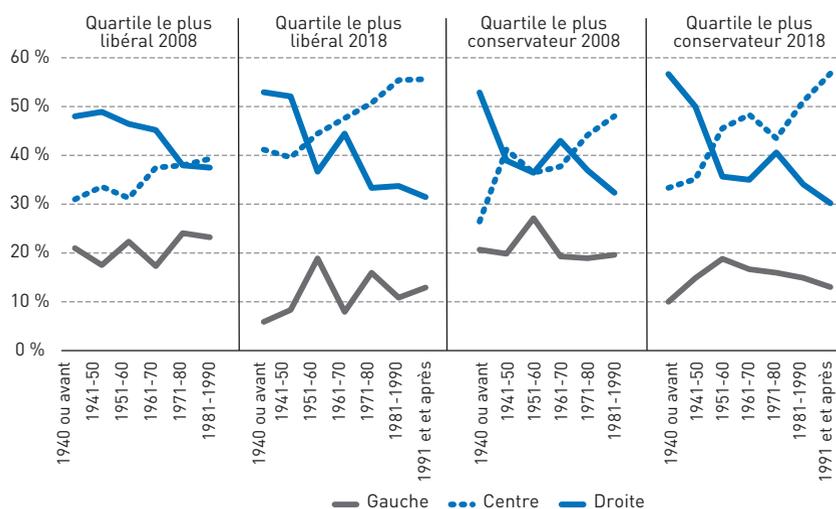
Graphique 3. Évolutions des placements politiques dans les noyaux durs des valeurs de gauche



Source : enquêtes Valeurs 2008 et 2018.

Lecture : dans le quartile le plus social (25% des répondants identifiés comme les plus sociaux), 60% des répondants de la cohorte 1951-1960 se positionnaient à gauche en 2008.

Graphique 4. Évolutions des placements politiques dans les noyaux durs des valeurs de droite



Source : enquêtes Valeurs 2008 et 2018.

Lecture : dans le quartile le plus libéral (25 % des répondants identifiés comme les plus économiquement libéraux), 17 % des répondants de la cohorte 1961-1970 se positionnaient à gauche en 2008.

Si on analyse d'abord les résultats de 2008, le lien entre valeurs et placement est clair, pour les deux dimensions de valeurs. Le placement à gauche chez les 25 % les plus libéraux économiquement concerne environ 20 % d'entre eux contre 60 % chez les 25 % les plus sociaux, entre 19 % chez les 25 % les plus culturellement conservateurs et 53 % chez 25 % les plus culturellement progressistes. Toujours en 2008, le placement à gauche est faiblement lié aux générations, dans les quatre « noyaux durs » : il oscille entre 57 % et 63 % chez les culturellement progressistes, généralement entre 21 % et 19 % chez les culturellement conservateurs et entre 24 % et 17 % chez les libéraux. Il y a un peu plus de variation chez les sociaux (entre 42 % et 60 %, mais cela tient essentiellement au comportement d'une cohorte).

En revanche, le renouvellement générationnel semble déjà peser en 2008 sur le placement à droite ou ailleurs en fonction des valeurs. Par exemple dans les noyaux durs des valeurs de droite, le placement à droite domine largement les non-alignés parmi les répondants nés avant la guerre ou pendant le *baby-boom*. Si ces répondants faisaient partie des 25 % les plus

libéraux économiquement, alors environ 46 % d'entre eux se plaçaient à droite contre un tiers de non-alignés. En revanche parmi les cohortes 1971-1980 et 1981-1990, on compte autant d'individus choisissant ces deux placements (environ 38 %). Ce décrochage du placement à droite est encore plus visible dans le quartile des conservateurs culturels : dans la cohorte 1940 et avant, la droite dominait les non-alignés (53 % contre 41 %). Dans les cohortes du *baby-boom* et 1961-1970, elle fait globalement jeu égal, et elle est en net recul dans les cohortes 1971-1980 (37 % contre 44 %) et 1981-1990 (33 % contre 48 %).

L'analyse de la vague 2018 marque une amplification du décrochage du placement à droite avec les « noyaux durs » de valeurs qui lui correspondent, mais aussi, et c'est un fait nouveau, le décrochage du placement à gauche avec ses propres « noyaux durs » normatifs.

Dans les « noyaux durs » de la droite, on assiste à un creusement des écarts entre générations : les conservateurs et les libéraux des cohortes anciennes restent à droite, voire le sont encore plus en 2018, tandis que les mêmes dans les générations récentes sont de plus en plus non-alignés. Si on considère le quartile libéral, la droite représente plus de 50 % des placements dans les cohortes 1940 et avant et 1941-1950, soit + 2 à + 4 points par rapport à 2008, tandis que les placements « anormaux » à gauche régressent. En 2018, ces libéraux économiques âgés s'avèrent donc plus cohérents que leurs homologues de 2008. Mais le placement à droite a reculé parmi les conservateurs post-*baby-boomers* : ils ne sont plus que 33 % à faire ce choix dans les cohortes 1971-1980 et 1981-1990 (un recul de 7 points), tandis que le placement non-aligné est désormais majoritaire (+ 15 points par rapport à 2008). On retrouve les mêmes ordres de grandeur dans le quartile culturellement conservateur. Les conservateurs anciens se placent majoritairement à droite (56 % dans la cohorte 1940 et avant, 51 % dans la cohorte 1941-1950), puis sont non-alignés (environ 35 %). Les conservateurs du post-*baby-boom* d'abord refusent de se placer pour 43 % (cohorte 1971-1980) à 56 % d'entre eux (cohortes 1991 et après), et seulement un tiers d'entre eux rejoignent la droite (41 % pour la cohorte 1971-1980).

Pour les « noyaux durs » des valeurs de gauche, on constate bien une forme de désalignement. Ces individus qui devraient se placer à gauche le font certes plus que leurs homologues conservateurs ou libéraux de 2018, mais ils le font beaucoup moins qu'en 2008. *A priori*, il est difficile de dégager une tendance générationnelle. On peut donc dire que toutes et tous étaient

touché-e-s, qu'ils appartiennent aux cohortes anciennes ou plus récentes. En 2008, parmi les sociaux, 53 % se plaçaient à gauche et 30 % étaient non-alignés tandis que parmi les progressistes (culturellement), 60 % se plaçaient à gauche et 24 % ne se plaçaient pas. En 2018, les mouvements sont conséquents. Parmi les sociaux, 45 % se placent à gauche et 39 % ne se placent pas (soit 8 à 9 points d'évolution) et, parmi les progressistes, 38 % se placent à gauche et 46 % ne se placent pas (22 points d'évolution).

Dans cette analyse à partir des « noyaux durs », la cohorte 1991 et après se distingue-t-elle ? On pourrait postuler que leur entrée dans l'âge adulte serait marquée par une difficulté à faire la connexion entre leurs valeurs et leur positionnement politique. Cela pourrait donc être un effet classique de cycle de vie caractéristique des années de jeunesse, produit par le manque d'intérêt pour la politique traditionnelle, les difficultés à maîtriser ces schèmes d'organisation du politique et/ou le manque d'expérience (Muxel, 2001). Pourtant, les « nouveaux » libéraux et sociaux nés dans les années 1990 adoptent des placements similaires à ceux de leurs aînés immédiats : on compte au maximum un écart de 2 points de pourcentage entre la cohorte 1981-1990 et la cohorte 1991 et après, et les écarts restent faibles avec la cohorte 1971-1980. Sur la dimension des valeurs culturelles, il y a un peu plus de variations. Difficile donc de considérer qu'il y a rupture entre les nouveaux venus et leurs aînés immédiats. Il s'avère difficile de mobiliser leur positionnement non-aligné comme un manque d'intérêt ou de compréhension, qui pourrait disparaître avec l'âge. Pour l'heure, dans les cohortes nées dans le dernier quart du xx^e siècle, un nombre important de citoyens ne se placent plus à gauche ou ne relient plus leurs valeurs avec la gauche et la droite. Ce n'est pas le cas de tous les membres de ces cohortes, mais le phénomène est d'ampleur.

Gauche et droite ne sont pas des catégories obsolètes pour nombre d'électeurs, y compris de nouveaux électeurs. Les dimensions culturelles et socio-économiques qui ont structuré ces oppositions demeurent, mais le lien entre valeurs et placement s'érode, particulièrement chez les post-*baby-boomers*. Cela plaide pour un effet période, qui aurait pesé sur le lien entre valeurs et positionnement politique. Une hypothèse plausible, et qui va être vérifiée, serait que les partis de gauche peinent à séduire les répondants qui leur sont pourtant idéologiquement proches.

Un effet du « nouveau monde » ou un rejet de l'offre politique ?

Si gauche et droite déclinent, est-ce au profit de positionnements politiques alternatifs s'érigeant en pôles structurants ? LREM et le RN ne partagent que rarement des positions concordantes, mais ils convergent quand il s'agit de vouloir incarner le nouveau duopole autour duquel les citoyens devraient s'aligner. C'était particulièrement visible pendant la campagne et au soir des élections européennes de 2019. Édouard Philippe ce soir-là n'a-t-il pas déclaré : « Les anciens clivages ne sont plus. De nouveau sont apparus. » (Cité dans Mossuz-Lavau, 2020.) Depuis, les élections municipales ont été défavorables à ces deux partis. Qu'en est-il dans nos données (qui datent de l'automne 2018) ?

Tableau 2. De quel parti vous sentez-vous le plus proche ? (en %)

	LFI/ EXG	PS	EELV	LREM	LR	RN	Sans	Total
1940 ou avant	3	18	4	16	17	9	33	100
1941-1950	6	19	5	16	14	10	31	100
1951-1960	12	19	7	15	7	8	31	100
1961-1970	8	15	7	18	6	11	36	100
1971-1980	12	16	7	19	6	7	33	100
1981-1990	8	13	6	16	5	10	42	100
1991 et après	16	9	7	12	4	10	42	100
Ensemble	10	15	6	16	8	9	36	100

Source : enquête Valeurs 2018.

Lecture : parmi les répondants nés en 1940 ou avant, 3 % se disent proches de LFI ou de l'extrême gauche.

Quand on se penche sur la proximité partisane, ces deux partis qui se veulent porteurs de ce « nouveau clivage » frappent par leur faiblesse. LREM (avec le Mouvement démocrate MODEM) semble bien être le parti qui rassemble le plus (16 %), mais finalement guère plus que le PS au niveau global (15 %), et le RN rallie à peine 9 % de supporters. Autrement dit, les organisations du « nouveau clivage » sont loin de fédérer l'ensemble des répondants. Comment alors penser qu'avec un quart des répondants, ils puissent à eux seuls incarner les deux pôles structurants de la vie politique française ? Rappelons en comparaison que 55 % des répondants se placent à gauche ou à droite, et que 31 % se disent proches d'un parti de gauche et 8 % des Républicains.

On pourrait éventuellement considérer que ce remplacement politique adviendrait si les jeunes générations s'avéraient plus souvent proches du RN et de LREM que les anciennes. Ce n'est pas ce qui se dessine. Le profil générationnel de ces deux partis est relativement stable : LREM suscite du soutien dans toutes les cohortes (entre 15 % pour la cohorte 1951-1960 et 19 % pour la cohorte 1971-1980) et semble un peu plus faible dans la dernière cohorte (12 %). Le RN oscille entre 7 % de soutien (génération 1971-1980) et 11 % (génération 1961-1970). Bref, si ce basculement politique devait avoir lieu, il n'est pas encore visible dans ces données de l'automne 2018, et cela se confirme aussi dans d'autres enquêtes réalisées en 2019 ou 2020³.

En fait, le lien le plus clair entre génération et soutien partisan concerne Les Républicains. Ce parti attire d'abord les générations les plus anciennes : 17 % des électeurs nés avant 1941, 14 % des électeurs nés dans les années 1940, deux fois moins dans la génération 1951-1960 et 4 % dans la cohorte 1991 et après. On pourrait retrouver ici un lien classique entre vieillissement et conservatisme, une hypothèse moins alarmante pour ce parti, mais c'est plutôt un effet de cohorte qui est à l'œuvre. Cette faiblesse structurelle des Républicains était déjà visible en 2007 et 2012 à un moment où ils concouraient sous l'étiquette de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) [Tiberj, 2017a] ; le vote Fillon a également reflété ce recentrage sur les générations anciennes (Foucault, Chanvril-Ligneel, 2017).

Au sein de la gauche, le PS semble aussi voir son soutien s'éroder dans les cohortes les plus récentes : il reste le parti le plus choisi dans les trois cohortes les plus anciennes (autour de 19 %), un peu moins dans les cohortes 1961-1970, 1971-1980 et 1981-1990 et clairement peu apprécié dans la cohorte 1991 et après arrivée sur la scène sous la mandature Hollande. En miroir, La France insoumise (LFI) fait son meilleur score dans la cohorte 1991 et après (16 %), ce qui en fait le premier parti dans ce groupe. Les résultats pour les Insoumis sont un peu moins bons dans les cohortes post-*baby-boom* plus anciennes (entre 8 et 12 %) et les cohortes anciennes lui restent défavorables (6 % de soutien pour la cohorte 1941-1950 et 3 % pour la cohorte 1940 et avant). De manière surprenante, EELV reste faible dans toutes les cohortes.

3. Dans la vague d'automne 2019 du baromètre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), postérieure donc aux européennes, 10 % des répondants se disent proches du RN et 10,5 % de LREM.

Vu ces données, on pourrait postuler qu'il existe à gauche un basculement des équilibres porté en partie par le renouvellement générationnel, notamment en faveur de LFI, mais plusieurs éléments incitent à rester prudent. D'abord on assiste à une très grande fluidité des proximités partisanes au sein de la gauche (Tiberj *et al.*, 2013) : dans le temps moyen, les soutiens aux partis de gauche évoluent essentiellement entre eux, ce qui permet de comprendre leurs variations en termes de succès électoraux. Cette fluidité est encore plus forte au sein des générations post-*baby-boom*. La période est particulièrement mouvante pour la gauche, notamment avec le succès des écologistes lors des européennes de 2019 et dans plusieurs grandes villes aux municipales de 2020. Ainsi, dans la vague d'automne 2019 du baromètre CNCDH, EELV atteint 13 % de soutien, le PS 11 %, LFI et le reste de la gauche 8 %.

En fait, c'est la distance avec l'offre politique qui domine et se retrouve donc aussi dans le rapport au parti. Les apertisans représentent le premier groupe en taille, et cela se confirme encore dans les données postérieures à l'enquête. Toutes les générations sont touchées, ce qui est une spécificité de ces données et rejoint les résultats exposés sur l'axe gauche/droite. Généralement les classes d'âge actives⁴ déclarent plus souvent une proximité partisane que les jeunes et les retraités. Mais ces traditionnels effets cycle de vie sont gommés dans l'enquête Valeurs : les générations actives (1961-1970, 1971-1980, 1981-1990) comptent 33 % à 36 % d'apertisans, tandis que l'on en compte à peu près autant parmi les générations les plus anciennes. La cassure avec l'offre politique semble encore plus accentuée parmi les jeunes générations : 42 % des répondants nés après 1981 ne trouvent pas parti à leur convenance.

Est-ce la configuration des inégalités sociopolitiques classiques (Gaxie, 1978) ? Pas simplement. Les jeunes les plus pauvres ou les moins diplômés rejettent encore plus les partis, mais cette cassure se retrouve aussi chez leurs homologues mieux diplômés. Parmi les membres de la cohorte 1991 et après qui n'ont pas le baccalauréat, 58 % sont sans parti, mais c'est aussi le cas de 32 % des jeunes qui ont fréquenté le supérieur (45 % contre 30 % dans la cohorte 1981-1990). En comparaison, parmi les électeurs nés

4. Par exemple en 1988, la génération 1961-1970 qui avait entre 18 et 27 ans comptaient 19 % d'apertisans, contre 14 % dans la génération 1951-1960 et 12 % dans la génération 1941-1950. En 1995, ils sont respectivement 16 % contre 11 % dans les générations du *baby-boom* et en 2002, 14 % contre 13 %. À l'inverse, la nouvelle génération en 2002, celle des 1981-1983 (âgés de 18 à 21 ans), compte 18,5 % d'apertisans.

avant 1960, 33 % n'ont pas choisi de parti s'ils n'ont pas le baccalauréat et 20,5 % s'ils ont fréquenté le supérieur.

Si on analyse la relation aux partis en lien avec les positions de valeurs, ces organisations « ne font pas le plein » particulièrement dans les générations les plus récentes et pour certains partis. C'est encore plus visible quand on mène une analyse multivariée. Dans ce modèle, j'ai inclus plusieurs types de variables : les classiques variables sociodémographiques, les variables de valeurs (socio-économiques et culturelles, mais aussi une variable sur les enjeux écologistes), ainsi que la typologie des citoyennetés proposée dans le chapitre 6.

Tableau 3. Le poids du renouvellement générationnel dans l'effritement des partis

	LFI/EXG	PS	EELV	LREM	LR	RN
1940 et avant	,71	1,04	1,19	1,21	1,46	,90
1951-1960	1,63	,89	1,02	,87	,55*	,80
1961-1970	1,10	,64	,85	,94	,38***	1,24
1971-1980	1,40	,70	,82	,95	,37***	,82
1981-1990	1,12	,42***	,53	,61*	,24***	1,20
1991 et après	1,55	,31***	,57	,42***	,19***	,95
1941-1950 (réf.)						
Autodidactes	1,04	,83	,63	,37***	,47***	,47***
Distants	,38***	,37***	,65*	,18***	,27***	,27***
Ordinaires	,22***	,22***	,26***	,06***	,09***	,09***
Sophistiqués (réf.)						

Source : enquête Valeurs 2018.

Lecture : ce tableau présente uniquement les coefficients pour les variables générations et types de citoyenneté. Les résultats pour les autres variables sont disponibles sur demande. Il s'agit de rapports de chance et de leur niveau de significativité. Un rapport de chance égal à 1 signifie que le groupe testé a autant de chances de choisir un parti que dans le groupe de référence (par exemple la cohorte 1941-1950). S'il est supérieur à 1, le groupe testé a plus de chance et il a moins de chance si le rapport est inférieur à 1. *** signifie que le rapport de chance est très significatif (moins de 1% de chance de se tromper), ** significatif (moins de 5% de chance de se tromper) et * faiblement significatif (moins de 10% de chance de se tromper).

Avant d'aller plus loin, signalons que les valeurs pèsent comme attendu : les sociaux et les culturellement progressistes ont plus de chances de se déclarer proches d'un parti de gauche, écologistes compris (ce qui montre d'ailleurs que ces partis partagent une même base normative). LREM

attire des individus plutôt au centre sur les questions culturelles, les plus progressistes étant attirés par la gauche, les plus conservateurs par la droite et le RN. Les partisans d'En Marche sont désormais surtout des libéraux économiques. Les soutiens LR se caractérisent par leur libéralisme économique et leur conservatisme culturel, tandis que le RN ne fait pas recette chez les libéraux économiques, mais attire bien fortement les culturellement conservateurs. L'environnement est bien en train de se politiser (Gougou, Persico, 2019), en plus des logiques culturelles et socio-économiques puisqu'on peut distinguer deux familles, celles des favorables à la lutte contre le réchauffement climatique d'abord (les trois alternatives de gauche) et celles des partis favorables d'abord à la croissance économique (RN et LR). Pour l'heure, LREM attire des deux côtés.

Habituellement, les variables de valeurs suffisent à expliquer les positionnements partisans. Pourtant, les différences entre cohortes restent significatives et démontrent qu'il se passe bien quelque chose d'inhabituel. Mis en mots, cela signifie que nombre de partis sont incapables d'attirer les *post-baby-boomers* qui pourtant leur correspondent idéologiquement. Dans les générations récentes, on compte des libéraux, des sociaux, des culturellement progressistes, des conservateurs, et les diverses combinaisons possibles, mais à la différence de leurs homologues plus âgés, ils ne se retrouvent plus dans les partis qui pouvaient leur correspondre. Cela touche notamment le PS et LR : à profil idéologique similaire, les répondants nés en 1991 et après ont 5 fois moins⁵ de chances d'être proches de LR et 3 fois moins de chances de choisir le PS que leurs équivalents de la cohorte 1941-1950. Pour la cohorte 1981-1990, c'est respectivement 4 fois moins et 2,5 fois moins de chance. LR peine aussi à recueillir les soutiens qu'ils pourraient obtenir dans les cohortes 1971-1980 et 1961-1970.

Est-ce la confirmation d'une obsolescence de la « vieille politique » ? Pas seulement : LREM peine aussi à rassembler les jeunes électeurs qui lui correspondent idéologiquement : 2,5 fois moins de chance de choisir LREM quand on est né en 1991 et après et 1,5 fois moins de chance quand on est né entre 1981 et 1990 plutôt qu'entre 1941 et 1950. Le même problème semble aussi toucher EELV⁶. Seulement deux partis semblent attirer les répondants qui leur correspondent idéologiquement dans toutes les cohortes : LFI d'une part et le RN d'autre part. La fracture est donc

5. Le calcul est le suivant : le rapport de chance est de 0,2, d'où cinq fois moins de chances.

6. Mais on atteint ici les limites des effectifs : les coefficients sont comparables, mais on n'a pas assez d'individus pour statuer positivement sur la significativité du coefficient.

profonde entre partis et répondants, et ce n'est pas parce que ces derniers n'ont plus de préférence de valeurs, mais bien parce qu'ils prennent leurs distances avec l'offre partisane.

Prendre également en compte les types de citoyenneté permet de progresser sur cette piste. D'abord la prise en compte comme groupe de référence des citoyens sophistiqués (diplômés et intéressés) montre que la crise du lien partisan touche aussi ces répondants pourtant les plus connectés à la politique : c'est à partir d'eux que sont calculés les rapports de chance des cohortes, donc à la base sont comparés des citoyens sophistiqués nés dans les années 1940 avec leurs homologues des autres générations. Ainsi, si on s'attache uniquement aux citoyens sophistiqués, leur probabilité prédite de ne pas choisir de parti est de 12 % s'ils appartiennent à la cohorte 1941-1950, mais de 19 % chez les citoyens sophistiqués nés dans les années 1980 et de 22 % chez ceux nés dans les années 1990. On constate aussi une érosion non négligeable du lien partisan chez les autodidactes (non diplômés et intéressés), ces répondants qui pourtant ont encore un intérêt pour la politique, particulièrement chez ceux qui auraient dû se sentir proches de LREM, LR ou du RN : ils ont entre 2 et 3 fois moins de chances que leurs homologues sophistiqués de le faire. Enfin, on voit bien que les citoyens distants (diplômés et peu intéressés) ont ici aussi un comportement spécifique : tous les partis sont affectés avec plus ou moins de force. Entre deux citoyens qui leur correspondent idéologiquement (culturellement, socioéconomiquement, écologiquement), les marcheurs ont 5 fois moins de chances d'attirer un citoyen distant plutôt qu'un sophistiqué, LR et le RN 4 fois moins de chance, le PS et LFI 3 fois moins de chance et EELV 1,5 fois moins de chance. Et c'est encore plus vrai dans les cohortes récentes. La probabilité prédite d'être sans parti est de 36 % pour les distants nés dans les années 1960 et 1970 ; elle passe à 45 % chez les distants nés dans les années 1980 et 1990.

Enfin, il y a une autre forme de décrochage particulièrement préoccupante, qui touche spécifiquement les citoyens ordinaires, ni diplômés, ni intéressés par la politique. Le refus d'un parti atteint chez eux des niveaux exceptionnels. À titre d'exemple en 2002, les citoyens ordinaires étaient 21 % à ne pas choisir de parti ; en 2018 ils sont désormais 51 %. La probabilité prédite d'être sans parti oscille alors entre 47 % chez les citoyens ordinaires nés avant 1960, 53 % chez ceux nés entre 1961 et 1980, 57 % chez ceux nés dans les années 1980 et 60 % chez ceux nés dans les années 1990. Ces niveaux sont particulièrement alarmants et dépassent largement les explications classiques sur le moratoire des années de

jeunesse (Muxel, 2001). Ici on perçoit l'ampleur de la crise de représentation que nous sommes en train de traverser et c'est d'autant plus inquiétant quand on la met en perspective avec les inégalités de participation mises en évidence dans le chapitre 7. Les citoyens ordinaires des générations récentes votent moins systématiquement, protestent plus rarement et ne se sentent pas représentés.

Conclusion

« Tout est chaos » : il y a bien une déconnexion forte entre les citoyens et les organisations qui entendent les représenter. Difficile de cantonner cette déconnexion à de la méfiance classique ou aux effets de la compétence politique : son ampleur dépasse le rejet « banal » des responsables politiques. Elle est particulièrement forte chez les citoyens ordinaires, chez les peu diplômés, dans les catégories populaires, mais elle touche aussi les citoyens distants et sophistiqués, les diplômés du supérieur, les classes moyennes. Elle n'est pas non plus une caractéristique de la jeunesse et touche l'ensemble des cohortes *post-baby-boom*.

Attention cependant à ne pas se tromper de diagnostic. La déconnexion vis-à-vis de l'offre politique, les difficultés à se définir comme de gauche ou de droite n'impliquent pas que les citoyens français et particulièrement les plus jeunes d'entre eux n'ont plus de préférences politiques ou de valeurs. Au contraire, certains penchent pour l'égalité, d'autres pour la liberté, certains sont conservateurs, d'autres tolérants, certains sont favorables à la croissance, d'autres à un autre modèle de développement. Difficile de les considérer comme autocentrés. D'ailleurs, Frédéric Gonthier le montre bien dans le chapitre 2. L'enquête Valeurs confirme une crise du lien politique, mais elle nous indique que la responsabilité principale n'incombe pas aux citoyens, mais d'abord à l'offre politique, qu'elle appartienne à l'ancien ou au nouveau monde (selon les « caractérisations indigènes » des partis). La situation politique française est donc avant tout une situation ouverte. Plusieurs chemins sont possibles, et certains sont inquiétants. En tout cas, du côté des plus jeunes, il est difficile de les considérer comme désinvestis : ils et elles ont des valeurs, encore faut-il qu'ils et elles puissent avoir les organisations politiques pour les défendre. Enfin, n'oublions pas que dans ces cohortes, la participation politique passe de moins en moins par le soutien à un parti ou à camp et de plus en plus par de la participation directe.

BIBLIOGRAPHIE

- Deutsch É., Lindon D., Weill P., 1966, *Les familles politiques aujourd'hui en France*, Paris, Minuit.
- Foucault M., Chanvrlil-Ligneel F., 2017, « Le vote François Fillon, autopsie d'un naufrage », in Perrineau P. (dir.), *Le vote disruptif. Les élections présidentielle et législatives de 2017*, Paris, Les Presses de Sciences Po, p. 221-236.
- Gaxie D., 1978, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil.
- Gonthier F., 2015, « La montée et les bases sociales de l'interventionnisme dans l'Union européenne. Une analyse des attitudes économiques entre 1990 et 2008 », *Revue française de sociologie*, n° 1, vol. 56, p. 7-46.
- Gougou F., Persico S., 2017, "A ne party system in the making? The 2017 French presidential election", *French Politics*, n° 3, vol. 15, p. 1-19.
- Gougou F., Persico S., 2019, « Protéger l'environnement ou défendre la croissance ? », in Bréchon P., Gonthier F., Astor S. (dir.), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, p. 350-355.
- Houtman D., Achterberg P., Derks A., 2008, *Farewell to the Leftist Working Class*, New Brunswick (États-Unis), Aldine Transaction.
- Inglehart R., 1990, *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton (États-Unis), Princeton University Press.
- Le Digol C., 2018, *Gauche/droite : la fin d'un clivage ? Sociologie d'une révolution symbolique*, Lormont, Le Bord de l'eau.
- Martin P., 2000, *Comprendre les évolutions électorales. La théorie des réalignements revisitée*, Paris, Les Presses de Sciences Po.
- Martin P., 2017, « Un séisme politique. L'élection présidentielle de 2017 », *Commentaire*, n° 158, p. 249-264.
- Mossuz-Lavau J., 2020, *Le clivage droite gauche. Toute une histoire*, Paris, Les Presses de Sciences Po.
- Muxel A., 2001, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Les Presses de Sciences Po.
- Schweisguth É., 2007, « Le trompe-l'œil de la droitisation », *Revue française de science politique*, n° 3-4, vol. 57, p. 393-410.
- Tiberj V., 2012, « La politique des deux axes. Variables sociologiques, valeurs et votes en France (1988-2007) », *Revue française de science politique*, n° 1, vol. 62, p. 71-106.
- Tiberj V., 2013, « Les temps changent, renouvellement générationnel et évolutions politiques en France », *Revue française de sociologie*, n° 4, vol. 54, p. 741-776.
- Tiberj V., 2017, « *Running to stand still*. Le clivage gauche/droite en 2017 », *Revue française de science politique*, n° 6, vol. 67, p. 1089-1112.
- Tiberj V., Denni B., Mayer N., 2013, « Un choix, des logiques multiples. Préférences politiques, espace des possibles et votes en 2012 », *Revue française de science politique*, n° 2, vol. 63, p. 249-278.

Troisième partie

SENTIMENT
D'APPARTENANCE
LOCALE, NATIONALE,
EUROPÉENNE
ET SUPRANATIONALE

Chapitre 9

Entre cosmopolitisme et fierté nationale : des sentiments d'appartenance hybrides

Laurent Lardeux

La question du sentiment d'appartenance est étroitement liée à celle de la démocratie au moins pour deux raisons : d'abord parce que l'exercice de la participation et de la décision ne pourrait se réaliser sans identifier au préalable le groupe d'individus se reconnaissant appartenir à une même unité géographique. Ensuite parce que les liens qui unissent ce groupe d'individus, aussi étendus et diversifiés puissent-ils être, favorisent en retour le besoin ressenti de faire appel à des formes institutionnelles de pouvoir pour faciliter son organisation. Les travaux de John Dewey rappellent en ce sens que ce n'est pas seulement la démocratie qui crée des citoyens, ce sont aussi des citoyens se reconnaissant ensemble membres d'une même communauté qui définissent et expérimentent la démocratie (Dewey, 2003). C'est en effet d'abord et avant tout parce que les citoyens se déclarant appartenir à une même entité ont estimé que le contexte et les problèmes liés aux conséquences de leurs interactions nécessitaient une organisation politique que l'État démocratique a été instauré.

L'évolution de ces allégeances citoyennes donne ainsi à voir les changements qui affectent plus généralement l'exercice de la démocratie du fait que l'intensité variable des relations entretenues par les citoyens avec certains échelons (local, régional, national, européen ou international) peut modifier le rapport aux institutions qui se rattachent à ces différentes unités. De ce point de vue, dans un contexte marqué depuis une trentaine d'années par les transformations globales véhiculées par l'accroissement des interdépendances caractéristiques de la mondialisation, observe-t-on une extension du sentiment d'appartenance vers des unités géographiques plus amples et plus diversifiées, ou à l'inverse – et sans être nécessairement incompatible – la persistance d'un « nationalisme ordinaire » (Billig, 2019) qui resterait l'unité de référence des nouvelles générations? Les jeunes étant tout à la fois plus sensibilisés à la mondialisation du fait d'avoir grandi dans un environnement multiscalair

traversé de multiples réseaux et confrontés à des situations économiques et sociales plus précaires que les autres catégories d'âge, dans quelle mesure la question du sentiment d'appartenance peut-elle donner à voir des divergences ou des convergences inter et intragénérationnelles dans la façon de se représenter le monde, mais aussi d'y prendre part ?

Les effets de la mondialisation sur la citoyenneté ont été abordés par la communauté scientifique de manière souvent différente, bien que complémentaire. Pour les uns, la mondialisation et l'internationalisation des échanges contribueraient au développement d'identités complexes et multiples, tant du point de vue des individus que de celui des groupes d'appartenance. La prolifération d'acteurs transnationaux, la montée en puissance d'institutions supranationales, la diversification et l'intensification des échanges et des flux de personnes ou d'information à l'échelle de la planète, la banalisation des voyages internationaux, la consommation des biens culturels issus de différents continents (et pas seulement nord-américain ou européen) tendraient ainsi à convertir de simples citoyens en citoyens « postnationaux » libérés des carcans des États-nations et en mesure de revendiquer leurs droits à des juridictions supranationales (Della Porta, Tarrow, 2005 ; Schissler, Soysal, 2004 ; Sassen, 2007). Pour d'autres, ce contexte de mondialisation a, à l'inverse, renforcé le sentiment d'appartenance nationale, qui constituerait le seul gage effectif d'une solidarité concrète, l'exercice de la souveraineté populaire à l'échelon national représentant un moyen de résistance à la gouvernance supranationale incarnée par les institutions européennes ou les Nations unies (Kriesi *et al.*, 2008). Enfin, entre ces deux dimensions, l'une postnationale, l'autre nationale, une troisième émerge avec la figure du citoyen cosmopolite attaché à articuler dans un même sentiment d'appartenance ces deux polarités trop souvent perçues comme exclusives.

L'enquête européenne sur les valeurs, à travers deux questions posées depuis 1981 portant d'une part sur le sentiment d'appartenance à différentes unités géographiques et d'autre part sur le sentiment de fierté nationale, permet d'interroger ces différents niveaux d'analyse sur la longue durée. Surtout, avec des éléments de connaissance sur près de quarante ans, l'enquête permet de prendre la mesure des différents effets d'âge, de génération et de période dans le développement ambivalent d'une allégeance citoyenne devenue plus « cosmopolitique » (Tassin, 2003) tout en étant davantage tournée vers la nation.

Une vigueur retrouvée des identifications nationales entre 1981 et 2008

Depuis 1981, le sentiment d'appartenance est abordé à chacune des cinq vagues de l'enquête, avec toutefois certaines variations dans la formulation des questions qu'il convient de préciser ici. Entre 1981 et 2008, il était demandé aux Français de choisir l'unité géographique (ville, région, pays, Europe, monde) à laquelle ils avaient le sentiment d'appartenir « avant tout », puis de façon subsidiaire de se positionner sur un second choix. À cette approche cloisonnante des identifications, il a finalement été préféré en 2018 la possibilité d'introduire un sentiment de multiappartenance avec une nouvelle formulation de la question : « Les gens ont différentes perceptions d'eux-mêmes et de leur relation au monde qui les entoure. Pouvez-vous me dire à quel point vous vous sentez attaché (très, assez, pas très ou pas du tout) à : votre ville ou votre village ; votre région ; la France ; l'Europe ; le monde ? » Cette nouvelle formulation marque donc une rupture avec l'exclusivité supposée des allégeances sous-tendue par les précédentes vagues : se déclarer appartenir « avant tout » à la France signifiait jusqu'alors l'impossibilité de placer à un même degré d'importance sa ville, sa région, l'Europe ou le monde.

Entre 1981 et 2008, une remarquable stabilité de l'ordre des préférences exprimées par les Français sur les différents échelons était observable : le niveau local, puis national et enfin régional constituant les réponses les plus couramment exprimées à chacune des vagues, hormis en 2008 où le sentiment d'appartenance à la nation devançait celui lié à la ville ou au village chez les 30 ans et plus. Les unités plus vastes (Europe et monde) ne recueillaient en revanche jusqu'en 2008 qu'un très faible pourcentage d'individus, avec une légère préférence toutefois pour « le monde » plus que pour l'Europe située en queue de peloton. Du point de vue des âges, les jeunes de 18-29 ans se distinguaient peu des autres Français plus âgés par leur niveau d'attachement à chacun des échelons, à deux exceptions près : le sentiment d'appartenir avant tout à la France était, à chacune des vagues, davantage plébiscité par les plus de 30 ans que par les 18-29 ans. À l'inverse, l'unité plus vaste se rapportant au monde constituait une modalité de réponse plus fréquemment exprimée par les nouvelles générations que par les Français plus âgés, malgré une tendance à la baisse et un rapprochement entre ces deux catégories d'âge lors des dernières vagues de 1999 et 2008.

Tableau 1. Parmi les unités géographiques suivantes, à laquelle avez-vous le sentiment d'appartenir avant tout ? (1981-2008) [%]

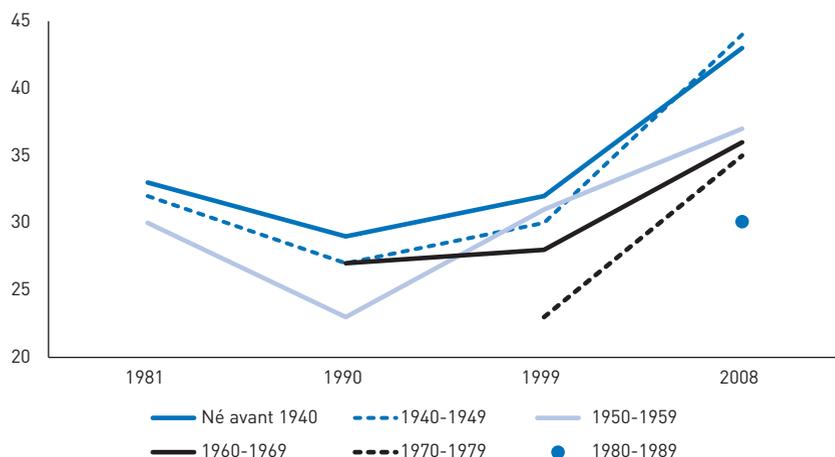
	1981			1990			1999			2008		
	18-29 ans	30 ans et plus	Ensemble	18-29 ans	30 ans et plus	Ensemble	18-29 ans	30 ans et plus	Ensemble	18-29 ans	30 ans et plus	Ensemble
La ville, la localité, le canton où vous habitez	32	38	36	33	42	40	41	43	43	33	33	33
La région, la province, le département	20	16	17	15	14	14	16	11	12	17	12	13
La France	20	31	29	25	27	27	23	30	28	30	40	38
L'Europe	4	4	4	10	8	8	5	4	4	5	5	5
Le monde entier	19	8	10	15	9	10	13	11	11	14	11	11
NSP/SR	5	4	4	2	1	1	2	2	2	1	0	0
Total	100			100			100			100		

Source : enquêtes Valeurs 1981, 1990, 1999 et 2008.

Lecture : en 1981, 32% des Français de 18-29 ans déclaraient appartenir avant tout à la ville, le canton ou la localité où ils habitaient.

L'hypothèse souvent formulée d'un sentiment d'appartenance à la nation qui s'accentuerait au fil des âges ne se trouve pas confirmée par l'analyse des cohortes. On constate en effet une stabilité entre 1981 et 1999 alors que les générations vieillissent. L'augmentation que l'on observe entre 1999 et 2008 concerne l'ensemble des générations, ce qui plaide davantage pour un effet de période, avec une polarisation importante en 2008 qui distingue les générations nées avant 1949 situées sur les valeurs les plus hautes de celles qui sont nées après et pour lesquelles l'augmentation se trouve plus modérée. Il n'en demeure pas moins que les plus jeunes de la génération de 1980-1989 déclarent un attachement national plus fort que les autres générations au même âge lors des enquêtes précédentes : les jeunes de la génération de 1980-1989 étaient 30% à déclarer en 2008 appartenir avant tout à la France. Au même âge, les jeunes de la génération de 1970-1979 n'étaient que 23% à exprimer prioritairement cette appartenance en 1999 et la génération de 1960-1969, 27% en 1990.

Graphique 1. Sentiment d'appartenance à la nation par génération entre 1981 et 2008



Source : enquêtes Valeurs 1981, 1990 et 2008.

Lecture : en 1981, 33 % des individus nés avant 1940 déclaraient avoir le sentiment d'appartenir avant tout à la France. Pour la génération 1980-1989, le taux était de 30 % en 2008.

Cette vigueur des identifications locales, régionales et nationales et, à l'inverse, la faiblesse persistante de l'identification à des aires géographiques plus importantes ont pu être interprétées comme une absence d'effet de la mondialisation sur le sentiment d'appartenance, voire comme un acte de résistance, dans des contextes marqués par une intensification progressive des dynamiques globales à chacune des vagues de l'enquête. Dix ans plus tard, la possibilité nouvelle de déclarer plusieurs attachements géographiques laisse-t-elle entrevoir de nouvelles logiques d'appartenance ?

Cosmopolitisme et appartenances postnationales

Pour l'ensemble des Français, il ressort en premier lieu que l'ordre des préférences est resté en 2018 similaire à celui des précédentes vagues de l'enquête puisque le sentiment d'attachement reste plus affirmé pour l'échelon national (92 % des Français se déclarent très ou assez attachés à la France), leur région (80 %), leur ville ou village (77 %), le monde (71 %) et enfin l'Europe (63 %). La nouvelle formulation n'a donc pas introduit de changement majeur, les espaces de proximité (France, région et ville) constituant toujours des repères cardinaux auxquels une large partie des Français continue de s'identifier.

Tableau 2. Sentiment d'appartenance des Français à différentes unités géographiques en 2018 (en %)

		Ville/ village	Région	France	Europe	Monde
Ensemble		77	80	92	63	71
Âge	18-24 ans	67	63	82	60	79
	25-34 ans	68	77	81	56	68
	35-44 ans	76	82	89	63	77
	45-54 ans	72	80	93	64	74
	55-64 ans	80	80	96	67	71
	+ 65 ans	84	88	98	70	65
Âge de fin d'études	Avant 18 ans	61	72	80	53	67
	18-21 ans	67	75	81	53	73
	Après 21 ans	72	69	82	62	82
Sexe	Hommes	69	73	81	54	75
	Femmes	66	69	82	62	78
Échelle politique	Gauche	73	71	82	61	83
	Centre	67	76	84	60	83
	Droite	73	81	87	49	34
Lien à la migration	Parents nés en France	68	72	82	59	78
	Parents nés hors de France	76	78	83	67	80

Source : enquête Valeurs 2018.

Lecture : en 2018, 77 % des Français se sentent très ou assez attachés à leur ville ou village.

Dans le même temps, la nouvelle formulation introduite en 2018 donne à voir une généralisation du sentiment de multiappartenance dans la mesure où 42 % des Français déclarent un attachement pour les cinq niveaux à la fois contre 5 % qui se positionnent de manière exclusive pour un seul échelon. Le fait d'exprimer un attachement de manière cumulative pour sa ville, sa région, la France, l'Europe et le monde constitue de ce point de vue un sentiment bien plus fréquent que l'identification à un seul échelon, confirmant par là même une superposition de différentes unités que les précédentes vagues ne permettaient pas de déceler dans la formulation « exclusive » du sentiment d'appartenance. Ces résultats corroborent la thèse défendue notamment par Aihwa Ong (1999) de l'effacement progressif d'une citoyenneté rigide comprise à partir du seul niveau de l'appartenance nationale au profit d'une « citoyenneté flexible »

intégrant les multiples liens entre les niveaux locaux, régionaux, nationaux et internationaux. Cette forme plurielle d'appartenance requiert donc la possibilité d'affirmation d'identités que l'on peut continuer à qualifier de « nationales » pour peu que l'on prenne acte des transformations du concept de « nation », ici dépourvu de toute connotation essentialiste et supposant plutôt l'affirmation d'une identité réflexive au sein d'un monde globalisé.

Ces résultats généraux ne doivent toutefois pas occulter les variations importantes que l'on observe au niveau intergénérationnel dans la mesure où le degré d'attachement à chacun des échelons apparaît fortement contrasté entre les nouvelles générations et les plus anciennes. L'attachement à l'échelon national s'accroît en même temps que l'on avance dans la courbe des âges (82 % pour les 18-24 ans et 98 % pour les plus de 65 ans). À l'inverse, l'identification au monde apparaît nettement plus fréquente chez les plus jeunes (79 % pour les 18-24 ans) que pour la classe d'âge directement supérieure (68 % chez les 25-34 ans) ou les plus âgés (65 % pour les plus de 65 ans). Ce différentiel générationnel corrobore la thèse d'un attachement plus important chez les plus jeunes à une citoyenneté postnationale qui se matérialise notamment par leur plus forte sensibilité à des problématiques globales dépassant, sans l'exclure pour autant, le cadre strict de l'État-nation.

De nombreux mouvements internationaux contemporains à l'initiative des nouvelles générations, notamment les marches mondiales pour le climat, confirment sur ce point l'attachement plus affirmé à ce nouvel horizon d'action. Ces mobilisations peuvent être interprétées comme des formes d'engagement « cosmo-politique » (Tassin, 2003) se définissant comme « une réorientation des actions politiques menées au sein des différents espaces publics dans une visée du monde, et elle s'explique philosophiquement depuis une élucidation des modes d'appartenance-au-monde dans leurs rapports conflictuels à la pluralité qui est la condition de l'action » (p. 21). À la mondialisation des échanges et de l'économie, un certain nombre de jeunes engagés, notamment dans des causes environnementales, répondent par une transnationalisation de l'action militante, ce qui suppose aussi pour elles et eux de se reconnaître plus fréquemment dans des formes d'appartenance situées à l'échelle mondiale (Pickard, 2019). L'option d'une gouvernance globale se trouve toutefois unanimement écartée. En témoignent les actions menées à destination des élus de leurs pays et leur attachement persistant à l'échelon national. Il s'agirait davantage pour ces jeunes citoyens postnationaux d'opposer

à la logique interétatique des relations internationales une mondialisation de l'engagement militant consistant à renforcer leur propre pouvoir politique au sein des espaces nationaux (Giugni, Grasso, 2019).

Au niveau intragénérationnel, cette dernière vague de l'enquête confirme toutefois la sensibilité du sentiment d'appartenance au niveau d'éducation, plus particulièrement aux deux extrémités du spectre : au niveau local (à l'échelle de la ville ou du village) et au niveau global (à l'échelle du monde), plus les jeunes de 18-29 ans ont poursuivi des études longues, plus leur attachement à ces deux niveaux est fort. À l'inverse, les jeunes Français ayant eu un parcours d'études court se déclarent nettement moins attachés à l'échelon mondial et européen, confirmant une plus faible ouverture à un monde globalisé chez ceux qui sont plus souvent amenés à ressentir dans leur quotidien des effets jugés négatifs de la mondialisation.

À ces clivages du point de vue du niveau de diplôme s'ajoutent des différenciations importantes selon le positionnement politique avec un attachement à des unités plus vastes et internationales (Europe et monde) du côté des jeunes qui se situent à gauche. Pour ceux situés politiquement à droite, le sentiment d'appartenance à l'échelon national apparaît à l'inverse nettement plus affirmé. Ces différenciations selon le positionnement politique mettent plus généralement en évidence l'inscription du sentiment d'appartenance nationale dans un système de valeurs très cohérent, mêlant à la fois, comme nous le verrons plus loin, des valeurs d'autorité et des valeurs religieuses qui agissent en retour sur le sentiment de fierté nationale.

Postnational versus supranational : une identification au monde mais pas à l'Europe

La plus forte adhésion de certaines catégories de jeunes à des identifications postnationales, définies par le dépassement de l'allégeance exclusive à la nation et l'adoption de nouvelles appartenances hybrides entre le local et le global, n'implique pas nécessairement un attachement fort à l'échelon européen. Le fait que le sentiment d'attachement national se positionne très largement en première place et qu'à l'inverse l'échelon européen soit en dernière position, après « le monde », avec un écart de 29 % entre les deux, est aussi le signe d'un faible attachement à une identité supranationale. Ce sont au contraire les plus âgés, ceux qui témoignaient pourtant d'une

plus faible acceptation de la citoyenneté mondiale, qui expriment un plus fort attachement à l'Europe. Ce décalage important peut être interprété en termes de différences générationnelles liées à des histoires vécues sur l'Europe, fondamentalement distinctes entre les deux générations. La génération la plus âgée a vu l'Europe se construire sur les décombres de la seconde guerre mondiale et la conçoit davantage dans un registre de maintien de la paix ; les plus jeunes ont vécu dans des contextes de crise économique, ce qui fait que les institutions européennes sont davantage jugées à travers un répertoire économique et de rigueur budgétaire. Même si l'enquête révèle un niveau de confiance dans l'Europe plus élevé chez les plus jeunes (voir à ce sujet le chapitre 10), le niveau d'attachement est en revanche bien moindre pour les 18-29 ans avec un écart qui ne cesse de s'amplifier avec les plus de 65 ans.

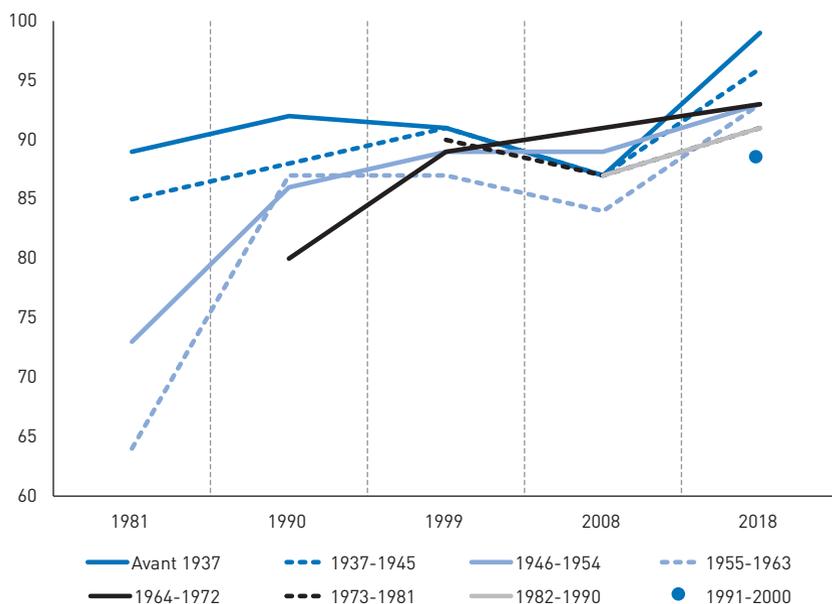
Ces résultats viennent par ailleurs confirmer le caractère cumulatif du sentiment d'appartenance à la nation et celui propre à l'Europe. Loin de les réduire à un jeu à somme nulle où l'identification à un niveau territorial se ferait au détriment d'un autre niveau, il est envisageable de penser les identités nationale et européenne sur le modèle de poupées gigognes (Bruter, 2005). On constate à ce sujet que les jeunes Français qui expriment un attachement à l'Europe sont 93 % à déclarer également un attachement à la nation. À l'inverse, parmi les jeunes qui se déclarent peu ou pas du tout européens, ils ne sont plus que 65 % à exprimer une appartenance nationale. Ces résultats corroborent les conclusions déjà formulées par Sophie Duchesne et André-Paul Frogner (2002) selon lesquelles il n'existe pas « de relation inverse entre identifications européenne et nationale ». Ces auteurs montrent en effet qu'en dehors des périodes électorales où les mobilisations souverainistes pèsent particulièrement, la fierté européenne est positivement corrélée avec la fierté nationale. Autrement dit, plus les jeunes sont fiers d'être européens, plus ils sont aussi fiers de leur nation, ce qui démontre leur capacité plus forte à assumer des identités multiples et à séparer l'identité politique de l'identité culturelle (Robyn, 2005, p. 229).

Convergence générationnelle du sentiment de fierté nationale

Les résultats de la dernière vague de l'enquête Valeurs mettent en évidence l'ambivalence d'une citoyenneté réflexive qui, tout en combinant différentes unités géographiques, réaffirme dans le même temps l'intensité du

lien entretenu avec l'échelon national. Les travaux engagés ces dernières années sur le sentiment national, abordé à la fois en termes d'« identité nationale » (Jayet, 2013 ; Noiriol, Mauger, 2007), d'« appartenance nationale » (Belot, Cautrès, 2010) ou encore de « nationalisme banal » (Martigny, 2010 ; Billig, 2019) soulignent à ce sujet la réaffirmation du lien entretenu par les citoyens avec leur nation. L'enquête Valeurs permet de constater l'évolution de ce lien à travers une question posée à chacune des vagues depuis 1981, qui porte sur le fait d'être « tout à fait, assez, peu ou pas du tout fier d'être citoyen-ne français-e ».

Graphique 2. Fierté d'être citoyen français par génération (en %)



Source : enquêtes Valeurs 1981, 1990, 1999, 2008 et 2018.

Lecture : en 1981, 89% des Français de la génération née avant 1937 se déclaraient très ou assez fiers d'être citoyens français. En 2018, 89 % des Français de la génération 1991-2000 se déclaraient très ou assez fiers d'être citoyens français.

Au fil des vagues de l'enquête, l'analyse par cohorte permet de constater une convergence générationnelle du sentiment de fierté nationale, particulièrement visible pour les générations du *baby-boom* qui se distinguaient des autres en 1981 par un plus faible sentiment de fierté nationale. Alors que les générations les plus âgées étaient celles qui se situaient en 1981 sur les valeurs les plus hautes, et les nouvelles générations sur les valeurs

les plus basses, ce différentiel s'est progressivement estompé parce que les plus jeunes ont, à chaque nouvelle vague, plus fréquemment exprimé un sentiment de fierté nationale : en 2018, 89 % des jeunes de 18-29 ans (génération 1991-2000) se déclaraient très ou assez fiers d'être citoyens français. Au même âge, ceux de la génération 1955-1963 interrogés en 1981 n'étaient que 64 % à exprimer ce sentiment, soit un écart de 25 % entre les deux. S'il existe un effet d'âge lié au fait qu'en vieillissant, les Français interrogés tendent à exprimer plus fréquemment un sentiment de fierté nationale, ou encore un effet de période avec des événements (attentats, *Charlie*) qui peuvent avoir une influence sur la référence à la nation, on observe également un effet de génération dans la mesure où chaque nouvelle cohorte commence, hormis en 2008, avec un niveau de fierté national plus élevé que la génération précédente (+ 14 % en 1990 ; + 9 % en 1999 ; + 2 % en 2018).

Ce positionnement des nouvelles générations depuis les années 1990 vers des valeurs nationales peut surprendre dans la mesure où il vient à rebours d'un monde désormais globalisé fonctionnant depuis cette période de moins en moins sur des logiques propres à l'Etat-nation et de plus en plus sur des dynamiques transnationales. Ces résultats confirment de manière paroxystique la thèse déjà défendue par Norbert Elias il y a près de trente ans d'un « effet de retard » des *habitus* à chaque nouvelle étape d'intégration du monde. Face aux processus d'allongement des chaînes d'interdépendance, la « tonalité émotionnelle de l'*habitus* national » (Elias, 1991, p. 261) continue de subsister sur plusieurs générations. Elle reste « très profondément et très solidement ancrée dans la structure de la personnalité de l'individu ». L'identification des individus à une communauté politique nationale est historiquement liée à l'intégration normative de ces derniers. Du fait qu'elle résulte d'une intense politique de « manipulation des sentiments vis-à-vis de l'État et de la nation, du gouvernement et du régime politique », la « tradition nationale » à laquelle faisait référence Elias dans ses travaux continue de cimenter les citoyens autour d'un corps de règles et de valeurs nationales partagées. Cette mémoire collective nationale se transmettant d'une génération à une autre contribuerait pour Elias à retarder partiellement l'avènement et la prise de conscience d'un niveau supranational d'inclusion politique et civique. Pour Michael Billig, il s'agirait en revanche moins d'un effet de retard que du caractère indépassable de l'appartenance nationale. Elle se perpétue dans le monde contemporain à travers le « nationalisme ordinaire » que Billig définit comme « l'ensemble des habitudes idéologiques

qui permettent aux nations occidentales établies d'être reproduites. [...] Ces habitudes ne sont pas extérieures à la vie quotidienne, comme l'ont supposé certains observateurs. Chaque jour la nation est indiquée, ou « balisée » dans la vie des citoyens. Le nationalisme, loin d'être une humeur intermittente dans les nations établies, en est la condition endémique » (Billig, 2019, p. 8.) Plus qu'un signe de l'affaiblissement de la nation, la négociation nouvelle avec d'autres unités d'appartenance doit ainsi être comprise comme une perpétuation de l'importance symbolique du référent national rendue possible par les microprocessus d'identification qui structurent la vie quotidienne des individus.

Une citoyenneté entre valeurs politiques (demos) et valeurs ethniques (ethnos)

Au-delà de l'ambivalence contenue dans la double orientation du sentiment d'appartenance, à la fois inclusif et exclusif, à la fois tourné vers des horizons cosmopolitiques et replié sur des valeurs statonationales, la signification attribuée à la « fierté nationale » s'avère elle aussi tout aussi ambiguë. S'agit-il d'une citoyenneté accordant une importance centrale au fait de partager une culture commune associée à une dimension de souveraineté nationale rejoignant des valeurs conservatrices sur le plan politique, sociétal, religieux (dimension *ethnos*) ? S'agit-il d'une conception plus souple de la citoyenneté qui passe prioritairement par une implication politique et par des pratiques de participation dans l'espace public, lesquelles favoriseraient en retour le sentiment d'agir collectivement autour de valeurs partagées par un même ensemble de citoyens (dimension *demos*) ?

Deux conceptions de la citoyenneté sont dans tous les cas couramment opposées (Schnapper, 2017) et la question est aussi de savoir comment cette distinction *ethnos/demos* a évolué depuis 2008. Si l'on s'accorde sur le fait que la citoyenneté nationale a retrouvé une nouvelle vigueur en 2018, ce regain est-il passé par un élargissement sémantique et conceptuel de cette appartenance qui intégrerait désormais des profils plus diversifiés et davantage tournés vers sa dimension *demos* ? Ou la nouvelle vitalité citoyenne observée s'explique-t-elle par un plus fort recrutement d'individus attirés par un cadre de référence *ethnos* auquel sont associées des valeurs de mémoire historique et de culture partagée ?

Tableau 3. Enquêtés se déclarant très fiers d’être citoyens français

	2008	2018
Ensemble des 18-29 ans	27	38
Sexe		
Hommes	30	41
Femmes	25	38
Âge de fin d’études		
Moins de 18 ans	41	38
18-21 ans	27	42
Plus de 21 ans	24	38
Échelle politique		
Extrême gauche	22	24
Gauche	23	32
Centre	24	44
Droite	40	46
Extrême droite	59	49
Religion		
Catholique	33	48
Sans appartenance religieuse	25	33
DEMOS : « citoyenneté » au sens d’implication politique et de participation des citoyens		
Peu ou pas du tout important d’être né en France pour être véritablement Français	15	40
Peu ou pas du tout important d’avoir des origines françaises pour être véritablement Français	34	40
Plus de participation au gouvernement	20	37
Très ou assez intéressé par la politique	30	44
Très ou assez concerné par l’humanité tout entière	28	36
ETHNOS : « citoyenneté » au sens de mémoire collective et culture partagée		
Très ou assez important d’avoir des origines françaises pour être vraiment Français	37	39
Très ou assez important d’être né en France	33	40
Le rôle de l’État est de maintenir l’ordre dans le pays	40	41
Pas du tout concerné par les conditions de vie des immigrés	36	44

Source : enquêtes Valeurs 2008 et 2018.

Lecture : en 2008, 30 % des hommes se déclaraient très fiers d’être citoyens français.

De façon générale d’abord, il importe de souligner que ce n’est pas tant sur le sentiment global de fierté nationale (« très » et « assez » fier) que l’on observe une évolution majeure depuis 2008, l’écart entre les deux vagues n’étant que de deux points avec 89 % des 18-29 ans se disant très ou assez fiers d’être citoyens français en 2018 contre 87 % en 2008. Les écarts les plus significatifs se situent davantage sur le versant le plus affirmé, avec une augmentation de 12 % entre 2008 et 2018 de jeunes Français se déclarant

« très » fiers d'être citoyens français. Le consensus global observé sur le sentiment de fierté nationale occulte en effet les évolutions nouvelles sur ses extrémités supérieures, raison pour laquelle nous avons fait le choix dans le tableau 3 de rendre compte de la distribution des jeunes Français ayant exprimé le fait de se sentir « très fier d'être citoyen français ».

S'agissant en premier lieu des caractéristiques sociodémographiques, soulignons que les jeunes de 2008 ayant exprimé ce sentiment étaient prioritairement des hommes, sortis du système scolaire avant 18 ans, orientés politiquement à droite et à l'extrême droite, et déclarant plus souvent appartenir à la religion catholique. En 2018, un rapprochement des profils se confirme avec un écart en baisse du point de vue du sexe (les hommes étant toutefois encore légèrement plus représentés que les femmes), du point de vue du niveau éducatif (absence nouvelle de différences entre études longues et études courtes) et du point de vue de l'échelle politique (même si cette variable continue de cliver les jeunes Français situés à gauche et à l'extrême gauche de ceux situés à droite et à l'extrême droite). Le sentiment de fierté nationale s'est de ce point de vue renforcé là où il était le plus faible, c'est-à-dire essentiellement du côté des jeunes les plus diplômés, se déclarant à gauche et au centre, alors que dans le même temps, un repli significatif s'observe chez les jeunes se positionnant à l'extrême droite de l'échiquier politique. Se pose de ce fait la question de savoir si cette convergence relative des profils sociologiques et des orientations politiques va de pair avec un rapprochement des valeurs et une incorporation éventuelle d'opinions nouvelles, notamment sur la dimension civique et politique de la citoyenneté, qui viendrait éventuellement s'ajouter à la dimension ethnique et culturelle jusqu'alors centrale ?

Pour répondre à cette question sur l'éventuel nouveau point d'équilibre entre *ethnos* et *demos*, nous avons distingué dans le tableau ci-dessus les questions relevant d'une conception culturelle de la citoyenneté de celles relevant de sa dimension politique et civique.

La première conception de la citoyenneté (*ethnos*) se rattache non pas à une pratique, mais à un statut qui se matérialiserait par une reconnaissance officielle de l'appartenance à la nation et se transmettrait sur la base d'une origine et d'une culture supposée commune. Il y aurait de ce point de vue une correspondance forte entre le terme de citoyenneté et celui de nationalité. En 2008, on observait une surreprésentation de jeunes attachés à une approche ethnique et exclusive de la notion de

citoyenneté fondée sur des critères de fermeture censés essentialiser les principes d'identité nationale. Si 27 % des jeunes de l'ensemble des 18-29 ans de l'enquête se déclaraient en 2008 très fiers d'être citoyens français, une importante surreprésentation de jeunes ayant une conception exclusive de la nationalité était ainsi observable : 37 % de ceux qui considéraient « très ou assez important d'avoir des origines françaises pour être véritablement Français », et 33 % des jeunes considérant « très ou assez important d'être né en France » se déclaraient très fiers d'être citoyens français. Cette conception exclusive de la citoyenneté fondée sur l'appartenance nationale rejoindrait aussi une vision verticale marquée par des principes de souveraineté nationale et un attachement plus affirmé à l'armée. On relève sur ce point une adhésion forte des jeunes avec l'idée que le rôle de l'État est en priorité de maintenir l'ordre dans le pays (40 %).

Le centre de gravité entre *demos* et *ethnos* penchait nettement plus en 2008 en faveur de ce dernier, avec une citoyenneté conçue d'abord à partir d'une intégration verticale fortement liée à la nationalité et à l'armée. En 2018, le sentiment plus fréquemment exprimé par les jeunes d'une très grande fierté d'être citoyens français s'explique d'abord par l'adhésion nouvelle de jeunes davantage attirés par une intégration horizontale de la citoyenneté : 40 % d'entre eux considèrent désormais qu'il est peu ou pas du tout important d'être né en France (25 % de plus qu'en 2008) et 40 % (6 % de plus qu'en 2008) qu'il est peu ou pas du tout important d'avoir des origines françaises pour être véritablement français. Ce patriotisme au-delà des nationalismes témoigne d'une attitude réflexive nouvelle sur les contours de la citoyenneté avec le souhait plus affirmé par ces jeunes d'une plus forte participation des citoyens aux décisions du gouvernement (+ 13 % depuis 2008). Le nouveau centre de gravité entre les valeurs *demos* et *ethnos* semble de ce point de vue aller de pair avec une conception plus inclusive de la citoyenneté entendue non comme statut, mais comme pratique renvoyant à une communauté de nature politique plutôt que religieuse ou ethnique. Pour ces jeunes Français, être citoyen, c'est désormais faire preuve de la capacité à s'extraire de ses appartenances, sans les renier, pour prendre part aux affaires d'une communauté plus large et s'impliquer dans l'organisation et les décisions de la cité.

Conclusion

Face à l'ambivalence apparente de la citoyenneté située à la fois vers des formes inclusives et cosmopolites des unités géographiques d'appartenance et vers un sentiment plus exclusif et vertical du rapport à la nation fondée sur une culture et des origines supposées communes, il convient *in fine* de souligner la relative autonomie des jeunes Français dans leur adhésion à des groupes d'appartenance ou de référence. Les résultats recueillis sur près de quarante ans montrent bien qu'ils parviennent à mobiliser activement des appartenances non pas de manière immuable, mais au contraire avec souplesse, réversibilité, voire dans certains cas, hybridité. Davantage qu'une opposition stricte entre dimension post-nationale et nationale, ou encore entre cosmopolitisme et patriotisme, il semble davantage exister une relation dialectique allant dans le sens d'une articulation nouvelle entre ces différentes polarités, visibles notamment à travers des figures du « patriote cosmopolite » et du « cosmopolite enraciné » (Appiah, 2006 ; Tarrow, 2007).

BIBLIOGRAPHIE

- Appiah K., 2006, *Pour un nouveau cosmopolitisme*, Paris, Odile Jacob.
- Belot C., Cautrès B., 2010, « Être français : force et diversité du sentiment d'appartenance nationale », in Bréchon P., Galland O. (dir.), *L'individualisation des valeurs*, Paris, Armand Colin, p. 197-212.
- Billig M., [1995] 2019, *Le nationalisme banal*, Louvain-la-Neuve (Belgique), Presses universitaires de Louvain.
- Bruter M., 2005, *Citizens of Europe ? The Emergence of a Mass European Identity*, Londres (Royaume-Uni), Palgrave Macmillan.
- Della Porta D., Tarrow S. (dir.), 2005, *Transnational Protest and Global Activism*, New York (États-Unis), Rowman & Littlefield.
- Dewey J., 2003, *Œuvres philosophiques. Tome II : le public et ses problèmes*, Paris, Léo Scheer.
- Duchesne S., Frogner A.-P., 2002, « Sur les dynamiques sociologiques et politiques de l'identification à l'Europe », *Revue française de science politique*, n° 4, vol. 52, p. 355-374.
- Elias N., 1991, *La société des individus*, Paris, Fayard.
- Giugni M., Grasso M., 2019, *Street Citizens. Protest Politics and Social Movement Activism in the Age of Globalization*, Cambridge (Royaume-Uni), Cambridge University Press.
- Jayet C., 2013, *État-nation et ordre politique européen : quels dilemmes entre diversité, légitimité politique et solidarité ?* Essais sur les identités nationales, le nationalisme et l'intégration européenne, Thèse de doctorat, Paris, EHESS.
- Kriesi H., Grande E., Lachat R., Dolezal M., Bornschier S., Frey T., 2008, *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge (Royaume-Uni), Cambridge University Press.

- Martigny V., 2010, « Penser le nationalisme ordinaire », *Raisons politiques*, n° 37, p. 5-15.
- Noiriel G., Mauger G., 2007, « "L'identité nationale" en France », *Savoir/agir*, n° 2, p.79-89.
- Ong A., 1999, *Flexible Citizenship. The Cultural Logics of Transnationality*, Durham (États-Unis), Duke University Press.
- Pickard S., 2019, *Politics, Protest and Young People. Political Participation and Dissent in 21st Century Britain*, Londres (Royaume-Uni), Palgrave Macmillan.
- Robyn R. (dir.), 2005, *The Changing Face of European Identity*, Londres (Royaume-Uni), Routledge.
- Sassen S., 2007, *A sociology of globalization*, New York, W. W. Norton & Co
- Schissler H., Soysal Y., 2004, *The Nation, Europe and the World. Textbooks and Curricula in Transition*, New York (États-Unis), Berghahn.
- Schnapper D., 2017, « Nationalité et citoyenneté », *Pouvoirs*, n° 160, p. 61-71.
- Tarrow S., 2007, *The New Transnational Activism*, Cambridge (Royaume-Uni), Cambridge University Press.
- Tassin É., 2003, *Un monde commun. Pour une cosmo-politique des conflits*, Paris, Le Seuil.

Chapitre 10

Les jeunes Français et l'Union européenne : une relation contrariée

Céline Belot

« Toutes les actions créatrices et de croissance européenne ici décidées seront assurées d'un plus grand avenir si la jeunesse y est étroitement associée; cette préoccupation a été retenue par les gouvernements et les Communautés y pourvoiront. »

Déclaration finale du sommet des chefs d'États et de gouvernements, La Haye, 1969, article 16.

La question du soutien des jeunes au projet d'intégration de l'Europe constitue une préoccupation forte des dirigeants européens. Elle apparaît déjà chez les partisans du projet fédéraliste de l'entre-deux-guerres (Bantigny, 2010). Au début des années 1950, au moment de la signature de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), des « rencontres européennes de la jeunesse » sont organisées à la Lorelei, en Allemagne. Il s'agit « d'intéresser la jeunesse à la construction de l'Europe » (Palayret, 1995, p. 49). À partir des années 1960, mais surtout dans les années 1970 et 1980, un ensemble de politiques sont mises en œuvre par les institutions européennes en direction des jeunes (Belot, 2000 ; Bantigny, 2010). Ces politiques se poursuivent aujourd'hui à travers notamment la Stratégie de l'Union européenne (UE) en faveur de la jeunesse qui vise à favoriser « la participation des jeunes à la vie démocratique¹ ».

Comment comprendre cette forte focalisation des dirigeants européens sur le soutien des jeunes au processus d'intégration ? Dès la fondation des communautés européennes, et en particulier à partir des années 1960, la question du soutien des populations des États membres au processus d'intégration est considérée comme essentielle. S'appuyant sur les travaux de David Easton, les recherches alors consacrées au processus d'intégration européenne affirment l'importance, pour un système politique, du soutien de ses citoyens, s'il veut être reconnu comme un système légitime et se maintenir sur le long terme (Lindberg, Scheingold, 1970). Or, dès la

1. https://ec.europa.eu/youth/policy/youth-strategy_fr

fin des années 1960, le renouvellement générationnel est perçu comme la solution pour développer le soutien au processus d'intégration européenne. En raison de l'importance de la première socialisation politique sur l'ensemble de la vie, il s'agissait de remplacer les générations nées avant la seconde guerre mondiale, socialisées à la politique dans le contexte d'une exacerbation des nationalismes, par les générations socialisées à la politique après la guerre, dans un contexte de rejet de ces nationalismes guerriers (Inglehart, 1967). Développer une politique publique visant à ce que les jeunes soient mieux informés et puissent bénéficier des actions mises en œuvre au niveau communautaire apparaît alors comme un moyen de développer leur soutien et de nourrir leur attachement au système politique européen et au processus d'intégration.

De fait, dès la fin des années 1960, Ronald Inglehart, qui consacre sa thèse à la socialisation des Européens, montre que les jeunes des années 1960 se déclarent plus favorables à l'intégration européenne que leurs aînés (Inglehart, 1967). Selon lui, ces résultats s'expliquent par ce phénomène de socialisation dans le contexte de rejet des nationalismes. Ils découlent également du niveau d'éducation plus élevé des jeunes Européens, qui favorise les voyages et les échanges entre jeunes d'Europe de l'Ouest et les incline à adopter des perspectives plus cosmopolites. *Via* leurs politiques à l'égard des jeunes, les élites européennes visent donc à ce que ce phénomène de remplacement des générations se poursuive et que chaque génération se trouve peu à peu plus attachée et favorable au processus d'intégration que la précédente.

Quelque cinquante ans plus tard, le constat n'est pas exactement celui espéré par les élites communautaires. Au « consensus permissif » (Lindberg, Scheingold, 1970) des citoyens des États membres à l'égard de l'intégration européenne des années 1960 aux années 1990 – autrement désigné dans le contexte français comme un « acquiescement de façade » (Percheron, 1991) – a succédé ce que certains chercheurs ont appelé un « dissensus contraignant » (Hooghe, Marks, 2009) avec le développement des opinions eurosceptiques. D'autres observateurs soulignent cependant que les citoyens sont devenus moins eurosceptiques qu'ambivalents, voire indifférents, à l'égard de l'intégration européenne (Vries, Steenbergen, 2013; Van Ingelgom, 2014). En définitive, le renouvellement des générations n'a donc pas conduit au développement du soutien à l'égard du processus d'intégration et ce malgré l'intensification des échanges entre États membres et le développement des politiques européennes en faveur de la mobilité des jeunes. Par ailleurs, le soutien des jeunes apparaît plus

incertain qu'il ne semblait l'être dans les années 1960. Pour n'en prendre qu'un exemple, en France, lors du référendum organisé en 2005 sur le traité établissant une constitution pour l'UE, non seulement les jeunes se sont davantage abstenus que la moyenne (42 % des 18-24 ans et 44 % des 25-34 ans contre 30 % en moyenne nationale) mais 59 % des 18-34 ans ont choisi le « non », soit 4,5 % de plus que la moyenne nationale et 22 % de plus que les 65 ans et plus (Perrineau, 2005, p. 242).

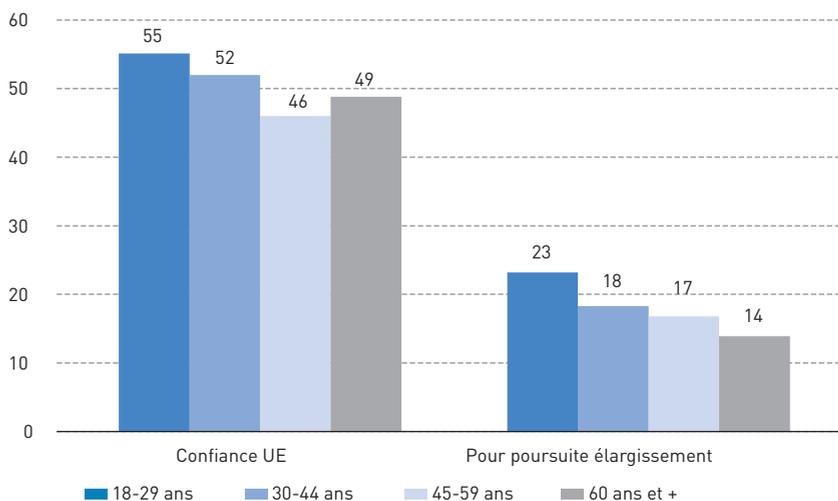
Le présent chapitre propose de faire le point sur l'état de cette relation des jeunes Français de la fin des années 2010 à l'UE et au processus d'intégration. Plus précisément, à partir des résultats de l'enquête sur les valeurs des Européens, et en particulier de l'enquête française qui comprend un suréchantillon « jeunes », il dresse tout d'abord un état des opinions des jeunes Français à l'égard de l'intégration européenne et, lorsque les données le permettent, de leur évolution dans le temps. Il propose ensuite de comprendre pourquoi les opinions des jeunes sont différentes de celles de la population. Il offre enfin quelques éléments de réflexion pour une analyse en termes de périodes et de générations.

Les jeunes Français et l'intégration européenne, plus confiants mais moins attachés

De nombreux travaux se sont intéressés aux attitudes des jeunes à l'égard de l'intégration européenne. La plupart mettent en évidence que les jeunes sont plus favorables au processus d'intégration que les individus plus âgés (Belot, Tournier, 1998 ; McLaren, 2002 ; Rekker, 2018). L'enquête sur les valeurs des Français et des Européens comprend un petit nombre de questions relatives aux opinions à l'égard de l'intégration européenne qui permettent d'établir quelques constats relatifs aux attitudes des jeunes Français à l'égard de l'intégration européenne en 2018. Depuis 1990, l'enquête Valeurs pose la question de la confiance des individus dans l'UE. Les données 2018 montrent que les jeunes (18-29 ans) sont globalement plus confiants à son égard que les autres groupes d'âge (55 % contre 50 % en moyenne²).

2. Les réponses « ne sait pas » ne sont pas comprises dans cette analyse.

Graphique 1. Soutien des Français à l'UE et à l'élargissement en fonction de l'âge* (en %)



Source : enquête Valeurs 2018.

* Les libellés des questions sont les suivants : « Pour chacune des institutions que je vais vous citer, pouvez-vous me dire dans quelle mesure vous avez confiance ou pas en l'UE ? » (« Une grande confiance », « une certaine confiance », « peu de confiance », pas de confiance du tout »); « Certains pensent que l'élargissement de l'UE devrait continuer. D'autres estiment qu'on est déjà allé trop loin. Situez votre opinion sur cette échelle (1 « l'élargissement devrait continuer », 10 « l'élargissement est allé trop loin »). Dans le graphique, sont considérés comme ayant confiance en l'UE les individus qui ont répondu « une grande confiance » et « une certaine confiance », sont considérés comme en faveur de la poursuite de l'élargissement les individus ayant choisi les valeurs 1 à 4 sur l'échelle.

Lecture : 55 % des 18-29 ans ont confiance dans l'Union européenne; 23 % des 18-29 ans sont en faveur de la poursuite de l'élargissement.

Dans l'enquête, une question est également posée permettant de mesurer, à l'aide d'une échelle en 10 points, si les individus considèrent que l'élargissement devrait se poursuivre ou s'il est au contraire déjà allé trop loin. Là encore, les données de l'enquête 2018 pour la France mettent en évidence que les jeunes sont plus favorables à la poursuite de l'élargissement que leurs aînés. Cependant, elles permettent aussi de constater la frilosité de l'ensemble de la population, jeunes y compris, concernant l'élargissement, un indicateur parmi d'autres des attitudes à l'égard de la poursuite du processus d'intégration. En effet, seuls 17 % de la population (23 % des 18-29 ans) considèrent que l'élargissement devrait se poursuivre alors que 58 % de la population (41 % des jeunes) estiment que l'élargissement est déjà allé trop loin. Plus confiants dans l'Union européenne dans sa

forme actuelle que la moyenne des Français, les jeunes font donc également preuve d'une certaine circonspection à l'égard de la poursuite du processus d'intégration. Ces deux indicateurs résument bien l'attitude ambivalente d'un certain nombre de Français, et en particulier des jeunes, à cet égard : un relatif soutien au système politique européen actuel, mais des doutes quant à la poursuite du processus d'intégration.

Un rapide tour d'horizon de la confiance des jeunes dans l'Union européenne dans les vingt pays de l'UE ayant participé à l'enquête Valeurs en 2017-2018³ montre que cette plus forte confiance des jeunes est observable partout, sauf en Roumanie, en Slovaquie et en Croatie (voir tableau 1). Les jeunes Français ne se distinguent donc pas de leurs homologues européens sur ce point. Soulignons cependant que le niveau de soutien varie très fortement entre pays et que l'écart entre les jeunes et le reste de la population est également plus ou moins fort selon le pays. L'écart est ainsi de + 5 points de pourcentage en France, mais de 10 points ou plus en Lituanie, en Bulgarie, en Allemagne, aux Pays-Bas et en République tchèque, et même de plus de 15 points en Suède, en Finlande, au Danemark et au Royaume-Uni⁴. Ces résultats confirment que la nationalité reste le déterminant principal des attitudes à l'égard de l'intégration européenne⁵, comme l'avaient mis en évidence de nombreuses études dans les années 1990 (Deflem, Pampel, 1996 ; Anderson, Reichert, 1996 ; Anderson, 1998).

3. L'enquête était à l'origine prévue dans tous les pays en 2017, mais elle n'a finalement pas pu avoir lieu partout au même moment en raison à la fois de problèmes de financements et de terrains.

4. Les travaux sur le vote en faveur du *remain* et du *leave* au référendum britannique de 2016 mettent bien en évidence ce fort soutien des jeunes en faveur du *remain* (Fox, Pearce 2018). Ils montrent également comment la campagne a été le moment d'une mobilisation du vote des jeunes (Sloam, 2018).

5. Soulignons que si différentes hypothèses ont été avancées pour expliquer ces différences entre pays – hypothèses économiques, de la durée d'appartenance, du contexte de l'adhésion, de la force et des dimensions du sentiment d'appartenance nationale –, l'importance de la nationalité sur le soutien à l'intégration européenne constitue toujours en partie une boîte noire.

Tableau 1. Confiance en l'UE selon le pays et l'âge (2017-2018) [en%]

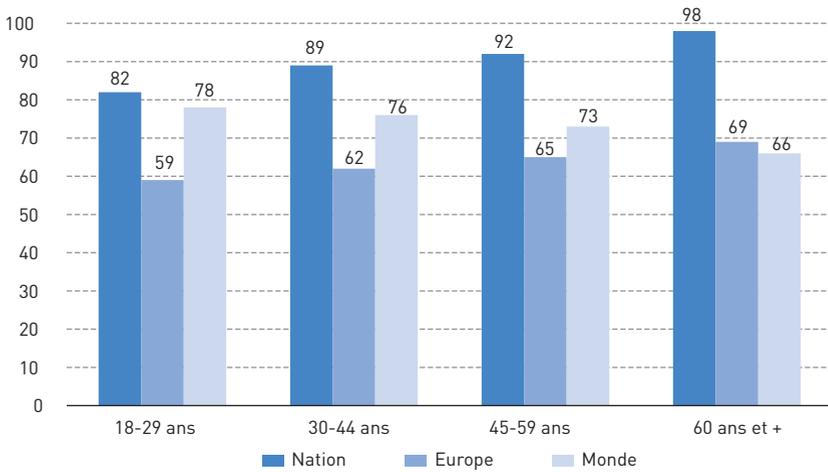
	Confiance UE jeunes (18-29 ans)	Différences jeunes/ population totale
Lituanie	81	+ 10
Suède	66	+ 16
Danemark	63	+ 18
Finlande	63	+ 18
Estonie	61	+ 7
Espagne	59	+ 5
Bulgarie	59	+ 10
France	55	+ 5
Pologne	54	+ 5
Allemagne	54	+ 13
Autriche	53	+ 9
Royaume-Uni	51	+ 18
Slovaquie	50	- 4
Pays-Bas	50	+ 13
Hongrie	48	+ 4
Italie	47	+ 7
Roumanie	46	- 4
République tchèque	40	+ 14
Slovénie	38	+ 9
Croatie	27	0
Moyenne UE 20*	54	+ 9

Source : enquête Valeurs 2018.

* Attention, il s'agit d'une moyenne entre pays faite à partir de la moyenne des vingt pays de l'UE compris dans l'enquête et qui ne prend pas en compte la taille de la population par pays.

Lecture : 81 % des jeunes Litvaniens ont confiance dans l'UE, soit + 10 % d'opinions favorables par rapport à la population générale du pays. Les chiffres en gras indiquent que les opinions des jeunes sont de 10 % d'opinions favorables ou plus. Les chiffres en italique indiquent que les opinions des jeunes sont moins favorables que celles du reste de la population.

Graphique 2. Attachement des Français à la France, à l'Europe et au Monde en fonction de l'âge (% en 2018)*



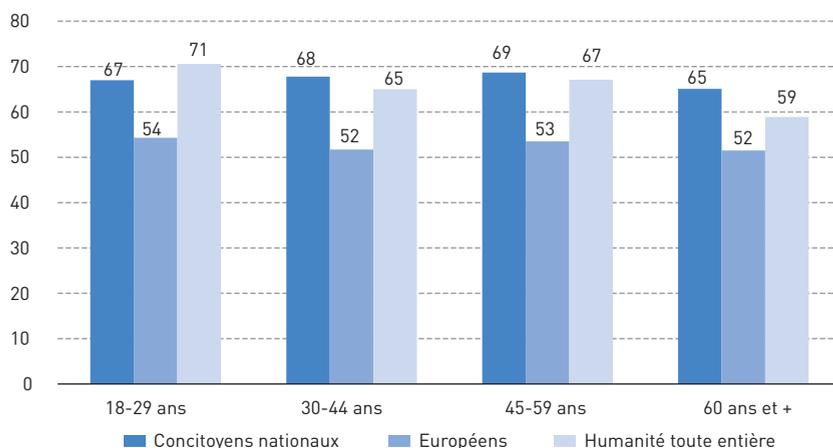
Source : enquête Valeurs 2018.

* Le libellé des questions est le suivant : « les gens ont différentes perceptions d'eux-mêmes et du monde qui les entoure. En utilisant cette carte, pouvez-vous me dire à quel point vous vous sentez attaché à : votre ville ou votre village ; votre région ; la France ; l'Europe ; le monde ? » (« très attaché », « assez attaché », « pas très attaché », « pas attaché du tout »).

LECTURE : 82% des 18-29 ans se déclarent attachés à leur nation (la France).

Au-delà des questions de soutien au système politique et au processus d'intégration, l'enquête sur les valeurs de 2018 offre également plusieurs indicateurs permettant de questionner le rapport des jeunes Français à l'Europe sur le plan affectif et identitaire. Ainsi, il leur est demandé s'ils se sentent attachés à l'Europe en tant qu'entité territoriale et s'ils se sentent concernés par les conditions de vie des Européens. La première question mesure plutôt un attachement horizontal, entre les citoyens et un territoire, la seconde pose la question de l'existence d'une forme de communauté puisque chacun reconnaît l'autre comme quelqu'un dont le sort le préoccupe. Les résultats de l'enquête Valeurs de 2018 mettent en évidence que si les jeunes Français âgés de 18 à 29 ans se déclarent très majoritairement attachés à l'Europe (59%), cet attachement est plus faible que celui des personnes plus âgées, notamment les plus de 60 ans (69%). Surtout, cet attachement à l'Europe est plus faible que leur attachement à la France et au monde. Près de 20% des jeunes se disent notamment plus attachés au monde qu'à l'Europe.

Graphique 3. Sentiment d'appartenance à une communauté au niveau national, européen et mondial en fonction de l'âge (% en 2018)*



Source : enquête Valeurs 2018.

* Le libellé des questions est le suivant : « Dans quelle mesure vous sentez-vous concerné par les conditions de vie... de vos concitoyens ; des Européens ; de l'humanité tout entière ? » (« beaucoup », « assez », « dans une certaine mesure », « pas tellement », « pas du tout »). Dans le graphique, « se sentir concerné » regroupe les individus ayant répondu « beaucoup » et « assez ».

Lecture : 67 % des 18-29 ans se sentent concernés par le sort de leurs concitoyens au niveau national.

S'agissant du sentiment horizontal d'appartenance à une communauté d'individus, les jeunes se montrent en majorité concernés par les conditions de vie des autres Européens, à peine plus cependant que la moyenne des Français (54 % contre 53 %). Ce sentiment d'appartenance est cependant bien plus faible qu'au niveau national, puisque 67 % des Français en général et des jeunes en particulier se disent concernés par les conditions de vie de leurs concitoyens au niveau national. Il est également plus faible qu'au niveau mondial, avec 64,5 % des Français et 71 % des jeunes en particulier qui se déclarent concernés par le sort de l'humanité tout entière.

Les résultats d'une étude réalisée auprès de jeunes de six pays européens (Allemagne, Autriche, Espagne, République tchèque, Slovaquie et Royaume-Uni) au début des années 2000 montraient que les sentiments d'appartenance des jeunes aux différents échelons territoriaux – national, européen et mondial – n'étaient pas exclusifs, mais liés. Certains jeunes ne se sentaient attachés à aucun, d'autres aux trois (Boehnke, Fuss, 2008). Les données de l'enquête Valeurs pour la France confirment ces analyses.

Elles montrent que 47 % des jeunes Français se sentent concernés par le sort à la fois de leurs concitoyens, des Européens et de l'humanité tout entière et qu'à l'inverse, 21 % ne se sentent concernés par aucune de ces communautés. Le fait de se déclarer concerné par la vie quotidienne des autres Européens paraît donc moins indiquer un sentiment d'appartenance à l'Europe que la reconnaissance par l'individu de son appartenance à une communauté à géométrie variable selon l'enjeu.

Au total, les données de l'enquête Valeurs de 2018 permettent de mettre en évidence que, si les jeunes ont majoritairement confiance dans l'UE comme système politique et s'ils sont plus confiants et plus favorables à la poursuite de l'élargissement que la majorité de la population, leurs attitudes à l'égard du processus d'intégration n'en sont pas moins ambivalentes. En effet, une large proportion d'entre eux se questionne sur la poursuite du processus d'intégration. Par ailleurs, si une majorité semble attachée à l'Europe et reconnaît les autres Européens comme appartenant à une communauté d'individus, ils semblent bien plus attachés et concernés à la fois par l'échelon national et par l'échelon mondial. Le constat d'un soutien plus fort des jeunes au système politique européen et au processus d'intégration doit donc être nuancé, même s'il reste toujours d'actualité en 2018.

Le soutien des jeunes à l'intégration européenne : l'âge comme médiateur d'autres effets sociaux

Comment expliquer cette variable du soutien à l'Union et à l'intégration européenne en fonction de l'âge, et en particulier ce plus fort soutien des plus jeunes ? Dès le tout début des années 1970, certains auteurs insistaient sur l'importance des caractéristiques sociales pour expliquer les attitudes à l'égard de l'intégration européenne (Lindberg, Scheingold, 1970). Plus précisément, au fil du temps, quatre hypothèses principales ont été avancées. Selon la première [H1], l'hypothèse utilitaire (Gabel, 1998), les jeunes sont plus favorables à l'UE et à la poursuite du processus d'intégration car plus à même de profiter des bénéfices des politiques européennes, notamment en termes de mobilité. Selon l'hypothèse identitaire [H2], les jeunes sont plus favorables à l'intégration européenne car moins attachés à la nation. Cette hypothèse a été avancée pour la première fois par Ronald Inglehart dans les années 1960 (Inglehart, 1967).

La troisième hypothèse, celle de la mobilisation cognitive [H3], découle également des premiers travaux d’Inglehart (1970). Selon lui, les jeunes se montrent plus favorables à l’intégration européenne car ils sont, parmi d’autres, davantage en mesure de mobiliser des compétences cognitives qui leur permettent de faciliter « le traitement des informations concernant des objets politiques lointains » et sont dès lors plus portés à développer une perspective cosmopolite (Inglehart, Rabier, 1979, p. 484). Selon la quatrième hypothèse enfin, les jeunes sont plus favorables à l’Union européenne car plus progressistes, plus ouverts à l’innovation, aux idées nouvelles et notamment plus libéraux sur le plan culturel [H4]. Des années 1970 aux années 1990, l’intégration européenne, comme innovation politique, recueille leur soutien (Percheron, 1991). Plus récemment, les politiques de l’UE en faveur de l’égalité homme/femme ou des minorités sont perçues comme générant un tel soutien.

Tableau 2. Expliquer la confiance en l’UE des jeunes Français en 2018

	Coefficient (B)	Exp (B) (odds ratio)
Modèle 1		
Âge		
18-29 ans	,248	1,281*
30 ans et + (réf.)		
Modèle 2		
Âge		
18-29 ans	,123	1,131 ns
30 ans et + (réf.)	-	-
Conception essentialiste de la nationalité [H2]		
Aucun attribut	,190	1,209*
1 ou 2 attributs	-	-
Âge fin d’études [H3]	,026	1,026*
Échelle de libéralisme culturel [H4]	,009	1,009*

Source : enquête Valeurs 2018.

Note : ns : non significatif ; t : seuil de 0,1 (tend à être significatif) ; * : seuil de 0,05. L’échelle de libéralisme culturel et l’âge de fin d’études sont des variables linéaires. Les résultats prennent en compte les effets du sexe, de la taille de la commune de résidence, de l’intérêt pour la politique et du positionnement sur l’échelle gauche/droite comme variables de contrôle.

Lecture : un exponentiel de B (odds ratio) égal à 1 signifie que les variables sont indépendantes, > 1 que la probabilité d’avoir confiance en l’UE est plus forte parmi ces individus que dans le groupe de référence, < 1 que la probabilité d’avoir confiance en l’UE est moins forte parmi ces individus que dans le groupe de référence. Par exemple, 1,281* signifie que, toutes choses égales par ailleurs, la probabilité d’avoir confiance en l’UE plutôt que pas confiance est 1,3 fois plus élevée parmi les 18-29 ans que parmi les 30 ans et plus. Ce chiffre est statistiquement significatif à un seuil de 0,05.

L'enquête sur les valeurs n'offre pas de variable permettant de tester l'hypothèse utilitaire [H1]. Quelques travaux ont cependant été consacrés à la recherche d'effets des politiques de mobilité des jeunes sur leur soutien à l'intégration européenne. Concernant les effets des mobilités *via* le programme Erasmus, les études indiquent qu'ils tendent à être plutôt faibles, mais qu'ils diffèrent selon les pays (Sigalas, 2010 ; Mitchell, 2012 ; Mitchell, 2015). Les effets de l'expérience Erasmus dépendent notamment du niveau de soutien au processus d'intégration européenne avant le départ. Pour ceux qui y étaient peu favorables, le soutien tend à se renforcer alors que pour les plus favorables, les effets sont faibles, voire plus ambigus (Wilson, 2011 ; Kuhn, 2012).

L'enquête Valeurs offre en revanche les moyens de tester les trois autres hypothèses explicatives du plus fort soutien des jeunes au processus d'intégration européenne : l'hypothèse identitaire, l'hypothèse cognitive et l'hypothèse en termes d'innovation sociale. Plutôt que de tester chacune de ces hypothèses une à une, le tableau 2 propose un modèle de régression (modèle 2) qui permet de le faire toutes les trois en même temps, sachant que certains de leurs effets peuvent interagir. Nous ne disposons malheureusement que de peu de variables capables de mesurer le soutien à l'UE et au processus d'intégration, d'où le choix de prendre la confiance dans l'UE comme variable dépendante.

Concernant l'hypothèse identitaire, j'ai précédemment montré que, dans un contexte d'affirmation de la fierté nationale dans la plupart des pays européens ces vingt dernières années, le sentiment de fierté nationale est peu lié au soutien à l'intégration européenne (Belot, 2014). En revanche, le soutien à l'intégration européenne apparaît plus lié aux différentes conceptions de la nationalité française auxquelles les individus adhèrent. Les partisans d'une conception essentialiste, où pour être reconnu comme appartenant au groupe national, il faut avoir des origines et/ou être né dans le pays, sont davantage défiants à l'égard de l'UE. Les partisans d'une conception comportementale, où cette reconnaissance dépend avant tout du respect des lois et des institutions et de la maîtrise de la langue, se montrent en revanche davantage confiants que la moyenne. Dans le modèle de régression ci-dessous, l'hypothèse identitaire est donc testée à partir d'un indice distinguant les individus qui adhèrent à une conception essentialiste de la nationalité⁶ de ceux qui pensent

6. Ils considèrent que pour être Français, il faut avoir des origines françaises et/ou être né en France.

l'identité française différemment. Concernant l'hypothèse cognitive [H3], le nombre d'années d'études est généralement considéré comme un indicateur de la capacité des individus à mobiliser des compétences cognitives à l'égard d'objets politiques lointains (Inglehart, 1970). Enfin, concernant l'hypothèse d'innovation sociale [H4], elle est testée à partir d'un indice qui mesure le niveau de libéralisme culturel⁷.

Le résultat du modèle 1 de cette régression, qui inclut uniquement l'âge comme variable indépendante, confirme l'effet d'âge sur le niveau de confiance dans l'UE. Le fait d'avoir entre 18 et 29 ans prédispose à être plus confiant à l'égard de l'UE que le reste de la population. L'introduction dans le second modèle des variables permettant de tester l'hypothèse identitaire [H2], l'hypothèse cognitive [H3] et l'hypothèse en termes d'innovation sociale [H4], ainsi que le sexe ajouté comme variable de contrôle, met en évidence que l'effet d'âge est médiateur d'autres effets. De fait une fois les autres variables prises en compte, son effet n'est plus significatif⁸. Ce second modèle confirme les trois hypothèses avancées, à différents degrés cependant. Le libéralisme culturel joue un rôle sur la confiance dans l'UE, mais son effet est faible, bien que significatif. L'effet du nombre d'années d'études est un peu plus important. L'hypothèse identitaire apparaît la plus prégnante : le fait d'adopter une conception non essentialiste de la nationalité augmente fortement la probabilité d'avoir confiance dans l'UE. En définitive, si les jeunes Français se montrent plus confiants et plus favorables au processus d'intégration européenne que leurs aînés, c'est en raison à la fois de leur plus haut niveau d'éducation, de leur plus grand libéralisme culturel et de leur moindre adhésion à une conception essentialiste de la nationalité. Le constat du plus fort soutien au processus d'intégration européenne des jeunes, quelles qu'en soient les raisons, conduit cependant à réinterroger la croyance, exprimée par Ronald Inglehart à la fin des années 1960, d'un accroissement du soutien sur le long terme en raison du remplacement générationnel.

7. Cet indice est créé à partir de cinq échelles qui demandent aux enquêtés s'ils justifient (de « jamais » à « toujours » sur une échelle de 1 à 10) : l'homosexualité, l'avortement, le divorce, l'euthanasie et le suicide. Les scores vont de 5 (moins tolérants) à 50 (plus tolérants).

8. Soulignons que nous avons choisi de présenter un modèle économe avec une variable d'âge dichotomique (18-29 ans contre 30 ans et plus). Le même modèle avec une variable d'âge composée de quatre ou sept catégories confirme que, toutes choses égales par ailleurs, les 18-29 ans ne sont pas plus confiants dans l'UE que le reste de la population.

Âge, période et générations : de quelques effets sur la confiance à l'égard de l'UE

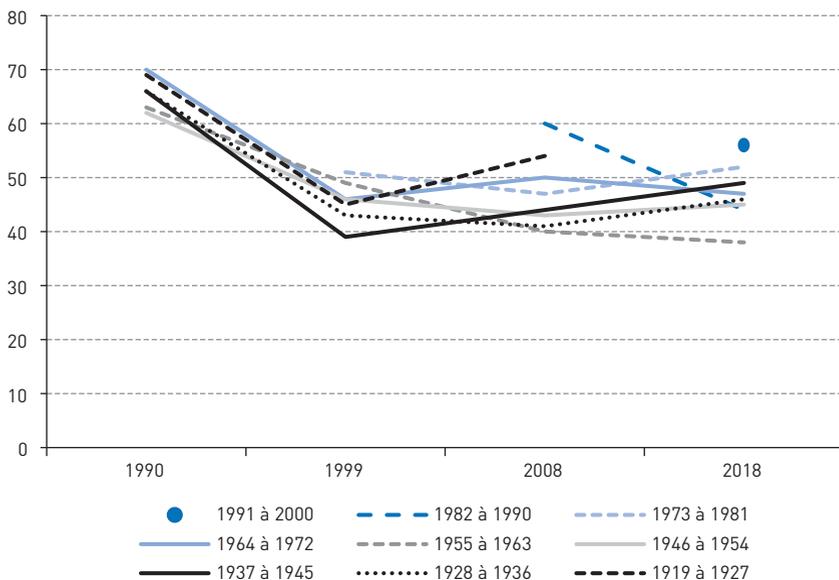
La question de la confiance dans l'UE a été posée dans les enquêtes Valeurs à partir de la vague 2 de l'enquête, qui date de 1990. Elle permet d'observer pour la France des évolutions dans le temps en 1990, 1999, 2008 et 2018. Dans cette perspective, neuf cohortes sont constituées. La première rassemble les individus nés entre 1919 et 1927, soit les individus dont la première socialisation politique a eu lieu dans le contexte des années 1930 et du début des années 1940 d'exacerbation des nationalismes guerriers. La seconde réunit les individus nés entre 1928 et 1936, dont la première socialisation politique a eu lieu pendant la guerre et dans l'immédiat après-guerre. La troisième cohorte est composée des individus nés entre 1937 à 1945, dont la première socialisation politique a eu lieu dans l'après-seconde guerre mondiale. Les quatrième et cinquième cohortes regroupent les individus nés entre 1946 et 1954 et entre 1955 et 1963. Leur première socialisation politique a lieu dans le contexte des Trente Glorieuses et de la genèse de la construction européenne. Ces trois cohortes ont également construit leur rapport au politique dans le contexte de la guerre froide. La sixième cohorte rassemble les individus nés entre 1964 et 1972, dont la première socialisation politique a eu lieu dans le contexte de relance du processus d'intégration européenne avec l'acte unique puis le processus de négociation du traité de Maastricht et de fin de la guerre froide, des politiques de *perestroïka* et de *glasnost* à la chute du mur de Berlin en novembre 1989. La septième cohorte est composée des individus nés entre 1973 et 1981, dont la première socialisation politique a eu lieu au moment de la difficile ratification du traité de Maastricht mais aussi des guerres dans les Balkans. La huitième cohorte réunit les individus nés entre 1982 et 1990. Leur première socialisation politique a eu lieu dans le contexte des traités européens successifs de la fin des années 1990, traité d'Amsterdam et traité de Nice suivi de l'échec du traité constitutionnel en 2005. La neuvième cohorte enfin rassemble les individus nés entre 1991 et 2000, dont la première socialisation politique a eu lieu dans le contexte des crises successives de l'Union européenne – crise institutionnelle liée à l'échec de la ratification du traité constitutionnel, crise économique, crise de la dette souveraine, crise migratoire, Brexit.

Le suivi dans le temps, de 1990 à 2018, de la confiance dans l'UE de ces cohortes, offre quelques éléments d'analyse en termes de générations et en termes de périodes. Le graphique 4 permet tout d'abord de constater qu'à chaque date d'enquête, la cohorte la plus jeune est plus confiante en l'Union européenne que ne le sont les cohortes plus âgées. Cette plus forte confiance des plus jeunes ne conduit cependant pas mécaniquement à la progression de la confiance dans l'UE *via* le remplacement générationnel car la confiance est très sensible à des effets de période. En 1990, toutes les cohortes affichent un très fort niveau de confiance en l'UE, de 70 % pour la cohorte la plus jeune, celle née entre 1964 et 1972, à 62 % pour la cohorte née entre 1946 et 1954. Ce haut niveau de confiance s'inscrit dans un contexte de relance du processus d'intégration européenne à travers l'acte unique européen et la promesse d'un grand marché qui culmine avec le projet de traité sur l'UE (traité de Maastricht), acte fondateur de l'euro et d'un véritable système politique européen. Neuf ans plus tard, dans un contexte de doutes sur le processus d'intégration européenne consécutifs aux rejets par référendum du traité de Maastricht par les Danois et du traité de Nice par les Irlandais, mais également à l'incapacité des Européens à réagir de manière concertée en ex-Yougoslavie, la confiance a chuté dans l'ensemble des cohortes. Elle perd 14 points parmi la cohorte née entre 1955 à 1963 et jusqu'à 27 parmi celle née entre 1937 et 1945. L'effondrement de la confiance est particulièrement fort dans la cohorte qui était la plus jeune neuf ans plus tôt, celle des individus nés entre 1964 et 1972 (- 24 %), d'où l'absence d'un effet mécanique de progression de la confiance avec le remplacement des générations.

Entre 1999 et 2008, puis de nouveau entre 2008 et 2018, les effets de période sont moins clairs. Pendant la première période, la confiance dans l'UE croît dans trois cohortes, les personnes nées entre 1919 et 1927, entre 1928 et 1936 et celles nées entre 1964 et 1972. Elle décroît dans les quatre autres cohortes, soit parmi l'ensemble des personnes nées entre 1936 et 1964 ainsi que parmi la cohorte la plus jeune, celle des personnes nées entre 1973 et 1981. Il paraît probable que, pour les deux premières, cette hausse de la confiance soit la conséquence d'un vrai effet de génération. Il s'agit en effet des deux cohortes composées d'individus ayant des souvenirs de la seconde guerre mondiale et ayant été socialisés à l'intégration européenne dans un contexte où le cadrage de l'intégration est celui du rejet des guerres. Il est possible que, bien que touchés par l'effet de période du début des années 1990 comme les autres cohortes, leur confiance dans l'UE se soit ensuite raffermie à

travers la réactivation de ce cadrage dans un contexte de réaffirmation des nationalismes exclusifs marqué en France par la qualification de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. Pendant la deuxième période, de 2008 à 2018, la tendance générale est à la hausse de la confiance dans l'UE dans quatre cohortes et à la baisse dans trois, dont à nouveau la plus jeune, les individus nés entre 1982 et 1990.

Graphique 4. Évolution de la confiance en l'Union européenne en France en fonction des générations (1990-2018)



Source : enquêtes Valeurs 1990, 1999, 2008 et 2018.

Lecture : en 1990, 66 % des enquêtés français nés entre 1937 et 1945 avaient confiance dans l'UE. En 1999, ils n'étaient plus que 39 %. En 2018, ce sont 49 % des individus de cette cohorte qui ont confiance dans l'UE, alors que cette confiance est partagée par 56 % des individus nés entre 1991 et 2000.

Analyser l'évolution de la confiance en suivant les cohortes permet donc de comprendre pourquoi la confiance plus forte des plus jeunes, quelle que soit la période, ne produit pas une hausse de la confiance à travers le changement des générations sur le long terme. Si les plus jeunes se montrent les plus confiants au moment de leur entrée dans la vie politique, ils sont aussi très sensibles aux effets de période. Dans un contexte négatif ou ambivalent à l'égard de l'intégration européenne, leur confiance a donc tendance à décroître pendant leur première période de citoyens. De plus, même pendant cette première période, leur citoyenneté ne se traduit pas

toujours en actes. En effet, appelés à voter à différents scrutins, locaux, nationaux et européens, seuls 34 % des jeunes âgés de 18 à 29 ans en 2018 et ayant déjà eu l'occasion de s'exprimer dans les urnes, disent voter à chaque élection, contre 82 % des plus de 60 ans. Dès lors, si le soutien de la cohorte la plus jeune au processus d'intégration européenne est plus fort, il n'a que peu d'influence sur le système politique national et européen.

Sur ce dernier point, les résultats de l'enquête Valeurs confirment donc ceux d'une des rares études du soutien à l'UE en termes de générations : en raison de la très forte proportion de personnes âgées dans les électors, des pays membres, et en particulier parmi les votants, les attitudes plus favorables à l'égard du processus d'intégration européenne des jeunes ne sont que peu prises en compte par les partis politiques (Down, Wilson, 2013). Cette recherche distingue six différentes générations selon le contexte de leur première socialisation à l'intégration européenne : avant la signature du traité instituant la CEE, entre le traité CEE et le traité de fusion des exécutifs en 1965, entre le traité de fusion et l'Acte unique européen en 1986, entre l'Acte unique et le traité de Maastricht en 1992, entre le traité de Maastricht et la mise en place de l'euro en 2002 et enfin après la mise en place de l'euro. Ses auteurs concluent que le remplacement générationnel produit sur le long terme une hausse des attitudes favorables à l'intégration européenne et en particulier de l'attachement et de l'identification à l'Europe (Down, Wilson, 2013 ; Down, Wilson, 2017⁹). Leur modèle est notamment conforté par le fort soutien des jeunes Britanniques à l'UE (Fox, Pearce, 2018).

Nos analyses à partir des données de l'enquête Valeurs pour la France ne confirment pas ces résultats. De fait, une très récente étude souligne également l'importance à la fois de la nationalité et des effets de période pour comprendre les différences entre cohortes. Ses résultats montrent en particulier que toutes les cohortes ne réagissent pas de la même façon aux effets de contexte. Ainsi, dans la période postcrise, les jeunes générations des pays les plus endettés se montrent beaucoup moins en faveur de l'UE que les générations socialisées au processus d'intégration européenne avant le traité de Maastricht (Lauterbach, Vries, 2020). Ces récentes analyses invitent dès lors à poursuivre les recherches en termes générationnels.

9. Leurs analyses portent sur les populations des quinze premiers États membres de l'UE.

Conclusion

Les jeunes sont-ils plus favorables au processus d'intégration européenne et leur soutien contribue-t-il à l'accroissement des opinions en faveur de l'intégration européenne sur le moyen et sur le long terme *via* le remplacement générationnel ? À ces deux questions, les observateurs des années 1970 répondaient positivement. Constatant un plus fort soutien des jeunes au processus d'intégration, ils l'expliquaient par le contexte de socialisation politique de ces jeunes et prédisaient une hausse du soutien sur le long terme, notamment en raison de la hausse du sentiment d'appartenance à une entité politique européenne que cette socialisation devait produire. Cinquante ans plus tard, les jeunes se montrent toujours plus en faveur de l'UE et de l'intégration que la moyenne de la population dans la grande majorité des États membres, et en France en particulier. Les jeunes Français ont davantage confiance dans l'UE que leurs aînés. Ils sont également un peu plus nombreux à se déclarer en faveur d'une poursuite de l'élargissement. En revanche, leur sentiment d'appartenance à l'UE, bien que partagé par une large majorité d'entre eux, est moindre que celui du reste de la population. De fait, les jeunes se sentent davantage attachés au monde et concernés par l'humanité tout entière qu'attachés à l'UE et concernés par les autres Européens. Il serait donc hasardeux de considérer les jeunes Européens comme des fers de lance du processus d'intégration. Leur plus fort soutien s'explique surtout par leur niveau d'éducation et de soutien à l'innovation sociale plus élevé, et leur plus faible adhésion à une conception essentialiste de la nationalité. Par ailleurs, il ne se traduit pas en actes politiques, les jeunes votant en moyenne beaucoup moins que le reste de la population, quelle que soit l'élection, et en particulier aux élections européennes. Le plus fort soutien des jeunes au processus d'intégration européenne exerce dès lors peu d'effets sur les forces politiques. Pour autant, une analyse des attitudes à l'égard de l'UE mériterait d'être davantage développée, le contexte de la crise ne semblant pas avoir eu les mêmes effets sur toutes les cohortes. Ainsi, la cohorte des Français nés entre 1982 et 1990 se montrait très confiante en l'UE en 2008 (60 % de confiants contre 47 % en moyenne). En 2018, il s'agit de l'une des deux cohortes les moins confiantes (44 % de confiance contre 47 % en moyenne). L'entrée dans la vie de citoyen au moment des crises successives de l'UE pourrait être à l'origine d'un vrai effet de génération sur le long terme.

BIBLIOGRAPHIE

- Anderson C., 1998, "When in doubt, use proxies. Attitude toward domestic politics and support for European integration", *Comparative Political Studies*, n° 5, vol. 31, p. 569-601.
- Anderson C., Reichert S., 1996, "Economic benefits and support for membership in the EU: a cross-national analysis", *Journal of Public Policy*, n° 3, vol. 15, p. 231-249.
- Bantigny L., 2010, « Genèses de l'Europe, jeunesses d'Europe. Entre enchantement et désenchantement », *Histoire@Politique*, n° 10.
- Belot C., 2000, « Les jeunes face à l'intégration européenne », *Agora débats/jeunesses*, n° 20, p. 35-48.
- Belot C., 2014, « Les opinions des jeunes à l'égard de l'Union européenne », *Agora débats/jeunesses*, n° 67, p. 113-129.
- Belot C., Toumier V., 1998, « Les Jeunes, l'Europe et la nation », in Bréchon P., Cautrès B. (dir.), *Les enquêtes Eurobaromètres*, Paris, L'Harmattan, p. 115-129.
- Boehnke K., Fuss D., 2008, "What part does Europe play in the identity building of young European adults?", *Perspective on European Politics and Society*, n° 4, vol. 9, p. 466-479.
- Deflem M., Pampel F., 1996, "The myth of postnational identity: popular support for European unification", *Social Forces*, n° 1, vol. 75, p. 119-143.
- Down I., Wilson C., 2013, "A rising generation of Europeans? Life-cycle and cohort effects on support for 'Europe'", *European Journal of Political Research*, n° 4, vol. 52, p. 431-456.
- Down I., Wilson C., 2017, "A rising generation of Europeans? Revisited", *European Journal of Political Research*, n° 3, vol. 56, p. 199-214.
- Fox S., Pearce S., 2018, "The generational decay of euroscepticism in the UK and the EU referendum", *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, n° 1, vol. 28, p. 19-37.
- Gabel M., 1998, *Interests and Integration. Market Liberalization, Public Opinion and European Union*, Ann Arbor (États-Unis), University of Michigan Press.
- Hooghe, L. Marks, G., 2009, "A Postfunctionalist theory of european integration: From permissive consensus to constraining dissensus", *British Journal of Political Science*, n° 1, vol. 39, p. 1-23.
- Inglehart R., 1967, "An end to European integration?", *American Political Science Review*, n° 1, vol. 61, p. 91-105.
- Inglehart R., 1970, "Cognitive mobilization and European identity", *Comparative Politics*, n° 1, vol. 3, p. 45-70.
- Inglehart R., Rabier J.-R., 1979, "Europe elects a parliament: cognitive mobilization, political mobilization and pro-European attitudes as influences on voter turnout", *Government and Opposition*, n° 4, vol. 14, p. 479-507.
- Kuhn T., 2012, "Why educational exchange programmes miss their mark: cross-border mobility, education and European identity", *Journal of Common Market Studies*, n° 6, vol. 50, p. 994-1010.
- Lauterbach F., Vries C. de, 2020, "Europe belongs to the young? Generational differences in public opinion towards the European Union during the Eurozone crisis", *Journal of European Public Policy*, n° 2, vol. 27, p. 168-187.
- Lindberg L., Scheingold S., 1970, *Europe's Would-Be Polity. Patterns of Change in the European Community*, Upper Saddle River (États-Unis), Prentice Hall.

- McLaren L., 2002, "Public support for the European Union: cost/benefit analysis or cultural threat?", *The Journal of Politics*, n° 2, vol. 64, p. 551-566.
- Mitchell K., 2012, "Student mobility and European identity: Erasmus study as a civic experience?", *Journal of Contemporary European Research*, n° 4, vol. 8, p. 490-518.
- Mitchell K., 2015, "Rethinking the 'Erasmus effect' on European identity", *Journal of Common Market Studies*, n° 2, vol. 53, p. 330-348.
- Palayret J.-M., 1995, « Éduquer les jeunes à l'Union : la Campagne européenne de la jeunesse (1951-1958) », *Journal of European Integration History*, n° 2, p. 47-60.
- Percheron A., 1991, « Les Français et l'Europe : acquiescement de façade ou adhésion véritable ? », *Revue française de science politique*, n° 3, vol. 41, p. 382-406.
- Perrineau P., 2005, « Le référendum français du 29 mai 2005. L'irrésistible nationalisation d'un vote européen », in Perrineau P. (dir.), *Le vote européen 2004-2005*, Paris, Les Presses de Sciences Po, p. 229-244.
- Rekker R., 2018, "Growing up in a globalized society: why younger generations are more positive about the European Union?", *Young*, n° 4, vol. 26, p. 56-77.
- Sigalas E., 2010, « Cross-border mobility and European identity: the effectiveness of intergroup contact during the Erasmus year abroad », *European Union Politics*, n° 1, vol. 11, p. 241-265.
- Sloam J., 2018, "#Votebecause: youth mobilisation for the referendum on British membership of the European Union", *New Media & Society*, n° 11, vol. 20, p. 4017-4034.
- Van Ingelgom V., 2014, *Integrating Indifference. A Comparative, Qualitative and Quantitative Approach to the Legitimacy of European Integration*, Colchester (Royaume-Uni), ECPR.
- Vries C. de, Steenbergen M., 2013, "Variable opinions: the predictability of support for unification in European mass publics", *Journal of Political Marketing*, n° 1, vol. 12, p. 121-141.
- Wilson I., 2011, "What should we expect of 'Erasmus generations'?", *Journal of Common Market Studies*, n° 5, vol. 49, p. 1113-1140.

Présentation des auteurs et autrices

Yaëlle Amsellem-Mainguy

Sociologue, chargée de recherche à l'INJEP. Elle travaille sur la santé, le genre et la sexualité des jeunes, principalement sur les rapports sociaux et les inégalités. Spécialiste de l'adolescence et de l'entrée dans l'âge adulte des jeunes femmes, ses travaux portent également sur le milieu rural et la prison. Elle a publié plusieurs ouvrages, notamment : *Les jeunes, la sexualité et internet* (avec A. Vuattoux, éditions Bourin, 2020) ; *Enquêteur sur la jeunesse* (avec A. Vuattoux, Armand Colin, 2017) ; *Atlas des jeunes en France* (avec J. Timoteo, Autrement, 2012).

Camille Bedock

Chargée de recherches CNRS au Centre Émile-Durkheim à Sciences Po Bordeaux depuis septembre 2018. Elle a auparavant effectué un postdoctorat FNRS à l'Université Libre de Bruxelles (2016-2018) et réalisé sa thèse à l'Institut universitaire européen de Florence (2010-2014). Ses recherches portent sur les réformes de la démocratie et les conceptions des citoyens et des élus de leur système politique. Elle a écrit un ouvrage tiré de sa thèse et intitulé *Reforming Democracy : Institutional Engineering in Western Europe* (Oxford University Press, 2017). Elle a publié dans diverses revues de science politique comme la *Revue française de science politique*, *Government & Opposition*, *European Political Science Review* ou *Representation*.

Céline Belot

Chargée de recherche CNRS au laboratoire PACTE, université Grenoble Alpes et enseignante à Sciences Po Grenoble. Ses travaux portent notamment sur la formation du jugement citoyen à l'égard de l'UE et du processus d'intégration ainsi que sur le sentiment d'appartenance nationale. Sur ces thématiques, elle a récemment publié plusieurs chapitres dans l'ouvrage dirigé par Pierre Bréchon, Frédéric Gonthier et Sandrine Astor, *La France des Valeurs. Quarante ans d'évolution*, Grenoble, PUG, p. 332-338, ainsi que les articles et chapitres suivants : "Disentangling varieties of French nationalism, why does it matter?", *French Politics*, vol. 19, 2021 [à paraître] ; "Instrumental Political Support : Bringing policy preferences back into explanations of EU support", *West European Politics*, n° 4, vol. 40, 2017, (avec I. Guinaudeau). Elle travaille par ailleurs actuellement sur l'usage des enquêtes d'opinion par les gouvernants au niveau national (en France et en Allemagne) et européen.

Pierre Bréchon

Professeur de science politique à l'Institut d'études politiques de Grenoble qu'il a dirigé de 2002 à 2005, chercheur au laboratoire PACTE (unité mixte de recherche : IEPG, CNRS, UGA) et président de l'Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs (ARVAL). Il travaille sur la sociologie de l'opinion et des valeurs, la religiosité et l'incroyance, les élections, la comparaison des données issues des grandes enquêtes internationales. Il

a notamment publié *La France des valeurs* (avec F. Gonthier et S. Astor), aux Presses universitaires de Grenoble, 2019. Il dirige les collections « Politique en plus » et « Libres cours Politique » chez le même éditeur.

Frédéric Gonthier

Professeur de science politique à Sciences Po Grenoble, PACTE-CNRS, université Grenoble Alpes. Ses travaux portent principalement sur les valeurs et les opinions à l'égard de l'économie et de l'État-providence en France et en Europe. Également spécialiste en méthodologie des enquêtes, il est le responsable scientifique de l'*International Social Survey Programme* (ISSP) pour la France et membre du *Standing Group* et du *Methodology Group* de l'EVS. Au niveau national, il est le directeur du département Opinion et enquêtes sociopolitiques de la TGIR Progedo (CNRS-EHESS) et référent scientifique de la plateforme universitaire de données Grenoble Alpes (MSH-Alpes, UGA).

Laurent Lardeux

Chargé d'études et de recherche à l'INJEP, chercheur associé au laboratoire Triangle (unité mixte de recherche : CNRS, ENS de Lyon). Il travaille sur l'engagement, le rapport à la politique des nouvelles générations, les dispositifs de participation, et les migrations forcées. Il a notamment publié *Retours d'exil* (Éditions de l'EHESS, 2015), collaboré à plusieurs ouvrages collectifs, notamment *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Bréchon, P., Gonthier F., Astor S. [dir.], Presses universitaires de Grenoble, 2019; et rédigé plusieurs rapports pour l'INJEP, dont *S'engager pour la démocratie. Parcours de jeunes dans des collectifs d'expérimentation démocratique*, INJEP, 2019.

Guillaume Roux

Chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques, UMR PACTE, Sciences Po Grenoble. Ses recherches portent sur les attitudes envers les minorités, le racisme, les rapports minorités-police et l'expérience des discriminations, en particulier dans les quartiers populaires. Il a participé à différents projets internationaux sur les attitudes envers la police et au projet EODIPAR sur l'expérience des discriminations. Il a publié notamment « Expliquer le rejet de la police en banlieue : discriminations, "ciblage des quartiers" et racialisation. Un état de l'art », *Droit et société*, n° 3, 2017; et avec J. Talpin, H. Balazard, M. Carrel, S. Hadj Belgacem, S. Kaya et A. Purenne, *L'épreuve de la discrimination. Enquête dans les quartiers populaires*, aux Presses universitaires de France (février 2021).

Vincent Tiberj

Professeur à Sciences Po Bordeaux depuis 2017, après avoir été chargé de recherche pendant 13 ans au CEVIPOF, puis au CEE. Ses travaux actuels portent sur l'impact politique du renouvellement générationnel et sur la politique du multiculturalisme en Europe. Ses recherches ont pour objectif de comprendre comment les dynamiques générationnelles transforment (ou non) le rapport au politique, la participation politique, les systèmes de valeurs ou les alignements politiques en France et en Europe. Ses principales publications sont *Les citoyens qui viennent* (Presses universitaires de France, 2017), *La crispation hexagonale* (Plon, 2008), et *Français comme les autres ?* avec Sylvain Brouard (Les Presses de Sciences Po, 2005).

Table des matières

Introduction

Le plus bel âge pour la démocratie française ?	7
<i>Laurent Lardeux, Vincent Tiberj</i>	
Désenchantement ou réenchantement démocratique ?	9
Les évolutions du rapport des jeunes à la démocratie : effets de génération, d'âge et/ou de période	13
Bibliographie	18

Première partie

Inégalités entre jeunes et polarisation des valeurs	21
--	----

Chapitre 1

Des jeunes et des inégalités	23
<i>Yaëlle Amsellem-Mainguy et Laurent Lardeux</i>	

Le diplôme toujours protecteur dans un contexte de compétition sociale et professionnelle accrue	25
---	----

<i>Une « démocratisation scolaire » fragmentée</i>	25
--	----

<i>La scolarisation des filles : des études plus longues mais dans des filières moins sélectives</i>	26
--	----

<i>Niveau de diplôme et origine sociale</i>	28
---	----

Une précarité des jeunes qui s'accroît depuis 2008	29
---	----

<i>La précarité, un passage obligé pour les jeunes adultes ?</i>	30
--	----

<i>Une dégradation des conditions de vie qui s'accroît</i>	31
--	----

<i>Le chômage révélateur des inégalités intragénérationnelles</i>	33
---	----

Une entrée dans la vie amoureuse, conjugale et parentale qui s'étire	37
---	----

Conclusion	39
-------------------------	----

Bibliographie	41
----------------------------	----

Chapitre 2

Les valeurs économiques et sociales des jeunes : plus interventionnistes, plus altruistes..... 45

Frédéric Gonthier

**Des aspirations contrariées
par un environnement économique dégradé**..... 46

**Des jeunes peu adeptes de l'économie de marché
mais pas si différents des autres Français**..... 47

**Des jeunes d'autant plus cohérents sur l'économie
qu'ils sont politisés**..... 50

**La demande d'État progresse de façon plus continue
chez les jeunes**..... 52

Les jeunes ont rattrapé leurs aînés sur le plan de l'altruisme..... 55

Bibliographie..... 61

Chapitre 3

Individualisation ou valeurs traditionnelles?..... 63

*Idéal familial, libéralisme des mœurs
et valeurs de tolérance*

Pierre Bréchon

Une famille de plus en plus individualisée..... 64

Quel statut familial pour les jeunes?..... 64

La famille d'origine reste très importante..... 64

Le couple, objet de fortes attentes..... 65

Le mariage, pas dépassé, mais un sens recomposé..... 68

*Des rôles masculins et féminins de plus en plus indifférenciés
et égalitaires*..... 69

Le libéralisme des mœurs en forte croissance..... 73

Pas beaucoup de tolérance pour les incivilités..... 76

Conclusion..... 78

Bibliographie..... 79

Chapitre 4	
Une jeunesse moins « ouverte » que par le passé sur les questions touchant aux immigrés et aux minorités ?	81
<i>Guillaume Roux</i>	
Introduction	81
Les jeunes sont-ils plus « ouverts » aux immigrés et aux minorités que leurs aînés ?	82
<i>Une spécificité des jeunes ou des générations les plus anciennes ?</i>	82
<i>L'évolution des opinions envers les immigrés : une polarisation croissante des jeunes ?</i>	85
Les variables associées au rejet des immigrés : le poids d'une conception de la francité comme « origine »	89
Conclusion	95
Bibliographie	96
 Deuxième partie	
Participation politique, démocratie et rapport aux institutions	97
Chapitre 5	
Les jeunes Français sont-ils moins attachés à la démocratie que les autres ?	99
<i>Une exploration des déterminants du soutien aux alternatives non démocratiques</i>	
<i>Camille Bedock</i>	
Des jeunes générations plus critiques et plus exigeantes sur leur système démocratique	101
<i>Génération et conceptions de la démocratie</i>	101
<i>Génération et soutien à des alternatives non démocratiques</i>	104
Une analyse statistique du soutien aux alternatives non démocratiques	108
<i>Trois hypothèses concurrentes :</i>	
<i>statut, génération et cycle de vie, conception de la démocratie</i>	108
<i>Variables testées</i>	110
<i>Un effet de génération pour le soutien à un gouvernement militaire</i>	111

Conclusion	116
Bibliographie	118
Chapitre 6	
Ni pires, ni meilleurs... différents!	121
Comment la citoyenneté évolue parmi les jeunes <i>Vincent Tiberj</i>	
De la démocratie représentative aux « citoyens qui s'affirment »	122
Les rapports à la politique : premières approches	125
Une typologie des rapports à la citoyenneté	134
Quelles conséquences des types de citoyenneté ?	137
Conclusion	141
Bibliographie	142
Chapitre 7	
Trop apathiques ou trop remuants ?	145
Génération et participation politique <i>Vincent Tiberj</i>	
La banalisation de la protestation	148
Le décentrement du vote	153
L'évolution du répertoire d'action de la participation	156
Conclusion	164
Bibliographie	165
Chapitre 8	
« Tout est chaos ? »	167
Prendre position en politique dans les années Macron <i>Vincent Tiberj</i>	
Montée des non-alignés et recul de la gauche : leçons de 2018 et 2008	168
Les raisons du recul de la gauche : droitisation des idées ou rejet de l'offre politique ?	173
Un effet du « nouveau monde » ou un rejet de l'offre politique ?	181
Conclusion	187
Bibliographie	188

Troisième partie	
Sentiment d'appartenance locale, nationale, européenne et supranationale	189
Chapitre 9	
Entre cosmopolitisme et fierté nationale : des sentiments d'appartenance hybrides	191
<i>Laurent Lardeux</i>	
Une vigueur retrouvée des identifications nationales entre 1981 et 2008	193
Cosmopolitisme et appartenances postnationales	195
Postnational <i>versus</i> supranational : une identification au monde mais pas à l'Europe	198
Convergence générationnelle du sentiment de fierté nationale ..	199
Une citoyenneté entre valeurs politiques (<i>demos</i>) et valeurs ethniques (<i>ethnos</i>)	202
Conclusion	206
Bibliographie	206
Chapitre 10	
Les jeunes Français et l'Union européenne : une relation contrariée	209
<i>Céline Belot</i>	
Les jeunes Français et l'intégration européenne, plus confiants mais moins attachés	211
Le soutien des jeunes à l'intégration européenne : l'âge comme médiateur d'autres effets sociaux	217
Âge, période et générations : de quelques effets sur la confiance à l'égard de l'UE	221
Conclusion	225
Bibliographie	226
Présentation des auteurs et autrices	229

Hausse de l'abstention, affaiblissement des allégeances partisans, défiance à l'égard du personnel politique, intérêt supposé pour des régimes non démocratiques : les symptômes d'une fragilisation des relations des jeunes citoyens français vis-à-vis des institutions de la vie démocratique se multiplient. Doit-on prendre au sérieux ces discours alarmistes sur la « déconsolidation » ou l'« érosion » démocratique ? À partir des résultats de la dernière enquête européenne Valeurs (European Values Survey [EVS]) conduite en 2018, les chercheurs et chercheuses réunis dans cet ouvrage nous invitent à poser un regard plus nuancé sur cette question. Les dix chapitres du livre attestent plutôt d'aspirations nouvelles chez les plus jeunes pour une démocratie plus directe et davantage tournée vers des valeurs d'égalité et de justice globale.

Du point de vue des jeunes citoyens, la démocratie contemporaine est inadaptée pour faire face à l'accroissement des inégalités, l'insécurité sociale croissante ou le dérèglement climatique. La défiance observée n'a en effet pas grand-chose à voir avec un sentiment de dépossession politique. Ils et elles semblent davantage prêts à expérimenter de nouveaux régimes de citoyenneté hors des institutions politiques traditionnelles. Avec le renouvellement générationnel en cours et la généralisation des formes d'expression politique alternatives se pose la question des modalités d'inclusion à initier pour impliquer les citoyens, notamment les plus jeunes, dans le débat démocratique. Voter et suivre un parti ou un président ne suffit plus.

Abordant à la fois la question des inégalités entre jeunes et leurs effets sur la polarisation des valeurs politiques, économiques et sociales (partie 1), la participation politique et le rapport aux institutions (partie 2), ou encore le sentiment d'appartenance locale, nationale, européenne et supranationale (partie 3), ce livre montre combien les nouvelles générations (et celles qui les ont précédées) oscillent entre désenchantement politique et réenchantement démocratique. Nombre de citoyens qui émergent témoignent ainsi d'aspirations nouvelles vers plus d'horizontalité, en réaffirmant avec vigueur un désir de participer plus directement au débat public.

Laurent LARDEUX est chargé d'études et de recherche à l'INJEP, chercheur associé au laboratoire Triangle.

Vincent TIBERJ est professeur des universités à Science Po Bordeaux et chercheur au Centre Emile Durkheim.

Avec les contributions de : Yaëlle AMSELLEM-MAINGUY, Camille BEDOCK, Céline BELOT, Pierre BRÉCHON, Frédéric GONTHIER, Guillaume ROUX.

Diffusion

**Direction de l'information
légale et administrative**

La documentation Française
www.vie-publique.fr/publications

Imprimé en France

Prix : 21 €

ISBN 978-2-11-157256-0

